



TROISIÈME TRIMESTRE DE 2025 COMMUNIQUÉ PORTANT SUR LES RÉSULTATS

LA BANQUE ROYALE DU CANADA DÉCLARE SES RÉSULTATS POUR LE TROISIÈME TRIMESTRE DE 2025

Sauf indication contraire, tous les montants sont libellés en dollars canadiens et sont basés sur nos états financiers présentés selon la Norme comptable internationale 34 *Information financière intermédiaire*. Notre rapport aux actionnaires portant sur le troisième trimestre de 2025 ainsi que notre document d'information financière complémentaire sont disponibles sur notre site Web, à l'adresse <https://www.rbc.com/investisseurs>, et sur SEDAR+, à l'adresse <https://www.sedarplus.com>.

Bénéfice net 5,4 milliards de dollars <i>Hausse de 21 % d'un exercice à l'autre</i>	Bénéfice dilué par action⁽¹⁾ 3,75 \$ <i>Hausse de 21 % d'un exercice à l'autre</i>	Total de la DPPC⁽¹⁾ 0,9 milliard de dollars <i>Ratio de la DPPC liée Aux prêts⁽¹⁾ en baisse de 23 p.b.⁽¹⁾ d'un trimestre à l'autre</i>	RCP⁽¹⁾ 17,3 % <i>Hausse de 180 p.b. d'un exercice à l'autre</i>	Ratio CET1⁽²⁾ 13,2 % <i>Supérieur au seuil réglementaire</i>
Bénéfice net ajusté⁽³⁾ 5,5 milliards de dollars <i>Hausse de 17 % d'un exercice à l'autre</i>	Bénéfice dilué par action ajusté⁽³⁾ 3,84 \$ <i>Hausse de 18 % d'un exercice à l'autre</i>	Total de la CVPC⁽¹⁾ 7,7 milliards de dollars <i>Ratio de la CVPC liée aux prêts⁽¹⁾ stable d'un trimestre à l'autre</i>	RCP ajusté⁽³⁾ 17,7 % <i>Hausse de 130 p.b. d'un exercice à l'autre</i>	Ratio de liquidité à court terme⁽⁴⁾ 129 % <i>Baisse par rapport à 131 % au trimestre précédent</i>

TORONTO, le 27 août 2025 – La Banque Royale du Canada⁽⁵⁾ (RY sur TSX et NYSE) a déclaré aujourd'hui un bénéfice net record de 5,4 milliards de dollars pour le trimestre clos le 31 juillet 2025, soit une hausse de 928 millions, ou 21 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Le bénéfice dilué par action s'est établi à 3,75 \$, en hausse de 21 % par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, ce qui reflète une croissance dans chacun de nos secteurs d'exploitation. Le bénéfice net ajusté⁽³⁾ de 5,5 milliards de dollars et le bénéfice dilué par action ajusté⁽³⁾ de 3,84 \$ affichent une hausse respective de 17 % et de 18 % par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent.

« Les résultats records de ce trimestre témoignent de l'attention soutenue que porte RBC à ses clients depuis fort longtemps, ainsi que de son engagement à réaliser les aspirations de croissance audacieuses qu'elle a présentées lors de sa récente Journée des investisseurs. Nous avons enregistré une forte croissance dans chacun de nos secteurs d'exploitation, ce qui reflète la force de notre modèle d'affaires diversifié, notre solide position de capital, nos investissements dans la technologie et les talents, de même que notre approche rigoureuse en matière de gestion des risques et des dépenses. Grâce aux efforts incroyables de l'équipe RBC, nous créons de la valeur et produisons un rendement supérieur tout au long du cycle, tout en nous efforçant d'anticiper les attentes de nos clients dans une économie et un monde en évolution rapide. »

– Dave McKay, président et chef de la direction de la Banque Royale du Canada

Le bénéfice avant dotation et impôt⁽³⁾ record de 7,8 milliards de dollars a progressé de 1,7 milliard, ou 29 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, en raison principalement de l'augmentation des revenus du secteur Marchés des Capitaux du fait de la robustesse des secteurs Grande entreprise et services de banque d'investissement et Marchés mondiaux, ainsi que de la hausse du revenu net d'intérêt dans les secteurs Services bancaires aux particuliers et Services bancaires aux entreprises reflétant la forte croissance moyenne des volumes, et de l'élargissement des écarts dans le secteur Services bancaires aux particuliers. La hausse des revenus liés aux services tarifés du secteur Gestion de patrimoine, qui reflète l'appréciation des marchés et les ventes nettes, a également contribué à cette augmentation. Ces facteurs ont été atténués par la hausse de la rémunération variable proportionnelle à l'amélioration des résultats, de même que par nos investissements soutenus dans nos effectifs et la technologie dans l'ensemble de nos activités.

Nos résultats consolidés reflètent une augmentation de 222 millions de dollars du total de la dotation à la provision pour pertes de crédit par rapport à il y a un an, en raison essentiellement de la hausse des dotations dans les secteurs Marchés des Capitaux, Services bancaires aux entreprises et Services bancaires aux particuliers, partiellement contrebalancée par des contrepassations dans le secteur Gestion de patrimoine au cours du trimestre à l'étude. Le ratio de la dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts s'est établi à 35 p.b., en hausse de 8 p.b. par rapport à l'exercice précédent.

(1) Se reporter au glossaire de notre rapport de gestion intermédiaire daté du 26 août 2025 pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2025, disponible à l'adresse <https://www.sedarplus.com/>, pour une définition de ces mesures. La définition est intégrée par renvoi aux présentes.

(2) Le ratio des fonds propres de première catégorie (CET1) est calculé conformément à la ligne directrice sur les normes de fonds propres du Bureau du surintendant des institutions financières (BSIF) au titre de Bâle III.

(3) Il s'agit de mesures ou de ratios hors PCGR. Pour plus de détails, y compris un rapprochement, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR aux pages 5 et 6 du présent communiqué portant sur les résultats.

(4) Le ratio de liquidité à court terme est calculé conformément à la ligne directrice sur les normes de liquidité du BSIF. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique Risque de liquidité et de financement de notre rapport aux actionnaires portant sur le troisième trimestre de 2025.

(5) Les expressions « nous », « notre », « la banque » ou « RBC » désignent la Banque Royale du Canada et ses filiales, le cas échéant.

Comparativement au trimestre précédent, le bénéfice net s'est accru de 23 %, reflétant la croissance des résultats pour l'ensemble de nos secteurs d'exploitation. Le bénéfice net ajusté⁽⁶⁾ a augmenté de 22 % par rapport à cette même période. Le bénéfice avant dotation et impôt⁽⁶⁾ s'est accru de 0,8 milliard de dollars, ou 12 %, la hausse des revenus ayant plus que neutralisé la croissance des dépenses. Le ratio de la dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts s'est établi à 35 p.b., en baisse de 23 p.b., par rapport au trimestre précédent, lequel affichait une augmentation des dotations liées aux prêts productifs qui reflétait l'incidence potentielle des perturbations commerciales (y compris les tarifs douaniers). Le ratio de la dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux⁽⁷⁾ s'est établi à 36 p.b., en hausse de 1 p.b. par rapport au trimestre précédent, alors que le ratio de la dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts productifs⁽⁷⁾ s'est établi à (1) p.b., en baisse de 24 p.b. par rapport au trimestre précédent.

Notre position de capital demeure forte, avec un ratio de fonds propres de première catégorie sous forme d'actions ordinaires (CET1)⁽⁸⁾ de 13,2 %, témoignant ainsi de la forte croissance des volumes. Nous avons également versé à nos actionnaires 3,1 milliards de dollars sous forme de dividendes sur actions ordinaires et de rachats d'actions.

	Données présentées :		Montants ajustés ⁽⁶⁾ :	
T3 2025 par rapport au T3 2024	• Bénéfice net de 5 414 millions de dollars	↑ 21 %	• Bénéfice net de 5 534 millions de dollars	↑ 17 %
	• Bénéfice dilué par action de 3,75 \$	↑ 21 %	• Bénéfice dilué par action de 3,84 \$	↑ 18 %
	• RCP de 17,3 %	↑ 180 p.b.	• RCP de 17,7 %	↑ 130 p.b.
	• Ratio CET1 ⁽⁸⁾ de 13,2 %	↑ 20 p.b.		
T3 2025 par rapport au T2 2025	• Bénéfice net de 5 414 millions de dollars	↑ 23 %	• Bénéfice net de 5 534 millions de dollars	↑ 22 %
	• Bénéfice dilué par action de 3,75 \$	↑ 24 %	• Bénéfice dilué par action de 3,84 \$	↑ 23 %
	• RCP de 17,3 %	↑ 310 p.b.	• RCP de 17,7 %	↑ 300 p.b.
	• Ratio CET1 ⁽⁸⁾ de 13,2 %	→ stable		
Cumul annuel 2025 par rapport au cumul annuel 2024	• Bénéfice net de 14 935 millions de dollars	↑ 24 %	• Bénéfice net de 15 316 millions de dollars	↑ 18 %
	• Bénéfice dilué par action de 10,31 \$	↑ 24 %	• Bénéfice dilué par action de 10,58 \$	↑ 17 %
	• RCP de 16,1 %	↑ 170 p.b.	• RCP de 16,5 %	↑ 90 p.b.

Services bancaires aux particuliers

Le bénéfice net de 1 938 millions de dollars a augmenté de 352 millions, ou 22 %, sur un an, en raison principalement de la hausse du revenu net d'intérêt reflétant l'élargissement des écarts et la croissance moyenne des volumes de 3 % dans le secteur Services bancaires aux particuliers – Canada. L'augmentation des revenus autres que d'intérêt a également favorisé cette hausse. Les frais autres que d'intérêt, qui incluent les synergies réalisées dans le cadre de l'acquisition de la Banque HSBC Canada (HSBC Canada), sont demeurés relativement stables.

Comparativement au trimestre précédent, le bénéfice net s'est accru de 336 millions de dollars, ou 21 %, en raison principalement de la diminution de la dotation à la provision pour pertes de crédit, le trimestre précédent reflétant une hausse des dotations liées aux prêts productifs attribuable à l'incidence potentielle des perturbations commerciales (y compris les tarifs douaniers). La hausse du revenu net d'intérêt attribuable au fait que le trimestre à l'étude comptait trois jours de plus, la croissance moyenne des volumes et l'élargissement des écarts dans le secteur Services bancaires aux particuliers – Canada ont également contribué à la hausse précitée.

Services bancaires aux entreprises

Le bénéfice net de 836 millions de dollars s'est accru de 19 millions, ou 2 %, sur un an, la croissance du total des revenus ayant été contrebalancée en partie par la hausse de la dotation à la provision pour pertes de crédit. Les frais autres que d'intérêt, qui incluent les synergies réalisées dans le cadre de l'acquisition de HSBC Canada (la transaction visant HSBC Canada), sont demeurés relativement stables.

Comparativement au trimestre précédent, le bénéfice net a augmenté de 239 millions de dollars, ou 40 %, en raison principalement de la baisse de la dotation à la provision pour pertes de crédit, le trimestre précédent reflétant une hausse des dotations liées aux prêts productifs attribuable à l'incidence potentielle des perturbations commerciales (y compris les tarifs douaniers). La hausse du revenu net d'intérêt, découlant principalement du fait que le trimestre à l'étude comptait trois jours de plus, et l'élargissement des écarts ont également contribué à l'augmentation précitée.

(6) Il s'agit de mesures ou de ratios hors PCGR. Pour plus de détails, y compris un rapprochement, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR aux pages 5 et 6 du présent communiqué portant sur les résultats.

(7) Se reporter au glossaire de notre rapport de gestion intermédiaire daté du 26 août 2025 pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2025, disponible à l'adresse <https://www.sedarplus.com/>, pour une définition de ces mesures. La définition est intégrée par renvoi aux présentes.

(8) Le ratio CET1 ratio est calculé conformément à la ligne directrice sur les normes de fonds propres du BSIF.

Gestion de patrimoine

Le bénéfice net de 1 096 millions de dollars a augmenté de 147 millions, ou 15 %, par rapport à il y a un an, en raison essentiellement de la croissance des actifs liés aux services tarifés des clients, qui reflète l'appréciation des marchés et les ventes nettes, ce qui a également entraîné une augmentation de la rémunération variable.

Comparativement au trimestre précédent, le bénéfice net a augmenté de 167 millions de dollars, ou 18 %, en raison essentiellement de la croissance des revenus liés aux services tarifés, qui découle de la hausse des actifs liés aux services tarifés des clients reflétant l'appréciation des marchés et les ventes nettes, ainsi que du fait que le trimestre à l'étude comptait trois jours de plus. Le trimestre à l'étude reflétait également des contrepassations de dotations découlant des prêts productifs pour le secteur Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National Bank), comparativement à des dotations constituées au trimestre précédent. La hausse du revenu net d'intérêt reflétant l'élargissement des écarts et le fait que le trimestre à l'étude comptait trois jours de plus ont également contribué à cette progression. Ces facteurs ont été atténués par l'augmentation de la rémunération variable.

Assurances

Le bénéfice net de 247 millions de dollars a augmenté de 77 millions, ou 45 %, par rapport à il y a un an, ce qui s'explique surtout par la hausse du résultat des activités d'assurance reflétant l'amélioration de la sinistralité pour l'assurance vie. La hausse du résultat des placements d'assurance, principalement attribuable à la diminution des coûts de financement, a également favorisé l'accroissement.

Comparativement au trimestre précédent, le bénéfice net a augmenté de 36 millions de dollars, ou 17 %, ce qui s'explique surtout par la hausse du résultat des activités d'assurance reflétant l'amélioration de la sinistralité pour l'assurance vie. Cela a été partiellement contrebalancé par une sinistralité liée aux placements moins favorable.

Marchés des Capitaux

Le bénéfice net de 1 328 millions de dollars a augmenté de 156 millions de dollars, ou 13 %, sur un an, en raison surtout de la hausse des revenus des secteurs Marchés mondiaux et Grande entreprise et services de banque d'investissement. Ces facteurs ont été atténués par l'augmentation de la dotation à la provision pour pertes de crédit, par la hausse de la rémunération par suite de l'amélioration des résultats ainsi que par l'accroissement du taux d'imposition effectif attribuable à l'incidence des dispositions législatives sur le deuxième pilier et à des changements dans la composition du bénéfice.

Comparativement au trimestre précédent, le bénéfice net s'est accru de 126 millions de dollars, ou 10 %, en raison surtout de la hausse des revenus tirés des activités de négociation de titres à revenu fixe surtout aux États-Unis et de l'intensification des activités d'origination de titres de créance et de titres de participation dans la plupart des régions. Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par la baisse des revenus tirés des activités de négociation de titres de participation dans la plupart des régions et par l'augmentation de la rémunération découlant de résultats supérieurs.

Services de soutien généraux

La perte nette s'est chiffrée à 31 millions de dollars pour le trimestre considéré, en raison principalement des coûts non affectés résiduels, y compris les indemnités de départ, contrebalancés en partie par les activités de gestion actif-passif.

La perte nette s'est chiffrée à 151 millions de dollars au trimestre précédent, en raison principalement des coûts non affectés résiduels, y compris les indemnités de départ.

La perte nette s'est chiffrée à 208 millions de dollars à la période correspondante de l'exercice précédent, en raison principalement de l'incidence après impôt des coûts de transaction et d'intégration de HSBC Canada de 125 millions, qui est traitée comme un élément spécifié. Les coûts non affectés ont également contribué à la perte nette.

Fonds propres – Au 31 juillet 2025, notre ratio CET1⁽⁹⁾ de 13,2 % est demeuré stable par rapport au trimestre précédent, ce qui reflète le montant net des capitaux autogénérés qui a été contrebalancé par l'augmentation de l'actif pondéré en fonction des risques, les rachats d'actions, l'effet de la baisse de la notation des États-Unis et les changements aux paramètres de risque.

Liquidité – Pour le trimestre clos le 31 juillet 2025, la moyenne du ratio de liquidité à court terme⁽¹⁰⁾ s'est établie à 129 %, ce qui représente un excédent d'environ 103 milliards de dollars, comparativement à 131 % et à un excédent d'environ 107 milliards au trimestre précédent. Le ratio de liquidité à court terme moyen⁽¹⁰⁾ a diminué par rapport au trimestre précédent, principalement en raison de l'augmentation des prêts, qui a été partiellement contrebalancée par la baisse des exigences de financement liées aux titres et aux transactions de financement liées aux titres, ainsi que de la croissance des dépôts et du financement.

Au 31 juillet 2025, le ratio de liquidité à long terme⁽¹¹⁾ s'établissait à 114 %, ce qui se traduit par un excédent d'environ 137 milliards de dollars, comparativement à 116 % et à un excédent d'environ 154 milliards au trimestre précédent. Le ratio de liquidité à long terme⁽¹¹⁾ a diminué par rapport au trimestre précédent, en raison principalement de la croissance des prêts et des exigences de financement liées aux titres et aux transactions de financement liées aux titres.

Qualité du crédit

Troisième trimestre de 2025 par rapport au troisième trimestre de 2024

Le total de la dotation à la provision pour pertes de crédit de 881 millions de dollars a augmenté de 222 millions, ou 34 %, par rapport à il y a un an, ce qui s'explique surtout par la hausse des dotations des secteurs Marchés des Capitaux, Services bancaires aux entreprises et Services bancaires aux particuliers, atténuée par des contrepassations dans le secteur Gestion de patrimoine au cours du trimestre à l'étude, comparativement à des dotations constituées au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Le ratio de la dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts de 35 p.b. a augmenté de 8 p.b. Le ratio de la dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux de 36 p.b. a augmenté de 10 p.b.

La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts productifs était de (28) millions de dollars, comparativement à 42 millions à l'exercice précédent, en raison des changements favorables concernant nos perspectives macroéconomiques, contrebalancés en partie par des changements défavorables concernant la qualité du crédit et la croissance du portefeuille au trimestre à l'étude.

La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux de 913 millions de dollars a augmenté de 290 millions, ou 47 %, en raison surtout de l'augmentation des dotations pour les secteurs Marchés des Capitaux, Services bancaires aux entreprises et Services bancaires aux particuliers.

Troisième trimestre de 2025 par rapport au deuxième trimestre de 2025

Le total de la dotation à la provision pour pertes de crédit a diminué de 543 millions de dollars, ou 38 %, par rapport au trimestre précédent, en raison essentiellement du repli des dotations dans les secteurs Services bancaires aux entreprises et Services bancaires aux particuliers, et des contrepassations dans le secteur Gestion de patrimoine au trimestre à l'étude, comparativement à des dotations constituées au trimestre précédent. Le ratio de la dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts s'est replié de 23 p.b. Le ratio de la dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux a augmenté de 1 p.b.

La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts productifs était de (28) millions de dollars, comparativement à 568 millions au trimestre précédent, ce qui reflète les contrepassations du trimestre à l'étude, en raison essentiellement des changements favorables concernant nos perspectives macroéconomiques, contrebalancés en partie par les changements défavorables concernant la qualité du crédit et la croissance du portefeuille, comparativement à des dotations constituées au trimestre précédent, ce qui reflète l'incidence potentielle des perturbations commerciales (y compris les tarifs douaniers).

La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux a augmenté de 61 millions de dollars, ou 7 %, en raison principalement de l'augmentation des dotations dans le secteur Marchés des Capitaux, contrebalancée en partie par des recouvrements dans le secteur Gestion de patrimoine au cours du trimestre à l'étude, comparativement à des dotations constituées au trimestre précédent.

(9) Le ratio CET1 est calculé conformément à la ligne directrice sur les normes de fonds propres du BSIF.

(10) Le ratio de liquidité à court terme est calculé conformément à la ligne directrice sur les normes de liquidité du BSIF. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique Risque de liquidité et de financement de notre rapport aux actionnaires portant sur le troisième trimestre de 2025.

(11) Le ratio de liquidité à long terme est calculé conformément à la ligne directrice sur les normes de liquidité du BSIF. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique Risque de liquidité et de financement de notre rapport aux actionnaires portant sur le troisième trimestre de 2025.

Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR

Mesures de rendement

Nous mesurons et évaluons le rendement de nos activités consolidées et de chacun de nos secteurs d'exploitation en fonction d'un certain nombre de paramètres financiers, dont le bénéfice net et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires. Certaines mesures financières, incluant le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires, n'ont pas de définition normalisée en vertu des principes comptables généralement reconnus (PCGR) et pourraient ne pas être comparables aux mesures analogues que présentent d'autres institutions financières.

Mesures hors PCGR

Les mesures et les ratios hors PCGR n'ont pas de définition normalisée en vertu des PCGR et ne sont pas nécessairement comparables à des mesures semblables présentées par d'autres institutions financières.

L'analyse qui suit décrit les mesures et des ratios hors PCGR que nous utilisons pour évaluer nos résultats d'exploitation.

Bénéfice avant dotation et impôt

Nous nous servons du bénéfice avant dotation et impôt pour évaluer notre capacité à faire croître notre bénéfice de façon continue, compte non tenu des pertes de crédit, lesquelles sont touchées par le caractère conjoncturel du cycle du crédit. Le bénéfice avant dotation et impôt peut améliorer la comparabilité de notre performance financière et permettre aux lecteurs de mieux évaluer les tendances liées aux activités sous-jacentes. Le tableau qui suit présente un rapprochement de nos résultats présentés et du bénéfice avant dotation et impôt, et illustre le calcul du bénéfice avant dotation et impôt présenté.

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos les			Aux ou pour les périodes de neuf mois closes les	
	31 juillet 2025	30 avril 2025	31 juillet 2024	31 juillet 2025	31 juillet 2024
Bénéfice net	5 414 \$	4 390 \$	4 486 \$	14 935 \$	12,018 \$
Plus : Impôt sur le résultat	1 458	1 128	887	3 888	2,629
Plus : Dotation à la provision pour pertes de crédit	881	1 424	659	3 355	2,392
Bénéfice avant dotation et impôt	7 753 \$	6 942 \$	6 032 \$	22 178 \$	17 039 \$

Résultats et ratios ajustés

Nous sommes d'avis que les résultats ajustés sont plus représentatifs de nos résultats d'exploitation courants et permettent aux lecteurs de mieux comprendre le point de vue de la direction à l'égard de la performance. Les éléments spécifiés décrits ci-après peuvent entraîner une volatilité qui pourrait occulter les tendances de la performance des activités sous-jacentes, et l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions peut varier considérablement d'une organisation à l'autre. Exclure l'incidence des éléments spécifiés et de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées à l'acquisition pourrait améliorer la comparabilité de notre performance financière et permettre aux lecteurs de mieux évaluer les tendances liées aux activités sous-jacentes.

Nos résultats des trimestres clos le 30 avril 2025 et le 31 juillet 2025 et des périodes de neuf mois closes les 31 juillet 2025 et 2024 ont été ajustés de manière à refléter l'élément spécifié suivant :

- Les coûts de transaction et d'intégration de HSBC Canada. Avec prise d'effet au troisième trimestre de 2025, nous ne traitons plus les coûts de transaction et d'intégration de HSBC Canada à titre d'élément spécifié, car les activités d'intégration sont en grande partie terminées et les coûts restants devraient être négligeables.

Nos résultats de la période de neuf mois close le 31 juillet 2024 ont également été ajustés de manière à refléter l'élément spécifié suivant :

- La gestion de la volatilité des fonds propres de clôture liée à la transaction visant HSBC Canada.

Les ratios ajustés, y compris le bénéfice par action ajusté (de base et dilué), le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires ajusté et le ratio d'efficacité ajusté, qui sont tirés des résultats ajustés, sont utiles aux lecteurs puisqu'ils peuvent améliorer la comparabilité dans le cadre de l'évaluation de la rentabilité calculée par action, de l'efficacité avec laquelle les bénéfices sont générés à partir de la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et de l'efficacité avec laquelle les coûts sont gérés par rapport aux revenus. Les résultats et les ratios ajustés peuvent également servir de base pour aider les lecteurs à prendre des décisions en matière de stratégie et d'attribution des fonds propres.

Le tableau qui suit présente un rapprochement de nos résultats présentés et de nos résultats ajustés et illustre le calcul des mesures ajustées présentées. Les résultats et ratios ajustés présentés ci-après sont des mesures ou ratios hors PCGR.

Résultats consolidés, montants présentés et ajustés

(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action, les nombres d'actions et les pourcentages)	Aux ou pour les trimestres clos les			Aux ou pour les périodes de neuf mois closes les	
	31 juillet 2025	30 avril 2025	31 juillet 2024	31 juillet 2025	31 juillet 2024
Total des revenus	16 985 \$	15 672 \$	14 631 \$	49 396 \$	42,270 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit	881	1 424	659	3 355	2,392
Frais autres que d'intérêt	9 232	8 730	8 599	27 218	25,231
Bénéfice avant impôt	6 872	5 518	5 373	18 823	14,647
Impôt sur le résultat	1 458	1 128	887	3 888	2,629
Bénéfice net	5,414 \$	4 390 \$	4 486 \$	14 935 \$	12 018 \$
Bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires	5,290 \$	4 274 \$	4 377 \$	14 575 \$	11 780 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires (en milliers)	1 407 280	1 411 362	1 414 194	1 410 854	1 411 044
Bénéfice de base par action (en dollars)	3,76 \$	3,03 \$	3,09 \$	10,33 \$	8,35 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires diluées (en milliers)	1 409 680	1 413 517	1 416 149	1 413 235	1 412 644
Bénéfice dilué par action (en dollars)	3,75 \$	3,02 \$	3,09 \$	10,31 \$	8,34 \$
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	17,3 %	14,2 %	15,5 %	16,1 %	14,4 %
Taux d'imposition effectif	21,2 %	20,4 %	16,5 %	20,7 %	17,9 %
Total des ajustements ayant une incidence sur le bénéfice net (avant impôt)	153 \$	184 \$	314 \$	502 \$	1 254 \$
Élément spécifié : Coûts de transaction et d'intégration de HSBC Canada (1), (2)	-	31	160	43	783
Élément spécifié : Gestion de la volatilité des fonds propres de clôture liée à la transaction visant HSBC Canada (1)	-	-	-	-	131
Amortissement des immobilisations incorporelles liées à l'acquisition (3)	153	153	154	459	340
Total de l'impôt sur le résultat au titre des ajustements ayant une incidence sur le bénéfice net	33 \$	46 \$	73 \$	121 \$	281 \$
Élément spécifié : Coûts de transaction et d'intégration de HSBC Canada (1)	-	7	35	13	158
Élément spécifié : Gestion de la volatilité des fonds propres de clôture liée à la transaction visant HSBC Canada (1)	-	-	-	-	36
Amortissement des immobilisations incorporelles liées à l'acquisition (3)	33	39	38	108	87
Résultats ajustés (4)					
Bénéfice avant impôt ajusté	7 025 \$	5 702 \$	5 687 \$	19 325 \$	15,901 \$
Impôt sur le résultat ajusté	1 491	1 174	960	4 009	2,910
Bénéfice net ajusté	5 534	4 528	4 727	15 316	12,991
Bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires ajusté	5 410	4 412	4 618	14 956	12,753
Nombre moyen d'actions ordinaires (en milliers)	1 407 280	1 411 362	1 414 194	1 410 854	1 411 044
Bénéfice de base par action ajusté (en dollars) (4)	3,84 \$	3,13 \$	3,26 \$	10,60 \$	9,04 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires diluées (en milliers)	1 409 680	1 413 517	1 416 149	1 413 235	1 412 644
Bénéfice dilué par action ajusté (en dollars) – ajusté (4)	3,84 \$	3,12 \$	3,26 \$	10,58 \$	9,03 \$
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires – ajusté (4)	17,7 %	14,7 %	16,4 %	16,5 %	15,6 %
Taux d'imposition effectif ajusté (4)	21,2 %	20,6 %	16,9 %	20,7 %	18,3 %

(1) Ces montants ont été comptabilisés dans le secteur Services de soutien généraux.

(2) Au 30 avril 2025, le cumul des coûts de transaction et d'intégration de HSBC Canada (avant impôt) engagés s'élevait à 1,4 milliard de dollars. Avec prise d'effet du troisième trimestre de 2025, nous ne traitons plus les coûts de transaction et d'intégration de HSBC Canada à titre d'éléments spécifiés, car les activités d'intégration sont en grande partie terminées et les coûts restants devraient être négligeables.

(3) Représente l'incidence de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées à l'acquisition (excluant l'amortissement des logiciels), et de toute dépréciation du goodwill.

(4) Se reporter au glossaire de notre rapport de gestion intermédiaire daté du 26 août 2025 pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2025, disponible à l'adresse <https://www.sedarplus.com/>, pour une définition de ces mesures. La définition est intégrée par renvoi aux présentes.

Pour de plus amples renseignements sur le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et les autres principales mesures du rendement et mesures et ratios hors PCGR, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR de notre rapport aux actionnaires portant sur le troisième trimestre de 2025.

MISE EN GARDE AU SUJET DES DÉCLARATIONS PROSPECTIVES

A l'occasion, nous faisons des déclarations prospectives verbalement ou par écrit au sens de certaines lois sur les valeurs mobilières, y compris les règles d'exonération de la *Private Securities Litigation Reform Act of 1995* des États-Unis, et de toute loi sur les valeurs mobilières en vigueur au Canada. Nous pouvons faire des déclarations prospectives dans le présent document, dans d'autres documents déposés auprès des organismes de réglementation canadiens ou de la SEC, dans d'autres rapports aux actionnaires et dans d'autres communications. En outre, nos représentants peuvent formuler verbalement des énoncés prospectifs aux analystes, aux investisseurs, aux médias et à d'autres personnes. Les déclarations prospectives dans le présent document comprennent, sans toutefois s'y limiter, les déclarations de notre président et chef de la direction. Les déclarations prospectives contenues dans le présent document reflètent les points de vue de la direction et sont présentées afin d'aider les détenteurs de nos titres et les analystes financiers à comprendre notre situation financière et nos résultats d'exploitation aux dates présentées et pour les périodes closes à ces dates, ainsi que nos objectifs en matière de rendement financier, notre vision, nos objectifs et priorités stratégiques et notre performance financière attendue, et pourraient ne pas convenir à d'autres fins. Les mots et expressions « croire », « s'attendre à », « laisser supposer », « chercher », « prévoir », « se proposer », « estimer », « viser », « s'engager à », « avoir comme but ou objectif », « s'engager », « cibler », « objectif », « planifier », « perspectives », « échéancier », « projeter », « devoir » et « pouvoir », de même que l'emploi du futur ou du conditionnel ainsi que de mots et d'expressions semblables, y compris sous leur forme négative et toutes leurs variantes grammaticales, dénotent généralement des déclarations prospectives.

De par leur nature même, les déclarations prospectives nous obligent à formuler des hypothèses et font l'objet d'incertitudes et de risques intrinsèques de nature aussi bien générale que particulière qui donnent lieu à la possibilité que nos prédictions, prévisions, projections, attentes et conclusions se révèlent inexactes, que nos hypothèses soient incorrectes, que nos objectifs en matière de rendement financier, nos objectifs environnementaux, sociaux ou autres, notre vision et nos objectifs stratégiques ne se matérialisent pas, et que nos résultats réels diffèrent de façon significative de ces prédictions, prévisions, projections, attentes et conclusions.

Nous avertissons nos lecteurs de ne pas se fier indûment à nos déclarations prospectives étant donné que les résultats réels pourraient différer de façon significative des attentes exprimées dans ces déclarations prospectives, en raison d'un certain nombre de facteurs de risque. Ces facteurs, dont bon nombre sont indépendants de notre volonté et dont nous pouvons difficilement prévoir les répercussions, comprennent, entre autres, les risques de crédit, de marché, de liquidité et de financement, d'assurance et de non-conformité (ce qui pourrait faire en sorte que nous fassions l'objet de procédures juridiques et réglementaires dont l'issue potentielle pourrait notamment mener à des restrictions, sanctions et amendes réglementaires), le risque de réputation, les risques liés au cadre juridique et réglementaire, à la concurrence, ainsi que les risques opérationnel, stratégique et systémique, les risques associés à l'escalade des tensions commerciales, y compris les politiques commerciales protectionnistes comme l'imposition de tarifs douaniers, et d'autres risques qui sont expliqués aux rubriques portant sur le risque de notre rapport annuel 2024 ainsi qu'à la rubrique Gestion du risque de notre rapport aux actionnaires portant sur le troisième trimestre de 2025. Ces autres risques incluent ceux qui concernent le contexte commercial et la conjoncture économique des secteurs géographiques où nous exerçons nos activités, le marché de l'habitation et l'endettement des ménages au Canada, les technologies de l'information et les cyberrisques et les risques liés aux tierces parties, l'incertitude géopolitique, les risques environnementaux et sociaux, les bouleversements numériques et l'innovation, les risques liés à la confidentialité et aux données, les changements de la réglementation, les risques liés à la culture et à la conduite, l'incidence des modifications des politiques budgétaires, monétaires et autres de gouvernements, le risque fiscal et la transparence, ainsi que sur notre capacité à prévoir et à gérer efficacement les risques liés aux facteurs susmentionnés. D'autres facteurs qui pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent de façon significative des attentes exprimées dans ces déclarations prospectives sont présentés dans la rubrique portant sur les risques de notre rapport annuel 2024 et dans la rubrique Gestion des risques de notre rapport aux actionnaires portant sur le troisième trimestre de 2025, lesquelles peuvent être mises à jour dans les rapports trimestriels subséquents.

Nous avertissons nos lecteurs que la liste susmentionnée de facteurs de risque n'est pas exhaustive et que d'autres facteurs pourraient également avoir une incidence défavorable sur nos résultats. Les investisseurs et autres personnes qui se fient à nos déclarations prospectives pour prendre des décisions ayant trait à la Banque Royale du Canada doivent bien tenir compte de ces facteurs et d'autres incertitudes et événements potentiels, ainsi que de l'incertitude inhérente aux déclarations prospectives. Les hypothèses économiques significatives qui sous-tendent les déclarations prospectives du présent document sont présentées à la rubrique Examen de la conjoncture économique, des marchés et du contexte réglementaire et perspectives et, pour chaque secteur d'exploitation, aux rubriques Priorités stratégiques et Perspectives de notre rapport annuel 2024, mises à jour dans la rubrique Examen de la conjoncture économique, des marchés et du contexte réglementaire et perspectives de notre rapport aux actionnaires portant sur le troisième trimestre de 2025. Ces rubriques peuvent être mises à jour dans les rapports trimestriels subséquents. Les déclarations prospectives contenues dans le présent document reflètent les points de vue de la direction uniquement à la date des présentes et, sauf si la loi l'exige, nous ne nous engageons pas à mettre à jour quelque déclaration prospective que ce soit, verbale ou écrite, que nous pouvons faire ou qui peut être faite pour notre compte à l'occasion.

Des renseignements complémentaires sur ces facteurs et d'autres sont fournis aux rubriques portant sur le risque de notre rapport annuel 2024 ainsi qu'à la rubrique Gestion du risque de notre rapport aux actionnaires portant sur le troisième trimestre de 2025, lesquelles peuvent être mises à jour dans les rapports trimestriels subséquents. L'information fournie dans les sites Web susmentionnés ou pouvant être obtenue par l'intermédiaire de ces sites ne fait pas partie du présent document. Tous les renvois à des sites Web contenus dans le présent document sont inactifs et ne sont indiqués qu'à titre informatif.

ACCÈS AUX DOCUMENTS TRAITANT DES RÉSULTATS TRIMESTRIELS

Les investisseurs, médias et autres parties intéressées peuvent consulter le présent communiqué portant sur les résultats trimestriels, les diapositives sur nos résultats trimestriels, de l'information financière supplémentaire et notre rapport aux actionnaires portant sur le troisième trimestre de 2025 en accédant à l'adresse www.rbc.com/investisseurs.

Conférence téléphonique sur les résultats trimestriels et diffusion Web

Notre conférence téléphonique sur les résultats trimestriels aura lieu le 27 août 2025 à 8 h (HE) et comportera une présentation par les dirigeants de RBC de nos résultats pour le troisième trimestre. Cette présentation sera suivie d'une période de questions pour les analystes. Les parties intéressées pourront écouter en direct la conférence téléphonique en accédant à l'adresse www.rbc.com/investisseurs/information-financiere ou en composant le 416 340-2217 ou le 866 696-5910 et en entrant le code d'accès 3075054#, entre 7 h 50 et 7 h 55 (HE).

Les commentaires de la direction seront affichés sur notre site Web peu après la conférence téléphonique. De plus, il sera possible d'écouter un enregistrement de la conférence dès le 27 août 2025 à 17 h (HE), et ce, jusqu'au 31 octobre 2025, en accédant à l'adresse www.rbc.com/investisseurs/information-financiere ou en composant le 905 694-9451 ou le 800 408-3053 et en entrant le code d'accès 6738504#.

Renseignements aux médias

Gillian McArdle, vice-présidente, Communications, gillian.mcardle@rbccm.com, 416 842-4231
Tracy Tong, directrice, Communications financières, tracy.tong@rbc.com, 437 655-1915

Renseignements aux investisseurs

Asim Imran, premier vice-président et chef, Relations avec les investisseurs, asim.imran@rbc.com, 416 955-7804

APERÇU DE RBC

La Banque Royale du Canada est une institution financière mondiale définie par sa raison d'être, guidée par des principes et orientée vers l'excellence en matière de rendement. Notre succès est attribuable aux quelque 101 000 employés qui mettent à profit leur créativité et leur savoir-faire pour concrétiser notre vision, nos valeurs et notre stratégie afin que nous puissions contribuer à la prospérité de nos clients et au dynamisme des collectivités. Selon la capitalisation boursière, nous sommes la plus importante banque du Canada et l'une des plus grandes banques du monde. Nous avons adopté un modèle d'affaires diversifié axé sur l'innovation et l'offre d'expériences exceptionnelles à nos plus de 19 millions de clients au Canada, aux États-Unis et dans 27 autres pays. Pour en savoir plus, visitez le site rbc.com.

Nous sommes fiers d'appuyer une grande diversité d'initiatives communautaires par des dons, des investissements dans la collectivité et le travail bénévole de nos employés. Pour en savoir plus, visitez le site rbc.com/gensetplanete.

Troisième trimestre de 2025



Banque Royale du Canada – Résultats du troisième trimestre de 2025

Sauf indication contraire, tous les montants sont libellés en dollars canadiens et sont basés sur nos états financiers présentés selon la Norme comptable internationale 34 *Information financière intermédiaire*. Notre rapport aux actionnaires portant sur le troisième trimestre de 2025 ainsi que notre document d'information financière complémentaire sont disponibles sur notre site Web, à l'adresse rbc.com/investisseurs, et sur SEDAR+, à l'adresse sedarplus.com.

Bénéfice net 5,4 milliards de dollars <i>Hausse de 21 % d'un exercice à l'autre</i>	Bénéfice dilué par action⁽¹⁾ 3,75 \$ <i>Hausse de 21 % d'un exercice à l'autre</i>	Total de la DPPC⁽¹⁾ 0,9 milliard de dollars <i>Ratio de la DPPC liée aux prêts⁽¹⁾ en baisse de 23 p.b.⁽¹⁾ d'un trimestre à l'autre</i>	RCP^{(1), (2)} 17,3 % <i>Hausse de 180 p.b. d'un exercice à l'autre</i>	Ratio CET1⁽¹⁾ 13,2 % <i>Supérieur au seuil réglementaire</i>
Bénéfice net ajusté⁽³⁾ 5,5 milliards de dollars <i>Hausse de 17 % d'un exercice à l'autre</i>	Bénéfice dilué par action ajusté⁽³⁾ 3,84 \$ <i>Hausse de 18 % d'un exercice à l'autre</i>	Total de la CVPC⁽¹⁾ 7,7 milliards de dollars <i>Ratio de la CVPC liée aux prêts⁽¹⁾ stable d'un trimestre à l'autre</i>	RCP ajusté⁽³⁾ 17,7 % <i>Hausse de 130 p.b. d'un exercice à l'autre</i>	Ratio de liquidité à court terme⁽¹⁾ 129 % <i>Baisse par rapport à 131 % au trimestre précédent</i>

TORONTO, le 27 août 2025 – La Banque Royale du Canada⁽⁴⁾ (RY sur TSX et NYSE) a déclaré aujourd'hui un bénéfice net record de 5,4 milliards de dollars pour le trimestre clos le 31 juillet 2025, soit une hausse de 928 millions, ou 21 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Le bénéfice dilué par action s'est établi à 3,75 \$, en hausse de 21 % par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, ce qui reflète une croissance dans chacun de nos secteurs d'exploitation. Le bénéfice net ajusté⁽³⁾ de 5,5 milliards de dollars et le bénéfice dilué par action ajusté⁽³⁾ de 3,84 \$ affichent une hausse respective de 17 % et de 18 % par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent.

« Les résultats records de ce trimestre témoignent de l'attention soutenue que porte RBC à ses clients depuis fort longtemps, ainsi que de son engagement à réaliser les aspirations de croissance audacieuses qu'elle a présentées lors de sa récente Journée des investisseurs. Nous avons enregistré une forte croissance dans chacun de nos secteurs d'exploitation, ce qui reflète la force de notre modèle d'affaires diversifié, notre solide position de capital, nos investissements dans la technologie et les talents, de même que notre approche rigoureuse en matière de gestion des risques et des dépenses. Grâce aux efforts incroyables de l'équipe RBC, nous créons de la valeur et produisons un rendement supérieur tout au long du cycle, tout en nous efforçant d'anticiper les attentes de nos clients dans une économie et un monde en évolution rapide. »

– **Dave McKay, président et chef de la direction de la Banque Royale du Canada**

Le bénéfice avant dotation et impôt⁽⁵⁾ record de 7,8 milliards de dollars a progressé de 1,7 milliard, ou 29 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, en raison principalement de l'augmentation des revenus du secteur Marchés des Capitaux du fait de la robustesse des secteurs Grande entreprise et services de banque d'investissement et Marchés mondiaux, ainsi que de la hausse du revenu net d'intérêt dans les secteurs Services bancaires aux particuliers et Services bancaires aux entreprises reflétant la forte croissance moyenne des volumes, et de l'élargissement des écarts dans le secteur Services bancaires aux particuliers. La hausse des revenus liés aux services tarifés du secteur Gestion de patrimoine, qui reflète l'appréciation des marchés et les ventes nettes, a également contribué à cette augmentation. Ces facteurs ont été atténués par la hausse de la rémunération variable proportionnelle à l'amélioration des résultats, de même que par nos investissements soutenus dans nos effectifs et la technologie dans l'ensemble de nos activités.

Nos résultats consolidés reflètent une augmentation de 222 millions de dollars du total de la dotation à la provision pour pertes de crédit par rapport à il y a un an, en raison essentiellement de la hausse des dotations dans les secteurs Marchés des Capitaux, Services bancaires aux entreprises et Services bancaires aux particuliers, partiellement contrebalancée par des contrepassations dans le secteur Gestion de patrimoine au cours du trimestre à l'étude. Le ratio de la dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts s'est établi à 35 p.b., en hausse de 8 p.b. par rapport à l'exercice précédent.

Comparativement au trimestre précédent, le bénéfice net s'est accru de 23 %, reflétant la croissance des résultats pour l'ensemble de nos secteurs d'exploitation. Le bénéfice net ajusté⁽³⁾ a augmenté de 22 % par rapport à cette même période. Le bénéfice avant dotation et impôt⁽⁵⁾ s'est accru de 0,8 milliard de dollars, ou 12 %, la hausse des revenus ayant plus que neutralisé la croissance des dépenses. Le ratio de la dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts s'est établi à 35 p.b., en baisse de 23 p.b., par rapport au trimestre précédent, lequel affichait une augmentation des dotations liées aux prêts productifs qui reflétait l'incidence potentielle des perturbations commerciales (y compris les tarifs douaniers). Le ratio de la dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux⁽¹⁾ s'est établi à 36 p.b., en hausse de 1 p.b. par rapport au trimestre précédent, alors que le ratio de la dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts productifs⁽¹⁾ s'est établi à (1) p.b., en baisse de 24 p.b. par rapport au trimestre précédent.

Notre position de capital demeure forte, avec un ratio de fonds propres de première catégorie sous forme d'actions ordinaires (CET1) de 13,2 %, témoignant ainsi de la forte croissance des volumes. Nous avons également versé à nos actionnaires 3,1 milliards de dollars sous forme de dividendes sur actions ordinaires et de rachats d'actions.

	Données présentées :		Montants ajustés⁽³⁾ :	
T3 2025 par rapport au T3 2024	• Bénéfice net de 5 414 millions de dollars	↑ 21 %	• Bénéfice net de 5 534 millions de dollars	↑ 17 %
	• Bénéfice dilué par action de 3,75 \$	↑ 21 %	• Bénéfice dilué par action de 3,84 \$	↑ 18 %
	• RCP de 17,3 %	↑ 180 p.b.	• RCP de 17,7 %	↑ 130 p.b.
	• Ratio CET1 de 13,2 %	↑ 20 p.b.		
T3 2025 par rapport au T2 2025	• Bénéfice net de 5 414 millions de dollars	↑ 23 %	• Bénéfice net de 5 534 millions de dollars	↑ 22 %
	• Bénéfice dilué par action de 3,75 \$	↑ 24 %	• Bénéfice dilué par action de 3,84 \$	↑ 23 %
	• RCP de 17,3 %	↑ 310 p.b.	• RCP de 17,7 %	↑ 300 p.b.
	• Ratio CET1 de 13,2 %	→ stable		
Cumul annuel 2025 par rapport au cumul annuel 2024	• Bénéfice net de 14 935 millions de dollars	↑ 24 %	• Bénéfice net de 15 316 millions de dollars	↑ 18 %
	• Bénéfice dilué par action de 10,31 \$	↑ 24 %	• Bénéfice dilué par action de 10,58 \$	↑ 17 %
	• RCP de 16,1 %	↑ 170 p.b.	• RCP de 16,5 %	↑ 90 p.b.

(1) Se reporter au glossaire du présent rapport aux actionnaires portant sur le troisième trimestre de 2025 pour une définition de ces mesures.

(2) RCP : Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires. Cette mesure n'a pas de sens normalisé en vertu des principes comptables généralement reconnus (PCGR). Pour plus de détails, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR du présent rapport aux actionnaires portant sur le troisième trimestre de 2025.

(3) Il s'agit de mesures ou de ratios hors PCGR. Pour plus de détails, y compris un rapprochement, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR du présent rapport aux actionnaires portant sur le troisième trimestre de 2025.

(4) Les expressions « nous », « notre », « la banque » ou « RBC » désignent la Banque Royale du Canada et ses filiales, le cas échéant.

(5) Le bénéfice avant dotation et impôt correspond au bénéfice (5 414 millions de dollars au 31 juillet 2025; 4 390 millions au 30 avril 2025; 4 486 millions au 31 juillet 2024) avant impôt (1 458 millions au 31 juillet 2025; 1 128 millions au 30 avril 2025; 887 millions au 31 juillet 2024) et avant dotation à la provision pour pertes de crédit (881 millions au 31 juillet 2025; 1 424 millions au 30 avril 2025; 659 millions au 31 juillet 2024). Il s'agit d'une mesure hors PCGR. Le bénéfice avant dotation et impôt n'a pas de définition normalisée en vertu des PCGR et pourrait ne pas être comparable aux mesures analogues que présentent d'autres institutions financières. Nous nous servons du bénéfice avant dotation et impôt pour évaluer notre capacité à faire croître notre bénéfice de façon continue, compte non tenu des pertes de crédit, lesquelles sont touchées par le caractère conjoncturel du cycle du crédit. Nous sommes d'avis que certaines mesures hors PCGR sont plus représentatives de nos résultats d'exploitation courants et permettent aux lecteurs de mieux comprendre le point de vue de la direction à l'égard de notre performance.

Table des matières

1 Faits saillants du troisième trimestre	15 Résultats des secteurs d'exploitation	34 Risque de marché
3 Rapport de gestion	15 Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation	39 Risque de liquidité et de financement
3 Mise en garde au sujet des déclarations prospectives	15 Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR	49 Gestion des fonds propres
4 Vue d'ensemble et perspectives	18 Services bancaires aux particuliers	55 Questions en matière de comptabilité et de contrôle
4 À propos de la Banque Royale du Canada	20 Services bancaires aux entreprises	55 Résumé des méthodes comptables et estimations
5 Faits saillants financiers et autres	22 Gestion de patrimoine	55 Contrôles et procédures
6 Examen de la conjoncture économique, des marchés et du contexte réglementaire et perspectives	24 Assurances	55 Transactions entre parties liées
8 Rendement financier	25 Marchés des Capitaux	56 Glossaire
8 Vue d'ensemble	27 Services de soutien généraux	60 Index des recommandations du Groupe de travail sur la divulgation accrue des renseignements
9 Incidence du change	28 Analyse des résultats trimestriels et des tendances	61 États financiers consolidés intermédiaires résumés (non audité)
10 Total des revenus	29 Situation financière	67 Notes annexes (non audité)
12 Dotation à la provision pour pertes de crédit	29 Bilans résumés	91 Renseignements à l'intention des actionnaires
13 Frais autres que d'intérêt	30 Arrangements hors bilan	
14 Impôt sur le résultat	31 Gestion du risque	
	31 Risque de crédit	

Rapport de gestion

Le rapport de gestion a pour objectif de permettre aux lecteurs d'évaluer nos résultats d'exploitation et notre situation financière au 31 juillet 2025 et pour le trimestre et la période de neuf mois clos à cette date, par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent et au trimestre clos le 30 avril 2025. Le présent rapport de gestion, daté du 26 août 2025, doit être lu en parallèle avec nos états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités et les notes annexes pour le trimestre clos le 31 juillet 2025 (états financiers résumés), ainsi qu'avec notre rapport annuel 2024. Sauf indication contraire, tous les montants sont libellés en dollars canadiens et sont basés sur nos états financiers présentés conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS) publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB).

Des renseignements additionnels à notre sujet, y compris notre notice annuelle 2024, sont disponibles gratuitement sur notre site Web à l'adresse rbc.com/investisseurs, sur le site Web des Autorités canadiennes en valeurs mobilières, SEDAR+, à l'adresse sedarplus.ca et dans la section EDGAR du site Web de la Securities and Exchange Commission (SEC) des États-Unis à l'adresse sec.gov.

L'information fournie dans les sites Web susmentionnés ou pouvant être obtenue par l'intermédiaire de ces sites ne fait pas partie du présent rapport. Tous les renvois à des sites Web contenus dans le présent rapport sont inactifs et ne sont indiqués qu'à titre informatif.

Mise en garde au sujet des déclarations prospectives

À l'occasion, nous faisons des déclarations prospectives verbalement ou par écrit au sens de certaines lois sur les valeurs mobilières, y compris les règles d'exonération de la *Private Securities Litigation Reform Act of 1995* des États-Unis, et de toute loi sur les valeurs mobilières en vigueur au Canada. Nous pouvons faire des déclarations prospectives dans le présent rapport aux actionnaires portant sur le troisième trimestre de 2025, dans d'autres documents déposés auprès des organismes de réglementation canadiens ou de la SEC, dans d'autres rapports aux actionnaires et dans d'autres communications. En outre, nos représentants peuvent formuler verbalement des énoncés prospectifs aux analystes, aux investisseurs, aux médias et à d'autres personnes. Les déclarations prospectives figurant dans le présent document comprennent, sans toutefois s'y limiter, les déclarations relatives à nos objectifs en matière de rendement financier, à nos priorités, à notre vision et à nos objectifs stratégiques, à l'examen de la conjoncture économique, des marchés et du contexte réglementaire, aux perspectives concernant les économies canadienne, américaine, britannique, internationale et l'économie de la zone euro, au contexte réglementaire au sein duquel nous exerçons nos activités et au contexte de gestion des risques, y compris notre risque de crédit, notre risque de marché et notre risque de liquidité et de financement, ainsi que les déclarations de notre président et chef de la direction. Les déclarations prospectives contenues dans le présent document reflètent les points de vue de la direction et sont présentées afin d'aider les détenteurs de nos titres et les analystes financiers à comprendre notre situation financière et nos résultats d'exploitation aux dates présentées et pour les périodes closes à ces dates, ainsi que nos objectifs en matière de rendement financier, notre vision, nos objectifs et priorités stratégiques et notre performance financière attendue, et pourraient ne pas convenir à d'autres fins. Les mots et expressions « croire », « s'attendre à », « laisser supposer », « chercher », « prévoir », « se proposer », « estimer », « viser », « s'engager à », « avoir comme but ou objectif », « s'engager », « cibler », « objectif », « planifier », « perspectives », « échéancier », « projeter », « devoir » et « pouvoir », de même que l'emploi du futur ou du conditionnel ainsi que de mots et d'expressions semblables, y compris sous leur forme négative et toutes leurs variantes grammaticales, dénotent généralement des déclarations prospectives.

De par leur nature même, les déclarations prospectives nous obligent à formuler des hypothèses et font l'objet d'incertitudes et de risques intrinsèques de nature aussi bien générale que particulière qui donnent lieu à la possibilité que nos prédictions, prévisions, projections, attentes et conclusions se révèlent inexactes, que nos hypothèses soient incorrectes, que nos objectifs en matière de rendement financier, nos objectifs environnementaux, sociaux ou autres, notre vision et nos objectifs stratégiques ne se matérialisent pas, et que nos résultats réels diffèrent de façon significative de ces prédictions, prévisions, projections, attentes et conclusions.

Nous avertissons nos lecteurs de ne pas se fier indûment à nos déclarations prospectives étant donné que les résultats réels pourraient différer de façon significative des attentes exprimées dans ces déclarations prospectives, en raison d'un certain nombre de facteurs de risque. Ces facteurs, dont bon nombre sont indépendants de notre volonté et dont nous pouvons difficilement prévoir les répercussions, comprennent, entre autres, les risques de crédit, de marché, de liquidité et de financement, d'assurance et de non-conformité (ce qui pourrait faire en sorte que nous fassions l'objet de procédures juridiques et réglementaires dont l'issue potentielle pourrait notamment mener à des restrictions, sanctions et amendes réglementaires), le risque de réputation, les risques liés au cadre juridique et réglementaire, à la concurrence, ainsi que les risques opérationnel, stratégique et systémique, les risques associés à l'escalade des tensions commerciales, y compris les politiques commerciales protectionnistes comme l'imposition de tarifs douaniers, et d'autres risques qui sont expliqués aux rubriques portant sur le risque de notre rapport annuel 2024 ainsi qu'à la rubrique Gestion du risque du présent rapport aux actionnaires portant sur le troisième trimestre de 2025. Ces autres risques incluent ceux qui concernent le contexte commercial et la conjoncture économique des secteurs géographiques où nous exerçons nos activités, le marché de l'habitation et l'endettement des ménages au Canada, les technologies de l'information et les cyberrisques et les risques liés aux tierces parties, l'incertitude géopolitique, les risques environnementaux et sociaux, les bouleversements numériques et l'innovation, les risques liés à la confidentialité et aux données, les changements de la réglementation, les risques liés à la culture et à la conduite, l'incidence des modifications des politiques budgétaires, monétaires et autres de gouvernements, le risque fiscal et la transparence, ainsi que notre capacité à prévoir et à gérer efficacement les risques liés aux facteurs susmentionnés. D'autres facteurs qui pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent de façon significative des attentes exprimées dans ces déclarations prospectives sont présentés dans la rubrique portant sur les risques de notre rapport annuel 2024 et dans la rubrique Gestion du risque du présent rapport aux actionnaires portant sur le troisième trimestre de 2025, lesquelles peuvent être mises à jour dans les rapports trimestriels subséquents.

Nous avertissons nos lecteurs que la liste susmentionnée de facteurs de risque n'est pas exhaustive et que d'autres facteurs pourraient également avoir une incidence défavorable sur nos résultats. Les investisseurs et autres personnes qui se fient à nos déclarations prospectives pour prendre des décisions ayant trait à la Banque Royale du Canada doivent bien tenir compte de ces facteurs et d'autres incertitudes et événements potentiels, ainsi que de l'incertitude inhérente aux déclarations prospectives. Les hypothèses économiques significatives qui sous-tendent les déclarations prospectives du présent document sont présentées à la rubrique Examen de la conjoncture économique, des marchés et du contexte réglementaire et perspectives et, pour chaque secteur d'exploitation, aux sections Priorités stratégiques et Perspectives de notre rapport annuel 2024, mises à jour dans la rubrique Examen de la conjoncture économique, des marchés et du contexte réglementaire et perspectives du présent rapport aux actionnaires portant sur le troisième trimestre de 2025. Ces rubriques peuvent être mises à jour dans les rapports trimestriels subséquents. Les déclarations prospectives contenues dans le présent document reflètent les points de vue de la direction uniquement à la date des présentes et, sauf si la loi l'exige, nous ne nous engageons pas à mettre à jour quelque déclaration prospective que ce soit, verbale ou écrite, que nous pouvons faire ou qui peut être faite pour notre compte à l'occasion.

Des renseignements complémentaires sur ces facteurs et d'autres sont fournis aux rubriques portant sur le risque de notre rapport annuel 2024 ainsi qu'à la rubrique Gestion du risque du présent rapport aux actionnaires portant sur le troisième trimestre de 2025, lesquelles peuvent être mises à jour dans les rapports trimestriels subséquents.

Vue d'ensemble et perspectives

À propos de la Banque Royale du Canada

La Banque Royale du Canada est une institution financière mondiale définie par sa raison d'être, guidée par des principes et orientée vers l'excellence en matière de rendement. Notre succès est attribuable aux quelque 101 000 employés qui mettent à profit leur créativité et leur savoir-faire pour concrétiser notre vision, nos valeurs et notre stratégie afin que nous puissions contribuer à la prospérité de nos clients et au dynamisme des collectivités. Selon la capitalisation boursière, nous sommes la plus importante banque du Canada et l'une des plus grandes banques du monde. Nous avons adopté un modèle d'affaires diversifié axé sur l'innovation et l'offre d'expériences exceptionnelles à nos plus de 19 millions de clients au Canada, aux États-Unis et dans 27 autres pays. Pour en savoir plus, visitez le site [rbc.com](https://www.rbc.com).

Avec prise d'effet au quatrième trimestre de 2024, le secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises a été scindé en deux secteurs d'exploitation distincts : Services bancaires aux particuliers et Services bancaires aux entreprises. Avec ce changement, RBC Placements en Direct^{MD} est passé du secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises à celui de Gestion de patrimoine. Les résultats correspondants du présent rapport de gestion ont été révisés afin qu'ils soient conformes à la nouvelle base de présentation de l'information sectorielle.

Faits saillants financiers et autres (1)

(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action, les nombres et les pourcentages)	Aux ou pour les trimestres clos les			Aux ou pour les périodes de neuf mois closes les	
	31 juillet 2025	30 avril 2025	31 juillet 2024	31 juillet 2025	31 juillet 2024
Total des revenus	16 985 \$	15 672 \$	14 631 \$	49 396 \$	42 270 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit	881	1 424	659	3 355	2 392
Frais autres que d'intérêt	9 232	8 730	8 599	27 218	25 231
Bénéfice avant impôt	6 872	5 518	5 373	18 823	14 647
Bénéfice net	5 414 \$	4 390 \$	4 486 \$	14 935 \$	12 018 \$
Bénéfice net ajusté (2), (3)	5 534 \$	4 528 \$	4 727 \$	15 316 \$	12 991 \$
Secteurs – bénéfice net					
Services bancaires aux particuliers (4)	1 938 \$	1 602 \$	1 586 \$	5 218 \$	4 342 \$
Services bancaires aux entreprises (4)	836	597	817	2 210	2 044
Gestion de patrimoine (4)	1 096	929	949	3 005	2 453
Assurances	247	211	170	730	567
Marchés des Capitaux	1 328	1 202	1 172	3 962	3 588
Services de soutien généraux	(31)	(151)	(208)	(190)	(976)
Bénéfice net	5 414 \$	4 390 \$	4 486 \$	14 935 \$	12 018 \$
Données financières sommaires					
Bénéfice par action – de base	3,76 \$	3,03 \$	3,09 \$	10,33 \$	8,35 \$
Bénéfice par action – dilué	3,75	3,02	3,09	10,31	8,34
Bénéfice ajusté par action – de base (2), (3)	3,84	3,13	3,26	10,60	9,04
Bénéfice ajusté par action – dilué (2), (3)	3,84	3,12	3,26	10,58	9,03
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (3)	17,3 %	14,2 %	15,5 %	16,1 %	14,4 %
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires ajusté (2), (3)	17,7 %	14,7 %	16,4 %	16,5 %	15,6 %
Moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (5)	121 450 \$	123 300 \$	112 100 \$	121 100 \$	109 300 \$
Marge nette d'intérêt – selon la moyenne des actifs productifs, montant net (3)	1,61 %	1,64 %	1,58 %	1,62 %	1,50 %
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et acceptations	0,35 %	0,58 %	0,27 %	0,45 %	0,35 %
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts productifs en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et acceptations	(0,01) %	0,23 %	0,01 %	0,08 %	0,06 %
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et acceptations	0,36 %	0,35 %	0,26 %	0,37 %	0,29 %
Montant brut des prêts douteux en pourcentage des prêts et acceptations	0,85 %	0,88 %	0,58 %	0,85 %	0,58 %
Ratio de liquidité à court terme (3), (6)	129	131	126	129	126
Ratio de liquidité à long terme (3), (6)	114 %	116 %	114 %	114 %	114 %
Ratios de fonds propres, ratio de levier et ratios de la capacité totale d'absorption des pertes (TLAC) (3), (7)					
Ratio de fonds propres de première catégorie sous forme d'actions ordinaires (CET1)	13,2 %	13,2 %	13,0 %	13,2 %	13,0 %
Ratio de fonds propres de première catégorie	14,8 %	14,7 %	14,5 %	14,8 %	14,5 %
Ratio du total des fonds propres	16,6 %	16,5 %	16,3 %	16,6 %	16,3 %
Ratio de levier	4,5 %	4,3 %	4,2 %	4,5 %	4,2 %
Ratio TLAC	30,9 %	31,0 %	28,4 %	30,9 %	28,4 %
Ratio de levier TLAC	9,3 %	9,2 %	8,3 %	9,3 %	8,3 %
Principales données figurant au bilan et autres renseignements (8)					
Total de l'actif	2 227 893 \$	2 242 133 \$	2 076 107 \$	2 227 893 \$	2 076 107 \$
Titres, déduction faite de la correction de valeur applicable	538 012	492 497	431 185	538 012	431 185
Prêts, déduction faite de la correction de valeur pour pertes sur prêts	1 025 460	1 007 306	971 797	1 025 460	971 797
Actifs liés aux dérivés	155 023	188 211	115 659	155 023	115 659
Dépôts	1 481 477	1 446 786	1 361 265	1 481 477	1 361 265
Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	124 065	122 084	114 899	124 065	114 899
Total de l'actif pondéré en fonction des risques (3), (7)	723 155	703 920	661 177	723 155	661 177
Biens sous gestion (3)	1 469 800	1 363 900	1 300 100	1 469 800	1 300 100
Biens administrés (3), (9)	5 213 500	5 019 700	4 716 100	5 213 500	4 716 100
Information sur les actions ordinaires					
Actions en circulation (en milliers) – moyenne de base	1 407 280	1 411 362	1 414 194	1 410 854	1 411 044
– moyenne diluée	1 409 680	1 413 517	1 416 149	1 413 235	1 412 644
– à la fin de la période	1 405 044	1 409 539	1 413 666	1 405 044	1 413 666
Dividendes déclarés par action ordinaire	1,54 \$	1,48 \$	1,42 \$	4,50 \$	4,18 \$
Rendement de l'action (3)	3,5 %	3,6 %	3,9 %	3,6 %	4,2 %
Ratio de distribution (3)	41	49	46	44	50
Cours de l'action ordinaire (RY sur TSX) (10)	177,79 \$	165,47 \$	154,28 \$	177,79 \$	154,28 \$
Capitalisation boursière (TSX) (10)	249 803	233 236	218 100	249 803	218 100
Renseignements généraux liés aux activités					
Nombre d'employés (équivalent temps plein)	97 116	94 369	96 165	97 116	96 165
Nombre de succursales	1 271	1 284	1 344	1 271	1 344
Nombre de guichets automatiques bancaires (GAB)	4 298	4 331	4 426	4 298	4 426
Moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en \$ US pour la période (11)	0,728	0,704	0,730	0,710	0,736
Équivalent de 1,00 \$ CA en \$ US à la fin de la période	0,722	0,725	0,724	0,722	0,724

- (1) Le 28 mars 2024, nous avons finalisé l'acquisition de la Banque HSBC Canada (la transaction visant HSBC Canada). Les résultats de la Banque HSBC Canada (HSBC Canada) ont été consolidés à partir de la date de clôture et sont inclus dans les résultats de nos secteurs Services bancaires aux particuliers, Services bancaires aux entreprises, Gestion de patrimoine et Marchés des Capitaux. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique Principaux événements au sein de l'organisation de notre rapport annuel 2024.
- (2) Il s'agit de mesures ou de ratios hors PCGR. Pour plus de détails, y compris un rapprochement, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.
- (3) Se reporter au glossaire pour une définition de ces mesures.
- (4) Les montants ont été révisés par rapport à ceux présentés précédemment afin qu'ils soient conformes à la nouvelle base de présentation de l'information sectorielle. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique À propos de la Banque Royale du Canada.
- (5) Les moyennes sont calculées à l'aide de méthodes visant à estimer les soldes quotidiens moyens pour la période.
- (6) Le ratio de liquidité à court terme et le ratio de liquidité à long terme sont calculés conformément à la ligne directrice sur les normes de liquidité du Bureau du surintendant des institutions financières (BSIF). Le ratio de liquidité à court terme correspond à la moyenne du trimestre compris dans chaque période. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique Risque de liquidité et de financement.
- (7) Les ratios de fonds propres et l'actif pondéré en fonction des risques sont calculés conformément à la ligne directrice sur les normes de fonds propres du BSIF, le ratio de levier l'est conformément à celle sur les exigences de levier de ce même organisme, et le ratio TLAC et le ratio de levier TLAC sont établis conformément à la ligne directrice sur la capacité totale d'absorption des pertes (Total Loss Absorbing Capacity [TLAC]) du BSIF. Les lignes directrices sur les normes de fonds propres et les exigences de levier sont établies d'après le cadre de l'accord de Bâle III. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique Gestion des fonds propres.
- (8) Représente les soldes au comptant à la fin de la période.
- (9) Les biens administrés comprennent des prêts hypothécaires résidentiels et des prêts sur cartes de crédit titrisés, respectivement, de 15 milliards de dollars et de 6 milliards (15 milliards et 6 milliards au 30 avril 2025; 15 milliards et 6 milliards au 31 juillet 2024).
- (10) Selon le cours de clôture à la TSX à la fin de la période.
- (11) Les moyennes sont calculées selon les cours du change au comptant à la fin du mois pour la période.

Examen de la conjoncture économique, des marchés et du contexte réglementaire et perspectives – données au 26 août 2025

Les projections et prévisions de la présente rubrique sont fondées sur des informations et hypothèses fournies par des sources que nous considérons comme fiables. Si ces informations ou ces hypothèses se révèlent inexactes, les perspectives économiques réelles pourraient différer de façon significative des perspectives présentées dans la présente rubrique.

Examen de la conjoncture économique et des marchés et perspectives

La croissance économique devrait rester positive dans la plupart des pays développés, y compris au Canada, dans la zone euro, au Royaume-Uni et aux États-Unis. Les perspectives dépendent encore fortement de l'évolution de la politique commerciale internationale américaine. Depuis avril 2025, les États-Unis ont augmenté leurs tarifs douaniers pour leurs principaux partenaires commerciaux, ce qui devrait ralentir la croissance économique américaine. Les tarifs qu'ils imposent sur les importations en provenance du Canada restent faibles par rapport à d'autres de leurs partenaires commerciaux, la plupart des exportations canadiennes continuant de bénéficier d'un traitement en franchise de droits pour le marché américain, conformément aux règles d'exemption de tarifs douaniers pour certains produits visés par l'Accord Canada – États-Unis – Mexique (ACEUM). Selon nos prévisions, les tarifs douaniers resteront en vigueur dans leur forme actuelle, pour l'essentiel, jusqu'au quatrième trimestre de l'année civile 2025, avant de diminuer en 2026. L'imposition de tels tarifs devrait accroître les prix, particulièrement aux États-Unis, tandis que l'élimination de la taxe sur le carbone des produits énergétiques imposée aux consommateurs devrait maintenir une croissance des prix globale relativement plus basse au Canada. Nous prévoyons que la Réserve fédérale américaine procède à de nouvelles réductions des taux d'intérêt en décembre 2025, en raison d'une croissance économique plus lente que prévu et d'une hausse du taux de chômage qui ont atténué les inquiétudes qu'entraînait l'incidence des tarifs douaniers sur l'inflation. La Banque du Canada a réduit les taux d'intérêt de façon plus marquée que les autres banques centrales mondiales depuis juin 2024, et nous ne prévoyons pas d'autres baisses pour le reste de l'année civile 2025. Nous nous attendons à ce que la Banque d'Angleterre abaisse davantage ses taux d'intérêt d'ici la fin de l'année civile 2025, mais nous n'anticipons pas que la Banque centrale européenne lui emboîte le pas.

Canada

Le PIB canadien ne devrait pas changer au cours du deuxième trimestre de l'année civile 2025, après avoir augmenté de 2,2 %¹ pendant le premier trimestre de cette même année. Nous nous attendons à ce que la plupart des exportations canadiennes vers les États-Unis demeurent exemptes de tarifs douaniers en vertu de l'exemption de droits de douane pour les produits conformes à l'ACEUM; toutefois, les tarifs douaniers pour certains secteurs, y compris ceux qui sont imposés sur l'acier et l'aluminium, la portion non-américaine des exportations canadiennes d'automobiles vers les États-Unis et les tarifs douaniers imposés par la Chine sur les produits du canola canadiens, seront maintenus. L'incertitude entourant les changements éventuels à la politique commerciale devrait ralentir les dépenses d'investissement des entreprises. La croissance de l'économie canadienne au cours de l'année civile 2025 devrait demeurer aussi lente que celle de l'année civile 2024. Le taux de chômage a légèrement diminué pour s'établir à 6,9 % en juin et juillet 2025, après avoir grimpé à 7,0 % en mai 2025, cependant, il reste supérieur de 0,5 % à ce qu'il était un an auparavant. On prévoit qu'il augmente légèrement pour s'établir à 7,1 % au deuxième semestre de l'année civile 2025, car l'affaiblissement de la demande externe et l'incertitude entourant le commerce international ralentissent la demande de travailleurs. En outre, l'élimination de la taxe sur le carbone des produits énergétiques a fait baisser le taux d'inflation global, mais compte non tenu de ces changements, les mesures de l'inflation de base se trouvent au sommet de la fourchette cible de 1 % à 3 % de la Banque du Canada. Celle-ci n'a par ailleurs pas modifié le taux du financement à un jour depuis qu'elle l'a réduit à 2,75 % en janvier 2025. Les taux d'intérêt se situent maintenant à des niveaux que la banque centrale ne considère ni comme restreignants ni comme stimulants en ce qui a trait à l'activité économique, et les hausses prévues des dépenses publiques font en sorte qu'il est moins pressant de réduire davantage les taux d'intérêt pour contrer le ralentissement prévu de la croissance économique attribuable aux tarifs douaniers. Nous ne nous attendons pas à ce que la Banque du Canada abaisse le taux de financement à un jour pour le reste de l'année civile 2025.

États-Unis

Le PIB des États-Unis a augmenté de 3,0 %¹ au cours du deuxième trimestre civil de 2025 après avoir diminué de 0,5 %¹ pendant le premier trimestre civil de 2025. La baisse enregistrée pendant ce premier trimestre civil était principalement attribuable à une augmentation marquée des importations en prévision des tarifs douaniers attendus, tandis que la diminution des importations réalisées par la suite a entraîné une croissance plus forte du PIB au cours du deuxième trimestre civil. Nous nous attendons à une croissance lente du PIB pour le reste de l'année civile, car les tarifs douaniers imposés par l'administration américaine ont une incidence négative sur les coûts et la production nationale. En légère hausse par rapport à 4,1 % en juin 2025, le taux de chômage s'est établi à 4,2 % en juillet 2025, soit le même taux que celui enregistré un an plus tôt. Le nombre de postes à pourvoir est toujours en baisse et la croissance du marché de l'emploi a ralenti. Nous nous attendons toujours à ce que le taux de chômage augmente légèrement au cours de l'année civile 2026. Les données sur l'inflation ont révélé des hausses liées aux tarifs limitées, mais nous prévoyons que les tarifs augmentent les prix de façon plus importante au deuxième semestre de l'année civile 2025. Un contexte économique plus faible devrait inciter la Réserve fédérale à réduire graduellement les taux d'intérêt, la prochaine baisse dans la fourchette cible du taux des fonds fédéraux étant attendue en décembre 2025.

Zone euro et Royaume-Uni

Le PIB de la zone euro s'est accru de 0,1 % au deuxième trimestre de l'année civile 2025, après avoir augmenté de 0,6 % au premier trimestre civil. Les taux de chômage demeurent très faibles dans les pays de la zone euro et devraient peu changer d'ici la fin de l'année civile 2025. L'inflation dans la zone euro a continué à diminuer, mais l'inflation de base excluant les composantes énergétiques demeure élevée. L'augmentation des dépenses publiques devrait compenser l'effet négatif des tarifs douaniers américains sur la croissance du PIB de la zone euro. Nous ne nous attendons pas à ce que la Banque centrale européenne réduise davantage les taux d'intérêt après avoir abaissé le taux des dépôts à 2,0 % en juin 2025. Par ailleurs, le PIB du Royaume-Uni s'est accru de 0,3 % au deuxième trimestre de l'année civile 2025, après avoir augmenté de 0,7 % au premier trimestre de l'année civile 2025. La croissance du PIB au Royaume-Uni devrait être lente, mais positive pendant le reste de l'année civile 2025. Les tendances inflationnistes sont demeurées stables et le taux de chômage a augmenté modérément. Nous prévoyons que ces tendances se maintiendront pendant le reste de l'année civile 2025 et que la Banque d'Angleterre réduira à nouveau le taux d'escompte jusqu'à ce qu'il atteigne 3,75 %, ce qui est attendu d'ici la fin de l'année civile 2025.

Marchés financiers

Les rendements des obligations d'État ont diminué aux États-Unis et sont restés relativement stables au Canada, dans la zone euro et au Royaume-Uni au cours des trois derniers mois. Les courbes de rendement demeurent plus prononcées qu'au début de l'année civile au Canada, aux États-Unis, au Royaume-Uni et dans la zone euro. Les écarts de taux se sont rétrécis après s'être élargis plus tôt cette année, et l'indice du dollar américain pondéré selon les échanges global s'est déprécié depuis janvier 2025. Les marchés boursiers ont entièrement récupéré les baisses enregistrées au début de l'année civile. Enfin, les prix du pétrole ont augmenté temporairement en juin 2025, mais sont redescendus depuis.

Contexte réglementaire

Nous continuons de surveiller de près l'évolution de la réglementation et de nous y préparer de manière à assurer le respect des nouvelles exigences qui pourraient nous être imposées, tout en atténuant les répercussions défavorables d'ordre commercial ou financier. Ces répercussions pourraient découler de l'application de lois et de règlements nouveaux ou modifiés ou des attentes de ceux qui les mettent en œuvre. Un sommaire des principaux changements de réglementation qui pourraient accroître ou réduire nos coûts et la complexité de nos activités est présenté à la rubrique Risque lié au cadre juridique et réglementaire de notre rapport annuel 2024 et dans les mises à jour figurant ci-dessous.

Incertitude à l'échelle mondiale

En juillet 2025, le Fonds monétaire international (FMI) a prévu une croissance mondiale de 3,0 % pour 2025, soit une hausse de 0,2 % par rapport à ses prévisions d'avril², en raison de la demande qui aura été devancée et des stocks excédentaires en prévision de tarifs douaniers plus élevés et d'un taux tarifaire effectif moyen aux États-Unis plus bas que prévu. Il subsiste des incertitudes importantes qui soulèvent des risques pour les perspectives économiques à l'échelle mondiale, notamment en ce qui concerne :

- l'incidence des mesures commerciales mises en œuvre et éventuelles, y compris les politiques commerciales protectionnistes telles que l'imposition de tarifs douaniers, qui pourrait affaiblir la demande, accroître les pressions inflationnistes, réduire les investissements, perturber les chaînes logistiques et réduire davantage la croissance à court et à long terme;
- l'absence d'accords commerciaux, qui pourrait conduire à un abandon d'une intégration économique mondiale et avoir une incidence négative sur la productivité, la croissance et la stabilité financière;
- les déficits budgétaires importants prévus pour les pays, qui pourraient entraîner des pressions à la hausse sur les taux d'intérêt à long terme, une instabilité des marchés financiers ou un ralentissement plus rapide que prévu de la croissance, ainsi que leur incidence sur la confiance des consommateurs et des entreprises;
- les politiques monétaires divergentes en réponse aux pressions inflationnistes, qui peuvent entraîner une réévaluation des actifs, influencer les taux de change et les flux de capitaux et accroître la volatilité des marchés financiers;
- les changements de priorités au sujet des politiques mondiales, y compris l'incertitude persistante concernant les changements aux politiques américaines en matière de commerce, de relations extérieures, de défense et d'immigration qui pourraient perturber les alliances mondiales et accroître les risques liés, entre autres, à l'économie et aux marchés;
- la concentration anticipée des activités économiques mondiales en prévision des tarifs douaniers, qui pourrait amplifier les chocs négatifs si la demande pour des niveaux de stocks plus élevés ne se matérialisait pas ou si les conditions financières venaient à se resserrer;
- les conflits en cours, comme celui entre la Russie et l'Ukraine, et celui au Moyen-Orient et en Asie, ainsi que les tensions croissantes entre la Chine et Taïwan;
- le vieillissement de la population dans les pays développés et son incidence à long terme sur la productivité économique et la capacité budgétaire des gouvernements;
- l'accroissement de la polarisation et des tensions sociales;
- les événements météorologiques extrêmes.

Notre modèle d'affaires diversifié, notre présence dans diverses régions et notre offre de produits variée contribuent toujours à l'atténuation des risques qu'engendrent les incertitudes à l'échelle mondiale.

² Compte tenu de la complexité et de la fluidité de la conjoncture économique, le FMI a utilisé les prévisions de référence plutôt que la base habituelle pour sa projection de la croissance mondiale en avril 2025.

Dispositions législatives aux États-Unis

Le 4 juillet 2025, le président des États-Unis a signé la loi *One Big Beautiful Bill Act* ou « grande et belle loi » (la Loi). Certaines mesures fiscales de rétorsion qui avaient été incluses dans des versions antérieures de la Loi ont été retirées avant la promulgation. En ce qui nous concerne, cela n'a pas eu d'incidence fiscale significative. Toutefois, il subsiste une certaine incertitude quant à savoir si des événements futurs pourraient amener les États-Unis à inclure des mesures de rétorsion fiscales similaires dans une nouvelle législation ou à utiliser des mesures existantes pour pénaliser les sociétés non américaines. Nous continuerons à suivre les mises à jour et l'évolution de la situation.

Pour une analyse des facteurs de risque découlant de ces changements et d'autres faits nouveaux qui pourraient se répercuter sur nos activités et nos résultats financiers, se reporter aux rubriques portant sur les risques de notre rapport annuel 2024. Pour plus de détails sur notre cadre et nos activités de gestion des risques, se reporter aux rubriques Gestion du risque et Gestion des fonds propres du présent rapport aux actionnaires portant sur le troisième trimestre de 2025.

Rendement financier

Vue d'ensemble

Troisième trimestre de 2025 par rapport au troisième trimestre de 2024

Le bénéfice net s'est dégagé à 5 414 millions de dollars, en hausse de 928 millions, ou 21 %, par rapport à il y a un an. Le bénéfice dilué par action s'est établi à 3,75 \$, ayant progressé de 0,66 \$, ou 21 %, et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires s'est établi à 17,3 %, contre 15,5 % il y a un an. Notre ratio CET1 s'est élevé à 13,2 %, en hausse de 20 p.b. sur un an.

Le bénéfice net ajusté s'est chiffré à 5 534 millions de dollars, en hausse de 807 millions, ou 17 %, par rapport à il y a un an. Le bénéfice dilué par action ajusté s'est établi à 3,84 \$, ayant augmenté de 0,58 \$, ou 18 %, et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires ajusté a été de 17,7 %, en hausse par rapport à 16,4 % un an plus tôt.

Notre bénéfice reflète l'amélioration des résultats dans l'ensemble de nos secteurs d'exploitation. Les résultats de la période correspondante de l'exercice précédent comprenaient les coûts de transaction et d'intégration de HSBC Canada, qui ont été traités comme un élément spécifié et présentés dans le secteur Services de soutien généraux.

Troisième trimestre de 2025 par rapport au deuxième trimestre de 2025

Le bénéfice net s'est chiffré à 5 414 millions de dollars, en hausse de 1 024 millions, ou 23 %, par rapport au trimestre précédent. Le bénéfice dilué par action s'est établi à 3,75 \$, en hausse de 0,73 \$, ou 24 %, et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires a été de 17,3 %, une augmentation par rapport à 14,2 % au trimestre précédent. Notre ratio CET1 de 13,2 % a été stable par rapport au trimestre précédent.

Le bénéfice net s'est chiffré à 5 534 millions de dollars, en hausse de 1 006 millions, ou 22 %, par rapport au trimestre précédent. Le bénéfice dilué par action ajusté s'est établi à 3,84 \$, en hausse de 0,72 \$, ou 23 %, et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires ajusté a été de 17,7 %, une hausse par rapport à 14,7 % au trimestre précédent.

Notre bénéfice reflète l'amélioration des résultats dans l'ensemble de nos secteurs d'exploitation et dans le secteur Services de soutien généraux. La diminution de la dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts productifs a contribué à la hausse des résultats.

Troisième trimestre de 2025 par rapport au troisième trimestre de 2024 (résultats de la période de neuf mois)

Le bénéfice net s'est dégagé à 14 935 millions de dollars, en hausse de 2 917 millions, ou 24 %, par rapport à il y a un an. Le bénéfice dilué par action s'est établi à 10,31 \$, ayant progressé de 1,97 \$, ou 24 %, et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires s'est établi à 16,1 %, contre 14,4 % il y a un an.

Le bénéfice net s'est chiffré à 15 316 millions de dollars, en hausse de 2 325 millions, ou 18 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Le bénéfice dilué par action ajusté s'est établi à 10,58 \$, en hausse de 1,55 \$, ou 17 %, et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires ajusté a été de 16,5 %, une hausse par rapport à 15,6 % à la période correspondante de l'exercice précédent.

La hausse de notre bénéfice par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent tient principalement à l'amélioration des résultats dans tous nos secteurs d'exploitation. Les résultats de la période considérée reflètent aussi l'incidence moindre des coûts de transaction et d'intégration de HSBC Canada, qui sont traités comme un élément spécifié et présentés dans le secteur Services de soutien généraux. Notre bénéfice rend également compte d'une augmentation attribuable à l'incidence du change.

Pour plus de détails sur nos résultats des secteurs d'exploitation et le ratio CET1, se reporter respectivement aux rubriques Résultats des secteurs d'exploitation et Gestion des fonds propres.

Résultats ajustés

Les résultats ajustés excluent les éléments spécifiés, ainsi que l'incidence après impôt de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées à l'acquisition. Les résultats ajustés sont des mesures hors PCGR. Pour plus de détails, y compris un rapprochement, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.

Incidence du change

Le tableau ci-après reflète l'incidence estimative du change sur les principaux postes de l'état du résultat net.

	Pour les trimestres clos		Pour les périodes de neuf mois closes
	T3 2025 par rapport au T3 2024	T3 2025 par rapport au T2 2025	T3 2025 par rapport au T3 2024
(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action)			
<i>Augmentation (diminution) :</i>			
Total des revenus	77 \$	(217)\$	860 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit	6	(2)	30
Frais autres que d'intérêt	54	(121)	491
Impôt sur le résultat	2	(10)	37
Bénéfice net	15	(84)	302
Incidence sur le bénéfice par action			
De base	0,01 \$	(0,06)\$	0,21 \$
Dilué	0,01	(0,06)	0,21

Le tableau ci-après présente les taux de change moyens pertinents qui influent sur nos activités.

	Pour les trimestres clos			Pour les périodes de neuf mois closes	
	le 31 juillet 2025	le 30 avril 2025	le 31 juillet 2024	le 31 juillet 2025	le 31 juillet 2024
(moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en devises) (1)					
Dollar américain	0,728	0,704	0,730	0,710	0,736
Livre sterling	0,541	0,544	0,572	0,547	0,581
Euro	0,632	0,650	0,676	0,650	0,681

(1) Les moyennes sont calculées selon les cours du change au comptant à la fin du mois pour la période.

Total des revenus

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour les trimestres clos			Pour les périodes de neuf mois closes	
	le 31 juillet 2025	le 30 avril 2025	le 31 juillet 2024	le 31 juillet 2025	le 31 juillet 2024
Revenu d'intérêt et de dividende	26 110 \$	24 970 \$	27 090 \$	77 535 \$	78 453 \$
Charge d'intérêt	17 759	16 914	19 763	53 180	58 171
Revenu net d'intérêt	8 351 \$	8 056 \$	7 327 \$	24 355 \$	20 282 \$
Marge nette d'intérêt	1,61 %	1,64 %	1,58 %	1,62 %	1,50 %
Résultat des activités d'assurance	279 \$	224 \$	214 \$	789 \$	604 \$
Résultat des placements d'assurance	48	78	28	208	228
Revenus tirés des activités de négociation	685	641	507	2 521	1 944
Commissions de gestion de placements et de services de garde	2 642	2 544	2 382	7 853	6 824
Revenus tirés des fonds communs de placement	1 273	1 211	1 151	3 720	3 248
Commissions de courtage en valeurs mobilières	444	486	413	1 401	1 232
Frais bancaires	598	607	587	1 817	1 698
Commissions de prise ferme et autres honoraires tirés des services-conseils	850	615	676	2 139	2 016
Revenus de change, autres que ceux tirés des activités de négociation	311	338	292	967	841
Revenus sur cartes	339	328	324	984	941
Commissions de crédit	395	370	405	1 200	1 234
Profits nets sur les titres de placement	18	45	28	118	157
Bénéfice (perte) des coentreprises et des entreprises associées	25	16	(57)	60	(27)
Autres	727	113	354	1 264	1 048
Revenus autres que d'intérêt	8 634	7 616	7 304	25 041	21 988
Total des revenus	16 985 \$	15 672 \$	14 631 \$	49 396 \$	42 270 \$
Information supplémentaire sur les activités de négociation					
Revenu net d'intérêt (1)	659 \$	614 \$	475 \$	1 637 \$	1 222 \$
Revenus autres que d'intérêt	685	641	507	2 521	1 944
Total des revenus tirés des activités de négociation	1 344 \$	1 255 \$	982 \$	4 158 \$	3 166 \$

(1) Tient compte du revenu net d'intérêt découlant des positions liées aux activités de négociation, y compris les actifs et passifs qui sont classés ou désignés à la juste valeur par le biais du résultat net.

Troisième trimestre de 2025 par rapport au troisième trimestre de 2024

Le total des revenus a augmenté de 2 354 millions de dollars, ou 16 %, par rapport à il y a un an, en raison principalement de la hausse du revenu net d'intérêt et des autres revenus. L'accroissement des commissions de gestion de placements et de services de garde, des revenus tirés des activités de négociation, des commissions de prise ferme et autres honoraires tirés des services-conseils ainsi que des revenus tirés des fonds communs de placement a également contribué à la hausse.

Le revenu net d'intérêt a progressé de 1 024 millions de dollars, ou 14 %, en raison surtout de la croissance moyenne des volumes des secteurs Services bancaires aux particuliers et Services bancaires aux entreprises et de l'élargissement des écarts du secteur Services bancaires aux particuliers. L'accroissement des revenus tirés des activités de négociation de titres de participation en Amérique du Nord et des revenus tirés de prêts, tous deux dans le secteur Marchés des Capitaux, ont également favorisé l'augmentation.

La marge nette d'intérêt a augmenté de 3 p.b. par rapport à il y a un an, en raison principalement de changements favorables dans la composition des produits et de l'incidence soutenue des taux d'intérêt élevés dans le secteur Services bancaires aux particuliers, facteurs partiellement contrebalancés par une augmentation des actifs à rendement moins élevé du secteur Marchés mondiaux.

Les revenus tirés des activités de négociation ont augmenté de 178 millions de dollars, ou 35 %, ce qui s'explique principalement par l'amélioration des revenus tirés des activités de négociation de titres à revenu fixe dans la plupart des régions.

Les commissions de gestion de placements et de services de garde ont augmenté de 260 millions de dollars, ou 11 %, ce qui est attribuable essentiellement à la croissance des actifs liés aux services tarifés des clients, qui reflète l'appréciation des marchés et les ventes nettes.

Les revenus tirés des fonds communs de placement ont progressé de 122 millions de dollars, ou 11 %, en raison principalement de l'augmentation des actifs liés aux services tarifés des clients qui reflète l'appréciation des marchés et les ventes nettes dans le secteur Gestion de patrimoine, et de la hausse des soldes des fonds communs de placement moyens ayant entraîné une augmentation des frais de placement dans le secteur Services bancaires aux particuliers.

Les commissions de prise ferme et autres honoraires tirés des services-conseils ont augmenté de 174 millions de dollars, ou 26 %, ce qui reflète essentiellement l'intensification des activités d'origination de titres de créance et de titres de participation ainsi que de fusion et acquisition dans la plupart des régions.

Les autres revenus ont augmenté de 373 millions de dollars, en raison principalement de l'incidence des couvertures économiques, ainsi que des variations de la juste valeur des couvertures liées à nos régimes de rémunération fondée sur des actions aux États-Unis, annulées pour l'essentiel dans les frais autres que d'intérêt. Les résultats de l'exercice précédent comprenaient également des variations défavorables de la juste valeur de certains instruments de nos portefeuilles d'activités autres que de négociation.

Troisième trimestre de 2025 par rapport au deuxième trimestre de 2025

Le total des revenus a augmenté de 1 313 millions de dollars, ou 8 %, par rapport au trimestre précédent, en raison principalement de la hausse des autres revenus, du revenu net d'intérêt, des commissions de prise ferme et autres honoraires tirés des services-conseils. L'incidence du change a compté pour 217 millions de dollars de la baisse des revenus.

Le revenu net d'intérêt a progressé de 295 millions de dollars, ou 4 %, en raison principalement du fait que le trimestre à l'étude comptait trois jours de plus, de l'élargissement des écarts dans les secteurs Services bancaires aux particuliers, Services bancaires aux entreprises et Gestion de patrimoine, ainsi que de la croissance moyenne des volumes dans le secteur Services bancaires aux particuliers. Ces facteurs ont été partiellement contrebalancés par l'incidence du change.

Les commissions de prise ferme et autres honoraires tirés des services-conseils ont bondi de 235 millions de dollars, ou 38 %, en raison surtout de l'intensification des activités d'origination de titres de créance et de titres de participation dans la plupart des régions.

Les autres revenus se sont accrus de 614 millions de dollars, du fait essentiellement des variations de la juste valeur des couvertures liées à nos régimes de rémunération fondée sur des actions aux États-Unis, qui ont été annulées pour l'essentiel dans les frais autres que d'intérêt.

Troisième trimestre de 2025 par rapport au troisième trimestre de 2024 (résultats de la période de neuf mois)

Le total des revenus a augmenté de 7 126 millions de dollars, ou 17 %, par rapport à il y a un an, en raison principalement de la hausse du revenu net d'intérêt et des commissions de gestion de placements et de services de garde. Les revenus tirés des activités de négociation, les revenus tirés des fonds communs de placement et les autres revenus ont également contribué à la hausse. L'incidence du change a compté pour 860 millions de dollars de l'augmentation des revenus.

Le revenu net d'intérêt a progressé de 4 073 millions de dollars, ou 20 %, en raison principalement d'une augmentation de la moyenne des prêts et acceptations et des dépôts dans les secteurs Services bancaires aux entreprises et Services bancaires aux particuliers, ce qui tient compte de l'incidence des résultats de HSBC Canada pendant une période de cinq mois supplémentaires, et de l'élargissement des écarts dans le secteur Services bancaires aux particuliers. L'incidence du change et l'accroissement des revenus tirés des activités de négociation de titres à revenu fixe dans le secteur Marchés des Capitaux en Amérique du Nord ont également favorisé l'augmentation.

Les revenus tirés des activités de négociation ont bondi de 577 millions de dollars, ou 30 %, principalement en raison de l'augmentation des revenus tirés des activités de négociation de titres de participation en Europe et aux États-Unis et des revenus tirés des activités de négociation du change dans toutes les régions.

Les commissions de gestion de placements et de services de garde ont augmenté de 1 029 millions de dollars, ou 15 %, ce qui est attribuable essentiellement à la croissance des actifs liés aux services tarifés des clients, qui reflète l'appréciation des marchés et les ventes nettes.

Les revenus tirés des fonds communs de placement se sont accrus de 472 millions de dollars, ou 15 %, en raison principalement de l'augmentation des actifs liés aux services tarifés des clients qui reflète l'appréciation des marchés et les ventes nettes dans le secteur Gestion de patrimoine, ainsi que de la hausse des soldes de fonds communs de placement moyens ayant entraîné l'augmentation des frais de placement dans le secteur Services bancaires aux particuliers.

Les autres revenus ont augmenté de 216 millions de dollars, ou 21 %, principalement en raison de l'incidence de la gestion de la volatilité des fonds propres de clôture liée à la transaction visant HSBC Canada à la période correspondante de l'exercice précédent, qui est traitée comme un élément spécifié, et de l'incidence des couvertures économiques. Ces facteurs ont été partiellement contrebalancés par les variations de la juste valeur des couvertures liées à nos régimes de rémunération fondée sur des actions aux États-Unis, qui ont été annulées pour l'essentiel dans les frais autres que d'intérêt.

Dotation à la provision pour pertes de crédit ⁽¹⁾

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour les trimestres clos			Pour les périodes de neuf mois closes	
	le 31 juillet 2025	le 30 avril 2025	le 31 juillet 2024 ⁽²⁾	le 31 juillet 2025	le 31 juillet 2024 ⁽²⁾
Services bancaires aux particuliers	17 \$	246 \$	32 \$	326 \$	268 \$
Services bancaires aux entreprises	4	253	38	287	194
Gestion de patrimoine	(40)	35	(16)	31	(62)
Marchés des Capitaux	(9)	35	(11)	(35)	18
Services de soutien généraux et autres ⁽³⁾	–	(1)	(1)	(1)	1
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts productifs	(28)	568	42	608	419
Services bancaires aux particuliers	431 \$	410 \$	363 \$	1 268 \$	1 057 \$
Services bancaires aux entreprises	296	286	178	890	481
Gestion de patrimoine	(3)	51	32	93	116
Marchés des Capitaux	188	105	50	498	326
Services de soutien généraux et autres ⁽³⁾	1	–	–	1	–
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux	913	852	623	2 750	1 980
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts	885	1 420	665	3 358	2 399
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux autres éléments ⁽⁴⁾	(4)	4	(6)	(3)	(7)
Total de la dotation à la provision pour pertes de crédit	881 \$	1 424 \$	659 \$	3 355 \$	2 392 \$
La dotation à la provision pour pertes de crédit comprend ce qui suit :					
Prêts de détail	7 \$	300 \$	32 \$	411 \$	276 \$
Prêts de gros	(35)	268	10	197	143
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts productifs	(28)	568	42	608	419
Prêts de détail	474	454	407	1 413	1 162
Prêts de gros	439	398	216	1 337	818
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux	913	852	623	2 750	1 980
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts	885 \$	1 420 \$	665 \$	3 358 \$	2 399 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et acceptations	0,35 %	0,58 %	0,27 %	0,45 %	0,35 %
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et acceptations	0,36 %	0,35 %	0,26 %	0,37 %	0,29 %

(1) L'information sur les prêts englobe celle sur les prêts, les acceptations et les engagements.

(2) Les montants ont été révisés par rapport à ceux présentés précédemment afin qu'ils soient conformes à la nouvelle base de présentation de l'information sectorielle. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique À propos de la Banque Royale du Canada.

(3) Comprend la dotation à la provision pour pertes de crédit comptabilisée dans les secteurs Services de soutien généraux et Assurances.

(4) La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux autres éléments inclut les montants liés aux titres de créance évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global ou au coût amorti, les débiteurs et les garanties financières et achetées.

Troisième trimestre de 2025 par rapport au troisième trimestre de 2024

Le total de la dotation à la provision pour pertes de crédit a augmenté de 222 millions de dollars, ou 34 %, par rapport à il y a un an, ce qui s'explique surtout par la hausse des dotations des secteurs Marchés des Capitaux, Services bancaires aux entreprises et Services bancaires aux particuliers, atténuée par des contrepassations dans le secteur Gestion de patrimoine au cours du trimestre à l'étude, comparativement à des dotations constituées au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Le ratio de la dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts a augmenté de 8 p.b.

La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts productifs était de (28) millions de dollars, comparativement à 42 millions à l'exercice précédent, en raison des changements favorables concernant nos perspectives macroéconomiques, contrebalancés en partie par des changements défavorables concernant la qualité du crédit et la croissance du portefeuille au trimestre à l'étude.

La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux a augmenté de 290 millions de dollars, ou 47 %, en raison surtout de l'augmentation des dotations pour les secteurs Marchés des Capitaux, Services bancaires aux entreprises et Services bancaires aux particuliers.

Troisième trimestre de 2025 par rapport au deuxième trimestre de 2025

Le total de la dotation à la provision pour pertes de crédit a diminué de 543 millions de dollars, ou 38 %, par rapport au trimestre précédent, en raison essentiellement du repli des dotations dans les secteurs Services bancaires aux entreprises et Services bancaires aux particuliers, et des contrepassations dans le secteur Gestion de patrimoine au trimestre à l'étude, comparativement à des dotations constituées au trimestre précédent. Le ratio de la dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts s'est replié de 23 p.b.

La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts productifs était de (28) millions de dollars, comparativement à 568 millions au trimestre précédent, ce qui reflète les contrepassations du trimestre à l'étude, en raison essentiellement des changements favorables concernant nos perspectives macroéconomiques, contrebalancés en partie par les changements défavorables concernant la qualité du crédit et la croissance du portefeuille, comparativement à des dotations constituées au trimestre précédent, ce qui reflète l'incidence potentielle des perturbations commerciales (y compris les tarifs douaniers).

La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux a augmenté de 61 millions de dollars, ou 7 %, en raison principalement de l'augmentation des dotations dans le secteur Marchés des Capitaux, contrebalancée en partie par des recouvrements dans le secteur Gestion de patrimoine au cours du trimestre à l'étude, comparativement à des dotations constituées au trimestre précédent.

Troisième trimestre de 2025 par rapport au troisième trimestre de 2024 (résultats de la période de neuf mois)

Le total de la dotation à la provision pour pertes de crédit a augmenté de 963 millions de dollars, ou 40 %, par rapport à il y a un an, en raison surtout de la hausse des dotations dans les secteurs Services bancaires aux entreprises, Services bancaires aux particuliers et Marchés des Capitaux. Le ratio de la dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts a augmenté de 10 p.b.

La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts productifs s'est accrue de 189 millions de dollars, ou 45 %, en raison essentiellement des changements défavorables concernant la pondération de nos scénarios et nos perspectives macroéconomiques, qui reflètent l'incidence potentielle des perturbations commerciales (y compris les tarifs douaniers). Ceci a été contrebalancé en partie par l'incidence de la dotation à la provision pour pertes de crédit initiale liée aux prêts productifs achetés dans le cadre de la transaction visant HSBC Canada à l'exercice précédent et par des changements moins défavorables concernant la qualité du crédit comparativement à la période correspondante de l'exercice précédent.

La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux a augmenté de 770 millions de dollars, ou 39 %, en raison de l'augmentation des dotations dans les secteurs Services bancaires aux entreprises, Services bancaires aux particuliers et Marchés des Capitaux.

Frais autres que d'intérêt

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour les trimestres clos			Pour les périodes de neuf mois closes	
	le 31 juillet 2025	le 30 avril 2025	le 31 juillet 2024	le 31 juillet 2025	le 31 juillet 2024
Salaires	2 356 \$	2 366 \$	2 310 \$	7 076 \$	6 533 \$
Rémunération variable	2 515	2 338	2 246	7 422	6 490
Avantages du personnel et conservation du personnel	669	720	615	2 075	1 826
Rémunération fondée sur des actions	329	54	235	761	811
Ressources humaines	5 869	5 478	5 406	17 334	15 660
Matériel	684	704	629	2 069	1 863
Frais d'occupation	410	428	443	1 267	1 291
Communications	357	378	342	1 062	1 021
Honoraires	528	538	547	1 568	1 868
Amortissement des autres immobilisations incorporelles	436	457	426	1 328	1 151
Autres	948	747	806	2 590	2 377
Frais autres que d'intérêt	9 232 \$	8 730 \$	8 599 \$	27 218 \$	25 231 \$
Ratio d'efficacité (1)	54,4 %	55,7 %	58,8 %	55,1 %	59,7 %
Ratio d'efficacité ajusté (1), (2)	53,5 %	54,5 %	56,6 %	54,1 %	56,9 %

(1) Se reporter au glossaire pour une définition de ces mesures.

(2) Il s'agit d'un ratio hors PCGR. Pour plus de détails, y compris un rapprochement, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.

Troisième trimestre de 2025 par rapport au troisième trimestre de 2024

Les frais autres que d'intérêt se sont accrus de 633 millions de dollars, ou 7 %, sur un an, en raison surtout de l'augmentation de la rémunération variable proportionnelle à l'amélioration des résultats, de la hausse des coûts liés au personnel et des investissements en cours dans la technologie. La variation de la juste valeur de nos régimes de rémunération fondée sur des actions aux États-Unis, qui est compensée pour l'essentiel dans les autres revenus a également contribué à l'augmentation. Ces facteurs ont été atténués par les coûts de transaction et d'intégration de HSBC Canada à l'exercice précédent, qui étaient traités comme un élément spécifié, et par les synergies réalisées dans le cadre de la transaction visant HSBC Canada.

Notre ratio d'efficacité s'est établi à 54,4 %, soit une diminution de 440 p.b. Notre ratio d'efficacité ajusté s'est établi à 53,5 %, en baisse de 310 p.b.

Troisième trimestre de 2025 par rapport au deuxième trimestre de 2025

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 502 millions de dollars, ou 6 %, par rapport au trimestre précédent principalement en raison des variations de la juste valeur de nos régimes de rémunération fondée sur des actions aux États-Unis, qui ont été annulées pour l'essentiel dans les autres revenus, et de la hausse de la rémunération variable proportionnelle à l'amélioration des résultats. Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par l'incidence du change.

Notre ratio d'efficacité s'est établi à 54,4 %, soit une diminution de 130 p.b. Notre ratio d'efficacité ajusté s'est établi à 53,5 %, en baisse de 100 p.b.

Troisième trimestre de 2025 par rapport au troisième trimestre de 2024 (résultats de la période de neuf mois)

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 1 987 millions de dollars, ou 8 %, sur un an, en raison principalement de l'accroissement des coûts liés au personnel, y compris les indemnités de départ, de la hausse de la rémunération variable proportionnelle à l'amélioration des résultats, ainsi que de l'incidence du change. L'incidence des frais autres que d'intérêt de HSBC Canada pendant une période de cinq mois supplémentaires et les investissements en cours dans la technologie ont également contribué à l'augmentation. Ces facteurs ont été atténués par la diminution des coûts de transaction et d'intégration de HSBC Canada, qui sont traités comme un élément spécifié, par les synergies réalisées dans le cadre de la transaction visant HSBC Canada, par la variation de la juste valeur de nos régimes de rémunération fondée sur des actions aux États-Unis, qui est compensée pour l'essentiel dans les autres revenus, ainsi que par le coût de la cotisation spéciale de la Federal Deposit Insurance Corporation (FDIC) au cours de la période correspondante de l'exercice précédent.

Notre ratio d'efficacité s'est établi à 55,1 %, soit une diminution de 460 p.b. Notre ratio d'efficacité ajusté s'est établi à 54,1 %, en baisse de 280 p.b.

Le ratio d'efficacité ajusté est un ratio hors PCGR. Pour plus de détails, y compris un rapprochement, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.

Impôt sur le résultat

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour les trimestres clos			Pour les périodes de neuf mois closes	
	le 31 juillet 2025	le 30 avril 2025	le 31 juillet 2024	le 31 juillet 2025	le 31 juillet 2024
Impôt sur le résultat	1 458 \$	1 128 \$	887 \$	3 888 \$	2 629 \$
Bénéfice avant impôt	6 872	5 518	5 373	18 823	14 647
Taux d'imposition effectif	21,2 %	20,4 %	16,5 %	20,7 %	17,9 %
Résultats ajustés ^{(1), (2)}					
Impôt sur le résultat ajusté	1 491 \$	1 174 \$	960 \$	4 009 \$	2 910 \$
Bénéfice avant impôt ajusté	7 025	5 702	5 687	19 325	15 901
Taux d'imposition effectif ajusté	21,2 %	20,6 %	16,9 %	20,7 %	18,3 %

(1) Il s'agit de mesures ou de ratios hors PCGR. Pour plus de détails, y compris un rapprochement, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.

(2) Se reporter au glossaire pour une définition de ces mesures.

Troisième trimestre de 2025 par rapport au troisième trimestre de 2024

La charge d'impôt a augmenté de 571 millions de dollars, ou 64 %, par rapport à il y a un an, en raison principalement de l'augmentation du bénéfice avant impôt. La charge d'impôt ajustée a grimpé de 531 millions de dollars, ou 55 %.

Le taux d'imposition effectif s'est accru de 470 p.b. pour s'établir à 21,2 %, du fait principalement de l'incidence des changements dans la composition du bénéfice et des dispositions législatives sur le deuxième pilier qui, en ce qui nous concerne, sont entrées en vigueur le 1^{er} novembre 2024. Le taux d'imposition effectif ajusté a progressé de 430 p.b. pour s'établir à 21,2 %. Pour plus de détails sur les dispositions législatives sur le deuxième pilier, se reporter à la note 9 de nos états financiers résumés.

Troisième trimestre de 2025 par rapport au deuxième trimestre de 2025

La charge d'impôt a augmenté de 330 millions de dollars, ou 29 %, par rapport au trimestre précédent, en raison surtout de l'amélioration du bénéfice avant impôt, atténuée par l'incidence des changements dans la composition du bénéfice. La charge d'impôt ajustée s'est accrue de 317 millions de dollars, ou 27 %.

Le taux d'imposition effectif s'est accru de 80 p.b. pour s'établir à 21,2 %, du fait principalement de l'incidence nette des ajustements fiscaux. Le taux d'imposition effectif ajusté a progressé de 60 p.b. pour s'établir à 21,2 %.

Troisième trimestre de 2025 par rapport au troisième trimestre de 2024 (résultats de la période de neuf mois)

La charge d'impôt a augmenté de 1 259 millions de dollars, ou 48 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, en raison principalement de l'augmentation du bénéfice avant impôt. La charge d'impôt ajustée a grimpé de 1 099 millions de dollars, ou 38 %.

Le taux d'imposition effectif s'est accru de 280 p.b. pour s'établir à 20,7 %, du fait principalement de l'incidence des changements dans la composition du bénéfice et des dispositions législatives sur le deuxième pilier indiquées plus haut. Le taux d'imposition effectif ajusté a progressé de 240 p.b. pour s'établir à 20,7 %.

La charge d'impôt ajustée et le taux d'imposition effectif ajusté sont des mesures ou des ratios hors PCGR. Pour plus de détails, y compris un rapprochement, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.

Résultats des secteurs d'exploitation

Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation

La direction revoit périodiquement les principales méthodes et hypothèses utilisées aux fins de notre cadre d'information de gestion afin de s'assurer de leur validité. Avec prise d'effet au premier trimestre de 2025, nous avons augmenté nos taux d'attribution des fonds propres à nos secteurs d'exploitation de manière à nous conformer davantage à nos objectifs internes, ce qui a eu pour effet de réduire les fonds propres non attribués conservés dans le secteur Services de soutien généraux. Pour le secteur Assurances, l'attribution des fonds propres demeure inchangée et est encore établie en fonction du capital économique pleinement diversifié.

Pour plus de détails sur les principales méthodes et hypothèses utilisées aux fins de notre cadre d'information de gestion, se reporter à la rubrique Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation de notre rapport annuel 2024.

Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR

Mesures de rendement

Nous mesurons et évaluons le rendement de nos activités consolidées et de chacun de nos secteurs d'exploitation en fonction d'un certain nombre de paramètres financiers, dont le bénéfice net et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires. Certaines mesures financières, incluant le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires, n'ont pas de définition normalisée en vertu des principes comptables généralement reconnus (PCGR) et pourraient ne pas être comparables aux mesures analogues que présentent d'autres institutions financières.

Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires

Nous utilisons le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires, tant sur une base consolidée que par secteur d'exploitation, à titre de mesure du rendement du total du capital investi dans nos secteurs. La direction considère la mesure du rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires par secteur comme une mesure utile pour appuyer les prises de décisions relatives aux investissements et à l'attribution des ressources parce qu'elle permet d'effectuer des ajustements en fonction de certains éléments qui pourraient avoir une incidence sur la comparabilité entre nos secteurs d'exploitation et certains de nos concurrents.

Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires consolidé est égal au bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires divisé par le total de la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires pour la période. Le calcul du rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires des secteurs repose sur le bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires, divisé par les fonds propres attribués moyens pour la période. Pour chaque secteur, à l'exception du secteur Assurances, la moyenne des fonds propres attribués tient compte des fonds propres et du levier nécessaires pour contrer les divers risques et montants investis dans le goodwill et les immobilisations incorporelles et d'autres déductions réglementaires. Pour le secteur Assurances, l'attribution des fonds propres est fondée sur le capital économique, celui-ci devant être pleinement diversifié.

L'attribution des fonds propres suppose le recours à des hypothèses, à des jugements et à des méthodes qui sont régulièrement examinés et révisés par la direction, selon les besoins. Toute modification de ces hypothèses, jugements et méthodes peut avoir une incidence significative sur l'information relative au rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires par secteur d'exploitation que nous présentons. D'autres sociétés qui présentent des renseignements semblables sur des mesures d'attribution et de rendement connexes peuvent faire appel à d'autres hypothèses, jugements et méthodes.

Le tableau ci-après présente un sommaire des calculs du rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires.

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour les trimestres clos							le 30 avril 2025	le 31 juillet 2024
	le 31 juillet 2025								
	Services bancaires aux particuliers (3)	Services bancaires aux entreprises (3)	Gestion de patrimoine (3)	Assurances	Marchés des capitaux (3)	Services de soutien généraux	Total		
Bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires	1 911 \$	816 \$	1 071 \$	245 \$	1 289 \$	(42)\$	5 290 \$	4 274 \$	4 377 \$
Total de la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (1), (2)	28 050	19 800	25 000	2 000	38 650	7 950	121 450	123 300	112 100
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	27,0 %	16,3 %	17,0 %	47,9 %	13,2 %	n.s.	17,3 %	14,2 %	15,5 %

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour les périodes de neuf mois closes							le 31 juillet 2024
	le 31 juillet 2025							
	Services bancaires aux particuliers (3)	Services bancaires aux entreprises (3)	Gestion de patrimoine (3)	Assurances	Marchés des capitaux (3)	Services de soutien généraux	Total	
Bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires	5 132 \$	2 152 \$	2 932 \$	724 \$	3 855 \$	(220)\$	14 575 \$	11 780 \$
Total de la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (1), (2)	27 900	19 600	25 150	2 050	38 100	8 300	121 100	109 300
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	24,6 %	14,7 %	15,6 %	46,7 %	13,5 %	n.s.	16,1 %	14,4 %

(1) Les chiffres ayant trait au total de la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires sont arrondis.

(2) Les montants se rapportant aux différents secteurs d'exploitation sont désignés à titre de fonds propres attribués.

(3) Avec prise d'effet au premier trimestre de 2025, nous avons augmenté le taux d'attribution des fonds propres. Pour en savoir plus, se reporter à la rubrique Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation.

n.s. non significatif

Mesures hors PCGR

Les mesures et les ratios hors PCGR n'ont pas de définition normalisée en vertu des PCGR et ne sont pas nécessairement comparables à des mesures semblables présentées par d'autres institutions financières.

L'analyse qui suit décrit les mesures et les ratios hors PCGR que nous utilisons pour évaluer nos résultats d'exploitation.

Résultats et ratios ajustés

Nous sommes d'avis que les résultats ajustés sont plus représentatifs de nos résultats d'exploitation courants et permettent aux lecteurs de mieux comprendre le point de vue de la direction à l'égard de la performance. Les éléments spécifiés décrits ci-après peuvent entraîner une volatilité qui pourrait occulter les tendances de la performance des activités sous-jacentes, et l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions peut varier considérablement d'une organisation à l'autre. Exclure l'incidence des éléments spécifiés et l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions pourrait améliorer la comparabilité de notre performance financière et permettre aux lecteurs de mieux évaluer les tendances liées aux activités sous-jacentes.

Nos résultats des trimestres clos le 30 avril 2025 et le 31 juillet 2024 et des périodes de neuf mois closes les 31 juillet 2025 et 2024 ont été ajustés de manière à refléter l'élément spécifié suivant :

- Les coûts de transaction et d'intégration de HSBC Canada. Avec prise d'effet au troisième trimestre de 2025, nous ne traitons plus les coûts de transaction et d'intégration de HSBC Canada à titre d'élément spécifié, car les activités d'intégration sont en grande partie terminées et les coûts restants devraient être négligeables.

Nos résultats de la période de neuf mois close le 31 juillet 2024 ont également été ajustés de manière à refléter l'élément spécifié suivant :

- La gestion de la volatilité des fonds propres de clôture liée à la transaction visant HSBC Canada.

Les ratios ajustés, y compris le bénéfice par action ajusté (de base et dilué), le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires ajusté et le ratio d'efficacité ajusté, qui sont tirés des résultats ajustés, sont utiles aux lecteurs puisqu'ils peuvent améliorer la comparabilité dans le cadre de l'évaluation de la rentabilité calculée par action, de l'efficacité avec laquelle

les bénéfices sont générés à partir de la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et de l'efficacité avec laquelle les coûts sont gérés par rapport aux revenus. Les résultats et les ratios ajustés peuvent également servir de base pour aider les lecteurs à prendre des décisions en matière de stratégie et d'attribution des fonds propres.

Résultats consolidés, montants présentés et ajustés

Le tableau qui suit présente un rapprochement de nos résultats présentés et de nos résultats ajustés et illustre le calcul des mesures ajustées présentées. Les résultats et ratios ajustés présentés ci-après sont des mesures ou ratios hors PCGR.

(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action, les nombres d'actions et les pourcentages)	Aux ou pour les trimestres clos les			Aux ou pour les périodes de neuf mois closes les	
	31 juillet 2025	30 avril 2025	31 juillet 2024	31 juillet 2025	31 juillet 2024
Total des revenus	16 985 \$	15 672 \$	14 631 \$	49 396 \$	42 270 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit	881	1 424	659	3 355	2 392
Frais autres que d'intérêt	9 232	8 730	8 599	27 218	25 231
Bénéfice avant impôt	6 872	5 518	5 373	18 823	14 647
Impôt sur le résultat	1 458	1 128	887	3 888	2 629
Bénéfice net	5 414 \$	4 390 \$	4 486 \$	14 935 \$	12 018 \$
Bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires	5 290 \$	4 274 \$	4 377 \$	14 575 \$	11 780 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires (en milliers)	1 407 280	1 411 362	1 414 194	1 410 854	1 411 044
Bénéfice de base par action (en dollars)	3,76 \$	3,03 \$	3,09 \$	10,33 \$	8,35 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires diluées (en milliers)	1 409 680	1 413 517	1 416 149	1 413 235	1 412 644
Bénéfice dilué par action (en dollars)	3,75 \$	3,02 \$	3,09 \$	10,31 \$	8,34 \$
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	17,3 %	14,2 %	15,5 %	16,1 %	14,4 %
Taux d'imposition effectif	21,2 %	20,4 %	16,5 %	20,7 %	17,9 %
Total des ajustements ayant une incidence sur le bénéfice net (avant impôt)	153 \$	184 \$	314 \$	502 \$	1 254 \$
Élément spécifié : Coûts de transaction et d'intégration de HSBC Canada (1), (2)	—	31	160	43	783
Élément spécifié : Gestion de la volatilité des fonds propres de clôture liée à la transaction visant HSBC Canada (1)	—	—	—	—	131
Amortissement des immobilisations incorporelles liées à l'acquisition (3)	153	153	154	459	340
Total de l'impôt sur le résultat au titre des ajustements ayant une incidence sur le bénéfice net	33 \$	46 \$	73 \$	121 \$	281 \$
Élément spécifié : Coûts de transaction et d'intégration de HSBC Canada (1)	—	7	35	13	158
Élément spécifié : Gestion de la volatilité des fonds propres de clôture liée à la transaction visant HSBC Canada (1)	—	—	—	—	36
Amortissement des immobilisations incorporelles liées à l'acquisition (3)	33	39	38	108	87
Résultats ajustés					
Bénéfice avant impôt ajusté	7 025 \$	5 702 \$	5 687 \$	19 325 \$	15 901 \$
Impôt sur le résultat ajusté	1 491	1 174	960	4 009	2 910
Bénéfice net ajusté	5 534	4 528	4 727	15 316	12 991
Bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires ajusté (4)	5 410	4 412	4 618	14 956	12 753
Nombre moyen d'actions ordinaires (en milliers)	1 407 280	1 411 362	1 414 194	1 410 854	1 411 044
Bénéfice de base par action ajusté (en dollars)	3,84 \$	3,13 \$	3,26 \$	10,60 \$	9,04 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires diluées (en milliers)	1 409 680	1 413 517	1 416 149	1 413 235	1 412 644
Bénéfice dilué par action ajusté (en dollars)	3,84 \$	3,12 \$	3,26 \$	10,58 \$	9,03 \$
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires ajusté	17,7 %	14,7 %	16,4 %	16,5 %	15,6 %
Taux d'imposition effectif ajusté	21,2 %	20,6 %	16,9 %	20,7 %	18,3 %
Ratio d'efficacité ajusté					
Total des revenus	16 985 \$	15 672 \$	14 631 \$	49 396 \$	42 270 \$
Plus élément spécifié : Gestion de la volatilité des fonds propres de clôture liée à la transaction visant HSBC Canada (avant impôt) (1)	—	—	—	—	131
Total des revenus ajusté (4)	16 985 \$	15 672 \$	14 631 \$	49 396 \$	42 401 \$
Frais autres que d'intérêt	9 232 \$	8 730 \$	8 599 \$	27 218 \$	25 231 \$
Moins élément spécifié : Coûts de transaction et d'intégration de HSBC Canada (avant impôt) (1)	—	31	160	43	783
Moins : Amortissement des immobilisations incorporelles liées à l'acquisition (avant impôt) (3)	153	153	154	459	340
Frais autres que d'intérêt ajustés (4)	9 079 \$	8 546 \$	8 285 \$	26 716 \$	24 108 \$
Ratio d'efficacité	54,4 %	55,7 %	58,8 %	55,1 %	59,7 %
Ratio d'efficacité ajusté	53,5 %	54,5 %	56,6 %	54,1 %	56,9 %

(1) Ces montants ont été comptabilisés dans le secteur Services de soutien généraux.

(2) Au 30 avril 2025, le cumul des coûts de transaction et d'intégration de HSBC Canada (avant impôt) engagés s'élevait à 1,4 milliard de dollars. Avec prise d'effet au troisième trimestre de 2025, nous ne traitons plus les coûts de transaction et d'intégration de HSBC Canada à titre d'élément spécifié, car les activités d'intégration sont en grande partie terminées et les coûts restants devraient être négligeables.

(3) Représente l'incidence de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées à l'acquisition (excluant l'amortissement des logiciels), et de toute dépréciation du goodwill.

(4) Se reporter au glossaire pour une définition de ces mesures.

Services bancaires aux particuliers ⁽¹⁾

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages et sauf indication contraire)	Aux ou pour les trimestres clos les			Aux ou pour les périodes de neuf mois closes les	
	31 juillet 2025	30 avril 2025	31 juillet 2024 (2)	31 juillet 2025	31 juillet 2024 (2)
Revenu net d'intérêt	3 698 \$	3 519 \$	3 253 \$	10 722 \$	9 092 \$
Revenus autres que d'intérêt	1 362	1 286	1 237	3 954	3 592
Total des revenus	5 060	4 805	4 490	14 676	12 684
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux actifs productifs	17	246	30	326	268
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux actifs dépréciés	427	408	361	1 260	1 051
Dotation à la provision pour pertes de crédit	444	654	391	1 586	1 319
Frais autres que d'intérêt	1 958	1 952	1 941	5 925	5 452
Bénéfice avant impôt	2 658	2 199	2 158	7 165	5 913
Bénéfice net	1 938 \$	1 602 \$	1 586 \$	5 218 \$	4 342 \$
Revenus par secteur d'activité					
Services bancaires aux particuliers – Canada	4 751 \$	4 483 \$	4 210 \$	13 733 \$	11 840 \$
Services bancaires dans les Antilles et aux États-Unis	309	322	280	943	844
Principales données figurant au bilan et autres renseignements					
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	27,0 %	23,1 %	23,7 %	24,6 %	25,1 %
Marge nette d'intérêt	2,68 %	2,66 %	2,45 %	2,64 %	2,41 %
Ratio d'efficacité	38,7 %	40,6 %	43,2 %	40,4 %	43,0 %
Levier d'exploitation (3)	11,8 %	6,2 %	2,5 %	7,0 %	2,4 %
Moyenne du total des actifs productifs, montant net	547 400 \$	541 800 \$	528 900 \$	543 100 \$	504 900 \$
Moyenne des prêts et acceptations, montant net	537 100	531 500	519 400	532 900	495 400
Moyenne des dépôts	437 300	440 400	426 200	438 300	395 600
Biens administrés (4)	272 700	257 500	250 000	272 700	250 000
Moyenne des biens administrés	266 500	260 700	244 900	263 000	229 900
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et acceptations	0,32 %	0,32 %	0,28 %	0,32 %	0,29 %
Autres informations – Services bancaires aux particuliers – Canada					
Bénéfice net	1 843 \$	1 503 \$	1 495 \$	4 929 \$	4 065 \$
Marge nette d'intérêt	2,61 %	2,59 %	2,37 %	2,57 %	2,32 %
Ratio d'efficacité	37,2 %	39,3 %	41,8 %	39,0 %	41,5 %
Levier d'exploitation	12,5 %	5,6 %	2,4 %	7,0 %	2,2 %

(1) Le 28 mars 2024, nous avons finalisé la transaction visant HSBC Canada. Les résultats de HSBC Canada ont été consolidés à partir de la date de clôture, ce qui a eu une incidence sur les résultats, les soldes et les ratios pour toutes les périodes présentées. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique Principaux événements au sein de l'organisation de notre rapport annuel 2024.

(2) Les montants ont été révisés par rapport à ceux présentés précédemment afin qu'ils soient conformes à la nouvelle base de présentation de l'information sectorielle. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique À propos de la Banque Royale du Canada.

(3) Se reporter au glossaire pour une définition de cette mesure.

(4) Les biens administrés représentent les soldes au comptant à la fin de la période et comprennent des prêts hypothécaires résidentiels et des prêts sur cartes de crédit titrisés, respectivement de 15 milliards de dollars et 6 milliards au 31 juillet 2025 (15 milliards et 6 milliards au 30 avril 2025; 15 milliards et 6 milliards au 31 juillet 2024).

Rendement financier

Troisième trimestre de 2025 par rapport au troisième trimestre de 2024

Le bénéfice net a augmenté de 352 millions de dollars, ou 22 %, sur un an, en raison principalement de la hausse du revenu net d'intérêt reflétant l'élargissement des écarts et la croissance moyenne des volumes de 3 % dans le secteur Services bancaires aux particuliers – Canada. L'augmentation des revenus autres que d'intérêt a également favorisé cette hausse.

Le total des revenus s'est accru de 570 millions de dollars, ou 13 %.

Les revenus du secteur Services bancaires aux particuliers – Canada ont progressé de 541 millions de dollars, ou 13 %, en raison principalement de la hausse du revenu net d'intérêt reflétant l'élargissement des écarts et la croissance moyenne des volumes de 3 % pour les prêts et de 2 % pour les dépôts. L'accroissement des soldes des fonds communs de placement moyens ayant entraîné une augmentation des frais de placement a également contribué à la hausse.

Les revenus du secteur Services bancaires dans les Antilles et aux États-Unis se sont accrus de 29 millions de dollars, ou 10 %, ce qui rend principalement compte de la hausse du revenu net d'intérêt reflétant la croissance moyenne des volumes de prêts et de dépôts. L'accroissement des revenus de change et des revenus sur cartes a également favorisé l'augmentation.

La marge nette d'intérêt a augmenté de 23 p.b., en raison surtout des changements favorables dans la composition des produits et de l'incidence soutenue des taux élevés.

La dotation à la provision pour pertes de crédit a augmenté de 53 millions de dollars, ou 14 %, en raison principalement de la hausse des dotations liées aux prêts douteux dans nos portefeuilles canadiens de prêts sur cartes de crédit et de prêts personnels, ce qui s'est traduit par une augmentation de 4 p.b. du ratio de la dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux.

Les frais autres que d'intérêt, qui incluent les synergies réalisées dans le cadre de la transaction visant HSBC Canada, sont demeurés relativement stables.

Troisième trimestre de 2025 par rapport au deuxième trimestre de 2025

Le bénéfice net s'est accru de 336 millions de dollars, ou 21 %, par rapport au trimestre précédent, en raison principalement de la diminution de la dotation à la provision pour pertes de crédit, le trimestre précédent reflétant une hausse des dotations liées aux prêts productifs attribuable à l'incidence potentielle des perturbations commerciales (y compris les tarifs douaniers). La hausse du revenu net d'intérêt attribuable au fait que le trimestre à l'étude comptait trois jours de plus, la croissance moyenne des volumes et l'élargissement des écarts dans le secteur Services bancaires aux particuliers – Canada ont également contribué à la hausse précitée.

La marge nette d'intérêt s'est accrue de 2 p.b. en raison surtout de changements favorables dans la composition des produits et de l'incidence soutenue des taux d'intérêt élevés, ce qui a été atténué par les pressions concurrentielles sur les prix.

Troisième trimestre de 2025 par rapport au troisième trimestre de 2024 (résultats de la période de neuf mois)

Le bénéfice net s'est accru de 876 millions de dollars, ou 20 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, du fait surtout de la hausse du revenu net d'intérêt reflétant l'élargissement des écarts et la croissance de la moyenne des prêts et des dépôts de 9 % dans le secteur Services bancaires aux particuliers – Canada, ce qui a été contrebalancé en partie par l'augmentation des frais autres que d'intérêt. Pour la période à l'étude, le bénéfice net tient compte de l'incidence des résultats de HSBC Canada pendant une période de cinq mois supplémentaires.

Le total des revenus a augmenté de 1 992 millions de dollars, ou 16 %, ce qui est attribuable essentiellement à la hausse du revenu net d'intérêt reflétant l'élargissement des écarts et une croissance de 11 % de la moyenne des dépôts et de 8 % de la moyenne des prêts, ce qui tient compte de l'incidence des résultats de HSBC Canada pendant une période de cinq mois supplémentaires. La hausse des soldes des fonds communs de placement moyens ayant entraîné une augmentation des frais de placement a également contribué à la hausse précitée.

La dotation à la provision pour pertes de crédit s'est accrue de 267 millions de dollars, ou 20 %, ce qui s'explique surtout par la hausse des dotations liées aux prêts douteux dans nos portefeuilles canadiens de prêts sur cartes de crédit et de prêts personnels, ce qui s'est traduit par une augmentation de 3 p.b. du ratio de la dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux.

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 473 millions de dollars, ou 9 %, en raison surtout de l'augmentation des coûts liés au personnel, y compris les indemnités de départ, et de l'incidence des frais autres que d'intérêt de HSBC Canada pendant une période de cinq mois supplémentaires, déduction faite des synergies réalisées.

Services bancaires aux entreprises ⁽¹⁾

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages et sauf indication contraire)	Aux ou pour les trimestres clos les			Aux ou pour les périodes de neuf mois closes les	
	31 juillet 2025	30 avril 2025	31 juillet 2024 (2)	31 juillet 2025	31 juillet 2024 (2)
Revenu net d'intérêt	1 828 \$	1 734 \$	1 687 \$	5 358 \$	4 298 \$
Revenus autres que d'intérêt	324	328	349	983	1 007
Total des revenus	2 152	2 062	2 036	6 341	5 305
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux actifs productifs	3	253	38	287	195
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux actifs dépréciés	296	286	178	890	481
Dotation à la provision pour pertes de crédit	299	539	216	1 177	676
Frais autres que d'intérêt	697	698	691	2 105	1 799
Bénéfice avant impôt	1 156	825	1 129	3 059	2 830
Bénéfice net	836 \$	597 \$	817 \$	2 210 \$	2 044 \$
Principales données figurant au bilan et autres renseignements					
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	16,3 %	12,1 %	18,2 %	14,7 %	19,3 %
Marge nette d'intérêt	3,86 %	3,82 %	4,06 %	3,86 %	4,13 %
Ratio d'efficacité	32,4 %	33,9 %	33,9 %	33,2 %	33,9 %
Levier d'exploitation	4,8 %	1,2 %	5,1 %	2,5 %	5,0 %
Moyenne du total des actifs productifs, montant net	187 900 \$	186 000 \$	165 300 \$	185 700 \$	139 000 \$
Moyenne des prêts et acceptations, montant net	187 800	186 000	177 500	185 700	155 200
Moyenne des dépôts	308 000	310 700	299 600	307 800	275 100
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et acceptations	0,62 %	0,63 %	0,40 %	0,64 %	0,41 %

(1) Le 28 mars 2024, nous avons finalisé la transaction visant HSBC Canada. Les résultats de HSBC Canada ont été consolidés à partir de la date de clôture, ce qui a eu une incidence sur les résultats, les soldes et les ratios pour toutes les périodes présentées. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique Principaux événements au sein de l'organisation de notre rapport annuel 2024.

(2) Les montants ont été révisés par rapport à ceux présentés précédemment afin qu'ils soient conformes à la nouvelle base de présentation de l'information sectorielle. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique À propos de la Banque Royale du Canada.

Rendement financier**Troisième trimestre de 2025 par rapport au troisième trimestre de 2024**

Le bénéfice net s'est accru de 19 millions de dollars, ou 2 %, sur un an, la croissance du total des revenus ayant été contrebalancée en partie par la hausse de la dotation à la provision pour pertes de crédit.

Le total des revenus a augmenté de 116 millions de dollars, ou 6 %, en raison principalement de la hausse du revenu net d'intérêt reflétant la croissance moyenne des volumes de 6 % pour les prêts et acceptations, et de 3 % pour les dépôts. La hausse du revenu net d'intérêt comprend également l'incidence de la cessation des prêts fondés sur des acceptations bancaires, qui a été largement contrebalancée dans les commissions de crédit incluses dans les revenus autres que d'intérêt.

La dotation à la provision pour pertes de crédit s'est accrue de 83 millions de dollars, ou 38 %, en raison principalement de l'augmentation des dotations liées aux prêts douteux dans certains secteurs d'activité, dont ceux de la consommation discrétionnaire et des transports, ce qui s'est traduit par une hausse de 22 p.b. du ratio de la dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux. Cela a été partiellement neutralisé par la baisse des dotations liées aux prêts productifs, en raison surtout des changements favorables concernant nos perspectives macroéconomiques.

Les frais autres que d'intérêt, qui incluent les synergies réalisées dans le cadre de la transaction visant HSBC Canada, sont demeurés relativement stables.

Troisième trimestre de 2025 par rapport au deuxième trimestre de 2025

Le bénéfice net a augmenté de 239 millions de dollars, ou 40 %, par rapport au trimestre précédent, en raison principalement de la baisse de la dotation à la provision pour pertes de crédit, le trimestre précédent reflétant une hausse des dotations liées aux prêts productifs attribuable à l'incidence potentielle des perturbations commerciales (y compris les tarifs douaniers). La hausse du revenu net d'intérêt, découlant principalement du fait que le trimestre à l'étude comptait trois jours de plus, et l'élargissement des écarts ont également contribué à l'augmentation précitée.

Troisième trimestre de 2025 par rapport au troisième trimestre de 2024 (résultats de la période de neuf mois)

Le bénéfice net a augmenté de 166 millions de dollars, ou 8 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, la croissance du total des revenus ayant été contrebalancée en partie par la hausse de la dotation à la provision pour pertes de crédit et des frais autres que d'intérêt. Le bénéfice net de la période à l'étude tient compte de l'incidence des résultats de HSBC Canada pendant une période de cinq mois supplémentaires.

Le total des revenus s'est accru de 1 036 millions de dollars, ou 20 %, en raison surtout de la hausse du revenu net d'intérêt reflétant une augmentation de 20 % de la moyenne des prêts et acceptations, et de 12 % de la moyenne des dépôts, ce qui tient compte de l'incidence des résultats de HSBC Canada pendant une période de cinq mois supplémentaires. La hausse du revenu net d'intérêt comprend également l'incidence de la cessation des prêts fondés sur des acceptations bancaires, ce qui a été largement contrebalancé dans les commissions de crédit incluses dans les revenus autres que d'intérêt.

La dotation à la provision pour pertes de crédit a augmenté de 501 millions de dollars, ou 74 %, en raison principalement de l'augmentation des dotations liées aux prêts douteux dans la plupart des secteurs d'activité, dont ceux de la consommation discrétionnaire et de l'immobilier et autres, ce qui s'est traduit par une augmentation de 23 p.b. du ratio de la dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux. L'accroissement de la dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts productifs a également contribué à l'augmentation, en raison principalement des changements défavorables dans la qualité du crédit, dans la pondération de nos scénarios et dans nos perspectives macroéconomiques, ce qui a été contrebalancé en partie par l'incidence de la dotation à la provision pour pertes de crédit initiale liée aux prêts productifs achetés dans le cadre de la transaction visant HSBC Canada à la période correspondante de l'exercice précédent.

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 306 millions de dollars, ou 17 %, en raison principalement de l'accroissement des coûts liés au personnel et de l'incidence des frais autres que d'intérêt de HSBC Canada pendant une période de cinq mois supplémentaires, déduction faite des synergies réalisées.

Gestion de patrimoine (1)

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages et sauf indication contraire)	Aux ou pour les trimestres clos les			Aux ou pour les périodes de neuf mois closes les	
	31 juillet 2025	30 avril 2025	31 juillet 2024 (2)	31 juillet 2025	31 juillet 2024 (2)
Revenu net d'intérêt	1 321 \$	1 301 \$	1 245 \$	4 016 \$	3 697 \$
Revenus autres que d'intérêt	4 192	4 096	3 719	12 462	10 743
Total des revenus	5 513	5 397	4 964	16 478	14 440
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux actifs productifs	(40)	35	(16)	31	(62)
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux actifs dépréciés	(3)	51	32	93	116
Dotation à la provision pour pertes de crédit	(43)	86	16	124	54
Frais autres que d'intérêt	4 154	4 098	3 762	12 456	11 331
Bénéfice avant impôt	1 402	1 213	1 186	3 898	3 055
Bénéfice net	1 096 \$	929 \$	949 \$	3 005 \$	2 453 \$
Revenus par secteur d'activité					
Gestion de patrimoine – Canada	1 734 \$	1 685 \$	1 503 \$	5 112 \$	4 223 \$
Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National Bank [City National])	2 368	2 450	2 206	7 284	6 575
Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National) (en millions de dollars américains)	1 724	1 725	1 610	5 171	4 841
Gestion mondiale d'actifs	853	740	750	2 460	2 180
Gestion de patrimoine – International	356	329	328	1 029	945
Services aux investisseurs	202	193	177	593	517
Principales données figurant au bilan et autres renseignements					
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	17,0 %	14,6 %	15,5 %	15,6 %	13,9 %
Marge nette d'intérêt	3,27 %	3,28 %	3,24 %	3,30 %	3,25 %
Marge avant impôt (3)	25,4 %	22,5 %	23,9 %	23,7 %	21,2 %
Nombre de conseillers (4)	6 218	6 191	6 092	6 218	6 092
Moyenne du total des actifs productifs, montant net	160 400 \$	162 800 \$	153 100 \$	162 900 \$	152 100 \$
Moyenne des prêts et acceptations, montant net	121 600	123 400	115 900	122 300	114 400
Moyenne des dépôts	167 000	170 200	164 500	173 700	162 000
Biens administrés (5)	4 916 400	4 737 300	4 442 600	4 916 400	4 442 600
Biens sous gestion (5)	1 460 500	1 354 800	1 290 600	1 460 500	1 290 600
Moyenne des biens administrés	4 848 100	4 862 100	4 396 700	4 829 000	4 304 300
Moyenne des biens sous gestion	1 430 300	1 391 700	1 263 500	1 394 600	1 195 200
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et acceptations	(0,01)%	0,16 %	0,11 %	0,10 %	0,14 %

Incidence estimative, sur les principaux postes de l'état du résultat net, de la conversion de montants libellés en dollars américains, en livres sterling et en euros (en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour les trimestres clos		Pour les périodes de neuf mois closes
	T3 2025 par rapport au T3 2024	T3 2025 par rapport au T2 2025	T3 2025 par rapport au T3 2024
Augmentation (diminution) :			
Total des revenus	35 \$	(88)\$	375 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit	–	1	9
Frais autres que d'intérêt	28	(70)	300
Bénéfice net	6	(15)	52
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en dollars américains	– %	3 %	(4)%
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en livres sterling	(5)%	(1)%	(6)%
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en euros	(7)%	(3)%	(5)%

(1) Le 28 mars 2024, nous avons finalisé la transaction visant HSBC Canada. Les résultats de HSBC Canada ont été consolidés à partir de la date de clôture, ce qui a eu une incidence sur les résultats, les soldes et les ratios pour toutes les périodes présentées. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique Principaux événements au sein de l'organisation de notre rapport annuel 2024.

(2) Les montants ont été révisés par rapport à ceux présentés précédemment afin qu'ils soient conformes à la nouvelle base de présentation de l'information sectorielle. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique À propos de la Banque Royale du Canada.

(3) La marge avant impôt s'entend du bénéfice avant impôt, divisé par le total des revenus.

(4) Représente les conseillers en contact direct avec les clients au sein de tous nos services du secteur Gestion de patrimoine.

(5) Représente les soldes au comptant à la fin de la période.

Rendement financier

Troisième trimestre de 2025 par rapport au troisième trimestre de 2024

Le bénéfice net a augmenté de 147 millions de dollars, ou 15 %, par rapport à il y a un an, en raison essentiellement de la croissance des actifs liés aux services tarifés des clients, qui reflète l'appréciation des marchés et les ventes nettes, ce qui a également entraîné une augmentation de la rémunération variable.

Le total des revenus a grimpé de 549 millions de dollars, ou 11 %.

Les revenus du secteur Gestion de patrimoine – Canada ont augmenté de 231 millions de dollars, ou 15 %, en raison surtout de la croissance des actifs liés aux services tarifés des clients, qui reflète l'appréciation des marchés et les ventes nettes. La hausse du revenu net d'intérêt reflétant la croissance moyenne des volumes pour les dépôts et l'élargissement des écarts ont également contribué à l'augmentation précitée.

Les revenus du secteur Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National) ont augmenté de 162 millions de dollars, ou 7 %. En dollars américains, ils ont affiché une hausse de 114 millions de dollars, ou 7 %, en raison principalement de la croissance des actifs liés aux services tarifés des clients, qui reflète les ventes nettes et l'appréciation des marchés. L'exercice précédent reflétait en outre une perte de valeur liée à notre participation dans une entreprise associée et une perte sur la vente d'un placement secondaire.

Les revenus du secteur Gestion mondiale d'actifs ont grimpé de 103 millions de dollars, ou 14 %, en raison surtout de la croissance des actifs liés aux services tarifés des clients, qui reflète l'appréciation des marchés et les ventes nettes.

Les revenus du secteur Gestion de patrimoine – International ont augmenté de 28 millions de dollars, ou 9 %, principalement en raison de l'incidence du change.

Les revenus du secteur Services aux investisseurs se sont accrus de 25 millions de dollars, ou 14 %, en raison surtout de l'augmentation des revenus tirés des transactions attribuable aux activités des clients et de la hausse du revenu net d'intérêt reflétant l'élargissement des écarts et la croissance moyenne des volumes pour les dépôts.

La dotation à la provision pour pertes de crédit était de (43) millions de dollars, comparativement à 16 millions à la période correspondante de l'exercice précédent, en raison surtout des contrepassations de dotations liées aux prêts productifs au cours du trimestre à l'étude pour le secteur Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National), principalement attribuables aux changements favorables concernant nos perspectives macroéconomiques et celles concernant la qualité du crédit.

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 392 millions de dollars, ou 10 %, en raison principalement de la hausse de la rémunération variable proportionnelle à l'amélioration des résultats, de l'augmentation des frais liés au personnel et des investissements en cours dans la technologie.

Troisième trimestre de 2025 par rapport au deuxième trimestre de 2025

Le bénéfice net a augmenté de 167 millions de dollars, ou 18 %, par rapport au trimestre précédent, en raison essentiellement de la croissance des revenus liés aux services tarifés, qui découle de la hausse des actifs liés aux services tarifés des clients reflétant l'appréciation des marchés et les ventes nettes, ainsi que du fait que le trimestre à l'étude comptait trois jours de plus. Le trimestre à l'étude reflétait également des contrepassations de dotations découlant des prêts productifs pour le secteur Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National), comparativement à des dotations constituées au trimestre précédent. La hausse du revenu net d'intérêt reflétant l'élargissement des écarts et le fait que le trimestre à l'étude comptait trois jours de plus ont également contribué à cette progression. Ces facteurs ont été atténués par l'augmentation de la rémunération variable.

Troisième trimestre de 2025 par rapport au troisième trimestre de 2024 (résultats de la période de neuf mois)

Le bénéfice net a augmenté de 552 millions de dollars, ou 23 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, en raison essentiellement de la croissance des actifs liés aux services tarifés des clients, qui reflète l'appréciation des marchés et les ventes nettes, ce qui a également entraîné une augmentation de la rémunération variable.

Le total des revenus a augmenté de 2 038 millions de dollars, ou 14 %, en raison surtout de la croissance des actifs liés aux services tarifés des clients, qui reflète l'appréciation des marchés et les ventes nettes. L'incidence du change et l'augmentation des revenus tirés des transactions attribuable aux activités des clients ont également favorisé la hausse.

La dotation à la provision pour pertes de crédit s'est accrue de 70 millions de dollars, en raison surtout des dotations liées aux prêts productifs constituées au cours de la période à l'étude pour le secteur Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National), en raison essentiellement des changements défavorables dans la pondération de nos scénarios, ce qui a été contrebalancé par des changements favorables concernant nos perspectives macroéconomiques, comparativement à des contrepassations au cours de la période correspondante de l'exercice précédent. Ceci a été partiellement annulé par la baisse des dotations liées aux prêts douteux.

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 1 125 millions de dollars, ou 10 %, en raison principalement de la hausse de la rémunération variable proportionnelle à l'amélioration des résultats, de l'incidence du change et de l'augmentation des frais liés au personnel. Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par le coût de la cotisation spéciale de la FDIC au cours de la période correspondante de l'exercice précédent.

Assurances

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages et sauf indication contraire)	Aux ou pour les trimestres clos les			Aux ou pour les périodes de neuf mois closes les	
	31 juillet 2025	30 avril 2025	31 juillet 2024	31 juillet 2025	31 juillet 2024
Revenus autres que d'intérêt					
Résultat des activités d'assurance	279 \$	224 \$	214 \$	789 \$	604 \$
Résultat des placements d'assurance	48	78	28	208	228
Autres revenus	41	36	43	115	114
Total des revenus	368	338	285	1 112	946
Dotation à la provision pour pertes de crédit	—	—	1	—	2
Frais autres que d'intérêt	74	80	70	241	210
Bénéfice avant impôt	294	258	214	871	734
Bénéfice net	247 \$	211 \$	170 \$	730 \$	567 \$
Principales données figurant au bilan et autres renseignements					
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	47,9 %	42,0 %	33,6 %	46,7 %	36,5 %
Primes et dépôts (1)	1 456 \$	1 276 \$	1 546 \$	5 049 \$	4 502 \$
Marge sur services contractuels (2)	1 928	1 950	2 155	1 928	2 155

- (1) Le poste Primes et dépôts comprend les primes liées aux produits d'assurance individuelle et collective, et de rente fondées sur le risque, ainsi que les dépôts des fonds distincts, conformément aux pratiques du secteur des assurances.
- (2) Représente la marge sur services contractuels des actifs et passifs sur contrats d'assurance, déduction faite des actifs et passifs au titre des contrats de réassurance détenus. Pour les contrats d'assurance, la marge sur services contractuels représente le profit non acquis (rentées nettes) au titre de la fourniture de couvertures d'assurance. Pour les contrats de réassurance détenus, la marge sur services contractuels représente le coût net ou le profit net lié à l'achat de contrats de réassurance. La marge sur services contractuels ne s'applique pas aux contrats évalués selon la méthode de la répartition des primes.

Rendement financier

Troisième trimestre de 2025 par rapport au troisième trimestre de 2024

Le bénéfice net a augmenté de 77 millions de dollars, ou 45 %, par rapport à il y a un an, ce qui s'explique surtout par la hausse du résultat des activités d'assurance reflétant l'amélioration de la sinistralité pour l'assurance vie. La hausse du résultat des placements d'assurance, principalement attribuable à la diminution des coûts de financement, a également favorisé l'accroissement.

Le total des revenus a augmenté de 83 millions de dollars, ou 29 %, en raison surtout de la hausse du résultat des activités d'assurance et du résultat des placements d'assurance, comme il est mentionné précédemment.

Les frais autres que d'intérêt se sont accrus de 4 millions de dollars, ou 6 %.

Troisième trimestre de 2025 par rapport au deuxième trimestre de 2025

Le bénéfice net a augmenté de 36 millions de dollars, ou 17 %, par rapport au trimestre précédent, ce qui s'explique surtout par la hausse du résultat des activités d'assurance reflétant l'amélioration de la sinistralité pour l'assurance vie. Cela a été partiellement contrebalancé par une sinistralité liée aux placements moins favorable.

Troisième trimestre de 2025 par rapport au troisième trimestre de 2024 (résultats de la période de neuf mois)

Le bénéfice net s'est accru de 163 millions de dollars, ou 29 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, ce qui s'explique surtout par la hausse du résultat des activités d'assurance découlant de l'amélioration de la sinistralité pour la majorité de nos produits et de l'incidence des reprises de contrats de réassurance.

Le total des revenus a augmenté de 166 millions de dollars, ou 18 %, en raison surtout de la hausse du résultat des activités d'assurance, comme il est mentionné précédemment.

Les frais autres que d'intérêt se sont accrus de 31 millions de dollars, ou 15 %, en raison essentiellement d'une hausse des coûts liés au personnel, reflétant l'incidence des indemnités de départ.

Marchés des Capitaux (1)

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages et sauf indication contraire)	Aux ou pour les trimestres clos les			Aux ou pour les périodes de neuf mois closes les	
	31 juillet 2025	30 avril 2025	31 juillet 2024	31 juillet 2025	31 juillet 2024
Revenu net d'intérêt (2)	1 287 \$	1 275 \$	817 \$	3 480 \$	2 242 \$
Revenus autres que d'intérêt (2)	2 471	2 026	2 187	7 335	6 867
Total des revenus (2)	3 758	3 301	3 004	10 815	9 109
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux actifs productifs	(7)	40	(12)	(30)	16
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux actifs dépréciés	187	106	50	498	326
Dotation à la provision pour pertes de crédit	180	146	38	468	342
Frais autres que d'intérêt	2 059	1 885	1 755	5 985	5 119
Bénéfice avant impôt	1 519	1 270	1 211	4 362	3 648
Bénéfice net	1 328 \$	1 202 \$	1 172 \$	3 962 \$	3 588 \$
Revenus par secteur d'activité					
Grande entreprise et services de banque d'investissement (3)	1 761 \$	1 589 \$	1 588 \$	5 065 \$	4 676 \$
Marchés mondiaux	1 941	1 769	1 414	5 789	4 530
Autres (3)	56	(57)	2	(39)	(97)
Principales données figurant au bilan et autres renseignements					
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	13,2 %	12,5 %	14,1 %	13,5 %	15,0 %
Moyenne du total de l'actif	1 328 800 \$	1 295 000 \$	1 089 600 \$	1 317 100 \$	1 146 200 \$
Moyenne des titres détenus à des fins de transaction	196 100	199 800	176 400	202 500	186 600
Moyenne des prêts et acceptations, montant net	163 700	160 900	152 200	161 400	148 000
Moyenne des dépôts	403 400	374 100	298 000	379 300	294 900
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et acceptations	0,46 %	0,27 %	0,13 %	0,41 %	0,29 %

Incidence estimative, sur les principaux postes de l'état du résultat net, de la conversion de montants libellés en dollars américains, en livres sterling et en euros (en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour les trimestres clos		Pour les périodes de neuf mois closes
	T3 2025 par rapport au T3 2024	T3 2025 par rapport au T2 2025	T3 2025 par rapport au T3 2024
Augmentation (diminution) :			
Total des revenus	41 \$	(96)\$	414 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit	6	(2)	20
Frais autres que d'intérêt	24	(38)	176
Bénéfice net	10	(47)	191
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en dollars américains	– %	3 %	(4)%
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en livres sterling	(5)%	(1)%	(6)%
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en euros	(7)%	(3)%	(5)%

- (1) Le 28 mars 2024, nous avons finalisé la transaction visant HSBC Canada. Les résultats de HSBC Canada ont été consolidés à partir de la date de clôture, ce qui a eu une incidence sur les résultats, les soldes et les ratios pour toutes les périodes présentées. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique Principaux événements au sein de l'organisation de notre rapport annuel 2024.
- (2) La majoration au montant imposable équivalent pour le trimestre clos le 31 juillet 2025 s'est élevée à 69 millions de dollars (9 millions au 30 avril 2025; 231 millions au 31 juillet 2024) et pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2025, à 104 millions (281 millions au 31 juillet 2024). Pour une analyse détaillée, se reporter à la rubrique Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation de notre rapport annuel 2024.
- (3) Les montants correspondants ont été révisés par rapport à ceux présentés précédemment.

Rendement financier

Troisième trimestre de 2025 par rapport au troisième trimestre de 2024

Le bénéfice net a augmenté de 156 millions de dollars, ou 13 %, sur un an, en raison surtout de la hausse des revenus des secteurs Marchés mondiaux et Grande entreprise et services de banque d'investissement. Ces facteurs ont été atténués par l'augmentation de la dotation à la provision pour pertes de crédit, par la hausse de la rémunération par suite de l'amélioration des résultats ainsi que par l'accroissement du taux d'imposition effectif attribuable à l'incidence des dispositions législatives sur le deuxième pilier et à des changements dans la composition du bénéfice.

Le total des revenus a augmenté de 754 millions de dollars, ou 25 %.

Les revenus du secteur Grande entreprise et services de banque d'investissement se sont accrus de 173 millions de dollars, ou 11 %, en raison principalement de l'intensification des activités d'origination de titres de créance et de titres de participation dans la plupart des régions, de l'augmentation des revenus tirés de prêts aux États-Unis et en Europe et de l'intensification des activités de fusion et acquisition dans la plupart des régions. Ces facteurs ont été en partie annulés par la diminution des services bancaires à des municipalités comparativement à un solide exercice précédent.

Les revenus du secteur Marchés mondiaux ont augmenté de 527 millions de dollars, ou 37 %, en raison principalement de l'accroissement des revenus tirés des activités de négociation de titres à revenu fixe principalement aux États-Unis, de la croissance des revenus tirés des activités de négociation de titres de participation dans la plupart des régions et de l'augmentation des revenus tirés des activités de négociation du change dans toutes les régions.

Les autres revenus ont augmenté de 54 millions de dollars, ce qui rend essentiellement compte de la diminution des coûts de financement résiduels et des coûts des capitaux.

La dotation à la provision pour pertes de crédit a augmenté de 142 millions de dollars, en raison surtout de la hausse des dotations liées aux prêts douteux pour un compte dans le secteur d'activité des autres services et un nouveau compte douteux dans le secteur d'activité des produits de financement, ce qui a entraîné une augmentation de 33 p.b. du ratio de la dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux.

Les frais autres que d'intérêt se sont accrus de 304 millions de dollars, ou 17 %, et ce, principalement en raison de l'augmentation de la rémunération découlant de résultats supérieurs et des investissements en cours dans la technologie.

Troisième trimestre de 2025 par rapport au deuxième trimestre de 2025

Le bénéfice net s'est accru de 126 millions de dollars, ou 10 %, par rapport au trimestre précédent, en raison surtout de la hausse des revenus tirés des activités de négociation de titres à revenu fixe surtout aux États-Unis et de l'intensification des activités d'origination de titres de créance et de titres de participation dans la plupart des régions. Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par la baisse des revenus tirés des activités de négociation de titres de participation dans la plupart des régions et par l'augmentation de la rémunération découlant de résultats supérieurs.

Troisième trimestre de 2025 par rapport au troisième trimestre de 2024 (résultats de la période de neuf mois)

Le bénéfice net a augmenté de 374 millions de dollars, ou 10 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, en raison principalement de la hausse des revenus des secteurs Marchés mondiaux et Grande entreprise et services de banque d'investissement, ainsi que de l'incidence du change. Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par l'accroissement de la rémunération par suite de l'amélioration des résultats, par la hausse du taux d'imposition effectif attribuable à l'incidence des dispositions législatives sur le deuxième pilier, par les investissements en cours dans la technologie et par l'augmentation de la dotation à la provision pour pertes de crédit.

Le total des revenus s'est accru de 1 706 millions de dollars, ou 19 %, sous l'effet essentiellement de l'incidence du change, de l'accroissement des revenus tirés des activités de négociation de titres de participation dans la plupart des régions, de la hausse des revenus tirés des activités de négociation du change et des activités de négociation de titres à revenu fixe dans toutes les régions ainsi que de l'augmentation des revenus tirés de prêts, principalement en Europe.

La dotation à la provision pour pertes de crédit a augmenté de 126 millions de dollars, ou 37 %, en raison principalement de l'augmentation des dotations liées aux prêts douteux dans quelques secteurs d'activité, dont les autres services et les produits de financement, partiellement contrebalancée par la baisse des dotations dans le secteur d'activité de l'immobilier et autres, qui s'est traduite par une augmentation de 12 p.b. du ratio de la dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux. Les contrepassations de dotations liées aux prêts productifs au cours du trimestre à l'étude, comparativement aux dotations constituées à la période correspondante de l'exercice précédent, sont attribuables surtout à un compte dans le secteur d'activité des autres services qui a été transféré des prêts productifs aux prêts douteux au cours de la période considérée. Ce facteur a été partiellement contrebalancé par des changements défavorables concernant la qualité du crédit.

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 866 millions de dollars, ou 17 %, et ce, principalement en raison de la hausse de la rémunération attribuable aux résultats supérieurs, de l'incidence du change et des investissements en cours dans la technologie.

Services de soutien généraux

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos			Pour les périodes de neuf mois closes	
	le 31 juillet 2025	le 30 avril 2025	le 31 juillet 2024	le 31 juillet 2025	le 31 juillet 2024
Revenu net (perte nette) d'intérêt (1)	217 \$	227 \$	325 \$	779 \$	953 \$
Revenus (pertes) autres que d'intérêt (1), (2)	(83)	(458)	(473)	(805)	(1 167)
Total des revenus (1), (2)	134	(231)	(148)	(26)	(214)
Dotation à la provision pour pertes de crédit	1	(1)	(3)	–	(1)
Frais autres que d'intérêt (2)	290	17	380	506	1 320
Bénéfice (perte) avant impôt (1)	(157)	(247)	(525)	(532)	(1 533)
Charge (économie) d'impôt (1)	(126)	(96)	(317)	(342)	(557)
Bénéfice net (perte nette)	(31)\$	(151)\$	(208)\$	(190)\$	(976)\$

(1) Majoration au montant imposable équivalent.

(2) Pour le trimestre clos le 31 juillet 2025, les revenus ont inclus des profits de 260 millions de dollars (pertes de 140 millions et profits de 166 millions, respectivement, au 30 avril 2025 et au 31 juillet 2024) sur les couvertures économiques liées à nos régimes de rémunération fondée sur des actions du secteur Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National), et les frais autres que d'intérêt ont inclus une charge de rémunération fondée sur des actions de 234 millions ((112) millions et 157 millions, respectivement, au 30 avril 2025 et au 31 juillet 2024), laquelle a découlé des variations de la juste valeur des passifs liés à nos régimes de rémunération fondée sur des actions du secteur Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National). Pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2025, les revenus ont inclus des profits de 232 millions de dollars (profits de 452 millions au 31 juillet 2024) sur les couvertures économiques liées à nos régimes de rémunération fondée sur des actions du secteur Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National), et les frais autres que d'intérêt ont inclus une charge de rémunération fondée sur des actions de 230 millions (423 millions au 31 juillet 2024), laquelle a découlé des variations de la juste valeur des passifs liés à nos régimes de rémunération fondée sur des actions du secteur Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National).

En raison de la nature des activités et des ajustements de consolidation présentés pour ce secteur, nous estimons qu'une analyse comparative des périodes n'est pas utile.

Le total des revenus et la charge (l'économie) d'impôt comptabilisés dans le secteur Services de soutien généraux tiennent compte de la déduction de l'ajustement lié à la majoration au montant imposable équivalent des revenus provenant des crédits d'impôt à l'investissement des États-Unis et des revenus provenant des dividendes imposables de sociétés canadiennes reçus le 31 décembre 2023 ou avant cette date, qui est comptabilisée dans le secteur Marchés des Capitaux. Pour plus de détails sur l'élimination de la disponibilité de la déduction pour dividendes de sociétés canadiennes imposables après le 31 décembre 2023, se reporter à la rubrique Risque lié au cadre juridique et réglementaire de notre rapport annuel 2024.

Le montant de la majoration au montant imposable équivalent pour le trimestre clos le 31 juillet 2025 s'est établi à 69 millions de dollars, comparativement à 9 millions au trimestre précédent et à 231 millions au trimestre correspondant de l'exercice précédent.

Les renseignements qui suivent portent sur les éléments significatifs, outre l'incidence de la majoration au montant imposable équivalent déjà mentionnée, qui ont eu une incidence sur les résultats présentés pour chaque période.

Troisième trimestre de 2025

La perte nette s'est chiffrée à 31 millions de dollars, en raison principalement des coûts non affectés résiduels, y compris les indemnités de départ, contrebalancés en partie par les activités de gestion actif-passif.

Deuxième trimestre de 2025

La perte nette s'est chiffrée à 151 millions de dollars, en raison principalement des coûts non affectés résiduels, y compris les indemnités de départ.

Troisième trimestre de 2024

La perte nette s'est chiffrée à 208 millions de dollars, en raison principalement de l'incidence après impôt des coûts de transaction et d'intégration de HSBC Canada de 125 millions, qui est traitée comme un élément spécifié. Les coûts non affectés ont également contribué à la perte nette.

Troisième trimestre de 2025 (résultats de la période de neuf mois)

La perte nette s'est établie à 190 millions de dollars, en raison principalement des coûts non affectés résiduels, y compris les indemnités de départ, contrebalancés en partie par les activités de gestion actif-passif.

Troisième trimestre de 2024 (résultats de la période de neuf mois)

La perte nette s'est chiffrée à 976 millions de dollars, en raison principalement de l'incidence après impôt des coûts de transaction et d'intégration de HSBC Canada de 625 millions, qui est traitée comme un élément spécifié. Les coûts non affectés ont également contribué à la perte nette.

Pour plus de détails sur les éléments spécifiés, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.

Analyse des résultats trimestriels et des tendances

Nos résultats trimestriels subissent l'action de tendances et de facteurs récurrents divers, qui comprennent le caractère saisonnier de certaines activités, la conjoncture générale et les conditions du marché, de même que les fluctuations du taux de change du dollar canadien par rapport aux devises. Le tableau ci-après présente un sommaire de nos résultats pour les huit derniers trimestres (la période) :

Résultats trimestriels ⁽¹⁾

	2025				2024			2023
(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action et les pourcentages)	T3 (2)	T2 (2)	T1 (2)	T4 (2)	T3 (2)	T2 (2)	T1	T4
Services bancaires aux particuliers	5 060 \$	4 805 \$	4 811 \$	4 658 \$	4 490 \$	4 163 \$	4 031 \$	4 009 \$
Services bancaires aux entreprises	2 152	2 062	2 127	2 077	2 036	1 656	1 613	1 565
Gestion de patrimoine	5 513	5 397	5 568	5 186	4 964	4 789	4 687	4 332
Assurances	368	338	406	278	285	298	363	248
Marchés des Capitaux (3)	3 758	3 301	3 756	2 903	3 004	3 154	2 951	2 564
Services de soutien généraux (3)	134	(231)	71	(28)	(148)	94	(160)	(33)
Total des revenus	16 985	15 672	16 739	15 074	14 631	14 154	13 485	12 685
Dotation à la provision pour pertes de crédit	881	1 424	1 050	840	659	920	813	720
Frais autres que d'intérêt	9 232	8 730	9 256	9 019	8 599	8 308	8 324	8 059
Bénéfice avant impôt	6 872	5 518	6 433	5 215	5 373	4 926	4 348	3 906
Impôt sur le résultat	1 458	1 128	1 302	993	887	976	766	(33)
Bénéfice net	5 414 \$	4 390 \$	5 131 \$	4 222 \$	4 486 \$	3 950 \$	3 582 \$	3 939 \$
Bénéfice par action – de base	3,76 \$	3,03 \$	3,54 \$	2,92 \$	3,09 \$	2,75 \$	2,50 \$	2,77 \$
– dilué	3,75	3,02	3,54	2,91	3,09	2,74	2,50	2,76
Taux d'imposition effectif	21,2 %	20,4 %	20,2 %	19,0 %	16,5 %	19,8 %	17,6 %	(0,8)%
Moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en \$ US pour la période	0,728 \$	0,704 \$	0,699 \$	0,733 \$	0,730 \$	0,734 \$	0,745 \$	0,732 \$

(1) Les fluctuations du dollar canadien par rapport aux devises ont eu une incidence sur nos résultats consolidés pour la période.

(2) Le 28 mars 2024, nous avons finalisé la transaction visant HSBC Canada. Les résultats de HSBC Canada ont été consolidés à partir de la date de clôture et sont inclus dans les résultats de nos secteurs Services bancaires aux particuliers, Services bancaires aux entreprises, Gestion de patrimoine et Marchés des Capitaux. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique Principaux événements au sein de l'organisation de notre rapport annuel 2024.

(3) Majoration au montant imposable équivalent. Pour une analyse détaillée, se reporter à la rubrique Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation de notre rapport annuel 2024.

Fluctuations saisonnières

Des facteurs saisonniers pourraient se répercuter sur les résultats de certains trimestres. Le premier trimestre a été historiquement celui au cours duquel le secteur Marchés des Capitaux a affiché ses meilleurs résultats. Le deuxième trimestre compte quelques jours de moins que les autres, ce qui donne généralement lieu à une diminution du revenu net d'intérêt et de certains éléments de charges. Les troisième et quatrième trimestres comprennent les mois estivaux au cours desquels les activités des clients ralentissent habituellement, ce qui peut affaiblir les résultats des activités de négociation du secteur Marchés des Capitaux.

Analyse des tendances

Le bénéfice de la période a été touché par les facteurs décrits ci-dessous.

La croissance des volumes des prêts et des dépôts pendant la période a accru les revenus du secteur Services bancaires aux particuliers. La marge nette d'intérêt a été favorisée par les taux d'intérêt élevés et récemment par les changements favorables dans la composition des produits. Les revenus de HSBC Canada ont été inclus depuis la clôture de la transaction, le 28 mars 2024.

Une croissance des volumes de prêts et de dépôts pendant la période a fait croître les revenus du secteur Services bancaires aux entreprises. Les revenus de HSBC Canada ont été inclus depuis la clôture de la transaction, le 28 mars 2024.

Les revenus du secteur Gestion de patrimoine ont généralement été favorisés par la hausse des actifs liés aux services tarifés des clients, laquelle est influencée par les conditions de marché. Les résultats du quatrième trimestre de 2023 rendaient compte des pertes de valeur liées à notre participation dans une entreprise associée.

Les revenus du secteur Assurances rendent compte des fluctuations des conditions de marché et de l'expérience en matière d'assurance. Les profits sur les nouvelles activités sont différés par l'intermédiaire de la marge sur services contractuels et les pertes liées aux nouvelles activités sont reflétées dans les résultats des activités d'assurance. Au premier trimestre de 2025, les revenus d'assurance reflètent également l'incidence des reprises de contrats de réassurance.

Les revenus du secteur Marchés des Capitaux dépendent fortement des conditions de marché, qui influent sur les activités des clients. Après avoir connu une baisse en 2023, les honoraires tirés des services bancaires mondiaux ont augmenté pendant la majeure partie de 2024. Toutefois, au premier semestre de 2025, la croissance des honoraires a commencé à ralentir sur fond d'incertitude macroéconomique et de volatilité des marchés, puis a laissé entrevoir une certaine reprise au troisième trimestre. Les activités de vente et de négociation ont poursuivi sur leur lancée en 2024 et les volumes de clients en ce qui a trait aux activités de vente et de négociation des clients sont restés à un niveau élevé du fait de l'incertitude macroéconomique tout au long de 2025.

La dotation à la provision pour pertes de crédit est composée de dotations constituées à l'égard des actifs productifs et des actifs dépréciés. La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux actifs productifs a varié au cours de la période puisqu'elle est touchée par les changements concernant la qualité du crédit, les conditions macroéconomiques, lesquelles influent sur nos prévisions et la pondération de nos scénarios, et les risques. Pour la période, les dotations liées aux actifs productifs reflétaient généralement les changements défavorables concernant la qualité du crédit. Nos prévisions macroéconomiques se sont dans l'ensemble améliorées tout au long de la période, à l'exception du deuxième trimestre de 2025, moment où des changements défavorables sont survenus en raison de l'incidence potentielle des perturbations commerciales (y compris les tarifs douaniers). Le deuxième trimestre de 2024 comprenait la dotation à la provision pour pertes de crédit initiale liée aux prêts productifs achetés dans le cadre de la transaction visant HSBC Canada. La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux a, en général, été en hausse pendant la période.

Les frais autres que d'intérêt ont été touchés par les fluctuations de la rémunération variable au cours de la période, fluctuations qui ont été en phase avec celles des revenus et du bénéfice. Les variations de la juste valeur de nos régimes de rémunération fondée sur des actions aux États-Unis, lesquelles sont largement compensées dans les revenus, ont également contribué aux fluctuations durant la période et sont touchées par les conditions de marché. Même si nous continuons de porter une attention à nos activités de gestion de l'efficacité, les charges de la période reflètent également nos investissements dans nos ressources humaines et la technologie. Depuis l'exercice 2023, les frais comprennent également les coûts de transaction et d'intégration de HSBC Canada. Les frais autres que d'intérêt de HSBC Canada ont été inclus depuis la clôture de la transaction, le 28 mars 2024.

Notre taux d'imposition effectif a été touché par des niveaux d'ajustements fiscaux variables et des changements dans la composition du bénéfice. Le quatrième trimestre de 2023 reflétait la comptabilisation des actifs d'impôt différé liés aux pertes réalisées par City National associées à la vente intragroupe de certains titres de créance. Depuis le premier trimestre de 2025, notre taux d'imposition effectif rend compte de l'incidence des dispositions législatives sur le deuxième pilier qui, en ce qui nous concerne, sont entrées en vigueur le 1^{er} novembre 2024.

Situation financière

Bilans résumés

(en millions de dollars canadiens)	Aux	
	31 juillet 2025	31 octobre 2024
Actif		
Trésorerie et montants à recevoir de banques	34 927 \$	56 723 \$
Dépôts productifs d'intérêts auprès de banques	72 824	66 020
Titres, déduction faite de la correction de valeur applicable (1)	538 012	439 918
Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	265 832	350 803
Prêts		
Prêts de détail	644 791	626 978
Prêts de gros	387 941	360 439
Correction de valeur pour pertes sur prêts	(7 272)	(6 037)
Autres – Dérivés	155 023	150 612
– Autres	135 815	126 126
Total de l'actif	2 227 893 \$	2 171 582 \$
Passif		
Dépôts	1 481 477 \$	1 409 531 \$
Autres – Dérivés	158 862	163 763
– Autres	438 090	457 550
Débetures subordonnées	13 832	13 546
Total du passif	2 092 261	2 044 390
Capitaux propres attribuables aux actionnaires	135 563	127 089
Participations ne donnant pas le contrôle	69	103
Total des capitaux propres	135 632	127 192
Total du passif et des capitaux propres	2 227 893 \$	2 171 582 \$

(1) Inclut les titres de placement et les titres détenus à des fins de transaction.

Troisième trimestre de 2025 par rapport au quatrième trimestre de 2024

Le total de l'actif a augmenté de 56 milliards de dollars, ou 3 %, par rapport au 31 octobre 2024, déduction faite de l'incidence du change de 59 milliards.

La trésorerie et les montants à recevoir de banques ont diminué de 22 milliards de dollars, ou 38 %, en raison principalement de la baisse des dépôts auprès de banques centrales, ce qui reflète les activités de gestion de la trésorerie à court terme.

Les dépôts productifs d'intérêts auprès de banques ont augmenté de 7 milliards de dollars, ou 10 %, en raison principalement de la hausse des dépôts auprès de banques centrales, ce qui reflète les activités de gestion de la trésorerie à court terme.

Les titres, déduction faite de la correction de valeur applicable, ont augmenté de 98 milliards de dollars, ou 22 %, en raison surtout de la hausse des titres de créance d'entités gouvernementales, ce qui reflète des activités de gestion des liquidités et des occasions favorables sur le marché.

Les actifs achetés en vertu de conventions de revente et les titres empruntés ont diminué de 85 milliards de dollars, ou 24 %, en raison principalement du ralentissement des activités de financement des clients.

Les prêts (déduction faite de la correction de valeur pour pertes sur prêts) ont augmenté de 44 milliards de dollars, ou 4 %, en raison surtout de la croissance des volumes des prêts de gros et des prêts hypothécaires résidentiels.

Les actifs dérivés ont progressé de 4 milliards de dollars, ou 3 %, déduction faite de l'incidence du change, en raison principalement de l'augmentation de la juste valeur des contrats sur actions, atténuée par la diminution de la juste valeur des contrats de change et des contrats de taux d'intérêt.

Les autres actifs se sont accrus de 10 milliards de dollars, ou 8 %, ce qui rend surtout compte de la hausse des créances sur activités de négociation de marchandises, des garanties en espèces et des dépôts de garantie reflétant les conditions du marché et les activités des clients.

Le total du passif a augmenté de 48 milliards de dollars, ou 2 %, déduction faite de l'incidence du change de 59 milliards.

Les dépôts se sont accrus de 72 milliards de dollars, ou 5 %, en raison principalement de la hausse des dépôts à vue découlant des activités des clients et de l'accroissement des dépôts à terme des entreprises et des gouvernements attribuable aux activités de gestion des liquidités.

Les passifs dérivés ont diminué de 5 milliards de dollars, ou 3 %, déduction faite de l'incidence du change, en raison principalement de la diminution de la juste valeur des contrats de change et des contrats de taux d'intérêt, facteur en partie contrebalancé par l'augmentation de la juste valeur des contrats sur actions.

Les autres passifs se sont repliés de 19 milliards de dollars, ou 4 %, en raison essentiellement de la diminution des engagements liés aux conventions de rachat, reflétant la baisse des activités de financement des clients, facteur partiellement contrebalancé par l'augmentation des titres vendus à découvert et des passifs au titre des marchandises.

Le total des capitaux propres a augmenté de 8 milliards de dollars, ou 7 %, ce qui est surtout attribuable au bénéfice, déduction faite des dividendes.

Arrangements hors bilan

Nous nous livrons, dans le cours normal de nos activités, à diverses transactions financières qui, aux fins comptables, ne sont pas inscrites dans nos bilans consolidés. Les transactions hors bilan sont généralement effectuées aux fins de gestion des risques, des fonds propres et du financement, à la fois pour notre propre compte et pour celui des clients. Il peut s'agir en l'occurrence de transactions avec des entités structurées et de l'achat ou de l'émission de garanties. Ces transactions donnent lieu à des risques divers tels que les risques de marché, de crédit, de liquidité et de financement, à l'égard desquels une analyse est présentée à la rubrique Gestion du risque du présent rapport aux actionnaires portant sur le troisième trimestre de 2025.

Les paragraphes qui suivent constituent une mise à jour de nos principales transactions hors bilan, lesquelles sont décrites aux pages 70 à 72 de notre rapport annuel 2024.

Participations dans des entités structurées non consolidées

Entités de financement structuré

Nous fournissons du financement de premier rang à des entités structurées non liées et mises sur pied par des tiers aux fins de l'acquisition de prêts. Un financement subordonné est fourni soit par le gestionnaire des garanties, soit par des investisseurs tiers. Le financement subordonné est utilisé comme première tranche pour perte qui absorbe les pertes avant nous, à titre de premier prêteur. Ces facilités ont généralement une durée plus longue que les facilités de financement sur stocks liées aux titres garantis par des prêts et bénéficient d'un rehaussement de crédit visant à couvrir un multiple des pertes subies. Au 31 juillet 2025, le risque de perte maximal auquel nous étions exposés relativement à l'encours des facilités de financement de premier rang se chiffrait à 12 milliards de dollars (8 milliards au 31 octobre 2024). L'augmentation du risque de perte maximal sur un an provient d'une hausse des activités de financement des clients.

Entités de titrisation de tiers

Nous détenons des participations dans certaines entités de titrisation non consolidées mises en place par des tiers, qui constituent des entités structurées. À l'instar d'autres institutions financières, nous sommes tenus de fournir à ces entités un financement n'excédant pas notre engagement maximal, et nous sommes exposés aux pertes de crédit à l'égard des actifs sous-jacents, compte tenu des divers rehaussements de crédit. Au 31 juillet 2025, le risque de perte maximal auquel nous étions exposés relativement à ces entités se chiffrait à 25 milliards de dollars (21 milliards au 31 octobre 2024). L'augmentation de ce risque par rapport à il y a un an reflète l'intensification des activités des clients en ce qui concerne les véhicules de titrisation de tiers.

Gestion du risque

Risque de crédit

Le risque de crédit correspond au risque de perte causée par l'incapacité possible ou la réticence d'un débiteur à s'acquitter de ses obligations contractuelles au moment opportun et il peut découler directement du risque de défaillance d'un débiteur principal (p. ex., émetteur, débiteur, contrepartie, emprunteur ou titulaire de police), être indirect et associé à un débiteur secondaire (p. ex., garant ou réassureur) et relever d'un risque hors bilan, d'un risque de crédit éventuel, d'un risque de crédit connexe ou d'un risque transactionnel. Le risque de crédit comprend le risque de contrepartie qui découle des activités de négociation et des activités autres que de négociation.

Notre cadre de gestion du risque de crédit d'entreprise ainsi que les politiques qui le sous-tendent ont pour objet de définir clairement les rôles et les responsabilités, les pratiques acceptables, les limites et les contrôles clés. Aucun changement important n'a été apporté à notre cadre de gestion du risque de crédit d'entreprise, tel qu'il est décrit dans notre rapport annuel 2024.

Prêts hypothécaires résidentiels et marges de crédit sur valeur nette (assurés et non assurés) (1)

Les prêts hypothécaires résidentiels et les marges de crédit sur valeur nette sont garantis par des immeubles résidentiels. Les tableaux ci-après présentent la répartition par secteur géographique.

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Au 31 juillet 2025					
	Prêts hypothécaires résidentiels					Marges de crédit sur valeur nette (2)
	Assurés (3)		Non assurés		Total	Total
Secteur géographique (4)						
Canada						
Provinces de l'Atlantique	8 981 \$	42 %	12 546 \$	58 %	21 527 \$	1 723 \$
Québec	11 516	25	35 338	75	46 854	3 439
Ontario	31 162	14	196 503	86	227 665	18 438
Alberta	18 103	41	26 036	59	44 139	4 562
Saskatchewan et Manitoba	8 314	40	12 702	60	21 016	1 712
Colombie-Britannique et territoires	12 125	14	77 501	86	89 626	8 402
Total – Canada (5)	90 201	20	360 626	80	450 827	38 276
États-Unis	–	–	34 533	100	34 533	2 170
Autres pays	–	–	3 338	100	3 338	1 394
Total – Autres pays	–	–	37 871	100	37 871	3 564
Total	90 201 \$	18 %	398 497 \$	82 %	488 698 \$	41 840 \$

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Au 30 avril 2025					
	Prêts hypothécaires résidentiels					Marges de crédit sur valeur nette (2)
	Assurés (3)		Non assurés		Total	Total
Secteur géographique (4)						
Canada						
Provinces de l'Atlantique	8 741 \$	42 %	12 150 \$	58 %	20 891 \$	1 692 \$
Québec	11 416	25	34 419	75	45 835	3 398
Ontario	31 169	14	193 584	86	224 753	18 292
Alberta	18 302	42	25 312	58	43 614	4 473
Saskatchewan et Manitoba	8 302	40	12 423	60	20 725	1 707
Colombie-Britannique et territoires	12 190	14	76 890	86	89 080	8 271
Total – Canada (5)	90 120	20	354 778	80	444 898	37 833
États-Unis	–	–	33 658	100	33 658	2 203
Autres pays	–	–	3 278	100	3 278	1 451
Total – Autres pays	–	–	36 936	100	36 936	3 654
Total	90 120 \$	19 %	391 714 \$	81 %	481 834 \$	41 487 \$

- (1) Information fournie conformément aux exigences énoncées dans la ligne directrice B-20 du BSIF (Pratiques et procédures de souscription de prêts hypothécaires résidentiels).
- (2) Comprend des marges de crédit sur valeur nette assurées et non assurées totalisant 41 823 millions de dollars et 17 millions, respectivement (41 470 millions et 17 millions, respectivement, au 30 avril 2025), et sont présentées dans les prêts aux particuliers. Les montants indiqués pour les États-Unis et les autres pays comprennent les prêts à terme garantis par des immeubles résidentiels.
- (3) Les prêts hypothécaires résidentiels assurés sont des prêts hypothécaires pour lesquels le risque de défaillance auquel nous sommes exposés est atténué par l'assurance souscrite auprès de la Société canadienne d'hypothèques et de logement ou d'autres sociétés d'assurance indépendantes.
- (4) Le secteur géographique est déterminé selon l'adresse où se trouve la propriété grevée d'un prêt hypothécaire. Les provinces de l'Atlantique comprennent Terre-Neuve-et-Labrador, l'Île-du-Prince-Édouard, la Nouvelle-Écosse et le Nouveau-Brunswick; la Colombie-Britannique et les territoires comprennent la Colombie-Britannique, le Nunavut, les Territoires du Nord-Ouest et le Yukon.
- (5) Le total consolidé des prêts hypothécaires résidentiels au Canada de 451 milliards de dollars (445 milliards au 30 avril 2025) comprend des prêts hypothécaires commerciaux de 12 milliards (12 milliards au 30 avril 2025) dans le secteur Services bancaires aux entreprises, dont une tranche de 9 milliards (9 milliards au 30 avril 2025) est assurée, et des prêts hypothécaires résidentiels de 18 milliards (17 milliards au 30 avril 2025) dans le secteur Marchés des Capitaux, dont un montant de 18 milliards (17 milliards au 30 avril 2025) est détenu à des fins de titrisation. Tous les prêts hypothécaires résidentiels détenus à des fins de titrisation sont assurés (tous assurés au 30 avril 2025).

Prêts hypothécaires résidentiels par période d'amortissement ⁽¹⁾

Le tableau ci-après présente un sommaire du pourcentage des prêts hypothécaires résidentiels qui sont classés dans les périodes d'amortissement restantes selon les paiements effectués par les clients, qui comprennent des paiements plus élevés que le montant contractuel minimal ou des paiements plus fréquents.

Période d'amortissement	Aux					
	31 juillet 2025			30 avril 2025		
	Canada ⁽²⁾	États-Unis et autres pays	Total	Canada ⁽²⁾	États-Unis et autres pays	Total
25 ans ou moins	75 %	36 %	72 %	76 %	34 %	73 %
De 25 à 30 ans	25	64	28	24	66	27
Total	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %

(1) Information fournie conformément aux exigences énoncées dans la ligne directrice B-20 du BSIF (Pratiques et procédures de souscription de prêts hypothécaires résidentiels).

(2) Selon notre politique, les nouveaux prêts hypothécaires sont accordés avec des périodes d'amortissement de 30 ans ou moins. Nous n'offrons pas de produits hypothécaires dont la structure entraînerait un amortissement négatif, car les paiements sur les prêts hypothécaires à taux variables augmentent automatiquement pour assurer la couverture des intérêts courus.

Ratio prêt-valeur moyen ⁽¹⁾

Le tableau ci-après présente un sommaire de nos ratios prêt-valeur moyens des nouveaux prêts hypothécaires résidentiels, des prêts hypothécaires résidentiels non assurés acquis et des produits de la gamme Marge Proprio RBC® par secteur géographique, ainsi que les ratios prêt-valeur respectifs pour le total de notre portefeuille de prêts hypothécaires résidentiels du secteur Services bancaires canadiens en cours.

	Pour les trimestres clos				Pour la période de neuf mois close	
	le 31 juillet 2025		le 30 avril 2025		le 31 juillet 2025	
	Non assurés		Non assurés		Non assurés	
	Prêts hypothécaires résidentiels ⁽²⁾	Produits de la gamme Marge Proprio RBC ⁽³⁾	Prêts hypothécaires résidentiels ⁽²⁾	Produits de la gamme Marge Proprio RBC ⁽³⁾	Prêts hypothécaires résidentiels ⁽²⁾	Produits de la gamme Marge Proprio RBC ⁽³⁾
Moyenne des nouveaux prêts et des prêts acquis pour la période, par secteur géographique ⁽⁴⁾						
Provinces de l'Atlantique	71 %	70 %	70 %	70 %	70 %	70 %
Québec	71	71	70	70	70	70
Ontario	71	66	70	65	70	65
Alberta	72	70	72	71	72	70
Saskatchewan et Manitoba	73	73	72	73	72	73
Colombie-Britannique et territoires	67	64	67	62	67	63
États-Unis	73	n.s.	71	n.s.	72	n.s.
Autres pays	72	n.s.	69	n.s.	71	n.s.
Moyenne des nouveaux prêts et des prêts acquis pour la période ^{(5), (6)}	70 %	67 %	70 %	66 %	70 %	67 %
Total du portefeuille de prêts hypothécaires résidentiels du secteur Services bancaires canadiens ⁽⁷⁾	58 %	49 %	58 %	48 %	58 %	49 %

(1) Information fournie conformément aux exigences énoncées dans la ligne directrice B-20 du BSIF (Pratiques et procédures de souscription de prêts hypothécaires résidentiels).

(2) Les prêts hypothécaires résidentiels excluent les prêts hypothécaires résidentiels faisant partie des produits de la gamme Marge Proprio RBC.

(3) Les produits de la gamme Marge Proprio RBC comprennent des prêts hypothécaires résidentiels et des marges de crédit sur valeur nette.

(4) Le secteur géographique est déterminé selon l'adresse où se trouve la propriété grevée d'un prêt hypothécaire. Les provinces de l'Atlantique comprennent Terre-Neuve-et-Labrador, l'Île-du-Prince-Édouard, la Nouvelle-Écosse et le Nouveau-Brunswick; la Colombie-Britannique et les territoires comprennent la Colombie-Britannique, le Nunavut, les Territoires du Nord-Ouest et le Yukon.

(5) Nous calculons le ratio prêt-valeur moyen concernant les nouveaux prêts hypothécaires résidentiels, les prêts hypothécaires résidentiels non assurés acquis et les produits de la gamme Marge Proprio RBC sur une base pondérée, selon le montant du prêt hypothécaire lors de l'origination.

(6) En ce qui a trait aux nouveaux prêts hypothécaires et aux produits de la gamme Marge Proprio RBC, le ratio prêt-valeur est calculé en fonction du montant total de la facilité aux fins des prêts hypothécaires résidentiels et des produits de la gamme Marge Proprio RBC divisé par la valeur des propriétés résidentielles connexes.

(7) Pondéré selon les soldes des prêts hypothécaires et ajusté pour tenir compte des valeurs des propriétés basées sur l'indice de prix des maisons Teranet – Banque Nationale[†].

n.s. non significatif

Risque net lié au financement de gros des autres pays par région, par type d'actif et par type de client ^{(1), (2)}

Le tableau qui suit présente une ventilation de notre exposition au risque de crédit par région, par type d'actif et par type de client.

(en millions de dollars canadiens)	Aux									Total
	31 juillet 2025									
	Type d'actif				Type de client					
	Prêts en cours	Titres (3)	Mise en pension de titres	Dérivés	Institutions financières	Organismes souverains	Grandes entreprises	Total		
Europe (hors Royaume-Uni)	18 722 \$	25 356 \$	7 453 \$	3 358 \$	29 893 \$	8 164 \$	16 832 \$	54 889 \$	56 727 \$	
Royaume-Uni	14 339	33 966	4 802	2 137	18 722	24 822	11 700	55 244	50 959	
Antilles	6 435	10 912	3 099	2 353	9 861	4 936	8 002	22 799	21 131	
Asie-Pacifique	6 767	27 904	5 334	1 943	20 196	16 775	4 977	41 948	50 184	
Autres (4)	2 643	1 554	2 767	190	2 407	2 062	2 685	7 154	6 296	
Risque net des autres pays (5)	48 906 \$	99 692 \$	23 455 \$	9 981 \$	81 079 \$	56 759 \$	44 196 \$	182 034 \$	185 297 \$	

- (1) Le profil géographique est basé sur le pays où survient le risque, ce qui reflète notre évaluation du risque géographique associé à un risque donné. Il s'agit en général du lieu de résidence de l'emprunteur.
- (2) Les risques sont calculés selon la juste valeur, déduction faite de la valeur des sûretés, lesquelles représentent 437 milliards de dollars donnés en garantie à l'égard des mises en pension de titres (439 milliards au 30 avril 2025) et 18 milliards à l'égard des dérivés (21 milliards au 30 avril 2025).
- (3) Les titres comprennent des titres détenus à des fins de transaction de 25 milliards de dollars (23 milliards au 30 avril 2025), des dépôts de 26 milliards (35 milliards au 30 avril 2025) et des titres de placement de 49 milliards (48 milliards au 30 avril 2025).
- (4) Comprend les expositions au risque au Moyen-Orient, en Afrique et en Amérique latine.
- (5) Exclut un risque de 7 992 millions de dollars (6 566 millions au 30 avril 2025) lié aux organismes supranationaux.

Rendement au chapitre de la qualité du crédit

Les tableaux et analyses suivants, qui portent sur le rendement au chapitre de la qualité du crédit, fournissent de l'information sur les prêts, lesquels englobent les prêts, les acceptations et les engagements, ainsi que sur les autres actifs financiers.

Montant brut des prêts douteux

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Aux et pour les trimestres clos les		
	31 juillet 2025	30 avril 2025	31 octobre 2024
Services bancaires aux particuliers	1 966 \$	1 848 \$	1 652 \$
Services bancaires aux entreprises	3 228	3 414	2 372
Gestion de patrimoine	543	552	508
Marchés des Capitaux	3 014	3 125	1 335
Total du montant brut des prêts douteux	8 751 \$	8 939 \$	5 867 \$
Prêts douteux, solde au début de la période	8 939 \$	7 876 \$	5 685 \$
Classés comme douteux au cours de la période (nouveaux prêts douteux) ⁽¹⁾	1 936	2 745	1 343
Remboursements nets ⁽¹⁾	(500)	(339)	(354)
Montants sortis du bilan	(743)	(786)	(721)
Autres ⁽²⁾	(881)	(557)	(86)
Prêts douteux, solde à la fin de la période	8 751 \$	8 939 \$	5 867 \$
Montant brut des prêts douteux en pourcentage des prêts et acceptations			
Total du montant brut des prêts douteux en pourcentage des prêts et acceptations	0,85 %	0,88 %	0,59 %
Services bancaires aux particuliers	0,36 %	0,34 %	0,31 %
Services bancaires aux particuliers – Canada	0,32 %	0,30 %	0,26 %
Services bancaires aux entreprises	1,68 %	1,80 %	1,29 %
Gestion de patrimoine	0,44 %	0,45 %	0,42 %
Marchés des Capitaux	1,79 %	1,93 %	0,88 %

- (1) Certaines variations du montant brut des prêts douteux des secteurs Services bancaires aux particuliers – Canada et Services bancaires aux entreprises sont généralement attribuées aux nouveaux prêts douteux, car les montants relatifs aux remboursements nets et à certaines autres variations ne peuvent pas être raisonnablement déterminés.
- (2) Tient compte des prêts de nouveau productifs pour la période, des recouvrements au titre des prêts et avances sortis du bilan précédemment, des prêts vendus, des montants liés aux biens saisis détenus à titre d'immeubles de placement et aux participations dans des coentreprises relativement à certains accords de prêts conjoints, des écarts de change et autres variations.

Troisième trimestre de 2025 par rapport au deuxième trimestre de 2025

Le total du montant brut des prêts douteux a diminué de 188 millions de dollars, ou 2 %, par rapport au trimestre précédent, et le ratio total du montant brut des prêts douteux de 85 p.b. a diminué de 3 p.b., en raison principalement de la baisse des prêts douteux des secteurs Services bancaires aux entreprises et Marchés des Capitaux, contrebalancée en partie par la hausse des prêts douteux du secteur Services bancaires aux particuliers.

Le montant brut des prêts douteux du secteur Services bancaires aux particuliers a augmenté de 118 millions de dollars, ou 6 %, en raison principalement de la hausse des prêts douteux de notre portefeuille de prêts hypothécaires résidentiels canadien.

Le montant brut des prêts douteux du secteur Services bancaires aux entreprises a diminué de 186 millions de dollars, ou 5 %, en raison principalement de la baisse des prêts douteux dans certains secteurs d'activité, y compris ceux de la consommation discrétionnaire, de l'immobilier et autres et des produits forestiers, ce qui a été en partie contrebalancé par la hausse des prêts douteux dans le secteur d'activité de l'agriculture.

Le montant brut des prêts douteux du secteur Gestion de patrimoine a diminué de 9 millions de dollars, ou 2 %, surtout du fait de la baisse des prêts douteux dans certains secteurs d'activité du secteur Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National), dont ceux de l'automobile et des autres services, facteur partiellement contrebalancé par la hausse des prêts douteux dans le secteur d'activité de l'immobilier et autres et dans nos portefeuilles de prêts de détail.

Le montant brut des prêts douteux du secteur Marchés des Capitaux a diminué de 111 millions de dollars, ou 4 %, en raison surtout de la baisse des prêts douteux dans certains secteurs d'activité, notamment celui de l'immobilier et autres, ce qui a été partiellement contrebalancé par la hausse des prêts douteux dans le secteur d'activité des produits de financement.

Correction de valeur pour pertes de crédit

(en millions de dollars canadiens)	Aux		
	31 juillet 2025	30 avril 2025	31 octobre 2024
Services bancaires aux particuliers	3 666 \$	3 628 \$	3 273 \$
Services bancaires aux entreprises	2 276	2 228	1 626
Gestion de patrimoine	513	577	466
Marchés des Capitaux	1 186	1 047	986
Services de soutien généraux et autres	1	1	1
Correction de valeur pour pertes de crédit liée aux prêts	7 642	7 481	6 352
Correction de valeur pour pertes de crédit liée aux autres actifs financiers ⁽¹⁾	15	19	12
Total de la correction de valeur pour pertes de crédit	7 657 \$	7 500 \$	6 364 \$
La correction de valeur pour pertes de crédit liée aux prêts comprend ce qui suit :			
Prêts de détail	3 424 \$	3 414 \$	3 011 \$
Prêts de gros	2 020	2 050	1 825
Correction de valeur pour pertes de crédit liée aux prêts productifs	5 444 \$	5 464 \$	4 836 \$
Correction de valeur pour pertes de crédit liée aux prêts douteux	2 198	2 017	1 516

(1) La correction de valeur pour pertes de crédit liée aux autres actifs financiers représente principalement la correction de valeur pour les titres de créance évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global ou au coût amorti, les débiteurs et les garanties financières.

Troisième trimestre de 2025 par rapport au deuxième trimestre de 2025

Le total de la correction de valeur pour pertes de crédit a augmenté de 157 millions de dollars, ou 2 %, par rapport au trimestre précédent, ce qui reflète une hausse de la correction de valeur pour pertes de crédit liée aux prêts.

La correction de valeur pour pertes de crédit liée aux prêts productifs a diminué de 20 millions de dollars, essentiellement du fait des changements favorables concernant nos perspectives macroéconomiques, facteur neutralisé en partie par des changements défavorables concernant la qualité du crédit et la croissance du portefeuille.

La correction de valeur pour pertes de crédit liée aux prêts douteux a augmenté de 181 millions de dollars, ou 9 %, essentiellement du fait de la hausse de la correction de valeur pour pertes de crédit dans les secteurs Marchés des Capitaux et Services bancaires aux entreprises.

Pour plus de détails, se reporter à la note 5 de nos états financiers résumés.

Risque de marché

Le risque de marché s'entend de l'incidence de la conjoncture et des prix du marché sur notre situation financière, notamment les profits et pertes financiers potentiels découlant des fluctuations de variables déterminées par le marché telles que les taux d'intérêt, les écarts de taux, le cours des actions, les prix des marchandises, les taux de change et les volatilités implicites. Il n'y a eu aucun changement significatif touchant notre cadre de gestion du risque de marché depuis celui décrit dans notre rapport annuel 2024. À l'aide de ce cadre de gestion, nous cherchons continuellement à nous assurer que les risques de marché auxquels nous sommes exposés cadrent avec les contraintes relatives à l'appétit pour le risque établies par le Conseil d'administration.

Les contrôles du risque de marché prévoient des plafonds relatifs aux mesures fondées sur des probabilités utilisées pour déterminer les pertes potentielles des positions liées aux activités de négociation, telles que la valeur à risque (VAR) et les simulations de crise. Des contrôles du risque de marché sont aussi mis en place pour gérer le risque de taux d'intérêt dans le portefeuille bancaire (RTIPB). Afin d'assurer la surveillance et le contrôle du RTIPB, nous évaluons deux principaux paramètres, soit le risque lié au revenu net d'intérêt et le risque lié à la valeur économique des capitaux propres, en fonction d'une variété de chocs sur les marchés, de scénarios et d'horizons temporels. Il n'y a eu aucun changement important à la méthodologie de mesure du RTIPB ni aux contrôles et limites relatifs à cette mesure, depuis ceux décrits dans notre rapport annuel 2024. Pour plus de détails sur notre approche de gestion du risque de marché, se reporter à la rubrique Risque de marché de notre rapport annuel 2024.

Évaluations du risque de marché – Positions évaluées à la juste valeur par le biais du résultat net

VAR et VAR des activités de négociation

Les tableaux ci-après présentent les données ayant trait à la VAR liée à la gestion du risque de marché et la VAR des activités de négociation.

(en millions de dollars canadiens)	31 juillet 2025				30 avril 2025		31 juillet 2024	
	Pour le trimestre clos à cette date				Pour le trimestre clos à cette date		Pour le trimestre clos à cette date	
	Au	Moyenne	Haut	Bas	Au	Moyenne	Au	Moyenne
Titres de participation	17 \$	17 \$	30 \$	12 \$	25 \$	15 \$	17 \$	15 \$
Change	7	4	13	2	3	3	8	6
Marchandises	7	6	10	3	5	7	6	7
Taux d'intérêt (1)	20	24	27	20	22	19	35	29
Risque de crédit spécifique (2)	7	8	10	6	8	7	8	8
Effet de diversification (3)	(31)	(31)	n.s.	n.s.	(29)	(27)	(45)	(35)
VAR des activités de négociation	27 \$	28 \$	34 \$	21 \$	34 \$	24 \$	29 \$	30 \$
VAR totale	43 \$	43 \$	56 \$	34 \$	51 \$	33 \$	33 \$	38 \$

(en millions de dollars canadiens)	31 juillet 2025				31 juillet 2024	
	Pour la période de neuf mois close à cette date				Pour la période de neuf mois close à cette date	
	Au	Moyenne	Haut	Bas	Au	Moyenne
Titres de participation	17 \$	16 \$	30 \$	11 \$	17 \$	11 \$
Change	7	4	13	2	8	5
Marchandises	7	7	11	3	6	6
Taux d'intérêt (1)	20	22	28	17	35	30
Risque de crédit spécifique (2)	7	8	10	6	8	7
Effet de diversification (3)	(31)	(32)	n.s.	n.s.	(45)	(30)
VAR des activités de négociation	27 \$	25 \$	35 \$	19 \$	29 \$	29 \$
VAR totale	43 \$	36 \$	56 \$	22 \$	33 \$	82 \$

(1) Le risque lié à l'écart de taux général et le risque lié à l'écart de financement associé aux dérivés non garantis sont inclus dans la VAR liée aux taux d'intérêt.

(2) Le risque spécifique de crédit tient compte de la volatilité de l'écart de taux lié à chaque émetteur.

(3) La VAR des activités de négociation est inférieure à la somme des VAR individuelles par facteur de risque, en raison de la diversification des facteurs de risque.

n.s. non significatif

Troisième trimestre de 2025 par rapport au troisième trimestre de 2024

La moyenne de la VAR des activités de négociation s'est établie à 28 millions de dollars et est demeurée relativement stable par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent.

La moyenne de la VAR totale s'est chiffrée à 43 millions de dollars, en hausse de 5 millions, en raison surtout des variations du risque lié à notre portefeuille de titres de participation découlant de l'incidence de la volatilité accrue des marchés.

Troisième trimestre de 2025 par rapport au deuxième trimestre de 2025

La moyenne de la VAR des activités de négociation s'est établie à 28 millions de dollars, en hausse de 4 millions par rapport au trimestre précédent, principalement en raison des variations du risque lié à notre portefeuille de titres à revenu fixe.

La moyenne de la VAR totale s'est chiffrée à 43 millions de dollars, en hausse de 10 millions, ce qui s'explique essentiellement par des variations du risque lié à notre portefeuille de titres de participation découlant de l'incidence de la volatilité accrue des marchés et des variations du risque lié à notre portefeuille de titres à revenu fixe.

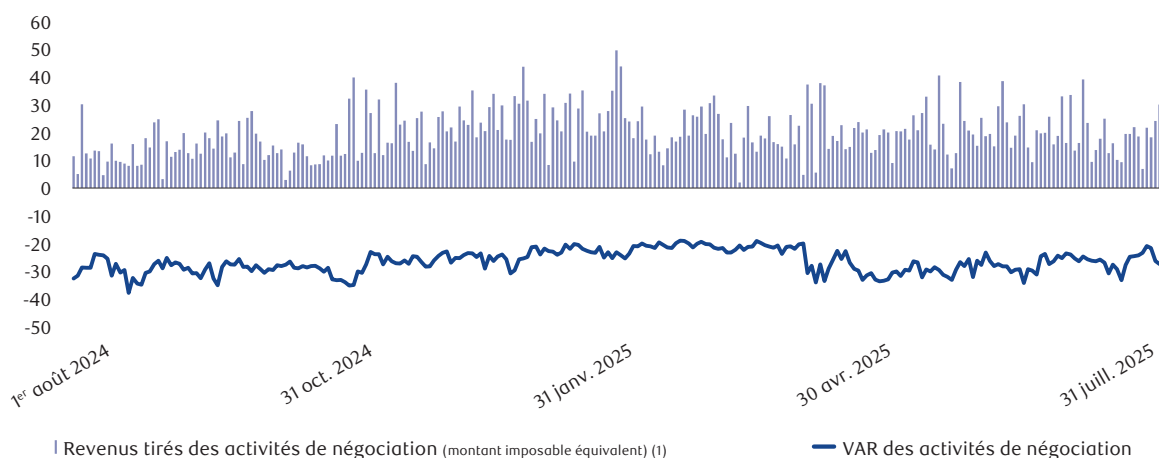
Troisième trimestre de 2025 par rapport au troisième trimestre de 2024 (résultats de la période de neuf mois)

La moyenne de la VAR des activités de négociation s'est chiffrée à 25 millions de dollars, en baisse de 4 millions par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, ce qui a découlé essentiellement des variations du risque lié à notre portefeuille de titres à revenu fixe, facteur en partie contrebalancé par les variations du risque lié à notre portefeuille de titres de participation.

La moyenne de la VAR totale s'est chiffrée à 36 millions de dollars, en baisse de 46 millions, en raison surtout de l'incidence de la gestion de la volatilité des fonds propres de clôture liée à la transaction visant HSBC Canada à la période correspondante de l'exercice précédent.

Le graphique ci-après illustre nos profits et pertes de négociation quotidiens (graphique à barres), ainsi que notre VAR quotidienne liée à la gestion du risque de marché (graphique linéaire). Nous n'avons subi aucune perte de négociation nette au cours des trimestres clos le 31 juillet 2025 et le 30 avril 2025.

Revenus tirés des activités de négociation (montant imposable équivalent) (1), et VAR des activités de négociation (en millions de dollars canadiens)



(1) Les revenus tirés des activités de négociation (montant imposable équivalent) dans le graphique ci-dessus excluent l'incidence des engagements de souscription de prêts.

Évaluations du risque de marché – Actifs et passifs de RBC Assurances®

Nous offrons une vaste gamme de produits d'assurance à nos clients et détenons des placements afin de pouvoir respecter nos obligations futures au titre des polices d'assurance. Les placements à l'appui des provisions techniques sont principalement des actifs à revenu fixe évalués à la juste valeur par le biais du résultat net. Par conséquent, les variations de la juste valeur de ces actifs sont en grande partie neutralisées par les variations des taux d'actualisation utilisés dans le calcul des actifs et des passifs de contrat d'assurance et de réassurance, et l'incidence de ces éléments est reflétée dans le résultat des placements d'assurance dans l'état consolidé du résultat net. Au 31 juillet 2025, nous détenons des passifs liés aux contrats d'assurance de 21 milliards de dollars, déduction faite des actifs liés aux contrats d'assurance et des soldes de contrats de réassurance détenus (21 milliards au 30 avril 2025).

Évaluations du risque de marché – Sensibilités au RTIPB

Le tableau suivant présente l'incidence potentielle avant impôt d'une augmentation ou d'une diminution immédiate et soutenue de 100 p.b. des taux d'intérêt sur la valeur économique des capitaux propres et sur le revenu net d'intérêt prévus sur 12 mois, en présumant qu'aucune opération de couverture supplémentaire n'est effectuée. Les mesures du risque de taux d'intérêt sont fondées sur les positions du bilan et hors bilan actuelles, lesquelles peuvent changer avec le temps en réaction aux activités commerciales et aux mesures prises par la direction.

(en millions de dollars canadiens)	31 juillet 2025						30 avril 2025		31 juillet 2024	
	Risque lié à la valeur économique des capitaux propres			Risque lié au revenu net d'intérêt (1)			Risque lié à la valeur économique des capitaux propres		Risque lié à la valeur économique des capitaux propres	
	Incidence – dollar canadien (2)	Incidence – dollar américain et autres (2)	Total	Incidence – dollar canadien (2)	Incidence – dollar américain et autres (2)	Total				
	Incidence – dollar canadien (2)	Incidence – dollar américain et autres (2)	Total	Incidence – dollar canadien (2)	Incidence – dollar américain et autres (2)	Total	Risque lié au revenu net d'intérêt (1)		Risque lié au revenu net d'intérêt (1)	
Incidence avant impôt d'une :										
augmentation des taux de 100 p.b.	(2 201)\$	(305)\$	(2 506)\$	156 \$	118 \$	274 \$	(2 436)\$	387 \$	(1 822)\$	325 \$
diminution des taux de 100 p.b.	1 895	(95)	1 800	(283)	(106)	(389)	1 891	(521)	1 399	(425)

(1) Représente le risque lié au revenu net d'intérêt sur 12 mois découlant d'une variation instantanée et soutenue des taux d'intérêt.

(2) Avec prise d'effet au troisième trimestre de 2025, les risques liés à la valeur économique des capitaux propres et au revenu net d'intérêt pour les devises autres que le dollar canadien et le dollar américain sont présentés dans la catégorie Incidence – dollar américain et autres. Auparavant, l'incidence des autres devises était présentée dans la catégorie Incidence – dollar canadien.

Au 31 juillet 2025, un choc immédiat et soutenu constituant une diminution de 100 p.b. aurait eu une incidence négative de 389 millions de dollars sur notre revenu net d'intérêt, en baisse comparativement à 521 millions au trimestre précédent. Au 31 juillet 2025, un choc immédiat et soutenu constituant une augmentation de 100 p.b. aurait eu une incidence négative de 2 506 millions de dollars sur la valeur économique des capitaux propres de la banque, en hausse comparativement à 2 436 millions au trimestre précédent. D'un trimestre à l'autre, la sensibilité de la valeur économique des capitaux propres est demeurée relativement stable, tandis que la variation de la sensibilité du revenu net d'intérêt reflète une hausse des positions représentant un actif à taux fixe. Au cours du troisième trimestre de 2025, les risques liés au revenu net d'intérêt et à la valeur économique des capitaux propres sont demeurés dans les limites approuvées.

Lien entre le risque de marché et les principales données figurant au bilan

Les tableaux ci-après illustrent le lien entre les principales données figurant au bilan et les positions incluses dans les informations fournies à l'égard du risque de marché lié aux activités de négociation et du risque de marché lié aux activités autres que de négociation, ce qui illustre la façon dont nous gérons le risque de marché lié à nos actifs et passifs à l'aide de différentes évaluations du risque.

(en millions de dollars canadiens)	Au 31 juillet 2025			
	Évaluation du risque de marché			Risque principal lié aux activités autres que de négociation
	Montant figurant au bilan	Risque lié aux activités de négociation (1)	Risque lié aux activités autres que de négociation (2)	
Actifs exposés au risque de marché				
Trésorerie et montants à recevoir de banques	34 927 \$	– \$	34 927 \$	Taux d'intérêt
Dépôts productifs d'intérêts auprès de banques	72 824	4	72 820	Taux d'intérêt
Titres				
Titres détenus à des fins de transaction	204 154	175 282	28 872	Taux d'intérêt, écart de taux
Titres de placement, déduction faite de la correction de valeur applicable	333 858	–	333 858	Taux d'intérêt, écart de taux, cours des actions
Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	265 832	230 313	35 519	Taux d'intérêt
Prêts				
Prêts de détail	644 791	–	644 791	Taux d'intérêt
Prêts de gros	387 941	3 089	384 852	Taux d'intérêt
Correction de valeur pour pertes sur prêts	(7 272)	–	(7 272)	Taux d'intérêt
Autres				
Dérivés	155 023	150 750	4 273	Taux d'intérêt, écart de change
Autres actifs	128 101	55 078	73 023	Taux d'intérêt
Actifs non exposés au risque de marché (3)	7 714			
Total de l'actif	2 227 893 \$	614 516 \$	1 605 663 \$	
Passifs exposés au risque de marché				
Dépôts	1 481 477 \$	71 477 \$	1 410 000 \$	Taux d'intérêt
Autres				
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	47 072	46 783	289	Taux d'intérêt, cours des actions
Engagements afférents à des actifs vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	266 287	243 914	22 373	Taux d'intérêt
Dérivés	158 862	155 498	3 364	Taux d'intérêt, écart de change
Autres passifs	101 347	48 017	53 330	Taux d'intérêt
Débiteures subordonnées	13 832	–	13 832	Taux d'intérêt
Passifs non exposés au risque de marché (4)	23 384			
Total du passif	2 092 261 \$	565 689 \$	1 503 188 \$	
Total des capitaux propres	135 632			
Total du passif et des capitaux propres	2 227 893 \$			

(1) Le risque lié aux activités de négociation comprend les positions qui sont classées ou désignées à la juste valeur par le biais du résultat net et les positions pour lesquelles les profits et pertes de réévaluation sont comptabilisés dans les revenus de nos portefeuilles de négociation. Les évaluations du risque de marché liées à la VAR et aux simulations de crise servent de contrôles des risques pour le risque lié aux activités de négociation.

(2) Le risque lié aux activités autres que de négociation comprend les positions utilisées aux fins de la gestion du RTIPB et d'autres portefeuilles d'activités autres que de négociation. Les autres portefeuilles d'activités autres que de négociation significatifs comprennent les positions liées à RBC Assurances et les titres de placement, déduction faite de la correction de valeur applicable, non pris en compte dans le RTIPB.

(3) Les actifs non exposés au risque de marché comprennent des immobilisations corporelles et d'autres actifs.

(4) Les passifs non exposés au risque de marché comprennent des passifs liés à la paie et d'autres passifs.

Au 30 avril 2025				
(en millions de dollars canadiens)	Évaluation du risque de marché			Risque principal lié aux activités autres que de négociation
	Montant figurant au bilan	Risque lié aux activités de négociation (1)	Risque lié aux activités autres que de négociation (2)	
Actifs exposés au risque de marché				
Trésorerie et montants à recevoir de banques	48 621 \$	– \$	48 621 \$	Taux d'intérêt
Dépôts productifs d'intérêts auprès de banques	65 970	3	65 967	Taux d'intérêt
Titres				
Titres détenus à des fins de transaction	189 137	161 056	28 081	Taux d'intérêt, écart de taux
Titres de placement, déduction faite de la correction de valeur applicable	303 360	–	303 360	Taux d'intérêt, écart de taux, cours des actions
Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	301 927	245 257	56 670	Taux d'intérêt
Prêts				
Prêts de détail	635 280	–	635 280	Taux d'intérêt
Prêts de gros	379 151	4 986	374 165	Taux d'intérêt
Correction de valeur pour pertes sur prêts	(7 125)	–	(7 125)	Taux d'intérêt
Autres				
Dérivés	188 211	184 763	3 448	Taux d'intérêt, écart de change
Autres actifs	130 074	57 406	72 668	Taux d'intérêt
Actifs non exposés au risque de marché (3)	7 527			
Total de l'actif	2 242 133 \$	653 471 \$	1 581 135 \$	
Passifs exposés au risque de marché				
Dépôts	1 446 786 \$	64 294 \$	1 382 492 \$	Taux d'intérêt
Autres				
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	46 823	46 569	254	Taux d'intérêt, cours des actions
Engagements afférents à des actifs vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	281 326	250 836	30 490	Taux d'intérêt
Dérivés	194 344	191 041	3 303	Taux d'intérêt, écart de change
Autres passifs	103 030	48 746	54 284	Taux d'intérêt
Déventures subordonnées	13 745	–	13 745	Taux d'intérêt
Passifs non exposés au risque de marché (4)	23 549			
Total du passif	2 109 603 \$	601 486 \$	1 484 568 \$	
Total des capitaux propres	132 530			
Total du passif et des capitaux propres	2 242 133 \$			

(1) Le risque lié aux activités de négociation comprend les positions qui sont classées ou désignées à la juste valeur par le biais du résultat net et les positions pour lesquelles les profits et pertes de réévaluation sont comptabilisés dans les revenus de nos portefeuilles de négociation. Les évaluations du risque de marché liées à la VAR et aux simulations de crise servent de contrôles des risques pour le risque lié aux activités de négociation.

(2) Le risque lié aux activités autres que de négociation comprend les positions utilisées aux fins de la gestion du RTIPB et d'autres portefeuilles d'activités autres que de négociation. Les autres portefeuilles d'activités autres que de négociation significatifs comprennent les positions liées à RBC Assurances et les titres de placement, déduction faite de la correction de valeur applicable, non pris en compte dans le RTIPB.

(3) Les actifs non exposés au risque de marché comprennent des immobilisations corporelles et d'autres actifs.

(4) Les passifs non exposés au risque de marché comprennent des passifs liés à la paie et d'autres passifs.

Risque de liquidité et de financement

Le risque de liquidité et de financement (risque de liquidité) est le risque que nous ne soyons pas en mesure de générer en temps opportun et de façon rentable la trésorerie et les équivalents de trésorerie nécessaires pour satisfaire à nos engagements. Le risque de liquidité résulte de la non-concordance de l'échéancier et de la valeur des flux de trésorerie, en ce qui concerne tant les éléments figurant au bilan que ceux hors bilan.

Nos activités de gestion du risque de liquidité sont menées conformément aux cadres et politiques internes, notamment le cadre de gestion du risque d'entreprise, le cadre d'appétit pour le risque d'entreprise, le cadre de gestion du risque de liquidité d'entreprise, la politique sur le risque de liquidité d'entreprise et la politique de mise en gage d'entreprise. Collectivement, nos cadres et politiques stipulent les exigences en matière de gestion de la liquidité et du financement qui sont appropriées à l'exécution de notre stratégie et qui permettent de nous assurer que le risque de liquidité auquel nous sommes exposés demeure dans les limites de notre appétit pour le risque. Aucun autre changement important n'a été apporté à nos cadres et politiques internes que ceux décrits dans notre rapport annuel 2024.

Réserve de liquidités

Notre réserve de liquidités est uniquement constituée d'actifs liquides non grevés disponibles. Notre capacité inutilisée en matière de financement de gros pourrait constituer une autre source de liquidités, mais nous ne la prenons pas en considération pour le calcul de la réserve de liquidités.

	Au 31 juillet 2025				
	Actifs liquides détenus par la banque	Titres reçus en garantie dans le cadre des transactions de financement de titres et des transactions sur dérivés	Total des actifs liquides	Actifs liquides grevés	Actifs liquides non grevés
(en millions de dollars canadiens)					
Trésorerie et dépôts auprès de banques	107 751 \$	– \$	107 751 \$	3 105 \$	104 646 \$
Titres émis ou garantis par des organismes souverains, des banques centrales ou des banques multilatérales de développement (1)	424 857	306 283	731 140	396 906	334 234
Autres titres	165 105	141 220	306 325	189 563	116 762
Autres actifs liquides (2)	43 193	–	43 193	36 673	6 520
Total des actifs liquides	740 906 \$	447 503 \$	1 188 409 \$	626 247 \$	562 162 \$

	Au 30 avril 2025				
	Actifs liquides détenus par la banque	Titres reçus en garantie dans le cadre des transactions de financement de titres et des transactions sur dérivés	Total des actifs liquides	Actifs liquides grevés	Actifs liquides non grevés
(en millions de dollars canadiens)					
Trésorerie et dépôts auprès de banques	114 591 \$	– \$	114 591 \$	3 201 \$	111 390 \$
Titres émis ou garantis par des organismes souverains, des banques centrales ou des banques multilatérales de développement (1)	388 341	347 516	735 857	415 596	320 261
Autres titres	155 750	131 500	287 250	176 402	110 848
Autres actifs liquides (2)	46 605	–	46 605	39 201	7 404
Total des actifs liquides	705 287 \$	479 016 \$	1 184 303 \$	634 400 \$	549 903 \$

	Aux	
	31 juillet 2025	30 avril 2025
(en millions de dollars canadiens)		
Banque Royale du Canada	257 850 \$	251 435 \$
Succursales à l'étranger	87 553	91 270
Filiales	216 759	207 198
Total des actifs liquides non grevés	562 162 \$	549 903 \$

(1) Inclut les titres liquides émis par des gouvernements provinciaux et des entités parrainées par le gouvernement américain et dont le gouvernement fédéral des États-Unis est le curateur (p. ex., la Federal National Mortgage Association et la Federal Home Loan Mortgage Corporation).

(2) Le montant des actifs liquides grevés représente les garanties en espèces et les dépôts de garantie obligatoires en espèces qui ont été fournis en lien avec des transactions visant des dérivés négociés hors cote et en Bourse.

D'ordinaire, la réserve de liquidités reflète surtout l'activité bancaire courante des clients de détail et commerciaux, alors que les portefeuilles d'actifs liquides reflètent les variations des soldes des dépôts et des prêts, ainsi que les stratégies commerciales et les opérations des clients liés aux activités du secteur Marchés des Capitaux. La Trésorerie générale a également une incidence sur la réserve de liquidités en raison des activités de gestion d'émission de titres d'emprunt, ce qui pourrait entraîner des différences temporelles entre l'émission de titres d'emprunt et le déploiement du financement aux activités.

Troisième trimestre de 2025 par rapport au deuxième trimestre de 2025

Le total des actifs liquides non grevés s'est accru de 12 milliards de dollars, ou 2 %, par rapport au trimestre précédent sous l'effet principalement d'une augmentation des titres au bilan qui reflète la croissance des dépôts et du financement, qui a été en partie neutralisée par une baisse de la trésorerie et des dépôts auprès de banques.

Charges grevant les actifs

Les tableaux ci-dessous présentent un aperçu des montants figurant au bilan et des montants hors bilan au titre de la trésorerie, des titres et des autres actifs et indique ceux qui sont grevés et ceux qui sont disponibles à la vente ou qui peuvent être donnés à titre de garantie dans le cadre de transactions de financement garanti. Les autres actifs, tels que les prêts hypothécaires et les créances sur cartes de crédit, peuvent aussi être monétisés, mais cela nécessite un plus long délai d'exécution que pour les titres négociables. Au 31 juillet 2025, nos actifs non grevés et pouvant être donnés en garantie représentaient 25 % du total de l'actif (24 % au 30 avril 2025).

(en millions de dollars canadiens)	Au 31 juillet 2025						
	Total de l'actif			Actifs grevés		Actifs non grevés	
	Actifs détenus par la banque	Titres reçus en garantie dans le cadre des transactions de financement de titres et des transactions sur dérivés	Total	Donnés en garantie	Autres (1)	Pouvant être donnés en garantie (2)	Autres (3)
Trésorerie et dépôts auprès de banques	107 751 \$	– \$	107 751 \$	– \$	3 105 \$	104 646 \$	– \$
Titres (4)	548 454	504 926	1 053 380	612 660	29 766	407 724	3 230
Prêts, déduction faite de la correction de valeur pour pertes sur prêts							
Titres hypothécaires	57 498	–	57 498	27 391	–	30 107	–
Prêts hypothécaires	430 434	–	430 434	62 285	–	42 583	325 566
Autres prêts	537 528	–	537 528	6 313	–	27 738	503 477
Dérivés	155 023	–	155 023	–	–	–	155 023
Autres (5)	135 815	–	135 815	36 673	–	6 520	92 622
Total	1 972 503 \$	504 926 \$	2 477 429 \$	745 322 \$	32 871 \$	619 318 \$	1 079 918 \$

(en millions de dollars canadiens)	Au 30 avril 2025						
	Total de l'actif			Actifs grevés		Actifs non grevés	
	Actifs détenus par la banque	Titres reçus en garantie dans le cadre des transactions de financement de titres et des transactions sur dérivés	Total	Donnés en garantie	Autres (1)	Pouvant être donnés en garantie (2)	Autres (3)
Trésorerie et dépôts auprès de banques	114 591 \$	– \$	114 591 \$	– \$	3 201 \$	111 390 \$	– \$
Titres (4)	502 202	537 701	1 039 903	619 082	31 324	385 806	3 691
Prêts, déduction faite de la correction de valeur pour pertes sur prêts							
Titres hypothécaires	55 735	–	55 735	26 769	–	28 966	–
Prêts hypothécaires	425 368	–	425 368	68 993	–	38 928	317 447
Autres prêts	526 203	–	526 203	6 282	–	25 885	494 036
Dérivés	188 211	–	188 211	–	–	–	188 211
Autres (5)	137 601	–	137 601	39 201	–	7 404	90 996
Total	1 949 911 \$	537 701 \$	2 487 612 \$	760 327 \$	34 525 \$	598 379 \$	1 094 381 \$

(1) Inclut les actifs qui ne peuvent pas être utilisés pour obtenir un financement garanti en raison de restrictions juridiques ou d'autre nature.

(2) Représente les actifs qui peuvent être immédiatement donnés en garantie, dont les titres adossés à des créances hypothécaires dans le cadre de la *Loi nationale sur l'habitation*, nos prêts hypothécaires non grevés qui sont admissibles à titre de garantie auprès d'une Federal Home Loan Bank (FHLB), ainsi que les prêts qui sont admissibles à titre de garantie au titre de la facilité d'escompte dont nous disposons et que nous avons déposés en garantie auprès de la Federal Reserve Bank of New York (FRBNY).

(3) Les autres actifs non grevés ne sont assujettis à aucune restriction en ce qui a trait à leur recours pour obtenir du financement ou à leur utilisation à titre de garantie, mais ils ne seront pas considérés comme immédiatement disponibles.

(4) Inclut les actifs liquides détenus par la banque et les titres reçus en garantie dans le cadre de financement de titres hors bilan, de transactions sur dérivés et de prêts sur marges. Comprend des garanties de 30 milliards de dollars (31 milliards au 30 avril 2025) reçues dans le cadre d'opérations de revente qui ne peuvent pas être redonnées en garantie dans leur forme juridique actuelle.

(5) Le montant des actifs donnés en garantie représente les garanties en espèces et les dépôts de garantie obligatoires qui ont été fournis en lien avec des transactions visant des dérivés négociés hors cote et en Bourse.

Troisième trimestre de 2025 par rapport au deuxième trimestre de 2025

Le total des actifs non grevés pouvant être donnés en garantie a augmenté de 21 milliards de dollars, ou 3 %, par rapport au trimestre précédent, en raison principalement d'une hausse des titres au bilan.

Financement

Stratégie de financement

Le maintien d'une diversification des sources de financement est une stratégie importante de gestion de notre profil de risque de liquidité.

Le financement de base, qui inclut les fonds propres, les passifs liés au financement de gros à long terme et un portefeuille diversifié de dépôts de particuliers, ainsi qu'une portion stable de nos dépôts d'entreprises et dépôts institutionnels, constitue l'assise de notre position de liquidité structurelle.

Les activités de financement de gros sont bien diversifiées tant sur le plan géographique que sur le plan des secteurs d'investissement, des instruments, des devises, de la structure et des échéances. Nous maintenons notre présence dans différents marchés de financement, ce qui nous permet de surveiller continuellement les faits nouveaux et les tendances qui se manifestent, de manière à cibler les opportunités ou les risques et à prendre sans délai les mesures qui s'imposent.

Nous évaluons continuellement les possibilités de percer de nouveaux marchés et des secteurs d'investissement inexploités, car la diversification nous donne une plus grande souplesse de financement de gros, elle réduit la concentration du financement et la dépendance envers ce dernier, et donne généralement lieu à des réductions des coûts de financement.

Nous évaluons régulièrement notre concentration du financement et avons mis en place des limites relativement à certaines sources de financement afin de favoriser la diversification de notre base de financement.

Profil des dépôts et du financement

Au 31 juillet 2025, les dépôts fondés sur les relations, qui constituent la principale source de financement des prêts de détail et des prêts commerciaux, s'établissaient à 987 milliards de dollars, ou 54 % du total du financement (982 milliards, ou 55 %, au 30 avril 2025). La tranche restante est composée de financement de gros à court terme et à long terme.

Le financement des actifs très liquides se compose principalement d'un financement de gros à court terme qui reflète la période de monétisation de ces actifs. Le financement de gros à long terme sert principalement à financer les actifs de gros qui sont moins liquides et à soutenir des réserves d'actifs liquides.

La dette à long terme de premier rang émise par la banque depuis le 23 septembre 2018, inclusivement, ayant une échéance initiale supérieure à 400 jours et étant négociable, sous réserve de certaines exceptions, est assujettie au régime de recapitalisation interne des banques canadiennes. Aux termes de ce régime, si le surintendant des institutions financières détermine qu'une banque pourrait ne plus être viable, le gouverneur en conseil peut, sur recommandation du ministre des Finances, lorsque ce dernier juge qu'il en va de l'intérêt du public, ordonner que la Société d'assurance-dépôts du Canada (SADC) convertisse une partie ou la totalité de certaines actions et de certains passifs de cette banque en actions ordinaires. Au 31 juillet 2025, la valeur nominale des titres d'emprunt à long terme émis et en cours qui étaient assujettis à une conversion en vertu du régime de recapitalisation interne s'élevait à 123 milliards de dollars (119 milliards au 30 avril 2025).

Pour plus de détails sur le financement de gros, se reporter aux tableaux de la composition du financement de gros ci-après.

Émission de titres d'emprunt à long terme

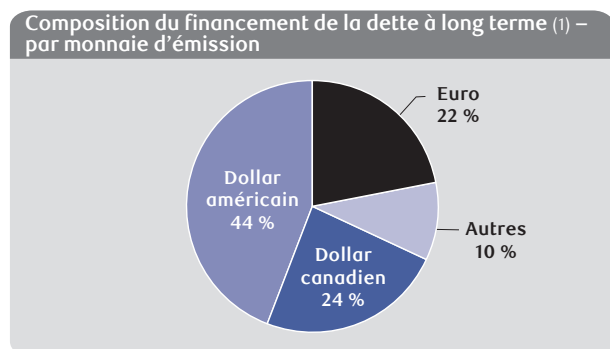
Nous avons recours à des programmes enregistrés d'émission de titres d'emprunt à long terme. Chaque programme d'emprunt à long terme permet des émissions dans plusieurs devises. Le tableau ci-dessous présente un sommaire de nos programmes inscrits et des plafonds autorisés, par secteur géographique.

Programmes par secteur géographique

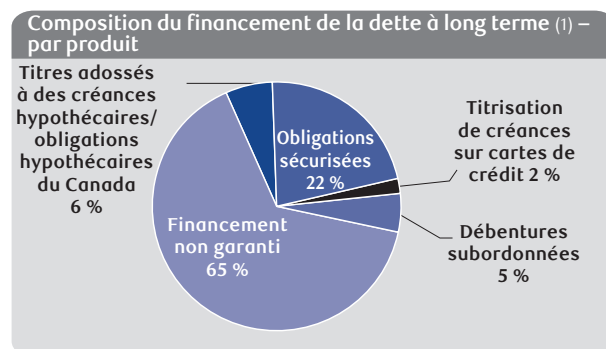
Canada	États-Unis	Europe
<ul style="list-style-type: none"> Prospectus préalable de base au Canada – 25 milliards de dollars 	<ul style="list-style-type: none"> Prospectus préalable de base aux États-Unis – 75 milliards de dollars US 	<ul style="list-style-type: none"> Programme européen d'émission de titres d'emprunt – 75 milliards de dollars US Programme mondial d'obligations sécurisées – 75 milliards d'euros

Nous obtenons également du financement à long terme à l'aide de billets de premier rang canadiens, d'obligations kangourou (émises sur le marché australien par des firmes étrangères) et de certificats de dépôt Yankee (émis sur le marché américain par des firmes étrangères).

Comme l'indiquent les graphiques ci-dessous, notre profil actuel de la dette à long terme est bien diversifié en ce qui concerne chaque monnaie et chaque produit.



(1) Comprend du financement à long terme non garanti et garanti et des débentures subordonnées ayant une durée à l'échéance initiale supérieure à un an.



(1) Comprend du financement à long terme non garanti et garanti et des débentures subordonnées ayant une durée à l'échéance initiale supérieure à un an.

Les tableaux ci-après montrent la composition de notre financement de gros selon la durée à courir jusqu'à l'échéance.

Composition du financement de gros (1)

(en millions de dollars canadiens)	Au 31 juillet 2025							
	Moins de 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 12 mois	Moins de 1 an Sous-total	De 1 à 2 ans	2 ans et plus	Total
Dépôts provenant de banques (2)	4 171 \$	1 184 \$	496 \$	299 \$	6 150 \$	– \$	– \$	6 150 \$
Certificats de dépôt et papier commercial (3)	5 265	30 802	34 811	36 077	106 955	–	–	106 955
Papier commercial adossé à des actifs (4)	4 780	7 013	6 590	1 330	19 713	–	–	19 713
Billets à moyen terme non garantis de premier rang (5)	122	4 366	7 197	25 490	37 175	25 901	62 694	125 770
Obligations structurées non garanties de premier rang (6)	3 917	1 563	1 525	3 643	10 648	2 617	14 398	27 663
Titrisation de prêts hypothécaires	–	154	509	742	1 405	2 835	11 974	16 214
Obligations sécurisées/titres adossés à des actifs (7)	–	3 503	3 230	8 184	14 917	23 925	23 583	62 425
Passif subordonné	–	–	2 078	–	2 078	–	11 825	13 903
Autres (8)	4 475	218	238	655	5 586	22 024	197	27 807
Total	22 730 \$	48 803 \$	56 674 \$	76 420 \$	204 627 \$	77 302 \$	124 671 \$	406 600 \$
Comprend :								
– Financement garanti	9 153 \$	10 686 \$	10 329 \$	10 256 \$	40 424 \$	26 760 \$	35 557 \$	102 741 \$
– Financement non garanti	13 577	38 117	46 345	66 164	164 203	50 542	89 114	303 859

(en millions de dollars canadiens)	Au 30 avril 2025							
	Moins de 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 12 mois	Moins de 1 an Sous-total	De 1 à 2 ans	2 ans et plus	Total
Dépôts provenant de banques (2)	2 932 \$	15 \$	883 \$	487 \$	4 317 \$	– \$	– \$	4 317 \$
Certificats de dépôt et papier commercial (3)	11 187	17 706	29 680	34 647	93 220	–	–	93 220
Papier commercial adossé à des actifs (4)	5 199	6 119	6 029	893	18 240	–	–	18 240
Billets à moyen terme non garantis de premier rang (5)	3 442	5 108	4 489	15 189	28 228	31 538	61 012	120 778
Obligations structurées non garanties de premier rang (6)	1 057	1 497	1 721	4 097	8 372	5 631	11 135	25 138
Titrisation de prêts hypothécaires	–	442	154	709	1 305	2 046	12 937	16 288
Obligations sécurisées/titres adossés à des actifs (7)	1 326	2 665	3 467	6 339	13 797	27 626	24 475	65 898
Passif subordonné	–	1 249	–	2 068	3 317	–	10 437	13 754
Autres (8)	4 799	2 583	895	578	8 855	20 646	202	29 703
Total	29 942 \$	37 384 \$	47 318 \$	65 007 \$	179 651 \$	87 487 \$	120 198 \$	387 336 \$
Comprend :								
– Financement garanti	11 224 \$	10 621 \$	10 339 \$	7 941 \$	40 125 \$	29 672 \$	37 412 \$	107 209 \$
– Financement non garanti	18 718	26 763	36 979	57 066	139 526	57 815	82 786	280 127

(1) Ne tient pas compte des acceptations bancaires ni des conventions de rachat.

(2) Ne tient pas compte des dépôts liés aux services que nous fournissons aux banques (p. ex., services de garde, gestion de la trésorerie).

(3) Inclut les billets de dépôt au porteur (non garantis).

(4) Inclut seulement le passif consolidé, y compris notre programme de papier commercial garanti par des créances.

(5) Inclut les billets de dépôt et les billets à taux variable (non garantis).

(6) Inclut les billets pour lesquels le résultat est fonction des fluctuations du taux de change, des marchandises et des titres de participation.

(7) Inclut les obligations sécurisées garanties par les emprunts hypothécaires résidentiels et les titres adossés à des créances sur cartes de crédit.

(8) Inclut les obligations encaissables par anticipation (garanties) de 4 389 millions de dollars (4 715 millions au 30 avril 2025), d'autres dépôts structurés à long terme (non garantis) de 23 221 millions (22 718 millions au 30 avril 2025), des avances d'une FHLB (garanties) de néant (2 068 millions au 30 avril 2025) et des certificats de placement garanti de gros de 197 millions (202 millions au 30 avril 2025).

Notations

Notre capacité à accéder aux marchés du financement non garanti et à mener, de façon rentable, certaines activités de titrisation dépend principalement du maintien de notations concurrentielles. Les notations et les perspectives fournies par les agences de notation reflètent le point de vue de ces dernières et leurs méthodes. Les notations font l'objet de modifications, en raison de facteurs comprenant, notamment, notre solidité financière, notre situation concurrentielle, nos liquidités ainsi que d'autres facteurs qui sont en partie indépendants de notre volonté.

Le tableau suivant présente nos principales notations :

Notations ⁽¹⁾

	Au 26 août 2025			
	Dettes à court terme	Dettes à long terme de premier rang existante ⁽²⁾	Dettes à long terme de premier rang ⁽³⁾	Perspective
Moody's [‡] ⁽⁴⁾	P-1	Aa1	A1	stable
Standard & Poor's [‡] ⁽⁵⁾	A-1+	AA-	A	stable
Fitch Ratings [‡] ⁽⁶⁾	F1+	AA	AA-	stable
DBRS [‡] ⁽⁷⁾	R-1 (élevée)	AA (élevée)	AA	stable

- (1) Les notations ne constituent pas des recommandations visant l'achat, la vente ou la détention d'une obligation financière, car elles ne fournissent pas de commentaires sur le cours du marché ni sur la pertinence pour un investisseur en particulier. Les notations sont déterminées par les agences de notation en fonction des critères que celles-ci établissent à l'occasion et elles peuvent faire l'objet d'une révision ou d'un retrait par une agence de notation en tout temps.
- (2) Comprend la dette à long terme de premier rang émise avant le 23 septembre 2018 ainsi que celle émise à cette date ou par la suite, laquelle est ignorée aux fins du régime de recapitalisation interne.
- (3) Comprend la dette à long terme de premier rang émise le 23 septembre 2018 ou après cette date, laquelle peut être convertie aux termes du régime de recapitalisation interne.
- (4) Le 8 octobre 2024, Moody's a confirmé nos notations avec une perspective stable.
- (5) Le 25 juin 2024, Standard & Poor's a confirmé nos notations avec une perspective stable.
- (6) Le 3 juin 2025, Fitch Ratings a confirmé nos notations avec une perspective stable.
- (7) Le 9 mai 2025, DBRS a confirmé nos notations avec une perspective stable.

Obligations contractuelles supplémentaires découlant de révisions à la baisse des notations

Nous sommes tenus de donner des biens en garantie à certaines contreparties dans l'éventualité où nos notations actuelles baisseraient. Le tableau ci-après présente les obligations additionnelles au titre des garanties susceptibles d'être requises à la date de clôture advenant une révision à la baisse d'un cran, de deux crans ou de trois crans. Ces obligations additionnelles au titre des garanties constituent des exigences supplémentaires pour chaque révision à la baisse consécutive et elles ne représentent pas l'incidence cumulative de multiples révisions à la baisse. Les montants présentés varient périodiquement en raison de plusieurs facteurs, dont le transfert d'activités de négociation à des infrastructures du marché financier ayant fait l'objet d'une compensation centrale et à des Bourses, l'expiration de transactions mettant en jeu des événements susceptibles de déclencher des révisions à la baisse, l'application de limites internes aux nouveaux accords afin d'exclure les événements susceptibles de déclencher des révisions à la baisse, ainsi que les positions évaluées à la valeur de marché dans le cours normal des activités. Aucun titre d'emprunt de premier rang en circulation sur le marché ne comporte de modalités faisant en sorte qu'une révision des notations déclencherait un remboursement anticipé du capital.

(en millions de dollars canadiens)	Aux					
	31 juillet 2025			30 avril 2025		
	Révision à la baisse de 1 cran	Révision à la baisse de 2 crans	Révision à la baisse de 3 crans	Révision à la baisse de 1 cran	Révision à la baisse de 2 crans	Révision à la baisse de 3 crans
Exigences contractuelles liées au financement des dérivés ou aux marges	295 \$	110 \$	209 \$	264 \$	98 \$	195 \$
Autres exigences contractuelles liées au financement ou aux marges ⁽¹⁾	36	43	19	43	23	36

(1) Inclut les certificats de placement garanti (CPG) émis dans le cadre de nos activités sur les marchés des obligations municipales à New York.

Ratio de liquidité à court terme

Le ratio de liquidité à court terme est une mesure prévue par l'accord de Bâle III utilisée pour évaluer la suffisance des actifs liquides de haute qualité disponibles pour satisfaire aux besoins de liquidités sur une période de 30 jours advenant une sévère crise de liquidité. Le ratio de liquidité à court terme minimal exigé par le Comité de Bâle sur le contrôle bancaire (CBCB) et le BSIF est de 100 %.

Le BSIF exige que les banques canadiennes communiquent le ratio de liquidité à court terme selon le modèle de déclaration prévu par l'accord de Bâle, calculé à partir de la moyenne des positions quotidiennes liées au ratio de liquidité à court terme enregistrées au cours du trimestre.

Modèle commun de déclaration du ratio de liquidité à court terme ⁽¹⁾

	Pour les trimestres clos	
	le 31 juillet 2025	
	Valeur non pondérée totale (moyenne) ⁽²⁾	Valeur pondérée totale (moyenne)
(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)		
Actifs liquides de haute qualité		
Total des actifs liquides de haute qualité		462 083 \$
Sorties de trésorerie		
Dépôts de détail et dépôts de petites entreprises, dont :	407 402 \$	37 659 \$
<i>Dépôts stables ⁽³⁾</i>	133 815	4 014
<i>Dépôts moins stables</i>	273 587	33 645
Financement de gros non garanti, dont :	515 849	239 313
<i>Dépôts opérationnels (toutes contreparties) et dépôts dans les réseaux de banques coopératives ⁽⁴⁾</i>	184 293	43 194
<i>Dépôts non opérationnels</i>	313 956	178 519
<i>Dettes non garanties</i>	17 600	17 600
Financement de gros garanti		46 345
Exigences supplémentaires, dont :	435 480	93 303
<i>Sorties associées aux expositions sur dérivés et autres sûretés exigées</i>	92 708	27 209
<i>Sorties associées à une perte de financement sur produits de dette</i>	11 431	11 431
<i>Facilités de crédit et de liquidité</i>	331 341	54 663
Autres obligations de financement contractuelles ⁽⁵⁾	25 790	25 790
Autres obligations de financement conditionnelles ⁽⁶⁾	891 378	14 981
Total des sorties de trésorerie		457 391 \$
Entrées de trésorerie		
Prêts garantis (p. ex., conventions de revente)	366 002 \$	61 678 \$
Entrées liées aux expositions parfaitement productives	18 994	9 896
Autres entrées de trésorerie	27 101	27 101
Total des entrées de trésorerie		98 675 \$
		Total de la valeur ajustée
Total des actifs liquides de haute qualité		462 083 \$
Total des sorties de trésorerie nettes		358 716
Ratio de liquidité à court terme		129 %

	le 30 avril 2025	
(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)		Total de la valeur ajustée
Total des actifs liquides de haute qualité	446 512	\$
Total des sorties de trésorerie nettes	340 008	
Ratio de liquidité à court terme	131	%

- (1) Le ratio de liquidité à court terme est calculé conformément à la ligne directrice sur les normes de liquidité du BSIF, laquelle reflète à son tour les normes de liquidité publiées par le CBCB. Le ratio de liquidité à court terme pour le trimestre clos le 31 juillet 2025 correspond à une moyenne de 64 positions quotidiennes.
- (2) À l'exception des autres obligations de financement conditionnelles, les entrées et sorties non pondérées représentent des éléments venant à échéance ou remboursables par anticipation dans 30 jours tout au plus. Les autres obligations de financement conditionnelles comprennent aussi les titres d'emprunt dont la durée restante jusqu'à l'échéance dépasse 30 jours.
- (3) Selon la définition du CBCB, les dépôts stables de détail et de petites entreprises constituent des dépôts qui sont assurés et qui sont soit détenus dans des comptes courants, soit ceux de clients avec lesquels la banque entretient des relations durables, ce qui rend les retraits improbables.
- (4) Les dépôts opérationnels de clients qui ne sont pas des dépôts de détail ou des dépôts de petites ou moyennes entreprises constituent des dépôts que les clients doivent laisser à la banque afin d'y accéder plus aisément et d'être en mesure d'utiliser les systèmes de paiement et de règlement, principalement pour la compensation, la garde et la gestion de trésorerie.
- (5) Les autres obligations de financement contractuelles comprennent principalement les sorties liées aux opérations sur valeur non réglées et les sorties liées aux engagements afférents à des titres vendus à découvert.
- (6) Les autres obligations de financement conditionnelles comprennent les sorties liées à d'autres facilités hors bilan dont le facteur de retrait du ratio de liquidité à court terme est faible (de 0 % à 5 %).

Nous gérons notre position liée au ratio de liquidité à court terme en fonction d'une fourchette cible qui reflète notre tolérance à l'égard du risque de liquidité, la composition des activités et des actifs, ainsi que les capacités en matière de financement. Cette fourchette est revue périodiquement, considérant les modifications apportées aux exigences internes et des faits nouveaux externes.

Nous détenons des actifs liquides de haute qualité libellés dans les principales monnaies, dont l'étendue du marché et l'envergure sont fiables. Nos pratiques de gestion de la trésorerie sont conçues afin de nous assurer que les différents niveaux d'actifs liquides de haute qualité sont gérés activement, de manière à atteindre les objectifs cibles en matière de ratio de liquidité à court terme. Nos actifs de niveau 1, calculés en respectant la ligne directrice sur les normes de liquidité du BSIF et les exigences du CBCB concernant le ratio de liquidité à court terme, représentent 87 % du total des actifs liquides de haute qualité. Ces actifs comprennent la trésorerie, les placements auprès de banques centrales et les titres assortis de notations élevées émis ou garantis par des gouvernements, des banques centrales ou des entités supranationales.

Le ratio de liquidité à court terme tient compte des flux de trésorerie provenant des activités au bilan et hors bilan qui sont prévus ou qui pourraient être enregistrés dans un délai de 30 jours advenant une sévère crise de liquidité. Les sorties de trésorerie découlent de l'application de facteurs de retrait et de non-renouvellement aux dépôts à terme et à vue, et sont classées par type de client (prêts de gros, prêts de détail et petites et moyennes entreprises). Les sorties de trésorerie découlent aussi des activités commerciales qui donnent lieu à des exigences en matière de financement conditionnel et de garanties, comme le financement de rachat, les dérivés, la vente de titres à découvert et la prorogation des engagements de crédit et de liquidité consentis aux clients. Les entrées de trésorerie résultent principalement de l'arrivée à échéance de prêts garantis, de prêts interbancaires et de titres qui ne font pas partie des actifs liquides de haute qualité.

Le ratio de liquidité à court terme ne reflète pas la capacité de financement sur le marché qui, à notre avis, pourrait être disponible advenant une crise. Un taux de sortie de 100 % est appliqué à tous les titres d'emprunt de gros arrivant à échéance aux fins du calcul du ratio de liquidité à court terme.

Troisième trimestre de 2025 par rapport au deuxième trimestre de 2025

La moyenne du ratio de liquidité à court terme du trimestre clos le 31 juillet 2025 s'est établie à 129 %, ce qui représente un excédent d'environ 103 milliards de dollars, comparativement à 131 % et à un excédent d'environ 107 milliards au trimestre précédent. Le ratio de liquidité à court terme moyen a diminué par rapport au trimestre précédent, principalement en raison de l'augmentation des prêts, qui a été partiellement contrebalancée par la baisse des exigences de financement liées aux titres et aux transactions de financement liées aux titres, ainsi que de la croissance des dépôts et du financement.

Ratio de liquidité à long terme

Le ratio de liquidité à long terme est une mesure prévue par l'accord de Bâle III utilisée pour évaluer la suffisance des liquidités à long terme disponibles par rapport au montant des liquidités à long terme requises. Le ratio de liquidité à long terme minimal exigé par le CBCB et le BSIF est de 100 %.

Le montant du financement stable disponible désigne la part des fonds propres et des passifs censée être fiable à l'horizon temporel d'un an pris en compte aux fins du ratio de liquidité à long terme. Le montant du financement stable requis est fonction des caractéristiques de liquidité et de la durée résiduelle des divers actifs bancaires et de celles de ses positions hors bilan.

Le BSIF exige que les banques d'importance systémique intérieure présentent leur ratio de liquidité à long terme à l'aide du modèle de déclaration du Comité de Bâle. Les montants indiqués dans ce modèle de déclaration sont déterminés conformément à la ligne directrice sur les normes de liquidité du BSIF et ne sont pas nécessairement conformes aux exigences de classement des IFRS.

Modèle de déclaration courant du ratio de liquidité à long terme ⁽¹⁾

	Au 31 juillet 2025				
	Valeur non pondérée par échéance résiduelle (2)				
	Sans échéance	Moins de 6 mois	De 6 mois à moins de 1 an	1 an et plus	Valeur pondérée
(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)					
Élément de financement stable disponible					
Fonds propres :	136 935 \$	– \$	– \$	12 693 \$	149 628 \$
<i>Fonds propres réglementaires</i>	136 935	–	–	12 693	149 628
<i>Autres instruments de fonds propres</i>	–	–	–	–	–
Dépôts de détail et dépôts de petites entreprises :	338 392	134 181	56 379	65 179	544 310
<i>Dépôts stables (3)</i>	104 512	56 689	29 076	27 743	208 505
<i>Dépôts moins stables</i>	233 880	77 492	27 303	37 436	335 805
Financement de gros :	380 471	460 778	84 751	165 650	418 392
<i>Dépôts opérationnels (4)</i>	191 571	–	–	–	95 785
<i>Autres financements de gros</i>	188 900	460 778	84 751	165 650	322 607
Passifs et leurs actifs interdépendants correspondants (5)	–	1 556	1 319	22 541	–
Autres passifs :	54 106		252 624		22 677
<i>Passifs dérivés du ratio de liquidité à long terme</i>			44 273		
<i>Tous autres passifs et fonds propres non couverts par les catégories ci-dessus</i>	54 106	185 382	585	22 384	22 677
Total du financement stable disponible					1 135 007 \$
Élément de financement stable exigé					
Total des actifs liquides de haute qualité du ratio de liquidité à long terme					39 598 \$
Dépôts détenus auprès d’autres institutions financières à des fins opérationnelles	–	2 241	–	–	1 120
Prêts et titres productifs :	299 858	283 256	144 636	547 068	809 212
<i>Prêts productifs à des institutions financières garantis par des actifs liquides de haute qualité de niveau 1</i>	–	74 564	14 975	76	11 418
<i>Prêts productifs à des institutions financières garantis par des actifs liquides de haute qualité autres que de niveau 1 et prêts productifs non garantis à des institutions financières</i>	7 202	103 165	25 562	24 813	56 262
<i>Prêts productifs à des entreprises non financières, prêts de détail et prêts aux petites entreprises, et prêts à des entités souveraines, des banques centrales et des organismes publics, y compris :</i>	200 661	56 178	38 505	187 284	376 728
<i>Prêts présentant un risque pondéré inférieur ou égal à 35 % dans l’approche standard de Bâle II pour le risque de crédit</i>	–	789	563	5 721	4 394
<i>Prêts hypothécaires résidentiels productifs, y compris :</i>	40 850	45 288	64 431	311 125	298 833
<i>Prêts présentant un risque pondéré inférieur ou égal à 35 % dans l’approche standard de Bâle II pour le risque de crédit</i>	40 850	45 252	64 385	310 052	297 880
<i>Titres qui ne sont pas en défaut et qui ne remplissent pas les critères définissant les actifs liquides de haute qualité, y compris les titres de participation négociés en Bourse</i>	51 145	4 061	1 163	23 770	65 971
Actifs et leurs passifs interdépendants correspondants (5)	–	1 556	1 319	22 541	–
Autres actifs :	6 520		374 610		111 691
<i>Produits de base physiques, y compris l’or</i>	6 520				5 542
<i>Actifs versés en tant que marge initiale dans le cadre de contrats dérivés et apports aux fonds de garantie de contrepartie centrale</i>			29 509		25 083
<i>Actifs dérivés du ratio de liquidité à long terme</i>			41 461		–
<i>Passifs dérivés du ratio de liquidité à long terme avant déduction de la marge de variation versée</i>			90 083		4 504
<i>Tous autres actifs non couverts par les catégories ci-dessus</i>	–	144 847	95	68 615	76 562
Éléments hors bilan	–		935 968		36 089
Total du financement stable exigé					997 710 \$
Ratio de liquidité à long terme (%)					114 %

Au 30 avril 2025

	Valeur pondérée
(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	
Total du financement stable disponible	1 131 910 \$
Total du financement stable exigé	977 531
Ratio de liquidité à long terme (%)	116 %

- (1) Le ratio de liquidité à long terme est calculé conformément à la ligne directrice sur les normes de liquidité du BSIF, laquelle reflète à son tour les normes de liquidité publiées par le CBCB.
- (2) Les totaux des rangées suivantes englobent les catégories d'échéances résiduelles de moins de 6 mois, de 6 mois à moins de 1 an et de 1 an et plus, conformément aux exigences du modèle de déclaration courant prescrit par le BSIF : Autres passifs, Passifs d'instruments dérivés du ratio de liquidité à court terme, Autres actifs, Actifs versés en tant que marge initiale dans le cadre de contrats dérivés et apports aux fonds de garantie de contrepartie centrale, Actifs dérivés du ratio de liquidité à long terme, Passifs dérivés du ratio de liquidité à long terme avant déduction de la marge de variation versée et Éléments hors bilan.
- (3) Selon la définition du CBCB, les dépôts stables de détail et de petites entreprises constituent des dépôts qui sont assurés et qui sont soit détenus dans des comptes courants, soit ceux de clients avec lesquels la banque entretient des relations durables, ce qui rend les retraits improbables.
- (4) Les dépôts opérationnels de clients qui ne sont pas des dépôts de détail ou des dépôts de petites ou moyennes entreprises constituent des dépôts que les clients doivent laisser à la banque afin d'y accéder plus aisément et d'être en mesure d'utiliser les systèmes de paiement et de règlement, principalement pour la compensation, la garde et la gestion de trésorerie.
- (5) Les actifs et passifs interdépendants représentent le passif des titres hypothécaires garantis par la *Loi nationale sur l'habitation*, y compris les passifs découlant des opérations relatives au programme des obligations hypothécaires du Canada et des prêts hypothécaires grevés correspondants.

Le financement stable disponible est composé principalement d'un portefeuille diversifié de dépôts de détail et de dépôts d'entreprises, de fonds propres et de passifs liés au financement de gros à long terme. Le financement stable exigé est principalement lié au portefeuille de prêts hypothécaires et de prêts de la banque, aux prêts à des institutions financières garantis et, dans une moindre mesure, à d'autres actifs moins liquides. Le ratio de liquidité à long terme ne tient pas compte de la capacité de financement inutilisée sur le marché présumément disponible.

Le volume et la composition du financement stable disponible font l'objet d'une gestion active visant à optimiser notre position de financement structurel et à atteindre les objectifs en matière de ratio de liquidité à long terme. Notre ratio de liquidité à long terme est géré conformément à notre cadre de gestion du risque de liquidité exhaustif.

Troisième trimestre de 2025 par rapport au deuxième trimestre de 2025

Au 31 juillet 2025, le ratio de liquidité à long terme s'établissait à 114 %, ce qui se traduit par un excédent d'environ 137 milliards de dollars, comparativement à 116 % et à un excédent d'environ 154 milliards au trimestre précédent. Le ratio de liquidité à long terme a diminué par rapport au trimestre précédent, en raison principalement de la croissance des prêts et des exigences de financement liées aux titres et aux transactions de financement liées aux titres.

Échéances contractuelles des actifs financiers, des passifs financiers et des éléments hors bilan

Les tableaux ci-après présentent le profil des échéances contractuelles résiduelles liées à tous nos actifs, passifs et éléments hors bilan, en fonction de leur valeur comptable (p. ex., le coût amorti ou la juste valeur) et le profil des échéances des actifs et des passifs au titre des contrats d'assurance et de réassurance détenus à leur valeur comptable en fonction du calendrier estimatif de règlement des montants, à la date de clôture. Les éléments hors bilan sont répartis selon la date d'échéance du contrat.

Les renseignements détaillés sur les échéances contractuelles et les engagements de financement constituent une source d'information aux fins de la gestion du risque de liquidité. Ces renseignements détaillés servent notamment à modéliser un bilan préparé selon l'approche de la comptabilité behavioriste et qui est basé sur les échéances réelles, de manière à calculer les mesures du risque de liquidité. Pour plus de détails, se reporter à la section Évaluation des risques et rapport interne sur la liquidité qui se trouve dans la rubrique Risque de liquidité et de financement de notre rapport annuel 2024.

(en millions de dollars canadiens)	Au 31 juillet 2025									
	Moins de 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 9 mois	De 9 à 12 mois	De 1 à 2 ans	De 2 à 5 ans	5 ans et plus	Sans échéance précise	Total
Actif										
Trésorerie et dépôts auprès de banques	105 327 \$	10 \$	– \$	– \$	5 \$	– \$	– \$	– \$	2 409 \$	107 751 \$
Titres										
Titres détenus à des fins de transaction (1)	94 918	2 494	587	953	430	309	380	13 324	90 759	204 154
Titres de placement, déduction faite de la correction de valeur applicable	4 315	13 717	17 671	18 424	16 386	74 863	79 602	107 525	1 355	333 858
Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés (2)	112 515	65 156	27 439	14 789	22 480	206	–	–	23 247	265 832
Prêts, déduction faite de la correction de valeur applicable	20 554	38 752	45 398	50 323	68 822	297 697	298 236	82 572	123 106	1 025 460
Autres										
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	13	–	–	–	–	–	5	–	–	18
Dérivés	13 668	17 076	15 375	9 212	7 257	17 584	31 641	43 210	–	155 023
Autres actifs financiers	48 030	4 622	2 513	495	583	381	746	1 582	4 086	63 038
Total des actifs financiers	399 340	141 827	108 983	94 196	115 963	391 040	410 610	248 213	244 962	2 155 134
Autres actifs non financiers	14 483	2 150	2 659	396	318	2 823	3 553	9 424	36 953	72 759
Total de l'actif	413 823 \$	143 977 \$	111 642 \$	94 592 \$	116 281 \$	393 863 \$	414 163 \$	257 637 \$	281 915 \$	2 227 893 \$
Passif et capitaux propres										
Dépôts (3)										
Emprunts non garantis	105 718 \$	94 516 \$	100 688 \$	74 142 \$	80 032 \$	55 295 \$	85 399 \$	57 716 \$	716 358 \$	1 369 864 \$
Emprunts garantis	5 111	9 563	8 930	1 977	1 322	9 043	12 498	8 450	–	56 894
Obligations sécurisées	–	2 368	3 231	3 134	5 001	21 322	15 576	4 087	–	54 719
Autres										
Acceptations	13	–	–	–	–	–	5	–	–	18
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	39 695	1 848	1 456	757	2 336	980	–	–	–	47 072
Engagements afférents à des actifs vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés (2)	132 293	92 575	14 419	3 154	–	1 641	–	–	22 205	266 287
Dérivés	13 261	18 489	16 920	9 858	7 905	18 728	31 655	42 046	–	158 862
Autres passifs financiers	44 381	3 371	2 930	1 913	1 534	1 198	2 577	19 566	2 068	79 538
Débtentures subordonnées	–	–	2 050	–	–	–	–	11 782	–	13 832
Total des passifs financiers	340 472	222 730	150 624	94 935	98 130	108 207	147 710	143 647	740 631	2 047 086
Autres passifs non financiers	1 190	1 088	4 624	252	397	1 803	1 821	22 549	11 451	45 175
Capitaux propres	–	–	–	–	–	–	–	–	135 632	135 632
Total du passif et des capitaux propres	341 662 \$	223 818 \$	155 248 \$	95 187 \$	98 527 \$	110 010 \$	149 531 \$	166 196 \$	887 714 \$	2 227 893 \$
Éléments hors bilan										
Garanties financières	726 \$	2 781 \$	4 643 \$	4 547 \$	4 433 \$	2 273 \$	6 453 \$	1 864 \$	24 \$	27 744 \$
Engagements de crédit	3 738	10 773	13 820	18 795	23 273	70 948	228 039	28 747	3 745	401 878
Autres engagements liés au crédit	66 666	1 685	2 700	2 309	3 374	774	727	123	74 648	153 006
Autres engagements	6	336	18	16	17	64	162	225	967	1 811
Total des éléments hors bilan	71 136 \$	15 575 \$	21 181 \$	25 667 \$	31 097 \$	74 059 \$	235 381 \$	30 959 \$	79 384 \$	584 439 \$

(1) À l'exception des titres de créance du secteur Assurances, les titres d'emprunt détenus à des fins de transaction et classés à la juste valeur par le biais du résultat net sont pris en compte dans la catégorie Moins de 1 mois, car nous ne prévoyons pas détenir ces actifs jusqu'à leur échéance contractuelle.

(2) Les conventions de revente et les transactions de mise en pension de titre en cours, qui n'ont pas de date d'échéance établie et qui sont généralement à court terme, ont été incluses dans la catégorie Sans échéance précise.

(3) Une grande partie des dépôts basés sur les relations sont remboursables à vue ou moyennant un court préavis selon les conditions du contrat; toutefois, dans les faits, ces soldes de clients procurent les fonds de base nous permettant de répondre à nos besoins en matière d'exploitation et de liquidité comme il est expliqué à la rubrique Profil des dépôts et du financement plus haut.

Au 30 avril 2025										
(en millions de dollars canadiens)	Moins de 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 9 mois	De 9 à 12 mois	De 1 à 2 ans	De 2 à 5 ans	5 ans et plus	Sans échéance précise	Total
Actif										
Trésorerie et dépôts auprès de banques	112 201 \$	12 \$	– \$	– \$	5 \$	– \$	– \$	– \$	2 373 \$	114 591 \$
Titres										
Titres détenus à des fins de transaction (1)	88 695	2 454	1 371	104	496	239	547	13 533	81 698	189 137
Titres de placement, déduction faite de la correction de valeur applicable	7 828	7 930	15 708	17 701	14 894	58 797	70 507	108 649	1 346	303 360
Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés (2)	133 553	52 321	59 562	14 113	21 286	179	–	–	20 913	301 927
Prêts, déduction faite de la correction de valeur applicable (3)	28 716	31 650	47 567	49 167	52 370	291 986	301 643	82 969	121 238	1 007 306
Autres										
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	20	2	–	–	–	–	6	–	–	28
Dérivés	18 188	19 391	12 977	14 693	9 326	24 134	40 824	48 678	–	188 211
Autres actifs financiers	51 448	3 918	2 432	605	828	163	704	1 726	3 585	65 409
Total des actifs financiers	440 649	117 678	139 617	96 383	99 205	375 498	414 231	255 555	231 153	2 169 969
Autres actifs non financiers	14 192	2 228	1 530	328	258	2 640	3 336	9 486	38 166	72 164
Total de l'actif	454 841 \$	119 906 \$	141 147 \$	96 711 \$	99 463 \$	378 138 \$	417 567 \$	265 041 \$	269 319 \$	2 242 133 \$
Passif et capitaux propres										
Dépôts (4)										
Emprunts non garantis	101 249 \$	76 791 \$	95 030 \$	87 050 \$	66 447 \$	54 824 \$	86 394 \$	54 846 \$	710 263 \$	1 332 894 \$
Emprunts garantis	5 461	8 084	8 606	2 505	843	7 326	13 002	9 727	–	55 554
Obligations sécurisées	1 326	2 662	2 328	3 223	3 084	25 022	16 603	4 090	–	58 338
Autres										
Acceptations	20	2	–	–	–	–	6	–	–	28
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	38 529	3 317	2 404	1 209	712	652	–	–	–	46 823
Engagements afférents à des actifs vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés (2)	189 556	49 147	19 483	1 497	–	938	–	–	20 705	281 326
Dérivés	20 333	24 626	14 766	14 073	9 946	24 856	40 030	45 714	–	194 344
Autres passifs financiers	46 110	5 010	3 295	1 780	1 666	1 457	2 560	19 640	1 041	82 559
Débiteures subordonnées	–	–	–	2 032	–	–	–	11 713	–	13 745
Total des passifs financiers	402 584	169 639	145 912	113 369	82 698	115 075	158 595	145 730	732 009	2 065 611
Autres passifs non financiers	1 359	1 125	229	3 833	405	1 604	1 703	22 565	11 169	43 992
Capitaux propres	–	–	–	–	–	–	–	–	132 530	132 530
Total du passif et des capitaux propres	403 943 \$	170 764 \$	146 141 \$	117 202 \$	83 103 \$	116 679 \$	160 298 \$	168 295 \$	875 708 \$	2 242 133 \$
Éléments hors bilan										
Garanties financières	981 \$	3 006 \$	3 956 \$	4 608 \$	4 778 \$	2 368 \$	5 738 \$	2 097 \$	24 \$	27 556 \$
Engagements de crédit	6 015	10 823	13 744	14 860	22 156	63 567	221 716	24 777	4 240	381 898
Autres engagements liés au crédit	69 646	2 055	2 620	2 759	2 186	417	1 205	122	74 438	155 448
Autres engagements	6	11	17	18	17	64	163	231	948	1 475
Total des éléments hors bilan	76 648 \$	15 895 \$	20 337 \$	22 245 \$	29 137 \$	66 416 \$	228 822 \$	27 227 \$	79 650 \$	566 377 \$

- (1) À l'exception des titres de créance du secteur Assurances, les titres d'emprunt détenus à des fins de transaction et classés à la juste valeur par le biais du résultat net sont pris en compte dans la catégorie Moins de 1 mois, car nous ne prévoyons pas détenir ces actifs jusqu'à leur échéance contractuelle.
- (2) Les conventions de revente et les transactions de mise en pension de titre en cours, qui n'ont pas de date d'échéance établie et qui sont généralement à court terme, ont été incluses dans la catégorie Sans échéance précise.
- (3) Les montants correspondants ont été révisés par rapport à ceux présentés précédemment.
- (4) Une grande partie des dépôts basés sur les relations sont remboursables à vue ou moyennant un court préavis selon les conditions du contrat; toutefois, dans les faits, ces soldes de clients procurent les fonds de base nous permettant de répondre à nos besoins en matière d'exploitation et de liquidité comme il est expliqué à la rubrique Profil des dépôts et du financement plus haut.

Gestion des fonds propres

Nous continuons de gérer nos fonds propres conformément à notre cadre de gestion des fonds propres tel qu'il est décrit dans notre rapport annuel 2024. En outre, nous continuons de surveiller les faits nouveaux en matière de fonds propres réglementaires, notamment les lignes directrices du BSIF, afin de respecter ces exigences, tel qu'il est présenté à la rubrique Gestion des fonds propres de notre rapport annuel 2024, rubrique mise à jour ci-dessous.

Le BSIF s'attend à ce que les banques canadiennes se conforment aux ratios cibles de Bâle III en ce qui concerne le ratio CET1, le ratio de fonds propres de première catégorie et le ratio du total des fonds propres, conformément aux lignes directrices sur les normes de fonds propres. En vertu de l'accord de Bâle III, les banques doivent choisir l'une des deux approches principales suivantes pour calculer les fonds propres réglementaires minimaux nécessaires pour couvrir le risque de crédit, le risque de marché et le risque opérationnel : l'approche standard et l'approche fondée sur les notations internes. Pour ce qui est du risque de crédit, nous utilisons l'approche fondée sur les notations internes pour calculer les fonds propres réglementaires minimaux de la majorité de nos portefeuilles. L'approche standard est appliquée au risque de crédit de certains portefeuilles, principalement ceux du secteur Gestion de patrimoine, y compris notre portefeuille de gros à City National, ainsi que ceux de nos activités bancaires dans les Antilles et certains portefeuilles de prêts de détail non hypothécaires acquis dans le cadre de la transaction visant HSBC Canada. En ce qui concerne le calcul des fonds propres nécessaires pour couvrir le risque de marché et le risque opérationnel aux fins de la présentation de l'information réglementaire consolidée, nous utilisons l'approche standard révisée, tel qu'il est indiqué dans notre rapport annuel 2024.

Le Conseil de stabilité financière (CSF) nous a désignés de nouveau en tant que banque d'importance systémique mondiale. Cette désignation exige que nous respections une exigence plus élevée en matière d'absorption des pertes (capitaux propres attribuables aux actionnaires en pourcentage de l'actif pondéré en fonction des risques), soit 1 %, conformément à l'exigence applicable aux banques d'importance systémique intérieure. En plus des cibles en vertu de l'accord de Bâle III, le BSIF a fixé une réserve pour stabilité intérieure applicable à toutes les banques d'importance systémique intérieure canadiennes afin d'assurer davantage la stabilité financière du système financier canadien. L'exigence actuelle du BSIF en ce qui a trait à la réserve pour stabilité intérieure est fixée à 3,5 % du total de l'actif pondéré en fonction des risques, comme l'a confirmé le BSIF le 26 juin 2025.

Aux termes de la ligne directrice sur la capacité totale d'absorption des pertes (TLAC) du BSIF, les banques d'importance systémique intérieure sont tenues de maintenir un ratio de la capacité totale d'absorption des pertes fondé sur les risques, qui s'appuie sur les ratios de fonds propres fondés sur les risques décrits dans la ligne directrice sur les normes de fonds propres, et un ratio de levier TLAC, qui s'appuie sur le ratio de levier décrit dans la ligne directrice sur les exigences de levier du BSIF. L'exigence TLAC vise à assurer une capacité suffisante d'absorption des pertes d'une banque d'importance systémique intérieure de manière à permettre sa recapitalisation interne dans l'éventualité d'une défaillance. On entend par « capacité totale d'absorption des pertes » ou « TLAC » l'ensemble des fonds propres de première catégorie, des fonds propres de deuxième catégorie et des instruments de TLAC externe, qui permettent leur conversion, en tout ou en partie, en actions ordinaires en vertu de la *Loi sur la SADC* et moyennant satisfaction de tous les critères d'admissibilité de la ligne directrice sur la TLAC.

Le 12 février 2025, le BSIF a annoncé un report indéfini des augmentations du plancher de fonds propres exigé par ses lignes directrices sur les normes de fonds propres, maintenant l'exigence actuelle à 67,5 % de l'actif pondéré en fonction des risques (calculé uniquement selon l'approche standard pour les risques de crédit et de marché et le risque opérationnel). Le BSIF s'est engagé à donner un préavis d'au moins deux ans aux banques concernées avant de reprendre les augmentations du plancher de fonds propres.

Notre méthode d'attribution des fonds propres à nos secteurs d'exploitation est fondée sur les exigences en matière de fonds propres réglementaires de Bâle III, sauf en ce qui a trait au secteur Assurances. Avec prise d'effet au premier trimestre de 2025, nous avons augmenté nos taux d'attribution des fonds propres à nos secteurs d'exploitation. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation.

Pour plus de détails, se reporter à la rubrique Gestion des fonds propres de notre rapport annuel 2024.

Le tableau ci-après présente un sommaire des ratios cibles réglementaires actuels établis par le BSIF au titre de Bâle III ainsi que des exigences relatives au deuxième pilier. Nous respectons toutes les exigences en matière de fonds propres, de levier et de capacité totale d'absorption des pertes que nous impose le BSIF.

Ratios de fonds propres, de levier et TLAC au titre de Bâle III	Exigences de ratios cibles des fonds propres réglementaires du BSIF applicables aux grandes banques au titre de Bâle III					Réserve pour stabilité intérieure ⁽³⁾	Ratio minimal, y compris les réserves de fonds propres, le supplément s'appliquant aux banques d'importance systémique intérieure et la réserve pour stabilité intérieure au 31 juillet 2025 ⁽⁴⁾	Ratios de fonds propres, de levier et TLAC de RBC au 31 juillet 2025
	Ratio minimal	Réserves de fonds propres	Ratio minimal, y compris les réserves de fonds propres	Supplément s'appliquant aux banques d'importance systémique intérieure et mondiale ⁽¹⁾	Ratio minimal, y compris les réserves de fonds propres et le supplément s'appliquant aux banques d'importance systémique intérieure et mondiale ^{(1), (2)}			
Fonds propres de première catégorie sous forme d'actions ordinaires	4,5 %	2,6 %	7,1 %	1,0 %	8,1 %	3,5 %	11,6 %	13,2 %
Fonds propres de première catégorie	6,0 %	2,6 %	8,6 %	1,0 %	9,6 %	3,5 %	13,1 %	14,8 %
Total des fonds propres	8,0 %	2,6 %	10,6 %	1,0 %	11,6 %	3,5 %	15,1 %	16,6 %
Ratio de levier	3,0 %	s.o.	3,0 %	0,5 %	3,5 %	s.o.	3,5 %	4,5 %
Ratio TLAC	21,6 %	s.o.	21,6 %	s.o.	21,6 %	3,5 %	25,1 %	30,9 %
Ratio de levier TLAC	7,25 %	s.o.	7,25 %	s.o.	7,25 %	s.o.	7,25 %	9,3 %

(1) Un supplément de fonds propres équivalant à notre supplément applicable aux banques d'importance systémique intérieure et au supplément du CBCB applicable aux banques d'importance systémique mondiale, selon le plus élevé des deux montants, s'applique aux fonds propres pondérés en fonction des risques. En ce qui concerne le ratio de levier, seulement 50 % de notre supplément de fonds propres applicable aux banques d'importance systémique intérieure correspond au supplément requis.

(2) Les réserves de fonds propres comprennent la réserve de conservation des fonds propres de 2,5 % et la réserve de fonds propres anticyclique, comme le BSIF le prescrit. La réserve de fonds propres anticyclique, calculée conformément aux lignes directrices sur les normes de fonds propres du BSIF, était de 0,08 % au 31 juillet 2025 (0,09 % au 30 avril 2025 et 0,08 % au 31 octobre 2024).

(3) La réserve pour stabilité intérieure peut varier entre 0 % et 4 % du total de l'actif pondéré en fonction des risques et, actuellement, elle est établie à 3,5 %.

(4) Les exigences cibles minimales reflètent les exigences concernant la réserve de fonds propres anticyclique au 31 juillet 2025, qui sont assujetties à des changements en fonction des positions détenues à la date de clôture.

s.o. sans objet

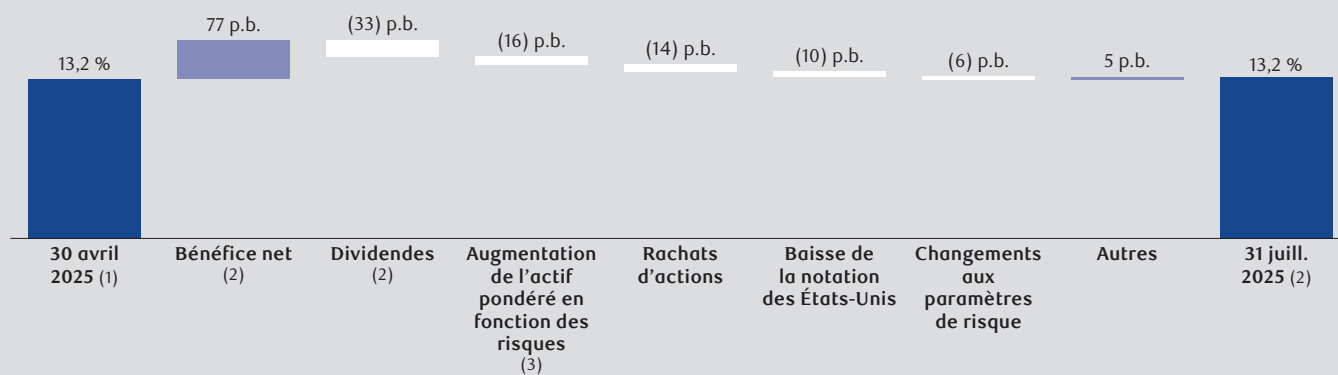
Le tableau qui suit présente des informations détaillées sur nos fonds propres réglementaires, la TLAC disponible, notre actif pondéré en fonction des risques et nos ratios de fonds propres, de levier et TLAC. Notre position de capital demeure solide, et nos ratios de fonds propres, de levier et TLAC restent bien supérieurs aux cibles de fonds propres réglementaires fixées par le BSIF.

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages et sauf indication contraire)	Aux		
	31 juillet 2025	30 avril 2025	31 octobre 2024
Fonds propres (1)			
Fonds propres CET1	95 654 \$	92 829 \$	88 936 \$
Fonds propres de première catégorie	107 155	103 194	97 952
Total des fonds propres	119 848	116 237	110 487
Actif pondéré en fonction des risques aux fins du calcul des ratios de fonds propres (1)			
Risque de crédit	589 582 \$	570 953 \$	548 809 \$
Risque de marché	37 936	39 287	33 930
Risque opérationnel	95 637	93 680	89 543
Total de l'actif pondéré en fonction des risques	723 155 \$	703 920 \$	672 282 \$
Ratios de fonds propres et ratio de levier (1)			
Ratio CET1	13,2 %	13,2 %	13,2 %
Ratio de fonds propres de première catégorie	14,8 %	14,7 %	14,6 %
Ratio du total des fonds propres	16,6 %	16,5 %	16,4 %
Ratio de levier	4,5 %	4,3 %	4,2 %
Exposition du ratio de levier	2 404 301 \$	2 379 092 \$	2 344 228 \$
TLAC disponible et ratios (2)			
TLAC disponible	223 343 \$	217 931 \$	196 659 \$
Ratio TLAC	30,9 %	31,0 %	29,3 %
Ratio de levier TLAC	9,3 %	9,2 %	8,4 %

- (1) Les fonds propres, l'actif pondéré en fonction des risques et les ratios de fonds propres sont calculés conformément à la ligne directrice sur les normes de fonds propres du BSIF et le ratio de levier est calculé conformément à la ligne directrice sur les exigences de levier du BSIF. Les lignes directrices sur les normes de fonds propres et les exigences de levier sont établies d'après le cadre de l'accord de Bâle III.
- (2) La TLAC disponible et les ratios TLAC sont calculés au moyen de la ligne directrice sur la TLAC du BSIF. La norme TLAC s'applique aux entités de résolution pour lesquelles nous sommes réputés être la Banque Royale du Canada et à ses filiales. Une entité de résolution et ses filiales sont collectivement appelées groupe de résolution. Le ratio TLAC et le ratio de levier TLAC sont calculés au moyen de la TLAC disponible, en pourcentage de l'actif pondéré en fonction des risques et de l'exposition aux fins du ratio de levier, respectivement.

Troisième trimestre de 2025 par rapport au deuxième trimestre de 2025

Continuité du ratio CET1 (Bâle III)



- (1) Représente des chiffres arrondis.
- (2) Représente des capitaux autogénérés d'un montant net de 3,1 milliards de dollars, ou 44 p.b., se composant du bénéfice net disponible pour les actionnaires, moins les dividendes sur les actions ordinaires et privilégiées et les distributions sur les autres instruments de capitaux propres.
- (3) Exclut l'incidence du change (comprise dans Autres), la baisse de la notation des États-Unis et les changements aux paramètres de risque.

Notre ratio CET1 de 13,2 % est demeuré stable par rapport au trimestre précédent, ce qui reflète le montant net des capitaux autogénérés qui a été contrebalancé par l'augmentation de l'actif pondéré en fonction des risques, les rachats d'actions, l'effet de la baisse de la notation des États-Unis et les changements aux paramètres de risque.

Le total de l'actif pondéré en fonction des risques a augmenté de 19 milliards de dollars, principalement du fait de l'expansion des activités, de l'effet de la baisse de la notation des États-Unis, des changements aux paramètres de risque et de l'incidence du change. L'expansion des activités découle principalement de la progression des prêts aux grandes entreprises, des engagements de souscription de prêts et des prêts hypothécaires résidentiels, ce qui a été contrebalancé en partie par une baisse du risque de marché. Pour ce qui est de notre ratio CET1, l'incidence du change sur l'actif pondéré en fonction des risques a été largement compensée par les couvertures économiques.

Notre ratio de fonds propres de première catégorie et notre ratio du total des fonds propres, respectivement de 14,8 % et de 16,6 %, ont tous deux augmenté de 10 p.b., en raison principalement de l'émission nette d'instruments de fonds propres de première catégorie supplémentaires.

Notre ratio de levier s'est établi à 4,5 %, en hausse de 20 p.b. par rapport au trimestre précédent, en raison surtout du montant net des capitaux autogénérés et de l'émission nette d'instruments de fonds propres de première catégorie supplémentaires, qui ont été en partie compensés par des rachats d'actions et par la progression des positions de levier.

Le total des positions de levier a augmenté de 25 milliards de dollars en raison principalement de la progression des titres et des prêts de gros et de détail, ce qui a été en partie contrebalancé par la baisse des transactions de mise en pension de titres.

Notre ratio TLAC s'est établi à 30,9 %, en baisse de 10 p.b., ce qui reflète surtout l'augmentation de l'actif pondéré en fonction des risques, en partie contrebalancée par le montant net des capitaux autogénérés et par l'incidence favorable d'une augmentation nette des instruments de TLAC externe admissibles.

Notre ratio de levier TLAC s'est chiffré à 9,3 %, en hausse de 10 p.b., ce qui reflète les facteurs relatifs au ratio de levier mentionnés précédemment ainsi que l'incidence favorable d'une augmentation nette des instruments de TLAC externe admissibles.

Les instruments de TLAC externe englobent les titres d'emprunt à long terme assujettis à une conversion aux termes du régime de recapitalisation interne. Pour plus de détails, se reporter au profil des dépôts et du financement à la rubrique Risque de liquidité et de financement.

Principales activités de gestion des fonds propres

Le tableau suivant présente nos principales activités de gestion des fonds propres.

	Pour le trimestre clos le 31 juillet 2025			Pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2025	
	Date d'émission ou de rachat	Nombre d'actions (en milliers)	Montant	Nombre d'actions (en milliers)	Montant
(en millions de dollars canadiens, sauf les nombres d'actions)					
Fonds propres de première catégorie					
Activités liées aux actions ordinaires					
Actions émises dans le cadre des régimes de rémunération fondée sur des actions (1)		227	22 \$	601	58 \$
Actions rachetées aux fins d'annulation (2)		(5 445)	(81)	(10 400)	(155)
Émission de billets de capital à recours limité (LRCN) de série 5 (2), (3), (4)	1 ^{er} novembre 2024	—	—	1 000	1 396
Rachat d'actions privilégiées, série BD (2), (3)	24 mai 2025	(24 000)	(600)	(24 000)	(600)
Émission de billets de capital à recours limité (LRCN) de série 6 (2), (3), (4)	11 juin 2025	1 250	1 708	1 250	1 708
Fonds propres de deuxième catégorie					
Rachat de débentures subordonnées échéant le 23 décembre 2029 (2), (3)	23 décembre 2024		—		(1 500)
Émission de débentures subordonnées échéant le 4 février 2035 (2), (3)	29 janvier 2025		—		1 500
Rachat de débentures subordonnées échéant le 30 juin 2030 (2), (3)	30 juin 2025		(1 250)		(1 250)
Émission de débentures subordonnées échéant le 3 juillet 2035 (2), (3)	3 juillet 2025		1 250		1 250
Émission de débentures subordonnées échéant le 17 juillet 2035 (2), (3)	17 juillet 2025		241		241

(1) Les montants comprennent la trésorerie reçue au titre des options sur actions exercées au cours de la période et les ajustements de la juste valeur des options sur actions.

(2) Pour plus de détails, se reporter à la note 10 de nos états financiers résumés.

(3) Instruments de fonds propres d'urgence en cas de non-viabilité (FPUNV).

(4) En ce qui concerne les billets LRCN, le nombre d'actions correspond au nombre de billets émis.

Le 10 juin 2024, nous avons annoncé une offre publique de rachat dans le cours normal des activités visant le rachat d'au plus 30 millions de nos actions ordinaires. Cette offre publique de rachat dans le cours normal des activités a été réalisée le 11 juin 2025, et 8 957 000 actions ordinaires ont été rachetées et annulées pour un coût total d'environ 1 510 millions de dollars.

Le 10 juin 2025, nous avons annoncé une offre publique de rachat dans le cours normal des activités visant le rachat d'au plus 35 millions de nos actions ordinaires. Les rachats ont débuté le 12 juin 2025 et se poursuivront jusqu'au 11 juin 2026, ou jusqu'à une date antérieure si nous terminons plus tôt le rachat de toutes les actions autorisées en vertu de cette offre. Depuis le lancement de cette offre publique de rachat dans le cours normal des activités, quelque 2 331 000 actions ordinaires ont été rachetées et annulées au total, à un coût d'environ 411 millions de dollars.

Pour le trimestre clos le 31 juillet 2025, quelque 5 445 000 actions ordinaires ont été rachetées et annulées au total dans le cadre du programme d'offre publique de rachat dans le cours normal des activités. Le coût total des actions rachetées s'est chiffré à 955 millions de dollars.

Nous déterminons le montant et le calendrier des rachats dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités après consultation du BSIF. Les rachats peuvent être effectués par l'intermédiaire de la Bourse de Toronto, de la Bourse de New York et d'autres Bourses ou systèmes canadiens de négociation désignés. Le prix payé pour les actions rachetées correspond au cours en vigueur sur le marché à la date du rachat.

Le 1^{er} novembre 2024, nous avons émis 1 000 millions de dollars américains de billets LRCN de série 5, au prix de 1 000 \$ US chacun. Ces billets LRCN de série 5 portent intérêt au taux fixe de 6,350 % par année jusqu'au 24 novembre 2034. Par la suite, le taux d'intérêt des billets LRCN de série 5 est révisé tous les cinq ans pour correspondre au taux annuel des bons du Trésor des États-Unis à cinq ans en vigueur majoré de 2,257 % jusqu'à leur échéance, le 24 novembre 2084.

Le 23 décembre 2024, nous avons racheté la totalité des 1 500 millions de dollars de débentures subordonnées relatives aux FPUNV à 2,88 % en cours échéant le 23 décembre 2029, pour la totalité de leur capital, majoré des intérêts courus jusqu'à la date de rachat, sans compter cette date.

Le 29 janvier 2025, nous avons émis 1 500 millions de dollars de débentures subordonnées relatives aux FPUNV. Les billets portent intérêt au taux fixe de 4,279 % par année jusqu'au 4 février 2030, puis au taux canadien des opérations de pension à un jour composé quotidiennement majoré de 1,45 % jusqu'à leur échéance, le 4 février 2035.

Le 24 mai 2025, nous avons racheté la totalité des 24 millions d'actions privilégiées de premier rang à taux rajusté tous les cinq ans et à dividende non cumulatif de série BD émises et en circulation à un prix de rachat de 25 \$ l'action.

Le 11 juin 2025, nous avons émis 1 250 millions de dollars américains de billets LRCN de série 6, au prix de 1 000 \$ US chacun. Ces billets LRCN de série 6 portent intérêt au taux fixe de 6,750 % par année jusqu'au 24 août 2030. Par la suite, le taux d'intérêt des billets LRCN de série 6 est révisé tous les cinq ans pour correspondre au taux annuel des bons du Trésor des États-Unis à cinq ans en vigueur majoré de 2,815 % jusqu'à leur échéance, le 24 août 2085.

Le 30 juin 2025, nous avons racheté la totalité des 1 250 millions de dollars de débentures subordonnées relatives aux FPUNV à 2,088 % en cours échéant le 30 juin 2030, pour la totalité de leur capital, majoré des intérêts courus jusqu'à la date de rachat, sans compter cette date.

Le 3 juillet 2025, nous avons émis 1 250 millions de dollars de débentures subordonnées relatives aux FPUNV. Les billets portent intérêt au taux fixe de 4,214 % par année jusqu'au 3 juillet 2030, puis au taux canadien des opérations de pension à un jour composé quotidiennement majoré de 1,51 % jusqu'à leur échéance, le 3 juillet 2035.

Le 17 juillet 2025, nous avons émis 26 000 millions de yens japonais de débentures subordonnées relatives aux FPUNV. Les billets portent intérêt au taux fixe de 1,963 % par année jusqu'au 17 juillet 2030, puis au taux moyen des swaps du taux d'intérêt moyen au jour le jour de Tokyo sur cinq ans majoré de 1,02 % jusqu'à leur échéance, le 17 juillet 2035.

Principales données concernant les actions (1)

(en millions de dollars canadiens, sauf les nombres d'actions et sauf indication contraire)	Au 31 juillet 2025		
	Nombre d'actions (en milliers)	Montant	Dividendes déclarés par action
Actions ordinaires émises	1 405 281	20 916 \$	1,54 \$
Actions propres – actions ordinaires (2)	(237)	(43)	
Actions ordinaires en circulation	1 405 044	20 873 \$	
Options sur actions et attribution d'actions			
En cours	7 685		
Exercçables	3 717		
Actions privilégiées de premier rang émises			
À dividende non cumulatif, série BF (3), (4)	12 000	300 \$	0,19 \$
À dividende non cumulatif, série BH (4)	6 000	150	0,31
À dividende non cumulatif, série BI (4)	6 000	150	0,31
À dividende non cumulatif, série BO (3), (4)	14 000	350	0,37
À dividende non cumulatif, série BT (3), (4), (5)	750	750	4,20 %
À dividende non cumulatif, série BU (3), (4), (5)	750	750	7,41 %
À dividende non cumulatif, série BW (3), (4), (5)	600	600	6,70 %
Autres instruments de capitaux propres émis			
Billets de capital à recours limité de série 1 (3), (4), (6), (7)	1 750	1 750	4,50 %
Billets de capital à recours limité de série 2 (3), (4), (6), (7)	1 250	1 250	4,00 %
Billets de capital à recours limité de série 3 (3), (4), (6), (7)	1 000	1 000	3,65 %
Billets de capital à recours limité de série 4 (3), (4), (6), (7)	1 000	1 370	7,50 %
Billets de capital à recours limité de série 5 (3), (4), (6), (7)	1 000	1 396	6,35 %
Billets de capital à recours limité de série 6 (3), (4), (6), (7)	1 250	1 708	6,75 %
Actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres émis	47 350	11 524	
Instruments en propre – actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres (2)	(20)	(26)	
Actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres en circulation	47 330	11 498 \$	
Dividendes sur actions ordinaires		2 165 \$	
Dividendes sur actions privilégiées et distributions sur les autres instruments de capitaux propres (8)		125	

- (1) Pour plus de détails au sujet de nos activités de gestion des fonds propres, se reporter à la note 10 de nos états financiers résumés.
- (2) Les montants positifs représentent une position vendeur, et les montants négatifs représentent une position acheteur.
- (3) Le taux de dividende est révisé tous les cinq ans.
- (4) Instruments relatifs aux FPUNV.
- (5) Les dividendes déclarés par action correspondent au taux de dividende annuel s'appliquant aux actions émises à la date de clôture.
- (6) En ce qui concerne les séries de billets LRCN, le nombre d'actions correspond au nombre de billets émis, et les dividendes déclarés par action correspondent au taux d'intérêt annuel applicable aux billets émis à la date de clôture.
- (7) Dans le cadre de l'émission des billets LRCN de série 1, le 28 juillet 2020, nous avons émis 1 750 millions de dollars d'actions privilégiées de premier rang de série BQ (série BQ). Dans le cadre de l'émission des billets LRCN de série 2, le 2 novembre 2020, nous avons émis 1 250 millions de dollars d'actions privilégiées de premier rang de série BR (série BR). Dans le cadre de l'émission des billets LRCN de série 3, le 8 juin 2021, nous avons émis 1 000 millions de dollars d'actions privilégiées de premier rang de série BS (série BS). Dans le cadre de l'émission des billets LRCN de série 4, le 24 avril 2024, nous avons émis 1 000 millions de dollars américains d'actions privilégiées de premier rang de série BV (série BV). Dans le cadre de l'émission des billets LRCN de série 5, le 1^{er} novembre 2024, nous avons émis 1 000 millions de dollars américains d'actions privilégiées de premier rang de série BX (série BX). Dans le cadre de l'émission des billets LRCN de série 6, le 11 juin 2025, nous avons émis 1 250 millions de dollars américains d'actions privilégiées de premier rang de série BY (série BY). Les actions privilégiées des séries BQ, BR et BS ont été émises au prix de 1 000 \$ chacune, et les actions privilégiées des séries BV, BX et BY ont été émises au prix de 1 000 dollars américains chacune. Les actions privilégiées des séries BQ, BR, BS, BV, BX et BY ont été émises en faveur d'une fiducie consolidée afin d'y être détenues en tant qu'actifs en fiducie en lien avec les séries de billets LRCN. Pour plus de détails, se reporter à la note 19 de nos états financiers consolidés annuels audités de 2024.
- (8) Compte non tenu des distributions versées aux détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle.

Au 22 août 2025, le nombre d'actions ordinaires en circulation s'établissait à 1 404 990 158, déduction faite des 307 575 actions propres détenues, et le nombre d'options sur actions et d'attributions d'actions en cours était de 7 667 677.

Les clauses relatives aux FPUNV exigent la conversion des instruments de fonds propres en un nombre variable d'actions ordinaires dès lors que le BSIF considère une banque comme non viable ou que le gouvernement fédéral ou un gouvernement provincial au Canada annonce publiquement qu'une banque a accepté ou a convenu d'accepter une injection de capitaux. Si un événement déclencheur faisant intervenir les FPUNV devait se produire, les actions privilégiées de séries BF, BH, BI, BO, BT, BU et BW, les billets LRCN de séries 1, 2, 3, 4, 5 et 6 et les débentures subordonnées échéant le 27 janvier 2026, le 28 janvier 2033, le 3 novembre 2031, le 3 mai 2032, le 1^{er} février 2033, le 3 avril 2034, le 8 août 2034, le 4 février 2035, le 3 juillet 2035 et le 17 juillet 2035, qui sont des instruments de fonds propres relatifs aux FPUNV, au 31 juillet 2025, seraient convertis en actions ordinaires selon une formule de conversion automatique, à un prix de conversion correspondant au plus élevé des montants suivants : i) un prix plancher contractuel de 5,00 \$ (sous réserve d'ajustements dans certaines circonstances) et ii) le cours de nos actions ordinaires à la date de l'événement déclencheur (cours moyen pondéré sur 10 jours). Selon un prix plancher de 5,00 \$ et en tenant compte des dividendes et intérêts cumulés estimés, ces instruments de fonds propres relatifs aux FPUNV se convertiraient au total en un maximum d'environ 6,5 milliards d'actions ordinaires, d'où un effet dilutif de 82,2 % selon le nombre d'actions ordinaires en circulation au 31 juillet 2025.

Questions en matière de comptabilité et de contrôle

Résumé des méthodes comptables et estimations

Nos états financiers résumés sont présentés conformément à la Norme comptable internationale 34 *Information financière intermédiaire*. Nos méthodes comptables significatives sont présentées à la note 2 de nos états financiers consolidés annuels audités de 2024.

Changements futurs de méthodes comptables et d'informations à fournir

Les changements futurs de méthodes comptables et d'informations à fournir non encore entrés en vigueur pour nous sont décrits à la note 2 de nos états financiers consolidés annuels audités de 2024.

Contrôles et procédures

Contrôles et procédures de présentation de l'information

Au 31 juillet 2025, la direction a évalué l'efficacité de nos contrôles et procédures de présentation de l'information conformément aux règles adoptées par les Autorités canadiennes en valeurs mobilières et la SEC des États-Unis. Cette évaluation a été faite sous la supervision et avec le concours du président et chef de la direction et du chef des finances, qui ont conclu que nos contrôles et procédures de présentation de l'information étaient efficaces au 31 juillet 2025.

Contrôle interne à l'égard de l'information financière

Au cours du trimestre clos le 31 juillet 2025, nous n'avons effectué aucune modification de notre contrôle interne à l'égard de l'information financière ayant eu une incidence significative, ou étant raisonnablement susceptible d'avoir une incidence significative, sur notre contrôle interne à l'égard de l'information financière.

Transactions entre parties liées

Dans le cours normal de nos activités, nous offrons des services bancaires et des services d'exploitation habituels, et concluons d'autres transactions avec des sociétés affiliées ou avec d'autres sociétés liées, y compris avec nos coentreprises, selon des modalités semblables à celles des parties non liées. Nous consentons des prêts à des administrateurs, à des dirigeants et à d'autres employés à des taux normalement consentis à nos clients privilégiés. Nous offrons en outre des régimes d'attribution d'actions différées et d'autres régimes aux administrateurs qui ne sont pas nos employés, aux dirigeants et à certains autres employés clés. Pour plus de détails, se reporter aux notes 12 et 25 de nos états financiers consolidés annuels audités de 2024.

Glossaire

Résultats ajustés

Pour plus de détails, y compris un rapprochement, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.

- **Taux d'imposition effectif ajusté** – taux d'imposition effectif qui ne tient pas compte de l'incidence des éléments spécifiés et de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées à l'acquisition.
- **Résultat avant impôt ajusté** – résultat avant impôt qui ne tient pas compte de l'incidence des éléments spécifiés et de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées à l'acquisition.
- **Impôt sur le résultat ajusté** – impôt sur le résultat qui ne tient pas compte de l'incidence des éléments spécifiés et de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées à l'acquisition.
- **Bénéfice net ajusté** – bénéfice net qui ne tient pas compte de l'incidence des éléments spécifiés et de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées à l'acquisition.
- **Bénéfice net ajusté disponible pour les actionnaires ordinaires** – bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires qui ne tient pas compte de l'incidence des éléments spécifiés et de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées à l'acquisition.
- **Frais autres que d'intérêt ajustés** – frais autres que d'intérêt qui ne tiennent pas compte de l'incidence des éléments spécifiés et de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées à l'acquisition.
- **Total des revenus ajusté** – total des revenus qui ne tient pas compte de l'incidence des éléments spécifiés.

Acceptations

Lettre de change ou instrument négociable tiré sur une banque par un emprunteur qui s'engage à effectuer le paiement à l'échéance. L'acceptation représente une garantie de paiement par la banque et est négociable sur le marché monétaire. En contrepartie de cette garantie, la banque reçoit une commission d'acceptation.

Correction de valeur pour pertes de crédit (CVPC)

Montant jugé adéquat par la direction pour absorber les pertes de crédit attendues à la date de clôture. La correction de valeur est déterminée pour tous les actifs financiers soumis à des tests de dépréciation, y compris certains prêts, titres de créance, engagements de clients en contrepartie d'acceptations, garanties financières et engagements inutilisés. La correction de valeur est modifiée du montant de la dotation à la provision pour pertes de crédit comptabilisée, laquelle est imputée au résultat et réduite en fonction du montant des radiations, après déduction des recouvrements au cours de la période.

Ratio de la correction de valeur pour pertes de crédit liée aux prêts

Le ratio de la correction de valeur pour pertes de crédit liée aux prêts correspond à la correction de valeur pour pertes de crédit liée aux prêts exprimée en pourcentage du total des prêts et des acceptations.

Titres adossés à des actifs

Titres créés au moyen de la titrisation d'un groupe d'actifs, par exemple, des prêts automobiles ou des prêts sur cartes de crédit.

Biens administrés

Biens que nous administrons et qui sont la propriété effective de nos clients, à moins d'indication contraire. Les services fournis relativement aux biens administrés sont de nature administrative et comprennent notamment les services de garde, le recouvrement des revenus de placement, le règlement des opérations de vente et d'achat et la tenue de registres.

Biens sous gestion

Biens que nous gérons et qui sont la propriété effective de nos clients, à moins d'indication contraire. Les services fournis relativement aux biens sous gestion comprennent le choix des placements et les services-conseils en matière d'investissement. Nous détenons des biens sous gestion que nous administrons également et qui sont inclus dans les biens administrés.

Fonds propres attribués

Les fonds propres attribués à nos secteurs d'exploitation reposent sur les exigences en matière de fonds propres et de levier réglementaires de Bâle III pour nos secteurs d'exploitation autres que l'assurance, pour lequel nous attribuons les fonds propres uniquement en fonction du capital économique.

Titres à enchères

Titres d'emprunt dont les taux d'intérêt sont régulièrement réévalués à la suite d'un processus d'enchères.

Moyenne des actifs productifs, montant net

La moyenne des actifs productifs tient compte des dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques, des titres, déduction faite de la correction de valeur applicable, des actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés et des prêts, déduction faite de la correction de valeur, des garanties en espèces et des dépôts de garantie. Les actifs liés aux assurances et tous les autres actifs non spécifiés sont exclus. Les moyennes sont fondées sur les soldes quotidiens pour la période.

Point de base (p.b.)

Un centième pour cent (0,01 %).

Sûretés

Sûretés pour un prêt ou toute autre obligation. Les sûretés peuvent être des espèces, des titres assortis de notations élevées, des propriétés, des stocks, du matériel et des créances.

Titres garantis par des créances (TGC)

Titres comportant plusieurs tranches qui sont émis par des entités structurées et garantis par des créances, y compris des obligations et des prêts. Chaque tranche offre un degré différent de risque et de rendement pouvant répondre à la demande des investisseurs.

Titres adossés à des créances hypothécaires commerciales

Titres créés au moyen de la titrisation de créances hypothécaires commerciales.

Engagements de crédit

Montants inutilisés de facilités de crédit offertes aux clients, sous la forme de prêts, d'acceptations bancaires ou d'autres types de financement au bilan, ou encore d'instruments hors bilan tels que les garanties et les lettres de crédit.

Fonds propres CET1

Mesure de fonds propres prévue par l'accord de Bâle III se composant principalement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires, moins les déductions et ajustements réglementaires pour le goodwill et les immobilisations incorporelles, les actifs des régimes de retraite à prestations définies, le déficit au titre des provisions et d'autres éléments spécifiés. Les fonds propres CET1 sont calculés conformément à la ligne directrice sur les normes de fonds propres du BSIF. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique Gestion des fonds propres.

Ratio CET1

Mesure de fonds propres basée sur le risque correspondant aux fonds propres CET1 divisés par l'actif pondéré en fonction des risques. Le ratio CET1 est calculé conformément à la ligne directrice sur les normes de fonds propres du BSIF.

Marge sur services contractuels

Pour les contrats d'assurance, la marge sur services contractuels représente le profit non acquis (entrées nettes) au titre de la fourniture de couvertures d'assurance. Pour les contrats de réassurance détenus, la marge sur services contractuels représente le coût net ou le profit net lié à l'achat de contrats de réassurance.

Obligations sécurisées

Obligations avec plein recours figurant au bilan émises par les banques et les établissements de crédit qui sont également entièrement garanties par des actifs sur lesquels les investisseurs ont priorité en cas d'insolvabilité de l'émetteur.

Swaps sur défaillance

Contrat dérivé qui offre à l'acquéreur un paiement non récurrent en cas de défaillance de l'entité ou des entités (ou si un événement déclencheur semblable survient).

Dérivé

Contrat conclu entre deux parties qui ne nécessite que peu ou pas d'investissements initiaux et en vertu duquel les paiements faits de part et d'autre sont tributaires de la variation du prix d'un instrument, d'un indice boursier ou d'un taux financier sous-jacent. Les dérivés comprennent notamment les swaps, les options, les contrats de garantie de taux d'intérêt et les contrats à terme standardisés. Le capital nominal du dérivé est le montant de référence en fonction duquel les paiements effectués entre les parties sont calculés. Le capital nominal lui-même ne fait habituellement pas l'objet d'un versement.

Ratio de distribution

Dividendes sur actions ordinaires exprimés en pourcentage du bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires.

Rendement de l'action

Dividende par action ordinaire divisé par la moyenne des cours extrêmes pour la période visée.

Bénéfice par action – de base

Bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires, divisé par le nombre moyen d'actions en circulation. Le bénéfice de base par action ajusté est calculé de la même manière, au moyen du bénéfice net ajusté disponible pour les actionnaires ordinaires.

Bénéfice par action – dilué

Bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires, divisé par le nombre moyen d'actions en circulation ajusté pour tenir compte de l'effet de dilution des options sur actions et des autres titres convertibles. Le bénéfice dilué par action ajusté est calculé de la même manière, au moyen du bénéfice net ajusté disponible pour les actionnaires ordinaires.

Ratio d'efficience

Frais autres que d'intérêt exprimés en pourcentage du total des revenus. Le ratio d'efficience ajusté est calculé de la même manière, au moyen des frais autres que d'intérêt ajustés et du total des revenus ajustés.

Pertes de crédit attendues

Différence entre les flux de trésorerie contractuels qui nous sont dus conformément aux conditions du contrat et les flux de trésorerie que nous nous attendons à recevoir, actualisée à la date de clôture.

Juste valeur

La juste valeur d'un instrument financier correspond au prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des intervenants du marché à la date d'évaluation.

Ajustement de l'évaluation lié au financement

Les ajustements de l'évaluation liés au financement sont calculés afin de tenir compte du coût et de l'avantage du financement dans l'évaluation des dérivés hors cote sous-garantis ou non garantis. Les flux de trésorerie futurs prévus de ces dérivés sont actualisés de manière à refléter le coût et l'avantage du financement des dérivés en utilisant comme données une courbe de financement, les volatilités implicites et les corrélations.

Garanties et lettres de crédit

Représentent principalement des garanties de paiement irrévocables par une banque dans le cas où un client serait incapable d'honorer ses obligations financières envers des tiers. Certaines autres garanties (comme les cautionnements de soumission et les garanties de bonne exécution) sont de nature non financière.

Couverture

Technique de gestion du risque visant à réduire l'exposition aux risques de marché, de taux d'intérêt ou de change liés aux transactions bancaires courantes. L'élimination ou la réduction du risque est obtenue au moyen de la prise de positions compensatoires. Par exemple, des actifs libellés dans une devise peuvent être couverts au moyen de passifs libellés dans cette même devise ou au moyen de divers instruments de couverture de change (comme les contrats à terme standardisés, les options sur devises et les contrats de change à terme).

Fonds de couverture

Fonds d'investissement offert aux investisseurs accrédités disposant d'un avoir net élevé, qui est assujéti à une réglementation et à des restrictions limitées à l'égard de ses placements comparativement aux fonds communs de placement de détail et qui a souvent recours à des stratégies audacieuses comme la vente à découvert, l'endettement, la négociation informatisée, les swaps, l'arbitrage et les dérivés.

Actifs liquides de haute qualité

Trésorerie ou actifs qui peuvent être convertis en espèces rapidement en étant vendus (ou donnés en garantie), sans perte de valeur importante.

Prêts douteux

Un prêt est classé comme prêt douteux si la qualité du crédit s'est détériorée de telle sorte que la direction juge que le plein recouvrement des intérêts et du capital aux dates prévues conformément aux modalités du contrat de prêt n'est plus raisonnablement assuré. Les soldes de cartes de crédit ne sont pas classés comme douteux étant donné qu'ils sont directement sortis du bilan après 180 jours de retard.

Contrats d'assurance

Contrats en vertu desquels nous prenons en charge un risque d'assurance important pour un titulaire en convenant d'indemniser le titulaire de la police si un événement futur incertain spécifié porte préjudice à ce titulaire de la police. Les contrats d'assurance comprennent également les contrats de réassurance émis par nous pour indemniser une autre société au titre des demandes d'indemnisation résultant de contrats d'assurance sous-jacents émis par cette autre société.

Résultat des placements d'assurance

Correspond aux revenus de placement nets tirés du secteur Assurances, aux revenus (charges) financiers d'assurance tirés des contrats d'assurance et aux revenus (charges) financiers de réassurance tirés des contrats de réassurance détenus. Le revenu d'investissement net comprend principalement le revenu d'intérêt et de dividende et les profits nets (pertes nettes) sur les instruments financiers et les dérivés liés au secteur Assurances. Les produits (charges) financiers d'assurance et de réassurance représentent l'effet net et les variations de la valeur temps de l'argent et des risques financiers sur les contrats d'assurance et de réassurance détenus, respectivement.

Résultat des activités d'assurance

Correspond au produit d'assurance moins les charges afférentes aux activités d'assurance des contrats d'assurance et les produits nets (charges nettes) afférents aux contrats de réassurance détenus. Les produits des activités d'assurance représentent les produits comptabilisés au cours de la période pendant laquelle nous fournissons des services d'assurance pour les groupes de contrats d'assurance. Les charges afférentes aux activités d'assurance représentent les coûts engagés pour fournir des services d'assurance au cours de la période, ce qui comprend les sinistres survenus et les autres charges directement attribuables, la répartition des coûts d'acquisition, les variations liées aux services passés ou courants et les variations de l'élément de perte des groupes de contrats déficitaires. Les produits nets (charges nettes) afférents aux contrats de réassurance détenus représentent les sommes recouvrées auprès des réassureurs, moins la répartition des primes payées sur les contrats de réassurance détenus.

Normes internationales d'information financière (IFRS)

Les IFRS comprennent les normes, les interprétations et le cadre fondés sur des principes adoptés par l'International Accounting Standards Board.

Ratio de levier

Mesure réglementaire prévue par l'accord de Bâle III consistant à diviser les fonds propres de première catégorie par la mesure des positions de levier. Le ratio de levier est une mesure non axée sur les risques calculée conformément à la ligne directrice sur les normes de liquidité du BSIF.

Exposition du ratio de levier

L'exposition du ratio de levier est calculée conformément à la ligne directrice sur les exigences de levier du BSIF. Elle correspond à la somme du total de l'actif et des éléments hors bilan après certains ajustements.

Ratio de liquidité à court terme

Le ratio de liquidité à court terme est une norme prévue par l'accord de Bâle III visant à s'assurer que les institutions possèdent suffisamment d'actifs liquides de haute qualité non grevés, sous forme de trésorerie ou d'actifs pouvant être convertis en espèces avec une faible perte de valeur, ou aucune, sur les marchés privés, de sorte à être en mesure de répondre à leurs besoins de liquidités pendant 30 jours civils advenant une crise touchant les liquidités. Le ratio de liquidité à court terme est calculé conformément à la ligne directrice sur les normes de liquidité du BSIF.

Ratio prêt-valeur

Calculé en fonction du montant total de la facilité aux fins des prêts hypothécaires résidentiels et des produits de la gamme Marge Proprio RBC divisé par la valeur des propriétés résidentielles connexes.

Convention-cadre de compensation

Accord conclu entre la banque et une contrepartie et conçu afin de réduire le risque de crédit lié à de multiples transactions sur dérivés au moyen de la création d'un droit juridique de contrebalancer l'exposition au risque dans le cas d'une défaillance.

Revenu net d'intérêt

Écart entre le montant gagné sur les actifs (tels que les prêts et les titres) et le montant versé au titre des passifs (tels que les dépôts et les débiteures subordonnées).

Marge nette d'intérêt selon la moyenne des actifs productifs, montant net

Représente le revenu net d'intérêt divisé par la moyenne des actifs productifs, montant net.

Ratio de liquidité à long terme

Le ratio de liquidité à long terme correspond à une norme prévue par l'accord de Bâle III qui exige que les institutions maintiennent un profil de capitalisation stable, défini comme le rapport entre les liquidités à long terme disponibles et les liquidités à long terme requises en fonction de la composition des actifs et des activités hors bilan. Le ratio devrait en permanence être au moins égal à 100 %. Le ratio de liquidité à long terme est calculé conformément à la ligne directrice sur les normes de liquidité du BSIF.

Offre publique de rachat dans le cours normal des activités

Programme visant le rachat de nos propres actions aux fins d'annulation, par l'intermédiaire d'une Bourse, assujéti aux divers règlements de la Bourse et de la commission des valeurs mobilières pertinentes.

Capital nominal

Montant contractuel de référence utilisé pour calculer les paiements relatifs aux dérivés.

Instruments financiers hors bilan

Divers types d'ententes offertes aux clients, qui comprennent les dérivés de crédit, les ventes d'options de vente, les facilités de garantie de liquidités, les produits à valeur stable, les lettres de garantie financière, les garanties de bonne fin, les rehaussements de crédit, les prêts hypothécaires vendus avec recours, les engagements de crédit, les prêts de titres, les lettres de crédit documentaire et commerciales, les garanties des membres parrainés, les garanties pour prêt de titres et les indemnisations.

Bureau du surintendant des institutions financières Canada (BSIF)

Principale autorité de réglementation des institutions financières constituées sous le régime d'une loi fédérale canadienne et des régimes de retraite administrés par le gouvernement fédéral canadien. Le BSIF a pour mission de protéger les titulaires de police, les déposants et les participants aux régimes de retraite contre les pertes indues.

Leverier d'exploitation

Écart entre le taux de croissance de nos revenus et le taux de croissance des frais autres que d'intérêt.

Options

Contrat ou disposition d'un contrat qui donne à une partie (le porteur de l'option) le droit, et non l'obligation, d'effectuer une opération déterminée avec une autre partie (l'émetteur ou le vendeur de l'option) selon des conditions établies.

Dotation à la provision pour pertes de crédit (DPPC)

Montant imputé au résultat en vue de porter la correction de valeur pour pertes de crédit au niveau jugé approprié par la direction. Elle se compose des dotations liées aux actifs financiers productifs et dépréciés.

Ratio de la DPPC liée aux prêts

Le ratio de la DPPC liée aux prêts représente la dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts exprimée en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et acceptations.

Ratio de la DPPC liée aux prêts douteux

Le ratio de la DPPC liée aux prêts douteux représente la dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux exprimée en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et acceptations.

Ratio de la DPPC liée aux prêts productifs

Le ratio de la DPPC liée aux prêts productifs représente la dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts productifs exprimée en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et acceptations.

Produits de la gamme Marge Proprio RBC

Comprennent les prêts hypothécaires résidentiels et les prêts aux particuliers garantis aux termes desquels l'emprunteur fournit des biens immobiliers en garantie.

Contrats de réassurance détenus

Contrats aux termes desquels nous transférons un risque d'assurance important à un réassureur qui nous indemnise pour des réclamations se rattachant à des contrats d'assurance sous-jacents émis par nous et qui sont comptabilisés séparément des contrats d'assurance sous-jacents auxquels ils se rattachent.

Convention de rachat

Prévoit à la fois la vente de titres contre espèces et le rachat de ces titres contre valeur à une date ultérieure. Ces transactions ne constituent habituellement pas des ventes économiques et, par conséquent, sont traitées comme des transactions de financement garanties.

Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires

Bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires exprimé en pourcentage de la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires. Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires est fondé sur les soldes réels de la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires avant leur arrondissement. Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires ajusté est calculé de la même manière, au moyen du bénéfice net ajusté disponible pour les actionnaires ordinaires.

Convention de revente

Prévoit à la fois l'achat de titres contre espèces et la vente de ces titres contre valeur à une date ultérieure. Ces transactions ne constituent habituellement pas des ventes économiques et, par conséquent, sont traitées comme des transactions de financement garanties.

Actif pondéré en fonction des risques

Actif ajusté en fonction d'un facteur de pondération du risque prévu par règlement afin de refléter le degré de risque lié aux éléments présentés au bilan et aux éléments hors bilan. Certains actifs ne sont pas pondérés en fonction des risques, mais déduits des fonds propres. Le calcul est défini dans les lignes directrices sur les normes de fonds propres du BSIF. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique Gestion des fonds propres.

Prêt de titres

Opération dans le cadre de laquelle le propriétaire de titres accepte le prêt en contrepartie d'une commission aux termes d'un contrat négocié au préalable avec l'emprunteur. La garantie pour le prêt est constituée soit de titres de grande qualité, soit de trésorerie, et la valeur de la garantie doit être au moins égale à la valeur de marché des titres prêtés. Lorsque les prêts sont garantis par des titres, l'emprunteur paie une commission négociée. Inversement, lorsque les prêts sont garantis en espèces, le prêteur verse des intérêts à l'emprunteur à un taux négocié et réinvestit la garantie en espèces pour réaliser un rendement. Un intermédiaire, comme une banque, agit souvent à titre de mandataire d'opérations de prêt pour le compte du propriétaire des titres en échange d'une partie des revenus touchés par le propriétaire sur le prêt de titres. La plupart du temps, le mandataire indemnise le propriétaire relativement au risque lié à l'incapacité de l'emprunteur de remettre les titres prêtés, notamment au risque de contrepartie en cas de défaillance de l'emprunteur et au risque de marché si la valeur des garanties autres qu'en espèces diminue. Le mandataire n'indemnise pas le propriétaire des titres relativement au risque lié au réinvestissement de la garantie en espèces; ce risque est entièrement assumé par le propriétaire.

Titres vendus à découvert

Transaction dans le cadre de laquelle une partie vend des titres pour ensuite les emprunter afin de les céder à l'acheteur au moment du règlement. À une date ultérieure, le vendeur achète des titres identiques sur le marché pour remplacer les titres empruntés.

Titrisation

Opération dans le cadre de laquelle divers actifs financiers sont regroupés en titres nouvellement émis adossés à ces actifs.

Approche standard pour évaluer le risque de crédit

La pondération de risques prescrite par le BSIF permet de calculer l'actif pondéré en fonction des risques pour déterminer l'exposition au risque de crédit. L'évaluation du crédit par les agences de notation externes reconnues par le BSIF, soit Standard & Poor's Financial Services LLP, Moody's Investors Service, Inc., Fitch Ratings, Inc. et DBRS Limited, sert à pondérer notre exposition au risque lié aux organismes souverains et aux banques en fonction des normes et des lignes directrices formulées par le BSIF.

Entités structurées

Une entité structurée est une entité pour laquelle les droits de vote ou autres droits similaires ne sont pas les principaux facteurs permettant de déterminer qui contrôle l'entité, comme lorsque les activités qui ont une incidence importante sur le rendement de l'entité sont dirigées au moyen d'accords contractuels. Souvent, les entités structurées exercent des activités restreintes, ont des objectifs précis et bien définis, ont des capitaux propres insuffisants pour financer leurs activités et disposent de financement sous forme de multiples instruments liés entre eux par contrat.

Majoration au montant imposable équivalent

Augmentation du revenu provenant de certaines sources présentant des avantages fiscaux (crédits d'impôt à l'investissement des États-Unis et dividendes imposables de sociétés canadiennes admissibles reçus à compter du 31 décembre 2023, inclusivement) à un niveau permettant de le rendre comparable aux revenus provenant de sources imposables. Il y a un ajustement correspondant de la charge d'impôt qui permet d'obtenir le même bénéfice net après impôt.

Fonds propres de première catégorie et ratio de fonds propres de première catégorie

Les fonds propres de première catégorie comprennent essentiellement les fonds propres CET1 et d'autres éléments additionnels de fonds propres de première catégorie, comme les actions privilégiées, les billets de capital à recours limité et les participations ne donnant pas le contrôle dans des instruments de fonds propres de première catégorie de filiales. Le ratio de fonds propres de première catégorie est calculé conformément à la ligne directrice sur les normes de fonds propres du BSIF, en divisant les fonds propres de première catégorie par l'actif pondéré en fonction des risques.

Fonds propres de deuxième catégorie

Les fonds propres de deuxième catégorie comprennent principalement des débiteures subordonnées qui répondent à certains critères, certaines provisions pour pertes sur prêts ainsi que les participations ne donnant pas le contrôle dans des instruments de fonds propres de deuxième catégorie de filiales.

Capacité totale d'absorption des pertes (TLAC)

Ensemble des fonds propres de première catégorie, des fonds propres de deuxième catégorie et des instruments de TLAC externe, qui permettent la conversion, en tout ou en partie, en actions ordinaires en vertu de la *Loi sur la SADC* et qui satisfont à tous les critères d'admissibilité de la ligne directrice.

Ratio TLAC

Le ratio TLAC fondé sur le risque correspond à la capacité totale d'absorption des pertes divisée par le total de l'actif pondéré en fonction des risques. Le ratio TLAC est calculé conformément à la ligne directrice sur la TLAC du BSIF.

Ratio de levier TLAC

Le ratio de levier TLAC correspond à la capacité totale d'absorption des pertes divisée par le ratio de levier. Le ratio de levier TLAC est calculé conformément à la ligne directrice sur la TLAC du BSIF.

Total des fonds propres et ratio du total des fonds propres

Le total des fonds propres se définit comme le total des fonds propres de première et de deuxième catégories. Le ratio du total des fonds propres est calculé conformément à la ligne directrice sur les normes de fonds propres du BSIF en divisant le total des fonds propres par l'actif pondéré en fonction des risques.

Tranche

Type de titre créé de façon à ce que les risques et le rendement liés à un groupe d'actifs soient regroupés en plusieurs catégories de titres assortis de niveaux de risque et de rendement différents de ceux du groupe d'actifs sous-jacent. Les tranches sont habituellement notées par des agences de notation et reflètent à la fois la qualité du crédit de la garantie sous-jacente et le niveau de protection en fonction de la subordination intrinsèque de la tranche.

Fonds propres non attribués

Les fonds propres non attribués représentent l'excédent des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires sur les capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires attribués à nos secteurs d'exploitation et sont présentés dans le secteur Services de soutien généraux.

Valeur à risque (VAR)

Mesure du risque généralement reconnue qui utilise des modèles statistiques fondés sur des informations historiques pour estimer, selon un degré de confiance déterminé, la perte de valeur de marché maximale que subiraient les portefeuilles financiers de la banque en cas de changement défavorable des taux et des cours du marché au cours d'une séance.

Index des recommandations du Groupe de travail sur la divulgation accrue des renseignements

La publication de notre rapport annuel 2024, de notre rapport aux actionnaires portant sur le troisième trimestre de 2025, du document d'information financière complémentaire (IFC) et du rapport portant sur le troisième pilier a pour objectif la présentation de renseignements transparents et de grande qualité concernant les risques, conformément aux recommandations du Groupe de travail sur la divulgation accrue des renseignements du CSF. L'information figurant dans l'IFC et le rapport portant sur le troisième pilier n'est pas et ne doit pas être considérée comme étant intégrée par renvoi à notre rapport aux actionnaires portant sur le troisième trimestre de 2025.

L'index qui suit présente un sommaire de nos renseignements à fournir selon les recommandations du Groupe de travail sur la divulgation accrue des renseignements.

Catégorie de risque	Recommandation	Information à fournir	Référence		
			Page du rapport aux actionnaires	Page du rapport annuel	Page de l'IFC
Généralités	1	Table des matières sur les informations relatives aux risques à fournir conformément aux recommandations du Groupe de travail sur la divulgation accrue des renseignements	60	152	1
	2	Définir la terminologie et les mesures relatives aux risques		72-82, 149-151	–
	3	Risques connus et risques émergents		72-75	–
	4	Nouveaux ratios réglementaires	49-52	124-132	–
Gouvernance, gestion du risque et modèle d'affaires	5	Structure de gestion des risques		75-82	–
	6	Culture à l'égard du risque		75-82	–
	7	Risques relatifs au contexte dans lequel nous exerçons nos activités		135	–
	8	Simulation de crise		79, 93	–
Adéquation des fonds propres et actif pondéré en fonction des risques	9	Ratios de fonds propres minimaux en vertu de l'accord de Bâle III et supplément s'appliquant aux banques d'importance systémique intérieure	50	124-132	–
	10	Composition des fonds propres et rapprochement du bilan comptable et du bilan réglementaire		–	*
	11	État de l'évolution des fonds propres réglementaires		–	19
	12	Planification stratégique en matière de fonds propres		124-132	–
	13	Actif pondéré en fonction des risques par secteur d'activité		–	20
	14	Analyse des exigences en matière de fonds propres et renseignements sur le modèle d'évaluation connexe		82-86	*
	15	Information relative au risque de crédit lié à l'actif pondéré en fonction des risques et mesures de risque connexes		–	*
	16	Évolution de l'actif pondéré en fonction des risques par catégorie de risque		–	20
Liquidités	17	Information relative au contrôle ex post en vertu de l'accord de Bâle		78, 82-84	31
	18	Analyse quantitative et qualitative de notre réserve de liquidités	39-40	101-102, 107-108	–
	19	Actifs grevés et non grevés par catégorie du bilan, et obligations contractuelles découlant de révisions des notations	40, 43	103, 106	–
Financement	20	Analyse de l'ensemble des actifs, passifs et engagements hors bilan consolidés en fonction de la durée contractuelle résiduelle à la date du bilan	48-49	110-111	–
	21	Sources de financement et stratégie de financement	41-42	103-105	–
Risque de marché	22	Liens entre les postes du bilan et les mesures de risque de marché relatives aux portefeuilles de négociation et aux portefeuilles autres que de négociation	37-38	98-99	–
	23	Ventilation des facteurs de risque de marché	34-36	92-99	–
	24	Informations relatives à la validation et au contrôle ex post des mesures de risque de marché		92	–
	25	Principales techniques de gestion des risques au-delà des mesures et paramètres de risque présentés		92-97	–
Risque de crédit	26	Profil de risque de crédit de la Banque	31-34	82-92, 206-213	21-31, *
		Sommaire quantitatif de l'ensemble des expositions au risque de crédit en rapprochement avec le bilan	76-82	143-148	*
	27	Politiques de détermination des prêts douteux		84-86, 137, 172-175	–
	28	Rapprochement des soldes d'ouverture et de clôture des prêts douteux et des provisions pour dépréciation au cours de l'exercice		–	23, 28
	29	Quantification de l'exposition notionnelle brute aux dérivés négociés hors cote ou en Bourse		87	32
	30	Mesures d'atténuation du risque de crédit, y compris les garanties détenues pour toutes les sources de risque de crédit		85-86	*
Autres	31	Autres types de risque		113-124	–
	32	Événements publics comportant des risques		118-119, 261-262	–

* Ces exigences de communication sont remplies en totalité ou en partie grâce aux informations incluses dans le rapport portant sur le troisième pilier pour le trimestre clos le 31 juillet 2025 et l'exercice clos le 31 octobre 2024.

États financiers consolidés intermédiaires résumés (non audité)

Bilans consolidés intermédiaires résumés (non audité)

(en millions de dollars canadiens)	Aux	
	31 juillet 2025	31 octobre 2024
Actif		
Trésorerie et montants à recevoir de banques	34 927 \$	56 723 \$
Dépôts productifs d'intérêts auprès de banques	72 824	66 020
Titres		
Titres détenus à des fins de transaction	204 154	183 300
Titres de placement, déduction faite de la correction de valeur applicable (note 4)	333 858	256 618
	538 012	439 918
Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	265 832	350 803
Prêts (note 5)		
Prêts de détail	644 791	626 978
Prêts de gros	387 941	360 439
	1 032 732	987 417
Correction de valeur pour pertes sur prêts (note 5)	(7 272)	(6 037)
	1 025 460	981 380
Autres		
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	18	35
Dérivés	155 023	150 612
Locaux et matériel	6 742	6 852
Goodwill	19 316	19 286
Autres immobilisations incorporelles	7 426	7 798
Autres actifs	102 313	92 155
	290 838	276 738
Total de l'actif	2 227 893 \$	2 171 582 \$
Passif et capitaux propres		
Dépôts (note 6)		
Particuliers	523 327 \$	522 139 \$
Entreprises et gouvernements	918 163	839 670
Banques	39 987	47 722
	1 481 477	1 409 531
Autres		
Acceptations	18	35
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	47 072	35 286
Engagements afférents à des actifs vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	266 287	305 321
Dérivés	158 862	163 763
Passifs au titre des contrats d'assurance	23 390	22 231
Autres passifs	101 323	94 677
	596 952	621 313
Débiteures subordonnées (note 10)	13 832	13 546
Total du passif	2 092 261	2 044 390
Capitaux propres attribuables aux actionnaires		
Actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres (note 10)	11 498	9 031
Actions ordinaires (note 10)	20 873	20 952
Bénéfices non distribués	94 971	88 608
Autres composantes des capitaux propres	8 221	8 498
	135 563	127 089
Participations ne donnant pas le contrôle	69	103
Total des capitaux propres	135 632	127 192
Total du passif et des capitaux propres	2 227 893 \$	2 171 582 \$

Les notes annexes font partie intégrante de ces états financiers consolidés intermédiaires résumés.

États consolidés intermédiaires résumés du résultat net (non audité)

(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action)	Pour les trimestres clos		Pour les périodes de neuf mois closes	
	le 31 juillet 2025	le 31 juillet 2024	le 31 juillet 2025	le 31 juillet 2024
Revenu d'intérêt et de dividende (note 3)				
Prêts	14 033 \$	14 433 \$	41 847 \$	39 635 \$
Titres	5 057	4 482	14 734	13 230
Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	5 524	6 632	16 760	20 864
Dépôts et autres	1 496	1 543	4 194	4 724
	26 110	27 090	77 535	78 453
Charge d'intérêt (note 3)				
Dépôts et autres	11 227	12 432	33 759	35 225
Autres passifs	6 377	7 124	18 945	22 364
Débitures subordonnées	155	207	476	582
	17 759	19 763	53 180	58 171
Revenu net d'intérêt	8 351	7 327	24 355	20 282
Revenus autres que d'intérêt				
Résultat des activités d'assurance (note 7)	279	214	789	604
Résultat des placements d'assurance (note 7)	48	28	208	228
Revenus tirés des activités de négociation	685	507	2 521	1 944
Commissions de gestion de placements et de services de garde	2 642	2 382	7 853	6 824
Revenus tirés des fonds communs de placement	1 273	1 151	3 720	3 248
Commissions de courtage en valeurs mobilières	444	413	1 401	1 232
Frais bancaires	598	587	1 817	1 698
Commissions de prise ferme et autres honoraires tirés des services-conseils	850	676	2 139	2 016
Revenus de change, autres que ceux tirés des activités de négociation	311	292	967	841
Revenus sur cartes	339	324	984	941
Commissions de crédit	395	405	1 200	1 234
Profits nets sur les titres de placement	18	28	118	157
Bénéfice (perte) des coentreprises et des entreprises associées	25	(57)	60	(27)
Autres	727	354	1 264	1 048
	8 634	7 304	25 041	21 988
Total des revenus	16 985	14 631	49 396	42 270
Dotation à la provision pour pertes de crédit (notes 4 et 5)	881	659	3 355	2 392
Frais autres que d'intérêt				
Ressources humaines (note 8)	5 869	5 406	17 334	15 660
Matériel	684	629	2 069	1 863
Frais d'occupation	410	443	1 267	1 291
Communications	357	342	1 062	1 021
Honoraires	528	547	1 568	1 868
Amortissement des autres immobilisations incorporelles	436	426	1 328	1 151
Autres	948	806	2 590	2 377
	9 232	8 599	27 218	25 231
Bénéfice avant impôt	6 872	5 373	18 823	14 647
Impôt sur le résultat (note 9)	1 458	887	3 888	2 629
Bénéfice net	5 414 \$	4 486 \$	14 935 \$	12 018 \$
Bénéfice net attribuable aux :				
Actionnaires	5 415 \$	4 483 \$	14 930 \$	12 011 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	(1)	3	5	7
	5 414 \$	4 486 \$	14 935 \$	12 018 \$
Bénéfice de base par action (en dollars) (note 11)	3,76 \$	3,09 \$	10,33 \$	8,35 \$
Bénéfice dilué par action (en dollars) (note 11)	3,75	3,09	10,31	8,34
Dividendes par action ordinaire (en dollars)	1,54	1,42	4,50	4,18

Les notes annexes font partie intégrante de ces états financiers consolidés intermédiaires résumés.

États consolidés intermédiaires résumés du résultat global (non audité)

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos		Pour les périodes de neuf mois closes	
	le 31 juillet 2025	le 31 juillet 2024	le 31 juillet 2025	le 31 juillet 2024
Bénéfice net	5 414 \$	4 486 \$	14 935 \$	12 018 \$
Autres éléments du résultat global, déduction faite de l'impôt				
Éléments qui seront reclassés en résultat dans une période future :				
Variation nette des profits (pertes) latents sur les titres d'emprunt et les prêts évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global				
Profits nets (pertes nettes) latents sur les titres d'emprunt et les prêts évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	220	243	190	1 113
Dotation à la provision pour pertes de crédit comptabilisée en résultat	(2)	–	(4)	–
Reclassement en résultat de pertes nettes (profits nets) sur les titres d'emprunt et les prêts évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	(22)	(22)	(113)	(114)
	196	221	73	999
Écarts de change				
Profits (pertes) de change latents	369	548	(258)	228
Profits nets (pertes nettes) de change liés aux activités de couverture	(152)	(253)	155	(158)
Reclassement en résultat de pertes (profits) de change	–	–	(13)	–
Reclassement en résultat de pertes (profits) liés aux activités de couverture de l'investissement net	–	–	–	1
	217	295	(116)	71
Variation nette des couvertures de flux de trésorerie				
Profits nets (pertes nettes) sur les dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie	(322)	359	248	50
Reclassement en résultat de pertes (profits) sur les dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie	(146)	(271)	(482)	(580)
	(468)	88	(234)	(530)
Éléments qui ne seront pas reclassés en résultat dans une période future :				
Réévaluations des profits (pertes) des régimes d'avantages du personnel (note 8)	278	37	327	183
Profits nets (pertes nettes) découlant des variations de la juste valeur attribuables au risque de crédit lié aux passifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net	(576)	(47)	(613)	(1 061)
Profits nets (pertes nettes) sur les titres de participation désignés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	30	2	68	76
	(268)	(8)	(218)	(802)
Total des autres éléments du résultat global, déduction faite de l'impôt	(323)	596	(495)	(262)
Total du résultat global	5 091 \$	5 082 \$	14 440 \$	11 756 \$
Total du résultat global attribuable aux :				
Actionnaires	5 092 \$	5 079 \$	14 435 \$	11 749 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	(1)	3	5	7
	5 091 \$	5 082 \$	14 440 \$	11 756 \$

L'incidence de l'impôt sur le résultat sur les états consolidés intermédiaires résumés du résultat global est présentée dans le tableau suivant.

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos		Pour les périodes de neuf mois closes	
	le 31 juillet 2025	le 31 juillet 2024	le 31 juillet 2025	le 31 juillet 2024
Impôt sur les autres éléments du résultat global				
Profits nets (pertes nettes) latents sur les titres d'emprunt et les prêts évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	56 \$	6 \$	149 \$	302 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit comptabilisée en résultat	(1)	(3)	(1)	(3)
Reclassement en résultat de pertes nettes (profits nets) sur les titres d'emprunt et les prêts évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	(2)	(3)	(30)	(31)
Profits (pertes) de change latents	1	(1)	(6)	(11)
Profits nets (pertes nettes) de change liés aux activités de couverture	(56)	(96)	57	(63)
Reclassement en résultat de pertes (profits) de change	–	–	–	–
Reclassement en résultat de pertes (profits) liés aux activités de couverture de l'investissement net	–	–	–	–
Profits nets (pertes nettes) sur les dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie	(118)	117	98	(8)
Reclassement en résultat de pertes (profits) sur les dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie	(56)	(102)	(184)	(217)
Profits (pertes) de réévaluations des régimes d'avantages du personnel	105	19	124	71
Profits nets (pertes nettes) découlant des variations de la juste valeur attribuables au risque de crédit lié aux passifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net	(220)	(18)	(234)	(408)
Profits nets (pertes nettes) sur les titres de participation désignés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	11	1	25	28
Total de la charge (l'économie) d'impôt	(280)\$	(80)\$	(2)\$	(340)\$

Les notes annexes font partie intégrante de ces états financiers consolidés intermédiaires résumés.

	Pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2025									
	Autres composantes des capitaux propres									
	Actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres	Instruments en propre – actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres	Actions – propres ordinaires	Bénéfices non distribués	Titres et prêts évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	Écart de change	Couverture de flux de trésorerie	Total des autres composantes des capitaux propres	Capitaux propres attribuables aux actionnaires	Participations ne donnant pas le contrôle
(en millions de dollars canadiens)	9 020 \$	21 013 \$	11 \$	(61)\$	88 608 \$	(897)\$	7 128 \$	2 267 \$	127 089 \$	103 \$
Solde au début de la période										
Variation des capitaux propres										
Capital social et autres instruments de capitaux propres émis	3 104	58	–	–	(20)	–	–	–	3 142	–
Actions ordinaires rachetées aux fins d'annulation	–	(155)	–	–	(1 626)	–	–	–	(1 781)	–
Rachat d'actions privilégiées et d'autres instruments de capitaux propres	(600)	–	–	–	–	–	–	–	(600)	–
Actions propres et autres instruments de capitaux propres – vente	–	–	3 141	4 218	–	–	–	–	7 359	–
Actions propres et autres instruments de capitaux propres – achat	–	–	(3 178)	(4 200)	–	–	–	–	(7 378)	–
Attributions de rémunération fondée sur des actions	–	–	–	–	23	–	–	–	23	–
Dividendes sur actions ordinaires	–	–	–	–	(6 344)	–	–	–	(6 344)	–
Dividendes sur actions privilégiées et distributions sur les autres instruments de capitaux propres	–	–	–	–	(355)	–	–	–	(355)	(39)
Autres	–	–	–	–	(27)	–	–	–	(27)	–
Bénéfice net	–	–	–	–	14 930	–	–	–	14 930	5
Total des autres éléments du résultat global, déduction faite de l'impôt	–	–	–	–	(218)	73	(116)	(234)	(495)	–
Solde à la fin de la période	11 524 \$	20 916 \$	(26)\$	(43)\$	94 971 \$	(824)\$	7 012 \$	2 033 \$	135 563 \$	69 \$

	Pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2024									
	Autres composantes des capitaux propres									
	Actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres	Instruments en propre – actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres	Actions – propres ordinaires	Bénéfices non distribués	Titres et prêts évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	Écart de change	Couverture de flux de trésorerie	Total des autres composantes des capitaux propres	Capitaux propres attribuables aux actionnaires	Participations ne donnant pas le contrôle
(en millions de dollars canadiens)	7 323 \$	19 398 \$	(9)\$	(231)\$	81 059 \$	(1 860)\$	6 612 \$	2 756 \$	115 048 \$	99 \$
Solde au début de la période										
Variation des capitaux propres										
Capital social et autres instruments de capitaux propres émis	2 720	1 586	–	–	(18)	–	–	–	4 288	–
Actions ordinaires rachetées aux fins d'annulation	–	(7)	–	–	(66)	–	–	–	(73)	–
Rachat d'actions privilégiées et d'autres instruments de capitaux propres	(523)	–	–	–	2	–	–	–	(521)	–
Actions propres et autres instruments de capitaux propres – vente	–	–	1 067	3 948	–	–	–	–	5 015	–
Actions propres et autres instruments de capitaux propres – achat	–	–	(1 086)	(3 908)	–	–	–	–	(4 994)	–
Attributions de rémunération fondée sur des actions	–	–	–	–	6	–	–	–	6	–
Dividendes sur actions ordinaires	–	–	–	–	(5 906)	–	–	–	(5 906)	–
Dividendes sur actions privilégiées et distributions sur les autres instruments de capitaux propres	–	–	–	–	(231)	–	–	–	(231)	(5)
Autres	–	–	–	–	10	–	–	–	10	–
Bénéfice net	–	–	–	–	12 011	–	–	–	12 011	7
Total des autres éléments du résultat global, déduction faite de l'impôt	–	–	–	–	(802)	999	71	(530)	(262)	–
Solde à la fin de la période	9 520 \$	20 977 \$	(28)\$	(191)\$	86 065 \$	(861)\$	6 683 \$	2 226 \$	124 391 \$	101 \$

Les notes annexes font partie intégrante de ces états financiers consolidés intermédiaires résumés.

Tableaux consolidés intermédiaires résumés des flux de trésorerie (non audité)

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos		Pour les périodes de neuf mois closes	
	le 31 juillet 2025	le 31 juillet 2024	le 31 juillet 2025	le 31 juillet 2024
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation				
Bénéfice net	5 414 \$	4 486 \$	14 935 \$	12 018 \$
Ajustements liés aux éléments sans effet sur la trésorerie et autres				
Dotation à la provision pour pertes de crédit	881	659	3 355	2 392
Amortissement	318	333	962	991
Impôt différé	127	(776)	(105)	(1 628)
Amortissement et perte de valeur des autres immobilisations incorporelles	450	430	1 360	1 169
Variations nettes des participations dans des coentreprises et des entreprises associées	(25)	57	(60)	27
Pertes (profits) sur les titres de placement	(18)	(28)	(118)	(157)
Pertes (profits) à la cession d'activités	—	34	—	29
Ajustements liés à la variation nette des actifs et passifs d'exploitation	(17)	(46)	1 159	2 127
Passifs au titre des contrats d'assurance	(1 271)	(832)	(1 927)	757
Variation nette des intérêts courus à recevoir et à payer	(206)	780	(60)	665
Impôt exigible	33 188	14 540	(4 411)	30 156
Actifs dérivés	(35 482)	(9 684)	(4 901)	(19 286)
Passifs dérivés	(15 017)	(6 875)	(20 854)	11 745
Titres détenus à des fins de transaction	(18 835)	(11 341)	(47 070)	(45 057)
Prêts, déduction faite de la titrisation				
Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	36 095	(23 604)	84 971	15 234
Engagements afférents à des actifs vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	(15 039)	24 652	(39 034)	(36 529)
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	249	2 485	11 786	(587)
Dépôts	34 691	33 662	71 946	43 352
Montants à payer aux courtiers ou à recevoir de courtiers	2 965	(865)	2 876	(857)
Autres	532	(4 848)	(4 805)	(10 588)
Flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités d'exploitation	29 000	23 219	70 005	5 973
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement				
Variation des dépôts productifs d'intérêts auprès de banques	(6 854)	(18 950)	(6 804)	13 677
Produit de la vente et de l'arrivée à échéance de titres de placement	49 363	38 794	159 481	147 325
Achat de titres de placement	(79 950)	(46 838)	(236 975)	(154 558)
Acquisitions nettes de locaux, de matériel et d'autres immobilisations incorporelles	(530)	(717)	(1 694)	(1 609)
Produit net reçu (trésorerie transférée) de cessions	—	5	—	15
Flux de trésorerie affectés aux acquisitions, déduction faite de la trésorerie acquise	—	—	—	(12 716)
Flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités d'investissement	(37 971)	(27 706)	(85 992)	(7 866)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement				
Émission de débentures subordonnées	1 491	1 250	2 991	3 250
Remboursement de débentures subordonnées	(1 250)	(1 500)	(2 750)	(1 500)
Émission d'actions ordinaires, déduction faite des frais d'émission	20	63	54	119
Actions ordinaires rachetées aux fins d'annulation	(955)	(73)	(1 781)	(73)
Émission d'actions privilégiées et d'autres instruments de capitaux propres, déduction faite des frais d'émission	1 698	596	3 084	2 702
Rachat d'actions privilégiées et d'autres instruments de capitaux propres	(600)	(500)	(600)	(521)
Actions propres et autres instruments de capitaux propres – vente	3 221	2 159	7 359	5 015
Actions propres et autres instruments de capitaux propres – achat	(3 082)	(2 326)	(7 378)	(4 994)
Dividendes versés sur les actions et distributions versées sur les autres instruments de capitaux propres	(2 199)	(2 020)	(6 510)	(4 522)
Dividendes/distributions versés aux détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle	(12)	(2)	(26)	(5)
Variation des emprunts à court terme des filiales	(2 068)	(688)	—	(4 507)
Remboursement d'obligations locatives	(168)	135	(493)	(175)
Flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités de financement	(3 904)	(2 906)	(6 050)	(5 211)
Incidence de la variation des taux de change sur la trésorerie et les montants à recevoir de banques	(819)	1 250	241	345
Variation nette de la trésorerie et des montants à recevoir de banques	(13 694)	(6 143)	(21 796)	(6 759)
Trésorerie et montants à recevoir de banques au début de la période ⁽¹⁾	48 621	61 373	56 723	61 989
Trésorerie et montants à recevoir de banques à la fin de la période ⁽¹⁾	34 927 \$	55 230 \$	34 927 \$	55 230 \$
Les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation comprennent les éléments suivants :				
Intérêts versés	17 891 \$	20 372 \$	53 735 \$	56 080 \$
Intérêts reçus	24 585	26 499	74 901	76 379
Dividendes reçus	988	815	3 038	2 671
Impôt sur le résultat payé	1 203	767	3 913	2 843

(1) Nous sommes tenus de maintenir des soldes en raison d'exigences réglementaires ou de restrictions contractuelles imposées par les banques centrales, d'autres organismes de réglementation et d'autres contreparties. Le total des soldes était de 2 milliards de dollars au 31 juillet 2025 (2 milliards au 30 avril 2025; 2 milliards au 31 octobre 2024; 2 milliards au 31 juillet 2024; 2 milliards au 30 avril 2024; 3 milliards au 31 octobre 2023).

Les notes annexes font partie intégrante de ces états financiers consolidés intermédiaires résumés.

Note 1 Informations générales

Nos états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités (les états financiers résumés) sont préparés conformément à la Norme comptable internationale 34 *Information financière intermédiaire*. Les états financiers résumés ne comprennent pas toutes les informations qui doivent être fournies dans les états financiers annuels et ils doivent être lus en parallèle avec nos états financiers consolidés annuels audités de 2024 et les notes annexes présentés aux pages 162 à 271 de notre rapport annuel 2024. Sauf indication contraire, tous les montants sont en dollars canadiens. L'information présentée dans les tableaux est en millions de dollars, sauf indication contraire. Le 26 août 2025, le Conseil d'administration a autorisé la publication des états financiers résumés.

Note 2 Sommaire des méthodes comptables significatives, estimations et jugements

Les états financiers résumés ont été préparés selon les mêmes méthodes comptables que celles utilisées pour préparer nos états financiers consolidés annuels audités de 2024. Nos méthodes comptables significatives et les changements futurs de méthodes comptables et d'informations à fournir non encore entrés en vigueur pour nous sont décrits à la note 2 de nos états financiers consolidés annuels audités de 2024.

Note 3 Juste valeur des instruments financiers

Valeur comptable et juste valeur des instruments financiers

Les tableaux suivants présentent une comparaison de la valeur comptable et de la juste valeur des instruments financiers classés ou désignés à la juste valeur par le biais du résultat net avec la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global et des instruments financiers évalués au coût amorti. Les dérivés incorporés sont présentés sur une base combinée avec les contrats hôtes dans les bilans consolidés intermédiaires résumés. Pour une description des techniques d'évaluation et des données utilisées pour déterminer la juste valeur de nos instruments financiers, se reporter aux notes 2 et 3 de nos états financiers consolidés annuels audités de 2024. Aucun changement important n'a été apporté à nos méthodes d'évaluation de la juste valeur au cours du trimestre.

	Au 31 juillet 2025							
	Valeur comptable et juste valeur				Valeur comptable		Juste valeur	
			Instruments financiers classés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	Instruments financiers désignés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global				
	Instruments financiers classés à la juste valeur par le biais du résultat net	Instruments financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net			Instruments financiers évalués au coût amorti	Instruments financiers évalués au coût amorti	Total de la valeur comptable	Total de la juste valeur
(en millions de dollars canadiens)								
Actifs financiers								
Dépôts productifs d'intérêts auprès de banques	– \$	66 261 \$	– \$	– \$	6 563 \$	6 563 \$	72 824 \$	72 824 \$
Titres								
Titres détenus à des fins de transaction	198 389	5 765	–	–	–	–	204 154	204 154
Titres de placement, déduction faite de la correction de valeur applicable	–	–	231 823	1 370	100 665	97 508	333 858	330 701
	198 389	5 765	231 823	1 370	100 665	97 508	538 012	534 855
Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	200 628	–	–	–	65 204	65 204	265 832	265 832
Prêts, déduction faite de la correction de valeur applicable								
Prêts de détail	982	–	440	–	639 508	638 361	640 930	639 783
Prêts de gros	10 608	–	693	–	373 229	371 029	384 530	382 330
	11 590	–	1 133	–	1 012 737	1 009 390	1 025 460	1 022 113
Autres								
Dérivés	155 023	–	–	–	–	–	155 023	155 023
Autres actifs (1)	12 592	–	–	–	54 821	54 821	67 413	67 413
Passifs financiers								
Dépôts								
Particuliers	782 \$	39 347 \$			483 198 \$	484 867 \$	523 327 \$	524 996 \$
Entreprises et gouvernements (2)	246	161 091			756 826	758 367	918 163	919 704
Banques (3)	–	2 612			37 375	37 383	39 987	39 995
	1 028	203 050			1 277 399	1 280 617	1 481 477	1 484 695
Autres								
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	47 072	–			–	–	47 072	47 072
Engagements afférents à des actifs vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	–	233 863			32 424	32 424	266 287	266 287
Dérivés	158 862	–			–	–	158 862	158 862
Autres passifs (4)	323	18 359			56 307	56 313	74 989	74 995
Débitures subordonnées	–	239			13 593	13 728	13 832	13 967

Note 3 Juste valeur des instruments financiers (suite)

	Au 31 octobre 2024							
	Valeur comptable et juste valeur				Valeur comptable		Juste valeur	
	Instruments financiers classés à la juste valeur par le biais du résultat net	Instruments financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net	Instruments financiers classés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	Instruments financiers désignés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	Instruments financiers évalués au coût amorti	Instruments financiers évalués au coût amorti	Total de la valeur comptable	Total de la juste valeur
(en millions de dollars canadiens)								
Actifs financiers								
Dépôts productifs d'intérêts auprès de banques	– \$	53 996 \$	– \$	– \$	12 024 \$	12 024 \$	66 020 \$	66 020 \$
Titres								
Titres détenus à des fins de transaction	182 346	954	–	–	–	–	183 300	183 300
Titres de placement, déduction faite de la correction de valeur applicable	–	–	155 118	1 242	100 258	96 336	256 618	252 696
	182 346	954	155 118	1 242	100 258	96 336	439 918	435 996
Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	284 311	–	–	–	66 492	66 492	350 803	350 803
Prêts, déduction faite de la correction de valeur applicable								
Prêts de détail	915	–	580	–	622 098	619 320	623 593	620 815
Prêts de gros	6 177	2 030	1 003	–	348 577	345 561	357 787	354 771
	7 092	2 030	1 583	–	970 675	964 881	981 380	975 586
Autres								
Dérivés	150 612	–	–	–	–	–	150 612	150 612
Autres actifs (1)	11 770	–	–	–	50 093	50 093	61 863	61 863
Passifs financiers								
Dépôts								
Particuliers	508 \$	33 799 \$			487 832 \$	490 170 \$	522 139 \$	524 477 \$
Entreprises et gouvernements (2)	191	156 238			683 241	684 748	839 670	841 177
Banques (3)	–	10 530			37 192	37 183	47 722	47 713
	699	200 567			1 208 265	1 212 101	1 409 531	1 413 367
Autres								
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	35 286	–			–	–	35 286	35 286
Engagements afférents à des actifs vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	–	270 663			34 658	34 658	305 321	305 321
Dérivés	163 763	–			–	–	163 763	163 763
Autres passifs (4)	(1 407)	–			69 597	69 850	68 190	68 443
Débtentures subordonnées	–	–			13 546	13 602	13 546	13 602

(1) Comprend les engagements de clients en contrepartie d'acceptations et les instruments financiers comptabilisés dans les autres actifs.

(2) Les dépôts des entreprises et des gouvernements comprennent les dépôts provenant d'institutions de dépôt réglementées qui ne sont pas des banques.

(3) Les dépôts de banques correspondent aux dépôts venant de banques réglementées et de banques centrales.

(4) Comprend les acceptations et les instruments financiers comptabilisés dans les autres passifs.

Juste valeur des actifs et des passifs évalués à la juste valeur de façon récurrente et classés selon la hiérarchie des évaluations à la juste valeur

(en millions de dollars canadiens)	Aux									
	31 juillet 2025					31 octobre 2024				
	Évaluation à la juste valeur selon le			Ajustements de compensation	Juste valeur	Évaluation à la juste valeur selon le			Ajustements de compensation	Juste valeur
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3			Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3		
Actifs financiers										
Dépôts productifs d'intérêts auprès de banques	– \$	66 261 \$	– \$	\$	66 261 \$	– \$	53 996 \$	– \$	\$	53 996 \$
Titres										
Titres détenus à des fins de transaction										
Titres d'emprunt émis ou garantis par :										
Gouvernement canadien (1)	14 332	2 991	–		17 323	11 611	2 173	–		13 784
Provinces et municipalités	–	15 577	–		15 577	–	16 588	–		16 588
Gouvernement fédéral, États, municipalités et organismes américains (1), (2)	1 881	38 287	–		40 168	1 852	29 136	–		30 988
Entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE (3)	9 033	6 304	–		15 337	2 481	2 153	–		4 634
Titres adossés à des créances hypothécaires (1)	–	73	–		73	–	3	–		3
Titres adossés à des actifs	–	1 210	–		1 210	–	1 434	–		1 434
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	–	23 550	83		23 633	–	26 195	–		26 195
Titres de participation	85 726	2 429	2 678		90 833	84 814	2 316	2 544		89 674
	110 972	90 421	2 761		204 154	100 758	79 998	2 544		183 300
Titres de placement										
Titres d'emprunt émis ou garantis par :										
Gouvernement canadien (1)	33 838	12 237	–		46 075	4 623	8 546	–		13 169
Provinces et municipalités	–	9 402	–		9 402	–	7 554	–		7 554
Gouvernement fédéral, États, municipalités et organismes américains (1), (2)	142	111 773	–		111 915	42	80 224	–		80 266
Entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE	6 558	11 543	–		18 101	2 370	7 786	–		10 156
Titres adossés à des créances hypothécaires (1)	–	2 654	29		2 683	–	2 603	31		2 634
Titres adossés à des actifs	–	9 922	–		9 922	–	9 357	–		9 357
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	–	33 591	134		33 725	–	31 839	143		31 982
Titres de participation	492	304	574		1 370	432	304	506		1 242
	41 030	191 426	737		233 193	7 467	148 213	680		156 360
Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	–	200 628	–		200 628	–	284 311	–		284 311
Prêts	–	11 574	1 149		12 723	–	8 924	1 781		10 705
Autres										
Dérivés										
Contrats de taux d'intérêt	–	26 327	261		26 588	–	27 719	354		28 073
Contrats de change	–	94 322	–		94 322	–	98 480	3		98 483
Dérivés de crédit	–	400	–		400	–	273	–		273
Autres contrats	1 599	34 830	79		36 508	2 553	23 830	21		26 404
Ajustements d'évaluation	–	(1 032)	13		(1 019)	–	(1 067)	14		(1 053)
Total des dérivés, montant brut	1 599	154 847	353		156 799	2 553	149 235	392		152 180
Ajustements de compensation				(1 776)	(1 776)				(1 568)	(1 568)
Total des dérivés					155 023					150 612
Autres actifs	5 749	6 839	4		12 592	5 291	6 472	7		11 770
	159 350 \$	721 996 \$	5 004 \$	(1 776)\$	884 574 \$	116 069 \$	731 149 \$	5 404 \$	(1 568)\$	851 054 \$
Passifs financiers										
Dépôts										
Particuliers	– \$	39 560 \$	569 \$	\$	40 129 \$	– \$	33 829 \$	478 \$	\$	34 307 \$
Entreprises et gouvernements	–	161 337	–		161 337	–	156 429	–		156 429
Banques	–	2 612	–		2 612	–	10 530	–		10 530
Autres										
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	16 877	30 195	–		47 072	15 172	20 114	–		35 286
Engagements afférents à des actifs vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	–	233 863	–		233 863	–	270 663	–		270 663
Dérivés										
Contrats de taux d'intérêt	–	21 497	907		22 404	–	24 852	847		25 699
Contrats de change	–	88 524	46		88 570	–	93 164	54		93 218
Dérivés de crédit	–	257	–		257	–	218	–		218
Autres contrats	2 963	46 362	375		49 700	3 212	42 961	324		46 497
Ajustements d'évaluation	–	(288)	(5)		(293)	–	(297)	(4)		(301)
Total des dérivés, montant brut	2 963	156 352	1 323		160 638	3 212	160 898	1 221		165 331
Ajustements de compensation				(1 776)	(1 776)				(1 568)	(1 568)
Total des dérivés					158 862					163 763
Autres passifs	323	18 359	–		18 682	287	(1 694)	–		(1 407)
Débiteures subordonnées	–	239	–		239	–	–	–		–
	20 163 \$	642 517 \$	1 892 \$	(1 776)\$	662 796 \$	18 671 \$	650 769 \$	1 699 \$	(1 568)\$	669 571 \$

(1) Au 31 juillet 2025, la valeur des titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles et commerciales inclus dans tous les niveaux de la juste valeur des titres détenus à des fins de transaction s'établissait respectivement à 18 164 millions de dollars et à 70 millions (17 154 millions et néant au 31 octobre 2024), et la valeur de ceux inclus dans tous les niveaux de la juste valeur des titres de placement se chiffrait respectivement à 27 577 millions et à 2 683 millions (27 048 millions et 2 568 millions au 31 octobre 2024).

(2) États-Unis.

(3) Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).

Note 3 Juste valeur des instruments financiers (suite)**Évaluations de la juste valeur à l'aide de données non observables importantes (instruments de niveau 3)**

Un instrument financier est classé au niveau 3 de la hiérarchie des évaluations à la juste valeur si une ou plusieurs de ses données non observables peuvent avoir une incidence importante sur l'évaluation de sa juste valeur. Dans le cadre de l'établissement des états financiers, les niveaux appropriés de ces données non observables sont choisis de manière à tenir compte des indications actuelles du marché et du jugement de la direction. En raison de la nature non observable des cours ou des taux, il peut y avoir une incertitude quant à l'évaluation de ces instruments financiers de niveau 3.

Au cours du trimestre clos le 31 juillet 2025, aucun changement important n'est intervenu dans les techniques et fourchettes d'évaluation et les moyennes pondérées des données non observables utilisées pour déterminer la juste valeur des instruments financiers de niveau 3. Au 31 juillet 2025, l'incidence de l'ajustement d'une ou plusieurs données non observables par d'autres hypothèses raisonnablement possibles n'a pas varié de façon importante par rapport à l'incidence indiquée dans nos états financiers consolidés annuels audités de 2024.

Variations de l'évaluation de la juste valeur des instruments évalués de façon récurrente et classés au niveau 3

	Pour le trimestre clos le 31 juillet 2025								
	Juste valeur au début de la période	Profits (pertes) compris dans le résultat	Profits (pertes) compris dans les autres éléments du résultat global (1)	Achats d'actifs (émissions de passifs)	Règlements de passifs (ventes d'actifs) et autres (2)	Transferts vers le niveau 3	Transferts hors du niveau 3	Juste valeur à la fin de la période	Profits (pertes) compris dans le résultat relativement aux actifs et passifs encore détenus
(en millions de dollars canadiens)									
Actif									
Titres									
Titres détenus à des fins de transaction									
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	32 \$	– \$	– \$	3 \$	(3)\$	51 \$	– \$	83 \$	– \$
Titres de participation	2 655	(104)	6	159	(31)	1	(8)	2 678	(81)
	2 687	(104)	6	162	(34)	52	(8)	2 761	(81)
Titres de placement									
Titres adossés à des créances hypothécaires	31	–	(2)	–	–	–	–	29	s.o.
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	134	–	3	–	(3)	–	–	134	s.o.
Titres de participation	570	–	5	–	(1)	–	–	574	s.o.
	735	–	6	–	(4)	–	–	737	s.o.
Prêts	1 207	(63)	(3)	20	(1)	–	(11)	1 149	(62)
Autres									
Soldes nets des dérivés (3)									
Contrats de taux d'intérêt	(522)	(68)	1	34	(42)	(28)	(21)	(646)	(81)
Contrats de change	(53)	7	(1)	1	–	–	–	(46)	7
Autres contrats	(392)	(48)	(2)	(22)	(7)	(27)	202	(296)	(34)
Ajustements d'évaluation	25	–	–	–	(7)	–	–	18	–
Autres actifs	5	–	–	–	(1)	–	–	4	–
	3 692 \$	(276)\$	7 \$	195 \$	(96)\$	(3)\$	162 \$	3 681 \$	(251)\$
Passif									
Dépôts	(542)\$	(51)\$	(1)\$	(208)\$	27 \$	(61)\$	267 \$	(569)\$	(32)\$
	(542)\$	(51)\$	(1)\$	(208)\$	27 \$	(61)\$	267 \$	(569)\$	(32)\$

Pour le trimestre clos le 31 juillet 2024									
(en millions de dollars canadiens)	Juste valeur au début de la période	Profits (pertes) compris dans le résultat	Profits (pertes) compris dans les autres éléments du résultat global (1)	Achats d'actifs (émissions de passifs)	Règlements de passifs (ventes d'actifs) et autres (2)	Transferts vers le niveau 3	Transferts hors du niveau 3	Juste valeur à la fin de la période	Profits (pertes) compris dans le résultat relativement aux actifs et passifs encore détenus
Actif									
Titres									
Titres détenus à des fins de transaction									
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$
Titres de participation	2 392	(136)	2	216	(38)	1	(1)	2 436	(117)
	2 392	(136)	2	216	(38)	1	(1)	2 436	(117)
Titres de placement									
Titres adossés à des créances hypothécaires	30	–	(1)	–	–	–	–	29	s.o.
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	144	–	6	–	(4)	–	–	146	s.o.
Titres de participation	476	–	11	–	(3)	–	–	484	s.o.
	650	–	16	–	(7)	–	–	659	s.o.
Prêts	1 837	(33)	21	78	(84)	9	(14)	1 814	(30)
Autres									
Soldes nets des dérivés (3)									
Contrats de taux d'intérêt	(647)	43	–	(66)	122	18	(18)	(548)	43
Contrats de change	(27)	(9)	1	(1)	–	–	(10)	(46)	(9)
Autres contrats	(298)	(24)	(1)	(11)	4	(198)	132	(396)	(13)
Ajustements d'évaluation	(6)	–	–	–	16	–	–	10	–
Autres actifs	9	–	–	–	(1)	–	–	8	–
	3 910 \$	(159)\$	39 \$	216 \$	12 \$	(170)\$	89 \$	3 937 \$	(126)\$
Passif									
Dépôts	(633)\$	(39)\$	– \$	(60)\$	38 \$	(3)\$	89 \$	(608)\$	(23)\$
	(633)\$	(39)\$	– \$	(60)\$	38 \$	(3)\$	89 \$	(608)\$	(23)\$

Pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2025									
(en millions de dollars canadiens)	Juste valeur au début de la période	Profits (pertes) compris dans le résultat	Profits (pertes) compris dans les autres éléments du résultat global (1)	Achats d'actifs (émissions de passifs)	Règlements de passifs (ventes d'actifs) et autres (2)	Transferts vers le niveau 3	Transferts hors du niveau 3	Juste valeur à la fin de la période	Profits (pertes) compris dans le résultat relativement aux actifs et passifs encore détenus
Actif									
Titres									
Titres détenus à des fins de transaction									
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	– \$	– \$	– \$	3 \$	(3)\$	83 \$	– \$	83 \$	– \$
Titres de participation	2 544	(174)	(8)	493	(171)	2	(8)	2 678	(129)
	2 544	(174)	(8)	496	(174)	85	(8)	2 761	(129)
Titres de placement									
Titres adossés à des créances hypothécaires	31	–	(2)	–	–	–	–	29	s.o.
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	143	–	5	–	(14)	–	–	134	s.o.
Titres de participation	506	–	40	32	(4)	–	–	574	s.o.
	680	–	43	32	(18)	–	–	737	s.o.
Prêts	1 781	32	(3)	161	(815)	7	(14)	1 149	(43)
Autres									
Soldes nets des dérivés (3)									
Contrats de taux d'intérêt	(493)	(103)	3	(5)	(37)	(19)	8	(646)	(115)
Contrats de change	(51)	(4)	2	2	(1)	–	6	(46)	(16)
Autres contrats	(303)	32	1	(34)	–	(301)	309	(296)	75
Ajustements d'évaluation	18	–	–	6	(6)	–	–	18	–
Autres actifs	7	–	–	–	(3)	–	–	4	–
	4 183 \$	(217)\$	38 \$	658 \$	(1 054)\$	(228)\$	301 \$	3 681 \$	(228)\$
Passif									
Dépôts	(478)\$	(42)\$	– \$	(609)\$	115 \$	(271)\$	716 \$	(569)\$	14 \$
	(478)\$	(42)\$	– \$	(609)\$	115 \$	(271)\$	716 \$	(569)\$	14 \$

Note 3 Juste valeur des instruments financiers (suite)

Pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2024									
(en millions de dollars canadiens)	Juste valeur au début de la période	Profits (pertes) compris dans le résultat	Profits (pertes) compris dans les autres éléments du résultat global (1)	Achats d'actifs (émissions de passifs)	Règlements de passifs (ventes d'actifs) et autres (2)	Transferts vers le niveau 3	Transferts hors du niveau 3	Juste valeur à la fin de la période	Profits (pertes) compris dans le résultat relativement aux actifs et passifs encore détenus
Actif									
Titres									
Titres détenus à des fins de transaction									
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$
Titres de participation	2 266	(190)	(6)	445	(78)	1	(2)	2 436	(149)
	2 266	(190)	(6)	445	(78)	1	(2)	2 436	(149)
Titres de placement									
Titres adossés à des créances hypothécaires	29	–	–	–	–	–	–	29	s.o.
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	149	–	10	–	(13)	–	–	146	s.o.
Titres de participation	466	–	16	3	(3)	2	–	484	s.o.
	644	–	26	3	(16)	2	–	659	s.o.
Prêts	1 859	(87)	25	445	(324)	50	(154)	1 814	(81)
Autres									
Soldes nets des dérivés (3)									
Contrats de taux d'intérêt	(662)	46	–	(80)	135	30	(17)	(548)	55
Contrats de change	(49)	(10)	6	14	3	2	(12)	(46)	(3)
Autres contrats	(438)	(139)	5	(59)	5	(284)	514	(396)	1
Ajustements d'évaluation	3	–	–	(1)	8	–	–	10	–
Autres actifs	11	–	–	–	(3)	–	–	8	–
	3 634 \$	(380)\$	56 \$	767 \$	(270)\$	(199)\$	329 \$	3 937 \$	(177)\$
Passif									
Dépôts	(383)\$	(90)\$	1 \$	(417)\$	76 \$	(93)\$	298 \$	(608)\$	(44)\$
	(383)\$	(90)\$	1 \$	(417)\$	76 \$	(93)\$	298 \$	(608)\$	(44)\$

(1) Ces montants comprennent les profits et les pertes de change découlant de la consolidation des filiales étrangères à l'égard des instruments de niveau 3, s'il y a lieu. Les profits latents sur les titres de placement comptabilisés dans les autres éléments du résultat global ont été de 2 millions de dollars pour le trimestre clos le 31 juillet 2025 (profits de 10 millions au 31 juillet 2024) et profits de 33 millions pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2025 (profits de 20 millions au 31 juillet 2024), exclusion faite des profits ou des pertes de change découlant de la consolidation.

(2) Comprend l'amortissement des primes ou des escomptes comptabilisés dans le bénéfice net.

(3) Le montant net des dérivés au 31 juillet 2025 comprenait des actifs dérivés de 353 millions de dollars (401 millions au 31 juillet 2024) et des passifs dérivés de 1 323 millions (1 381 millions au 31 juillet 2024).

s.o. sans objet

Transferts entre les niveaux de la hiérarchie des évaluations de la juste valeur pour les instruments inscrits à la juste valeur de façon récurrente

Les transferts entre les niveaux 1 et 2 et les transferts d'instruments vers le niveau 3 et hors de ce niveau sont présumés avoir eu lieu à la fin de la période. Pour un actif ou un passif transféré vers le niveau 3 au cours de la période, la variation totale de la juste valeur pour la période est exclue de la colonne Profits (pertes) compris dans le résultat relativement aux actifs et passifs encore détenus du tableau de rapprochement ci-dessus, alors que pour les transferts hors du niveau 3 effectués au cours de la période, la variation totale de la juste valeur pour la période est comprise dans cette même colonne.

Les transferts entre les niveaux 1 et 2 sont effectués selon que la juste valeur est obtenue au moyen des cours des marchés actifs (niveau 1).

Au cours du trimestre clos le 31 juillet 2025, aucun transfert important n'a été effectué depuis le niveau 1 vers le niveau 2. Au cours du trimestre clos le 31 juillet 2024, les transferts depuis le niveau 1 vers le niveau 2 comprenaient des créances du gouvernement fédéral, d'États, de municipalités et d'organismes américains de 564 millions de dollars détenues à des fins de négociation et des créances du gouvernement fédéral, d'États, de municipalités et d'organismes américains de 417 millions détenues à titre de placements.

Au cours des trimestres clos les 31 juillet 2025 et 2024, aucun transfert important n'a été effectué depuis le niveau 2 vers le niveau 1.

Au cours de la période de neuf mois close le 31 juillet 2025, les transferts depuis le niveau 1 vers le niveau 2 comprenaient des créances du gouvernement fédéral, d'États, de municipalités et d'organismes américains de 938 millions de dollars détenues à des fins de négociation. Au cours de la période de neuf mois close le 31 juillet 2024, les transferts depuis le niveau 1 vers le niveau 2 comprenaient des créances du gouvernement fédéral, d'États, de municipalités et d'organismes américains de 1 038 millions de dollars détenus à titre de placements et des créances du gouvernement fédéral, d'États, de municipalités et d'organismes américains de 822 millions détenues à des fins de négociation.

Au cours des périodes de neuf mois closes les 31 juillet 2025 et 2024, aucun transfert important n'a été effectué depuis le niveau 2 vers le niveau 1.

Les transferts entre le niveau 2 et le niveau 3 sont principalement attribuables à un changement dans l'observabilité d'une donnée sur le marché ou à un changement dans l'importance de l'incidence d'une donnée non observable sur la juste valeur d'un instrument financier.

Au cours du trimestre clos le 31 juillet 2025, aucun transfert important n'a été effectué depuis le niveau 2 vers le niveau 3. Au cours du trimestre clos le 31 juillet 2024, les transferts depuis le niveau 2 vers le niveau 3 comprenaient d'autres contrats en raison de changements dans l'importance des données non observables.

Au cours du trimestre clos le 31 juillet 2025, les transferts depuis le niveau 3 vers le niveau 2 comprenaient des dépôts et d'autres contrats en raison de changements dans l'importance de données non observables. Au cours du trimestre clos le 31 juillet 2024, les transferts depuis le niveau 3 vers le niveau 2 comprenaient d'autres contrats en raison de changements dans l'importance des données non observables et de changements dans l'observabilité des données du marché.

Au cours de la période de neuf mois close le 31 juillet 2025, les transferts depuis le niveau 2 vers le niveau 3 comprenaient d'autres contrats et des dépôts en raison de changements dans l'importance des données non observables. Au cours de la période de neuf mois close le 31 juillet 2024, les transferts depuis le niveau 2 vers le niveau 3 comprenaient d'autres contrats en raison de changements dans l'importance des données non observables et de changements dans l'observabilité des données du marché.

Au cours de la période de neuf mois close le 31 juillet 2025, les transferts depuis le niveau 3 vers le niveau 2 comprenaient des dépôts et d'autres contrats en raison de changements dans l'importance des données non observables et de changements dans l'observabilité des données du marché. Au cours de la période de neuf mois close le 31 juillet 2024, les transferts depuis le niveau 3 vers le niveau 2 comprenaient d'autres contrats, des dépôts et des prêts en raison de changements dans l'importance des données non observables et de changements dans l'observabilité des données du marché.

Revenu net d'intérêt tiré des instruments financiers

Le revenu d'intérêt et le revenu de dividende découlant des actifs financiers et passifs financiers et les coûts de financement connexes sont inclus dans le revenu net d'intérêt.

	Pour les trimestres clos		Pour les périodes de neuf mois closes	
	le 31 juillet 2025	le 31 juillet 2024	le 31 juillet 2025	le 31 juillet 2024
(en millions de dollars canadiens)				
Revenu d'intérêt et de dividende (1), (2)				
Instruments financiers évalués à la juste valeur par le biais du résultat net	7 679 \$	8 678 \$	22 932 \$	27 583 \$
Instruments financiers évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	2 240	1 927	6 395	5 162
Instruments financiers évalués au coût amorti	16 191	16 485	48 208	45 708
	26 110	27 090	77 535	78 453
Charge d'intérêt (1)				
Instruments financiers évalués à la juste valeur par le biais du résultat net	7 623	8 432	22 985	26 227
Instruments financiers évalués au coût amorti	10 136	11 331	30 195	31 944
	17 759	19 763	53 180	58 171
Revenu net d'intérêt	8 351 \$	7 327 \$	24 355 \$	20 282 \$

(1) Exclut le revenu d'intérêt et de dividende de 300 millions de dollars pour le trimestre clos le 31 juillet 2025 (222 millions au 31 juillet 2024) et de 957 millions pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2025 (656 millions au 31 juillet 2024), et la charge d'intérêt de 52 millions pour le trimestre clos le 31 juillet 2025 (54 millions au 31 juillet 2024) et de 170 millions pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2025 (77 millions au 31 juillet 2024) présentés au poste Résultat des placements d'assurance de l'état consolidé intermédiaire résumé du résultat net.

(2) Inclut un revenu de dividende de 905 millions de dollars pour le trimestre clos le 31 juillet 2025 (778 millions au 31 juillet 2024) et de 2 904 millions pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2025 (2 511 millions au 31 juillet 2024) présenté à titre de revenu d'intérêt et de dividende dans l'état consolidé intermédiaire résumé du résultat net.

Note 4 Titres

Profits et pertes latents sur les titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global ^{(1), (2)}

(en millions de dollars canadiens)	Aux							
	31 juillet 2025				31 octobre 2024			
	Coût/ coût amorti	Profits bruts latents	Pertes brutes latentes	Juste valeur	Coût/ coût amorti	Profits bruts latents	Pertes brutes latentes	Juste valeur
Titres d'emprunt émis ou garantis par :								
Gouvernement canadien								
Gouvernement fédéral	46 054 \$	44 \$	(23)\$	46 075 \$	13 165 \$	31 \$	(27)\$	13 169 \$
Provinces et municipalités	9 442	29	(69)	9 402	7 563	27	(36)	7 554
Gouvernement fédéral, États, municipalités et organismes américains	113 122	280	(1 487)	111 915	81 632	333	(1 699)	80 266
Entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE	18 123	17	(39)	18 101	10 199	6	(49)	10 156
Titres adossés à des créances hypothécaires	2 685	6	(8)	2 683	2 646	3	(15)	2 634
Titres adossés à des actifs	9 914	12	(4)	9 922	9 343	17	(3)	9 357
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	33 644	111	(30)	33 725	31 932	101	(51)	31 982
Titres de participation	763	612	(5)	1 370	728	519	(5)	1 242
	233 747 \$	1 111 \$	(1 665)\$	233 193 \$	157 208 \$	1 037 \$	(1 885)\$	156 360 \$

- (1) Compte non tenu de titres détenus afin d'en percevoir les flux de trésorerie de 100 665 millions de dollars au 31 juillet 2025 comptabilisés au coût amorti, déduction faite d'une correction de valeur pour pertes de crédit (100 258 millions au 31 octobre 2024).
- (2) Les profits et les pertes bruts latents comprennent une correction de valeur pour pertes de crédit de (39) millions de dollars liée à des titres d'emprunt évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global au 31 juillet 2025 ((35) millions au 31 octobre 2024) comptabilisée en résultat et dans les autres composantes des capitaux propres.

Correction de valeur pour pertes de crédit sur les titres de placement

Les tableaux qui suivent présentent le rapprochement du solde d'ouverture et du solde de clôture de la correction de valeur, par stade, pour les titres d'emprunt évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global et au coût amorti. Les éléments de rapprochement sont les suivants :

- Transferts entre les stades – On présume qu'ils surviennent avant toute réévaluation correspondante de la correction de valeur.
- Achats – Ils reflètent la correction de valeur établie pour les actifs nouvellement comptabilisés durant la période, y compris les actifs décomptabilisés à la suite d'une modification des conditions.
- Ventes et arrivées à échéance – Elles reflètent la correction de valeur établie pour les actifs décomptabilisés durant la période sans qu'une perte de crédit ait été subie, y compris les actifs décomptabilisés à la suite d'une modification des conditions.
- Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition – Ils reflètent les faits suivants : l'incidence des variations des données ou hypothèses relatives aux modèles, y compris les changements dans les conditions macroéconomiques prospectives, les remboursements partiels, les changements d'évaluation à la suite d'un transfert entre les stades et la désactualisation de la valeur temps de l'argent du fait du passage du temps.

Correction de valeur pour pertes de crédit – titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global ⁽¹⁾

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos							
	le 31 juillet 2025				le 31 juillet 2024			
	Productifs		Dépréciés		Productifs		Dépréciés	
	Stade 1	Stade 2	Stade 3 (2)	Total	Stade 1	Stade 2	Stade 3 (2)	Total
Solde au début de la période	5 \$	– \$	(40)\$	(35)\$	6 \$	– \$	(39)\$	(33)\$
Dotation à la provision pour pertes de crédit								
Transferts vers le stade 1	–	–	–	–	–	–	–	–
Transferts vers le stade 2	–	–	–	–	–	–	–	–
Transferts vers le stade 3	–	–	–	–	–	–	–	–
Achats	1	–	–	1	2	–	–	2
Ventes et arrivées à échéance	(1)	–	–	(1)	(1)	–	–	(1)
Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition	–	–	(4)	(4)	(2)	–	(2)	(4)
Écart de change et autres	(1)	–	1	–	–	–	1	1
Solde à la fin de la période	4 \$	– \$	(43)\$	(39)\$	5 \$	– \$	(40)\$	(35)\$

(en millions de dollars canadiens)	Pour les périodes de neuf mois closes							
	le 31 juillet 2025				le 31 juillet 2024			
	Productifs		Dépréciés		Productifs		Dépréciés	
	Stade 1	Stade 2	Stade 3 (2)	Total	Stade 1	Stade 2	Stade 3 (2)	Total
Solde au début de la période	6 \$	– \$	(41) \$	(35) \$	4 \$	– \$	(37) \$	(33) \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit								
Transferts vers le stade 1	–	–	–	–	–	–	–	–
Transferts vers le stade 2	–	–	–	–	–	–	–	–
Transferts vers le stade 3	–	–	–	–	–	–	–	–
Achats	5	–	–	5	8	–	–	8
Ventes et arrivées à échéance	(3)	–	–	(3)	(3)	–	–	(3)
Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition	(4)	–	(8)	(12)	(5)	–	(6)	(11)
Écart de change et autres	–	–	6	6	1	–	3	4
Solde à la fin de la période	4 \$	– \$	(43) \$	(39) \$	5 \$	– \$	(40) \$	(35) \$

- (1) Les pertes de crédit attendues sur les titres d'emprunt évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global ne sont pas comptabilisées séparément dans le bilan, car les titres visés sont inscrits à la juste valeur. Le cumul des pertes de crédit comptabilisé en résultat est présenté dans les autres composantes des capitaux propres.
- (2) Comprend les variations de la correction de valeur sur les titres dépréciés acquis.

Correction de valeur pour pertes de crédit – titres au coût amorti

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos							
	le 31 juillet 2025				le 31 juillet 2024			
	Productifs		Dépréciés		Productifs		Dépréciés	
	Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total	Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total
Solde au début de la période	6 \$	8 \$	– \$	14 \$	8 \$	13 \$	– \$	21 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit								
Transferts vers le stade 1	–	–	–	–	–	–	–	–
Transferts vers le stade 2	–	–	–	–	–	–	–	–
Transferts vers le stade 3	–	–	–	–	–	–	–	–
Achats	3	–	–	3	2	–	–	2
Ventes et arrivées à échéance	–	–	–	–	(2)	–	–	(2)
Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition	(3)	–	–	(3)	–	(2)	–	(2)
Écart de change et autres	1	(1)	–	–	(1)	1	–	–
Solde à la fin de la période	7 \$	7 \$	– \$	14 \$	7 \$	12 \$	– \$	19 \$

(en millions de dollars canadiens)	Pour les périodes de neuf mois closes							
	le 31 juillet 2025				le 31 juillet 2024			
	Productifs		Dépréciés		Productifs		Dépréciés	
	Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total	Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total
Solde au début de la période	6 \$	8 \$	– \$	14 \$	8 \$	15 \$	– \$	23 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit								
Transferts vers le stade 1	–	–	–	–	–	–	–	–
Transferts vers le stade 2	–	–	–	–	–	–	–	–
Transferts vers le stade 3	–	–	–	–	–	–	–	–
Achats	5	–	–	5	6	–	–	6
Ventes et arrivées à échéance	–	–	–	–	(2)	–	–	(2)
Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition	(4)	(1)	–	(5)	(4)	(3)	–	(7)
Écart de change et autres	–	–	–	–	(1)	–	–	(1)
Solde à la fin de la période	7 \$	7 \$	– \$	14 \$	7 \$	12 \$	– \$	19 \$

Note 4 Titres (suite)**Exposition au risque de crédit selon la notation interne du risque**

Le tableau suivant présente la juste valeur des titres d'emprunt évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global ainsi que la valeur comptable brute des titres évalués au coût amorti. Les notations du risque sont basées sur les évaluations internes utilisées pour l'évaluation des pertes de crédit attendues à la date de clôture, telles qu'elles figurent dans les grilles de notations internes de la rubrique Risque de crédit de notre rapport annuel 2024.

(en millions de dollars canadiens)	Aux							
	31 juillet 2025				31 octobre 2024			
	Productifs		Dépréciés		Productifs		Dépréciés	
	Stade 1	Stade 2	Stade 3 (1)	Total	Stade 1	Stade 2	Stade 3 (1)	Total
Titres de placement								
Titres évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global								
Qualité investissement	230 817 \$	5 \$	– \$	230 822 \$	154 100 \$	– \$	– \$	154 100 \$
Qualité inférieure	867	–	–	867	875	–	–	875
Titres dépréciés	–	–	134	134	–	–	143	143
	231 684	5	134	231 823	154 975	–	143	155 118
Éléments non soumis à des tests de dépréciation (2)				1 370				1 242
				233 193 \$				156 360 \$
Titres au coût amorti								
Qualité investissement	99 512 \$	– \$	– \$	99 512 \$	99 224 \$	– \$	– \$	99 224 \$
Qualité inférieure	1 008	159	–	1 167	856	192	–	1 048
	100 520	159	–	100 679	100 080	192	–	100 272
Correction de valeur pour pertes de crédit	7	7	–	14	6	8	–	14
	100 513 \$	152 \$	– \$	100 665 \$	100 074 \$	184 \$	– \$	100 258 \$

(1) Rend compte des titres dépréciés acquis de 134 millions de dollars (143 millions au 31 octobre 2024).

(2) Les titres de placement évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global qui ne sont pas soumis à des tests de dépréciation sont des titres de participation désignés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global.

Note 5 Prêts et correction de valeur pour pertes de crédit**Correction de valeur pour pertes de crédit**

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos									
	le 31 juillet 2025					le 31 juillet 2024				
	Solde au début de la période	Dotation à la provision pour pertes de crédit	Sorties du bilan, montant net	Écart de change et autres	Solde à la fin de la période	Solde au début de la période	Dotation à la provision pour pertes de crédit	Sorties du bilan, montant net	Écart de change et autres	Solde à la fin de la période
Prêts de détail										
Prêts hypothécaires résidentiels	730 \$	46 \$	1 \$	(10)\$	767 \$	569 \$	36 \$	(2)\$	(4)\$	599 \$
Prêts aux particuliers	1 633	184	(197)	3	1 623	1 371	188	(154)	(8)	1 397
Prêts sur cartes de crédit	1 320	217	(214)	–	1 323	1 139	169	(155)	3	1 156
Prêts aux petites entreprises	343	34	(25)	(7)	345	230	46	(24)	(6)	246
Prêts de gros	3 455	405	(187)	(89)	3 584	2 714	246	(202)	(50)	2 708
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	–	(1)	–	1	–	51	(20)	–	1	32
	7 481 \$	885 \$	(622)\$	(102)\$	7 642 \$	6 074 \$	665 \$	(537)\$	(64)\$	6 138 \$
Présentation ventilée :										
Correction de valeur pour pertes sur prêts	7 125 \$				7 272 \$	5 715 \$				5 798 \$
Autres passifs – Dotations	353				367	302				303
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	–				–	51				32
Autres composantes des capitaux propres	3				3	6				5

Pour les périodes de neuf mois closes										
(en millions de dollars canadiens)	le 31 juillet 2025					le 31 juillet 2024				
	Solde au début de la période	Dotation à la provision pour pertes de crédit	Sorties du bilan, montant net	Écart de change et autres	Solde à la fin de la période	Solde au début de la période	Dotation à la provision pour pertes de crédit	Sorties du bilan, montant net	Écart de change et autres	Solde à la fin de la période
Prêts de détail										
Prêts hypothécaires résidentiels	572 \$	240 \$	(3)\$	(42)\$	767 \$	481 \$	138 \$	(8)\$	(12)\$	599 \$
Prêts aux particuliers	1 482	719	(564)	(14)	1 623	1 228	603	(427)	(7)	1 397
Prêts sur cartes de crédit	1 233	697	(606)	(1)	1 323	1 069	575	(490)	2	1 156
Prêts aux petites entreprises	272	168	(77)	(18)	345	194	122	(58)	(12)	246
Prêts de gros	2 793	1 535	(536)	(208)	3 584	2 326	980	(484)	(114)	2 708
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	–	(1)	–	1	–	50	(19)	–	1	32
	6 352 \$	3 358 \$	(1 786)\$	(282)\$	7 642 \$	5 348 \$	2 399 \$	(1 467)\$	(142)\$	6 138 \$
Présentation ventilée :										
Correction de valeur pour pertes sur prêts	6 037 \$				7 272 \$	5 004 \$				5 798 \$
Autres passifs – Dotations	311				367	288				303
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	–				–	50				32
Autres composantes des capitaux propres	4				3	6				5

Le tableau qui suit présente le rapprochement du solde d'ouverture et du solde de clôture de la correction de valeur pour chaque grande catégorie de produits de prêts et d'engagements tels qu'ils ont été déterminés dans notre modèle de correction de valeur pondéré en fonction des scénarios et de l'application d'un jugement expert en matière de crédit, le cas échéant. Les éléments de rapprochement sont les suivants :

- Transferts entre les stades – On présume qu'ils surviennent avant toute réévaluation correspondante de la correction de valeur.
- Originations – Elles reflètent la correction de valeur établie pour les actifs nouvellement comptabilisés durant la période, y compris les actifs décomptabilisés à la suite d'une modification des conditions.
- Arrivées à échéance – Elles reflètent la correction de valeur établie pour les actifs décomptabilisés durant la période sans qu'une perte de crédit ait été subie, y compris les actifs décomptabilisés à la suite d'une modification des conditions.
- Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition – Ils reflètent les faits suivants : l'incidence des variations des données ou hypothèses relatives aux modèles, y compris les changements dans les conditions macroéconomiques prospectives; les remboursements partiels et les prélèvements supplémentaires sur les facilités existantes; les changements d'évaluation à la suite d'un transfert entre les stades et la désactualisation de la valeur temps de l'argent du fait du passage du temps au stade 1 et au stade 2.

Note 5 Prêts et correction de valeur pour pertes de crédit (suite)

Correction de valeur pour pertes de crédit – prêts de détail et prêts de gros

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos							
	le 31 juillet 2025				le 31 juillet 2024			
	Productifs		Dépréciés		Productifs		Dépréciés	
	Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total	Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total
Prêts hypothécaires résidentiels								
Solde au début de la période	259 \$	209 \$	262 \$	730 \$	245 \$	118 \$	206 \$	569 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit								
Transferts vers le stade 1	57	(53)	(4)	–	39	(37)	(2)	–
Transferts vers le stade 2	(15)	15	–	–	(8)	8	–	–
Transferts vers le stade 3	(2)	(12)	14	–	(2)	(13)	15	–
Originations	27	–	–	27	21	–	–	21
Arrivées à échéance	(7)	(6)	–	(13)	(5)	(6)	–	(11)
Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition	(50)	66	16	32	(66)	68	24	26
Sorties du bilan	–	–	(3)	(3)	–	–	(6)	(6)
Recouvrements	–	–	4	4	–	–	4	4
Écart de change et autres	(1)	2	(11)	(10)	(1)	1	(4)	(4)
Solde à la fin de la période	268 \$	221 \$	278 \$	767 \$	223 \$	139 \$	237 \$	599 \$
Prêts aux particuliers								
Solde au début de la période	304 \$	1 110 \$	219 \$	1 633 \$	296 \$	887 \$	188 \$	1 371 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit								
Transferts vers le stade 1	155	(155)	–	–	149	(148)	(1)	–
Transferts vers le stade 2	(22)	22	–	–	(17)	18	(1)	–
Transferts vers le stade 3	(1)	(42)	43	–	(2)	(36)	38	–
Originations	26	–	–	26	27	–	–	27
Arrivées à échéance	(13)	(62)	–	(75)	(12)	(48)	–	(60)
Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition	(157)	238	152	233	(141)	226	136	221
Sorties du bilan	–	–	(237)	(237)	–	–	(190)	(190)
Recouvrements	–	–	40	40	–	–	36	36
Écart de change et autres	1	(1)	3	3	3	(4)	(7)	(8)
Solde à la fin de la période	293 \$	1 110 \$	220 \$	1 623 \$	303 \$	895 \$	199 \$	1 397 \$
Prêts sur cartes de crédit								
Solde au début de la période	202 \$	1 118 \$	– \$	1 320 \$	192 \$	947 \$	– \$	1 139 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit								
Transferts vers le stade 1	169	(169)	–	–	151	(151)	–	–
Transferts vers le stade 2	(27)	27	–	–	(26)	26	–	–
Transferts vers le stade 3	(1)	(159)	160	–	(1)	(127)	128	–
Originations	7	–	–	7	10	–	–	10
Arrivées à échéance	(2)	(13)	–	(15)	(1)	(15)	–	(16)
Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition	(135)	306	54	225	(123)	270	28	175
Sorties du bilan	–	–	(262)	(262)	–	–	(210)	(210)
Recouvrements	–	–	48	48	–	–	55	55
Écart de change et autres	–	–	–	–	2	2	(1)	3
Solde à la fin de la période	213 \$	1 110 \$	– \$	1 323 \$	204 \$	952 \$	– \$	1 156 \$
Prêts aux petites entreprises								
Solde au début de la période	98 \$	114 \$	131 \$	343 \$	74 \$	78 \$	78 \$	230 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit								
Transferts vers le stade 1	14	(14)	–	–	15	(15)	–	–
Transferts vers le stade 2	(6)	6	–	–	(5)	5	–	–
Transferts vers le stade 3	–	(4)	4	–	–	(1)	1	–
Originations	12	–	–	12	11	–	–	11
Arrivées à échéance	(6)	(7)	–	(13)	(5)	(5)	–	(10)
Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition	(16)	16	35	35	(10)	14	41	45
Sorties du bilan	–	–	(31)	(31)	–	–	(27)	(27)
Recouvrements	–	–	6	6	–	–	3	3
Écart de change et autres	–	2	(9)	(7)	–	1	(7)	(6)
Solde à la fin de la période	96 \$	113 \$	136 \$	345 \$	80 \$	77 \$	89 \$	246 \$
Prêts de gros								
Solde au début de la période	946 \$	1 104 \$	1 405 \$	3 455 \$	757 \$	924 \$	1 033 \$	2 714 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit								
Transferts vers le stade 1	107	(107)	–	–	101	(101)	–	–
Transferts vers le stade 2	(33)	34	(1)	–	(26)	29	(3)	–
Transferts vers le stade 3	(3)	(35)	38	–	(1)	(7)	8	–
Originations	168	–	–	168	150	–	–	150
Arrivées à échéance	(133)	(121)	–	(254)	(96)	(109)	–	(205)
Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition	(169)	258	402	491	(108)	198	211	301
Sorties du bilan	–	–	(210)	(210)	–	–	(211)	(211)
Recouvrements	–	–	23	23	–	–	9	9
Écart de change et autres	1	3	(93)	(89)	1	1	(52)	(50)
Solde à la fin de la période	884 \$	1 136 \$	1 564 \$	3 584 \$	778 \$	935 \$	995 \$	2 708 \$

(en millions de dollars canadiens)	Pour les périodes de neuf mois closes							
	le 31 juillet 2025				le 31 juillet 2024			
	Productifs		Dépréciés		Productifs		Dépréciés	
	Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total	Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total
Prêts hypothécaires résidentiels								
Solde au début de la période	215 \$	126 \$	231 \$	572 \$	223 \$	90 \$	168 \$	481 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit								
Transferts vers le stade 1	116	(112)	(4)	—	72	(70)	(2)	—
Transferts vers le stade 2	(33)	39	(6)	—	(18)	26	(8)	—
Transferts vers le stade 3	(4)	(36)	40	—	(4)	(29)	33	—
Originations	74	—	—	74	72	—	—	72
Arrivées à échéance	(17)	(20)	—	(37)	(13)	(13)	—	(26)
Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition	(83)	224	62	203	(110)	135	67	92
Sorties du bilan	—	—	(12)	(12)	—	—	(17)	(17)
Recouvrements	—	—	9	9	—	—	9	9
Écart de change et autres	—	—	(42)	(42)	1	—	(13)	(12)
Solde à la fin de la période	268 \$	221 \$	278 \$	767 \$	223 \$	139 \$	237 \$	599 \$
Prêts aux particuliers								
Solde au début de la période	305 \$	966 \$	211 \$	1 482 \$	280 \$	793 \$	155 \$	1 228 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit								
Transferts vers le stade 1	440	(439)	(1)	—	408	(407)	(1)	—
Transferts vers le stade 2	(75)	78	(3)	—	(54)	57	(3)	—
Transferts vers le stade 3	(3)	(121)	124	—	(3)	(95)	98	—
Originations	79	—	—	79	88	—	—	88
Arrivées à échéance	(39)	(168)	—	(207)	(33)	(134)	—	(167)
Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition	(415)	796	466	847	(383)	681	384	682
Sorties du bilan	—	—	(675)	(675)	—	—	(525)	(525)
Recouvrements	—	—	111	111	—	—	98	98
Écart de change et autres	1	(2)	(13)	(14)	—	—	(7)	(7)
Solde à la fin de la période	293 \$	1 110 \$	220 \$	1 623 \$	303 \$	895 \$	199 \$	1 397 \$
Prêts sur cartes de crédit								
Solde au début de la période	207 \$	1 026 \$	— \$	1 233 \$	203 \$	866 \$	— \$	1 069 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit								
Transferts vers le stade 1	503	(503)	—	—	426	(426)	—	—
Transferts vers le stade 2	(83)	83	—	—	(81)	81	—	—
Transferts vers le stade 3	(2)	(442)	444	—	(2)	(353)	355	—
Originations	12	—	—	12	23	—	—	23
Arrivées à échéance	(4)	(40)	—	(44)	(3)	(36)	—	(39)
Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition	(418)	986	161	729	(364)	819	136	591
Sorties du bilan	—	—	(742)	(742)	—	—	(670)	(670)
Recouvrements	—	—	136	136	—	—	180	180
Écart de change et autres	(2)	—	1	(1)	2	1	(1)	2
Solde à la fin de la période	213 \$	1 110 \$	— \$	1 323 \$	204 \$	952 \$	— \$	1 156 \$
Prêts aux petites entreprises								
Solde au début de la période	80 \$	86 \$	106 \$	272 \$	70 \$	66 \$	58 \$	194 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit								
Transferts vers le stade 1	37	(37)	—	—	27	(27)	—	—
Transferts vers le stade 2	(17)	17	—	—	(14)	14	—	—
Transferts vers le stade 3	(1)	(10)	11	—	—	(6)	6	—
Originations	32	—	—	32	31	—	—	31
Arrivées à échéance	(16)	(18)	—	(34)	(12)	(15)	—	(27)
Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition	(22)	73	119	170	(23)	44	97	118
Sorties du bilan	—	—	(91)	(91)	—	—	(67)	(67)
Recouvrements	—	—	14	14	—	—	9	9
Écart de change et autres	3	2	(23)	(18)	1	1	(14)	(12)
Solde à la fin de la période	96 \$	113 \$	136 \$	345 \$	80 \$	77 \$	89 \$	246 \$
Prêts de gros								
Solde au début de la période	787 \$	1 038 \$	968 \$	2 793 \$	774 \$	785 \$	767 \$	2 326 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit								
Transferts vers le stade 1	206	(205)	(1)	—	203	(202)	(1)	—
Transferts vers le stade 2	(97)	107	(10)	—	(121)	128	(7)	—
Transferts vers le stade 3	(9)	(241)	250	—	(5)	(54)	59	—
Originations	592	—	—	592	519	—	—	519
Arrivées à échéance	(436)	(318)	—	(754)	(288)	(291)	—	(579)
Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition	(158)	757	1 098	1 697	(299)	572	767	1 040
Sorties du bilan	—	—	(590)	(590)	—	—	(521)	(521)
Recouvrements	—	—	54	54	—	—	37	37
Écart de change et autres	(1)	(2)	(205)	(208)	(5)	(3)	(106)	(114)
Solde à la fin de la période	884 \$	1 136 \$	1 564 \$	3 584 \$	778 \$	935 \$	995 \$	2 708 \$

Note 5 Prêts et correction de valeur pour pertes de crédit (suite)

Données et hypothèses clés

Les paragraphes qui suivent font le point sur les données et hypothèses clés utilisées pour faire l'évaluation des pertes de crédit attendues. Pour de plus amples renseignements, se reporter aux notes 2 et 5 de nos états financiers consolidés annuels audités de 2024.

Notre scénario de base tient compte d'un sommet atteint par le taux de chômage au Canada au troisième trimestre civil de 2025 et d'une baisse graduelle à partir du début de l'année civile 2026, et du fait que le taux de chômage aux États-Unis devrait augmenter et atteindre un sommet au premier trimestre civil de 2026 pour revenir à un équilibre d'ici le quatrième trimestre civil de 2026. Le taux directeur devrait rester inchangé au Canada jusqu'à la fin de l'année civile 2026, et les États-Unis devraient recommencer à baisser leurs taux plus tard dans l'année civile jusqu'à la moitié de l'année 2026.

Nos scénarios de fluctuation à la baisse comprennent deux scénarios supplémentaires plus pessimistes conçus pour tenir compte des perturbations commerciales et du secteur d'activité de l'immobilier. En réponse à la politique commerciale internationale des États-Unis, nous avons conçu au cours du deuxième trimestre de 2025 un scénario de perturbation commerciale pour remplacer notre scénario pour le secteur d'activité de l'énergie. Nos scénarios de fluctuation à la baisse reflètent la possibilité de chocs macroéconomiques modérés et croissants à compter du quatrième trimestre civil de 2025 par rapport à notre scénario de base. Dans ces scénarios, les conditions devraient se détériorer par rapport à ce qu'elles étaient au troisième trimestre civil de 2025 pour une période d'au plus 18 mois, suivie par une reprise pour le reste de la période. Ces scénarios tablent sur une politique monétaire qui, en réponse, ramènera l'économie à un rythme de croissance durable au cours de la période de prévision.

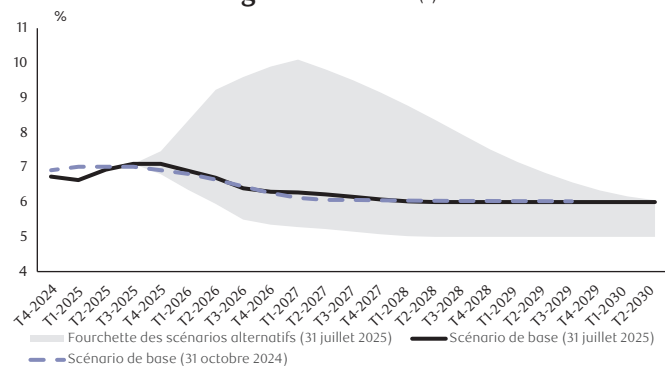
Notre scénario de fluctuation à la hausse reflète une croissance économique légèrement supérieure à celle du scénario de base, et ce, sans autre intervention de la politique monétaire pour la freiner, comparativement à notre scénario de base, suivi d'un retour à un rythme de croissance durable au cours de la période de prévision.

Au deuxième trimestre de 2025, nous avons augmenté la pondération de nos scénarios de fluctuation à la baisse par rapport au 31 octobre 2024 afin de rendre compte de l'incertitude économique accrue liée à la politique commerciale internationale des États-Unis par rapport à notre scénario de base.

La section qui suit présente des renseignements supplémentaires sur nos prévisions pour les trimestres civils concernant les principales variables macroéconomiques utilisées dans les modèles servant à estimer les corrections de valeur pour pertes de crédit :

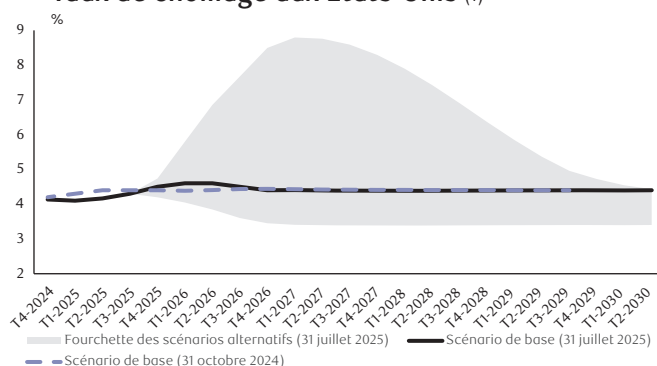
- **Taux de chômage** – Selon notre scénario de base, nous prévoyons que le taux de chômage au Canada augmentera pour atteindre un sommet de 7,1 % au troisième trimestre civil de 2025 et revenir à l'équilibre à long terme d'ici le premier trimestre civil de 2028. Le taux de chômage aux États-Unis devrait augmenter à 4,3 % au troisième trimestre civil de 2025, atteignant un sommet de 4,6 % au premier trimestre civil de 2026, puis revenir à son équilibre à long terme d'ici le quatrième trimestre civil de 2026.

Taux de chômage au Canada (1)



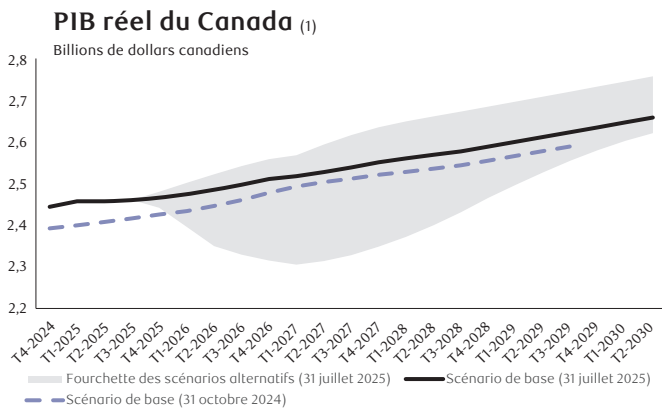
(1) Correspond au niveau trimestriel moyen du chômage pendant les trimestres civils présentés.

Taux de chômage aux États-Unis (1)

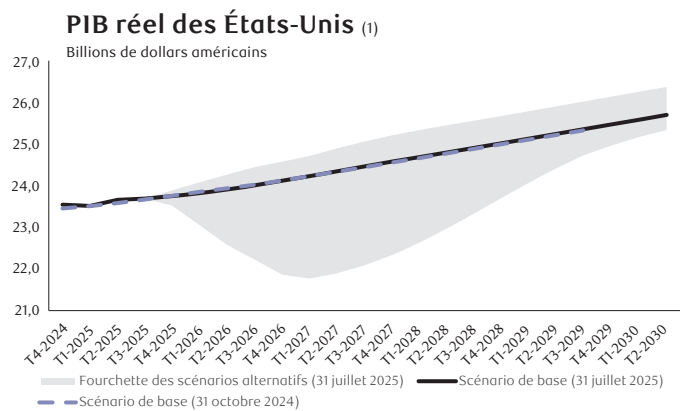


(1) Correspond au niveau trimestriel moyen du chômage pendant les trimestres civils présentés.

- **Produit intérieur brut (PIB)** – Selon notre scénario de base, la croissance du PIB au Canada et aux États-Unis devrait se poursuivre de manière stable au cours du troisième trimestre civil de 2025 et par la suite. Le PIB au quatrième trimestre civil de 2025 devrait être de 0,9 % supérieur à celui du quatrième trimestre de 2024 au Canada et aux États-Unis.



(1) Représente le taux annuel désaisonnalisé indexé au cours du dollar canadien de 2017 pour les trimestres civils présentés.



(1) Représente le taux annuel désaisonnalisé indexé au cours du dollar américain de 2017 pour les trimestres civils présentés.

- **Indice des prix des maisons au Canada** – Selon notre scénario de base, les prix des maisons devraient augmenter de 0,8 % au cours des 12 prochains mois à partir du troisième trimestre civil de 2025 et afficher un taux de croissance annuel composé de 3,5 % pour les 2 à 5 années suivantes. Dans nos scénarios de fluctuation à la hausse et à la baisse du secteur d'activité de l'immobilier, le taux de croissance (contraction) annuel composé des prix des maisons varie de (30,0) % à 10,9 % pour les 12 prochains mois et de 4,2 % à 9,6 % pour les 2 à 5 années suivantes. Au 31 octobre 2024, notre scénario de base prévoyait une hausse de 0,7 % des prix des maisons pour les 12 prochains mois à partir du quatrième trimestre civil de 2024 et de 3,0 % pour les 2 à 5 années suivantes.
- **Prix du pétrole (West Texas Intermediate en \$ US)** – Selon notre scénario de base, les prix du pétrole devraient s'établir en moyenne à 58 \$ le baril pour les 12 prochains mois à partir du troisième trimestre civil de 2025 et à 65 \$ le baril pour les 2 à 5 années suivantes. Les prix moyens figurant dans nos scénarios de fluctuation à la baisse et à la hausse varient de 33 \$ à 79 \$ le baril pour les 12 prochains mois et de 45 \$ à 69 \$ le baril pour les 2 à 5 années suivantes. Au 31 octobre 2024, notre scénario de base prévoyait un prix moyen de 69 \$ le baril pour les 12 prochains mois et de 66 \$ le baril pour les 2 à 5 années suivantes.

Note 5 Prêts et correction de valeur pour pertes de crédit (suite)

Exposition au risque de crédit selon la notation interne du risque

Le tableau qui suit présente la valeur comptable brute des prêts évalués au coût amorti et le montant contractuel total des engagements de prêt inutilisés soumis aux dispositions d'IFRS 9 *Instruments financiers* relatives à la dépréciation. Les notations du risque sont basées sur les évaluations internes utilisées pour l'évaluation des pertes de crédit attendues à la date de clôture telles qu'elles figurent dans les grilles de notations internes relatives aux prêts de gros et de détail de la rubrique Risque de crédit de notre rapport annuel 2024.

(en millions de dollars canadiens)	Aux							
	31 juillet 2025				31 octobre 2024			
	Stade 1	Stade 2	Stade 3 (1)	Total	Stade 1	Stade 2	Stade 3 (1)	Total
Prêts de détail								
Prêts en cours – Prêts hypothécaires résidentiels								
Risque faible	379 064 \$	19 919 \$	– \$	398 983 \$	388 742 \$	1 354 \$	– \$	390 096 \$
Risque moyen	20 684	2 890	–	23 574	18 419	4 479	–	22 898
Risque élevé	2 119	6 317	–	8 436	1 761	6 593	–	8 354
Non notés (2)	53 284	1 885	–	55 169	52 569	1 479	–	54 048
Dépréciés	–	–	1 554	1 554	–	–	1 233	1 233
	455 151	31 011	1 554	487 716	461 491	13 905	1 233	476 629
Éléments non soumis à des tests de dépréciation (3)				982				915
Total				488 698 \$				477 544 \$
Prêts en cours – Prêts aux particuliers								
Risque faible	85 998 \$	3 075 \$	– \$	89 073 \$	82 904 \$	1 680 \$	– \$	84 584 \$
Risque moyen	4 038	3 736	–	7 774	5 525	3 063	–	8 588
Risque élevé	662	2 521	–	3 183	592	2 365	–	2 957
Non notés (2)	11 651	1 004	–	12 655	11 303	498	–	11 801
Dépréciés	–	–	417	417	–	–	408	408
Total	102 349 \$	10 336 \$	417 \$	113 102 \$	100 324 \$	7 606 \$	408 \$	108 338 \$
Prêts en cours – Prêts sur cartes de crédit								
Risque faible	18 216 \$	164 \$	– \$	18 380 \$	17 363 \$	177 \$	– \$	17 540 \$
Risque moyen	2 053	2 242	–	4 295	1 999	2 436	–	4 435
Risque élevé	67	2 339	–	2 406	75	2 289	–	2 364
Non notés (2)	1 095	294	–	1 389	1 173	53	–	1 226
Total	21 431 \$	5 039 \$	– \$	26 470 \$	20 610 \$	4 955 \$	– \$	25 565 \$
Prêts en cours – Prêts aux petites entreprises								
Risque faible	10 343 \$	638 \$	– \$	10 981 \$	9 428 \$	773 \$	– \$	10 201 \$
Risque moyen	2 492	1 009	–	3 501	2 740	962	–	3 702
Risque élevé	257	1 376	–	1 633	214	1 086	–	1 300
Non notés (2)	9	–	–	9	7	–	–	7
Dépréciés	–	–	397	397	–	–	321	321
Total	13 101 \$	3 023 \$	397 \$	16 521 \$	12 389 \$	2 821 \$	321 \$	15 531 \$
Engagements inutilisés – Prêts de détail								
Risque faible	288 151 \$	5 088 \$	– \$	293 239 \$	284 036 \$	592 \$	– \$	284 628 \$
Risque moyen	13 330	426	–	13 756	12 110	381	–	12 491
Risque élevé	768	717	–	1 485	746	602	–	1 348
Non notés (2)	13 916	241	–	14 157	10 715	88	–	10 803
Total	316 165 \$	6 472 \$	– \$	322 637 \$	307 607 \$	1 663 \$	– \$	309 270 \$
Prêts de gros – Prêts en cours								
Qualité investissement	126 751 \$	1 639 \$	– \$	128 390 \$	116 549 \$	1 471 \$	– \$	118 020 \$
Qualité inférieure	202 626	26 413	–	229 039	189 889	26 826	–	216 715
Non notés (2)	12 965	556	–	13 521	12 871	721	–	13 592
Dépréciés	–	–	6 383	6 383	–	–	3 905	3 905
	342 342	28 608	6 383	377 333	319 309	29 018	3 905	352 232
Éléments non soumis à des tests de dépréciation (3)				10 608				8 207
Total				387 941 \$				360 439 \$
Engagements inutilisés – Prêts de gros								
Qualité investissement	367 309 \$	1 234 \$	– \$	368 543 \$	345 236 \$	516 \$	– \$	345 752 \$
Qualité inférieure	173 546	16 063	–	189 609	170 212	14 512	–	184 724
Non notés (2)	3 398	19	–	3 417	3 290	17	–	3 307
Total	544 253 \$	17 316 \$	– \$	561 569 \$	518 738 \$	15 045 \$	– \$	533 783 \$

(1) Comprend 149 millions de dollars au titre des prêts dépréciés acquis ou émis (109 millions au 31 octobre 2024).

(2) Il arrive qu'aucune note interne du risque ne soit attribuée. Dans ce cas, nous utilisons d'autres méthodes, politiques et outils approuvés afin de gérer notre risque de crédit.

(3) Les éléments qui ne sont pas soumis à des tests de dépréciation sont des prêts détenus à la juste valeur par le biais du résultat net.

Prêts en souffrance mais non douteux (1), (2)

(en millions de dollars canadiens)	Aux					
	31 juillet 2025			31 octobre 2024		
	De 30 à 89 jours	90 jours et plus	Total	De 30 à 89 jours	90 jours et plus	Total
Prêts de détail	2 549 \$	281 \$	2 830 \$	2 542 \$	263 \$	2 805 \$
Prêts de gros	1 079	7	1 086	1 454	4	1 458
	3 628 \$	288 \$	3 916 \$	3 996 \$	267 \$	4 263 \$

(1) Exclut les prêts en souffrance depuis moins de 30 jours, car ils ne sont généralement pas représentatifs de la capacité des emprunteurs à respecter leurs obligations de paiement.

(2) Les montants présentés peuvent inclure les prêts en souffrance en raison de procédures administratives, comme les prêts hypothécaires dont les paiements sont retenus dans l'attente des sommes reçues à la suite de la vente ou du refinancement. Les prêts en souffrance en raison de procédures administratives ne sont pas représentatifs de la capacité des emprunteurs à respecter leurs obligations de paiement.

Note 6 Dépôts

(en millions de dollars canadiens)	Aux							
	31 juillet 2025				31 octobre 2024			
	À vue (1)	À préavis (2)	À terme (3)	Total	À vue (1)	À préavis (2)	À terme (3)	Total
Particuliers	222 617 \$	54 627 \$	246 083 \$	523 327 \$	205 714 \$	62 845 \$	253 580 \$	522 139 \$
Entreprises et gouvernements	405 098	22 042	491 023	918 163	369 943	20 157	449 570	839 670
Banques	11 974	–	28 013	39 987	9 675	641	37 406	47 722
	639 689 \$	76 669 \$	765 119 \$	1 481 477 \$	585 332 \$	83 643 \$	740 556 \$	1 409 531 \$
Dépôts non productifs d'intérêts (4)								
Canada	152 555 \$	8 881 \$	254 \$	161 690 \$	144 712 \$	7 164 \$	203 \$	152 079 \$
États-Unis	37 067	–	–	37 067	38 520	–	–	38 520
Europe (5)	9	–	–	9	11	–	–	11
Autres pays	8 217	–	–	8 217	7 758	–	–	7 758
Dépôts productifs d'intérêts (4)								
Canada	379 954	16 410	593 325	989 689	355 221	14 468	594 066	963 755
États-Unis	50 379	50 479	70 897	171 755	28 389	61 087	75 933	165 409
Europe (5)	5 776	734	77 553	84 063	5 013	851	53 295	59 159
Autres pays	5 732	165	23 090	28 987	5 708	73	17 059	22 840
	639 689 \$	76 669 \$	765 119 \$	1 481 477 \$	585 332 \$	83 643 \$	740 556 \$	1 409 531 \$

- (1) Les dépôts à vue comprennent tous les dépôts pour lesquels nous n'avons pas le droit d'exiger un avis de retrait, dont les comptes d'épargne et les comptes-chèques.
(2) Les dépôts à préavis comprennent tous les dépôts pour lesquels nous pouvons exiger légalement un avis de retrait. Ces dépôts sont principalement des comptes d'épargne.
(3) Les dépôts à terme sont remboursables à une date fixe et comprennent les certificats de placement garanti et d'autres instruments semblables.
(4) La répartition géographique des dépôts est fondée sur l'origine des dépôts et le pays où les revenus sont comptabilisés. Au 31 juillet 2025, les dépôts libellés en dollars américains, en livres sterling, en euros et en autres devises s'élevaient respectivement à 539 milliards de dollars, 41 milliards, 77 milliards et 34 milliards (511 milliards, 34 milliards, 53 milliards et 29 milliards au 31 octobre 2024, respectivement).
(5) Comprend le Royaume-Uni et les îles Anglo-Normandes.

Échéances contractuelles des dépôts à terme (1)

(en millions de dollars canadiens)	Aux	
	31 juillet 2025	31 octobre 2024
Moins de 1 an :		
Moins de 3 mois	217 276 \$	207 698 \$
De 3 à 6 mois	112 849	94 585
De 6 à 12 mois	165 608	173 603
De 1 à 2 ans	85 660	79 777
De 2 à 3 ans	60 223	61 175
De 3 à 4 ans	36 863	45 767
De 4 à 5 ans	16 387	20 692
Plus de 5 ans	70 253	57 259
	765 119 \$	740 556 \$

- (1) Le montant global des dépôts à terme en coupures de 100 000 \$ ou plus est de 701 milliards de dollars (670 milliards au 31 octobre 2024).

Note 7 Assurance et réassurance

Résultats des activités d'assurance et des placements d'assurance

Le tableau suivant présente la composition du résultat des activités d'assurance et du résultat des placements d'assurance pour les contrats d'assurance émis et les contrats de réassurance détenus.

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos		Pour les périodes de neuf mois closes	
	le 31 juillet 2025	le 31 juillet 2024	le 31 juillet 2025	le 31 juillet 2024
Résultat des activités d'assurance				
Produit des activités d'assurance	1 369 \$	1 303 \$	4 108 \$	3 755 \$
Charges afférentes aux activités d'assurance	(1 074)	(1 059)	(3 290)	(3 043)
Produits nets (charges nettes) afférents aux contrats de réassurance détenus	(16)	(30)	(29)	(108)
	279 \$	214 \$	789 \$	604 \$
Résultat des placements d'assurance				
Revenu d'investissement net	122 \$	185 \$	747 \$	2 289 \$
Produits (charges) financiers d'assurance	(68)	(159)	(574)	(2 155)
Produits (charges) financiers de réassurance	(6)	2	35	94
	48 \$	28 \$	208 \$	228 \$
Résultats des activités d'assurance et des placements d'assurance	327 \$	242 \$	997 \$	832 \$

Note 8 Avantages du personnel – Régime de retraite et autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi

Nous offrons un certain nombre de régimes à cotisations définies et à prestations définies, lesquels fournissent des prestations de retraite et d'autres avantages postérieurs à l'emploi aux employés admissibles. Les tableaux qui suivent présentent la composition de notre charge au titre des prestations de retraite et des autres avantages postérieurs à l'emploi et l'incidence des réévaluations comptabilisées dans les autres éléments du résultat global.

Charge au titre des prestations de retraite et des autres avantages postérieurs à l'emploi

	Pour les trimestres clos			
	Régimes de retraite		Autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi	
	le 31 juillet 2025	le 31 juillet 2024	le 31 juillet 2025	le 31 juillet 2024
(en millions de dollars canadiens)				
Coûts des services rendus au cours de la période	53 \$	47 \$	9 \$	9 \$
Coûts des services passés	–	–	–	(6)
Charge (revenu) d'intérêt, montant net	(41)	(37)	18	20
Réévaluation des autres avantages à long terme	–	–	2	(5)
Frais administratifs	6	5	–	–
Charge au titre des régimes à prestations définies	18	15	29	18
Charge au titre des régimes à cotisations définies	143	115	–	–
	161 \$	130 \$	29 \$	18 \$

	Pour les périodes de neuf mois closes			
	Régimes de retraite		Autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi	
	le 31 juillet 2025	le 31 juillet 2024	le 31 juillet 2025	le 31 juillet 2024
(en millions de dollars canadiens)				
Coûts des services rendus au cours de la période	157 \$	140 \$	25 \$	25 \$
Coûts des services passés	49	–	–	(6)
Charge (revenu) d'intérêt, montant net	(122)	(112)	57	60
Réévaluation des autres avantages à long terme	–	–	7	4
Frais administratifs	17	13	–	–
Charge au titre des régimes à prestations définies	101	41	89	83
Charge au titre des régimes à cotisations définies	431	319	–	–
	532 \$	360 \$	89 \$	83 \$

Réévaluations des régimes de retraite et des autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi ⁽¹⁾

	Pour les trimestres clos			
	Régimes de retraite à prestations définies		Autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi	
	le 31 juillet 2025	le 31 juillet 2024	le 31 juillet 2025	le 31 juillet 2024
(en millions de dollars canadiens)				
(Gains) pertes actuariels :				
Modifications des hypothèses financières (2)	(150)\$	658 \$	(14)\$	68 \$
Ajustements liés à l'expérience	–	–	3	3
Rendement de l'actif des régimes (excluant les intérêts en fonction du taux d'actualisation)	(222)	(785)	–	–
	(372)\$	(127)\$	(11)\$	71 \$

	Pour les périodes de neuf mois closes			
	Régimes de retraite à prestations définies		Autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi	
	le 31 juillet 2025	le 31 juillet 2024	le 31 juillet 2025	le 31 juillet 2024
(en millions de dollars canadiens)				
(Gains) pertes actuariels :				
Modifications des hypothèses financières (2)	(333)\$	1 381 \$	(28)\$	138 \$
Ajustements liés à l'expérience	(1)	–	1	3
Rendement de l'actif des régimes (excluant les intérêts en fonction du taux d'actualisation)	(90)	(1 789)	–	–
	(424)\$	(408)\$	(27)\$	141 \$

(1) Les hypothèses fondées sur le marché, y compris les modifications des hypothèses financières et le rendement de l'actif des régimes, sont revues chaque trimestre. Toutes les autres hypothèses sont mises à jour à l'occasion de notre examen annuel des hypothèses des régimes.

(2) Les modifications des hypothèses financières liées à nos régimes de retraite à prestations définies portent principalement sur les changements de taux d'actualisation.

Note 9 Impôt sur le résultat

Examens fiscaux et cotisations

Au cours du troisième trimestre de 2025, nous avons reçu un avis de nouvelle cotisation de l'Agence du revenu du Canada (ARC) au sujet de l'année d'imposition 2020, qui laissait entendre que la Banque Royale du Canada devait un montant d'impôt supplémentaire d'environ 411 millions de dollars, car l'ARC a refusé la déductibilité de certains dividendes. Ce montant représente l'impôt additionnel maximal exigible pour cette année. L'avis de nouvelle cotisation est conforme aux avis de nouvelle cotisation reçus précédemment, comme il est décrit à la note 21 de nos états financiers consolidés annuels audités de 2024. Il se peut que l'ARC établisse à notre égard une nouvelle cotisation augmentant sensiblement l'impôt sur le résultat pour les exercices à venir de la même façon. Dans tous les cas, nous sommes convaincus que notre position fiscale était appropriée et entendons nous défendre avec vigueur.

Dispositions législatives sur le deuxième pilier

Le plan à deux piliers de l'Organisation de coopération et de développement économiques comprend l'imposition d'un impôt des sociétés minimum de 15 % sur les bénéfices de certaines grandes multinationales (deuxième pilier). En ce qui nous concerne, la législation sur le deuxième pilier s'applique depuis le 1^{er} novembre 2024 dans certains pays où RBC exerce ses activités, notamment la *Loi sur l'impôt minimum mondial* au Canada, ce qui a entraîné une augmentation du taux d'imposition effectif de RBC d'environ 1,3 % pour le trimestre clos le 31 juillet 2025 et d'environ 1,5 % pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2025.

Note 10 Transactions importantes portant sur les capitaux propres et le financement

Actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres

Le 1^{er} novembre 2024, nous avons émis des billets de capital à recours limité (billets LRCN) de série 5 (billets LRCN de série 5) d'un montant de 1 000 millions de dollars américains assortis d'un recours limité aux actifs (les actifs de la fiducie) détenus par un fiduciaire indépendant dans une fiducie consolidée (la fiducie à recours limité). Les actifs de la fiducie liés aux billets LRCN de série 5 se composent d'actions privilégiées de premier rang de série BX (les actions privilégiées de série BX) d'un montant de 1 000 millions de dollars américains émises en même temps que les billets LRCN de série 5 à un prix de 1 000 \$ US par action privilégiée de série BX. Le prix par billet LRCN de série 5 s'élève à 1 000 \$ US et les billets porteront intérêt au taux fixe de 6,35 % par année, versé trimestriellement, jusqu'au 24 novembre 2034 et par la suite à un taux annuel révisé tous les cinq ans correspondant au taux des bons du Trésor des États-Unis à 5 ans en vigueur, majoré de 2,257 % jusqu'à l'échéance le 24 novembre 2084.

Le 11 juin 2025, nous avons émis des billets de capital à recours limité de série 6 (billets LRCN de série 6) d'un montant de 1 250 millions de dollars américains assortis d'un recours limité aux actifs de la fiducie détenus par la fiducie à recours limité. Les actifs de la fiducie liés aux billets LRCN de série 6 se composent d'actions privilégiées de premier rang de série BY (les actions privilégiées de série BY) d'un montant de 1 250 millions de dollars américains émises en même temps que les billets LRCN de série 6 à un prix de 1 000 \$ US par action privilégiée de série BY. Le prix par billet LRCN de série 6 s'élève à 1 000 \$ US et les billets porteront intérêt au taux fixe de 6,75 % par année, versé trimestriellement, jusqu'au 24 août 2030 et par la suite à un taux annuel révisé tous les cinq ans correspondant au taux des bons du Trésor des États-Unis à 5 ans en vigueur, majoré de 2,815 % jusqu'à l'échéance le 24 août 2085.

Advenant i) le non-paiement de l'intérêt à l'une des dates de paiement de l'intérêt, ii) le non-paiement du prix du rachat en cas de rachat de billets LRCN d'une série, iii) le non-paiement du capital à l'échéance des billets LRCN d'une série ou iv) un cas de défaut à l'égard de billets, les porteurs de billets n'auront de recours qu'à l'égard des actifs de la fiducie liés à chaque série de billets LRCN et chaque porteur aura droit à sa quote-part des actifs de la fiducie en question. Dans de telles circonstances, la livraison des actifs de la fiducie épuiera toutes nos obligations à l'égard de la série de billets LRCN correspondante.

Les billets LRCN de chaque série sont rachetables à l'échéance ou avant, dans la mesure où nous rachetons les actions privilégiées de la série en question à certaines dates de rachat, comme il est indiqué dans les modalités des actions privilégiées de cette série et sous réserve du consentement et de l'approbation du BSIF.

Chaque série de billets LRCN est assortie de clauses relatives aux FPUNV, qui sont nécessaires afin que les actions soient admissibles à titre de fonds propres réglementaires de première catégorie en vertu de l'accord de Bâle III. Les clauses relatives aux FPUNV exigent la conversion de l'instrument en un nombre variable d'actions ordinaires si le BSIF considère la Banque comme non viable ou si le gouvernement fédéral ou un gouvernement provincial au Canada annonce publiquement que la Banque a accepté ou a convenu d'accepter une injection de capitaux. Dans un tel cas, les billets LRCN de chaque série seront automatiquement rachetés, et le prix de rachat sera couvert par la livraison des actifs de la fiducie liés à la série en question, lesquels se composeront d'actions ordinaires émises par suite d'une conversion automatique des actions privilégiées de la série. Chaque série d'actions privilégiées comprend une formule de conversion automatique assortie d'un prix de conversion correspondant au plus élevé des montants suivants : i) le prix plancher de 5,00 \$ (sous réserve d'ajustements dans certaines circonstances) ou ii) le cours de nos actions ordinaires fondé sur le cours moyen pondéré en fonction du volume de nos actions ordinaires à la Bourse de Toronto. Le nombre d'actions ordinaires émises au titre de chaque série d'actions privilégiées sera déterminé en divisant la valeur par action des actions privilégiées (y compris les dividendes déclarés et non payés) par le prix de conversion. Le nombre d'actions ordinaires remis à chaque porteur de billets sera déterminé en fonction de la quote-part des actifs de la fiducie pertinents revenant à ce porteur.

Note 10 Transactions importantes portant sur les capitaux propres et le financement (suite)

Les billets LRCN de chaque série sont des instruments qui contiennent une composante capitaux propres et une composante passif puisque les paiements d'intérêts et de capital en trésorerie sur les billets LRCN sont effectués à notre gré. Le non-paiement des intérêts et du capital en trésorerie ne constitue pas un cas de défaut et il déclenchera la livraison des actions privilégiées de la série en question. La composante passif des billets a une valeur nominale et, par conséquent, la totalité du produit reçu a été présentée dans les capitaux propres.

Le 24 mai 2025, nous avons racheté la totalité de nos 24 millions d'actions privilégiées de premier rang à taux rajusté tous les cinq ans et à dividende non cumulatif de série BD émises et en circulation à un prix de rachat de 25,00 \$ l'action.

Débetures subordonnées

Le 23 décembre 2024, nous avons racheté la totalité des 1 500 millions de dollars de nos débetures subordonnées relatives aux FPUNV à 2,88 % en cours échéant le 23 décembre 2029, pour la totalité de leur capital, majoré des intérêts courus jusqu'à la date de rachat, sans compter cette date.

Le 29 janvier 2025, nous avons émis 1 500 millions de dollars de débetures subordonnées relatives aux FPUNV. Les billets portent intérêt au taux fixe de 4,279 % par année jusqu'au 4 février 2030, puis au taux canadien des opérations de pension à un jour (CORRA) composé quotidiennement majoré de 1,45 % jusqu'à l'échéance, le 4 février 2035.

Le 30 juin 2025, nous avons racheté la totalité des 1 250 millions de dollars de nos débetures subordonnées relatives aux FPUNV à 2,088 % en cours échéant le 30 juin 2030, pour la totalité de leur capital, majoré des intérêts courus jusqu'à la date de rachat, sans compter cette date.

Le 3 juillet 2025, nous avons émis 1 250 millions de dollars de débetures subordonnées relatives aux FPUNV. Les billets portent intérêt au taux fixe de 4,214 % par année jusqu'au 3 juillet 2030, puis au taux CORRA composé quotidiennement majoré de 1,51 % jusqu'à l'échéance, le 3 juillet 2035.

Le 17 juillet 2025, nous avons émis 26 000 millions de yens de débetures subordonnées relatives aux FPUNV. Les billets portent intérêt au taux fixe de 1,963 % par année jusqu'au 17 juillet 2030, puis au taux moyen des swaps du taux d'intérêt moyen au jour le jour de Tokyo sur cinq ans majoré de 1,02 % jusqu'à l'échéance, le 17 juillet 2035.

Actions ordinaires émises

	Pour les trimestres clos			
	le 31 juillet 2025		le 31 juillet 2024	
	Nombre d'actions (en milliers)	Montant	Nombre d'actions (en milliers)	Montant
(en millions de dollars canadiens, sauf les nombres d'actions)				
Actions émises dans le cadre des régimes de rémunération fondée sur des actions ⁽¹⁾	227	22 \$	683	66 \$
Actions émises dans le cadre du régime de réinvestissement des dividendes ⁽²⁾	—	—	—	—
Actions rachetées aux fins d'annulation ⁽³⁾	(5 445)	(81)	(480)	(7)
	(5 218)	(59)\$	203	59 \$

	Pour les périodes de neuf mois closes			
	le 31 juillet 2025		le 31 juillet 2024	
	Nombre d'actions (en milliers)	Montant	Nombre d'actions (en milliers)	Montant
(en millions de dollars canadiens, sauf les nombres d'actions)				
Actions émises dans le cadre des régimes de rémunération fondée sur des actions ⁽¹⁾	601	58 \$	1 311	126 \$
Actions émises dans le cadre du régime de réinvestissement des dividendes ⁽²⁾	—	—	11 850	1 460
Actions rachetées aux fins d'annulation ⁽³⁾	(10 400)	(155)	(480)	(7)
	(9 799)	(97)\$	12 681	1 579 \$

- (1) Les montants comprennent la trésorerie reçue au titre des options sur actions exercées au cours de la période et les ajustements de la juste valeur des options sur actions.
- (2) Les exigences de notre régime de réinvestissement des dividendes (RRD) sont remplies soit au moyen d'achats d'actions sur le marché libre, soit au moyen d'actions propres. Au cours du trimestre et de la période de neuf mois clos le 31 juillet 2025, les exigences de notre RRD ont été remplies au moyen d'achat d'actions sur le marché libre. Au cours du trimestre clos le 31 juillet 2024, les exigences de notre RRD ont été remplies au moyen d'achats d'actions sur le marché libre. Au cours de la période de neuf mois close le 31 juillet 2024, les exigences de notre RRD ont été remplies au moyen d'actions propres pendant les six premiers mois et d'achats d'actions sur le marché libre pendant les trois derniers mois.
- (3) Notre offre publique de rachat dans le cours normal des activités visant le rachat d'au plus 30 millions de nos actions ordinaires a pris fin le 11 juin 2025. Le 10 juin 2025, nous avons annoncé une nouvelle offre publique de rachat dans le cours normal des activités visant le rachat d'au plus 35 millions de nos actions ordinaires, qui débutera le 12 juin 2025 et se poursuivra jusqu'au 11 juin 2026, ou jusqu'à une date antérieure si nous terminons plus tôt le rachat de toutes les actions autorisées en vertu de cette offre. Au cours du trimestre clos le 31 juillet 2025, dans le cadre des programmes d'offre publique de rachat dans le cours normal des activités, nous avons racheté, aux fins d'annulation, des actions ordinaires d'une juste valeur totale de 955 millions de dollars (prix moyen de 175,27 \$ l'action) et d'une valeur comptable de 81 millions (valeur comptable de 14,88 \$ l'action). Au cours de la période de neuf mois close le 31 juillet 2025, dans le cadre des programmes d'offre publique de rachat dans le cours normal des activités, nous avons racheté, aux fins d'annulation, des actions ordinaires d'une juste valeur totale de 1 781 millions de dollars (prix moyen de 171,22 \$ l'action) et d'une valeur comptable de 155 millions (valeur comptable de 14,87 \$ l'action). Au cours du trimestre et de la période de neuf mois clos le 31 juillet 2024, nous avons racheté, aux fins d'annulation, des actions ordinaires d'une juste valeur totale de 73 millions de dollars (prix moyen de 152,66 \$ l'action) et d'une valeur comptable de 7 millions (valeur comptable de 14,82 \$ l'action).

Note 11 Bénéfice par action

	Pour les trimestres clos		Pour les périodes de neuf mois closes	
	le 31 juillet 2025	le 31 juillet 2024	le 31 juillet 2025	le 31 juillet 2024
(en millions de dollars canadiens, sauf les nombres d'actions et les montants par action)				
Bénéfice de base par action				
Bénéfice net	5 414 \$	4 486 \$	14 935 \$	12 018 \$
Dividendes sur actions privilégiées et distributions sur les autres instruments de capitaux propres	(125)	(106)	(355)	(231)
Bénéfice net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	1	(3)	(5)	(7)
Bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires	5 290 \$	4 377 \$	14 575 \$	11 780 \$
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires (en milliers)	1 407 280	1 414 194	1 410 854	1 411 044
Bénéfice de base par action (en dollars)	3,76 \$	3,09 \$	10,33 \$	8,35 \$
Bénéfice dilué par action				
Bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires	5 290 \$	4 377 \$	14 575 \$	11 780 \$
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires (en milliers)	1 407 280	1 414 194	1 410 854	1 411 044
Options sur actions (1)	2 400	1 929	2 381	1 574
Actions pouvant être émises en vertu d'autres régimes de rémunération fondée sur des actions	—	26	—	26
Nombre moyen d'actions ordinaires diluées (en milliers)	1 409 680	1 416 149	1 413 235	1 412 644
Bénéfice dilué par action (en dollars)	3,75 \$	3,09 \$	10,31 \$	8,34 \$

(1) L'effet de dilution des options sur actions a été établi au moyen de la méthode des actions propres. Lorsque le prix d'exercice des options en cours excède le cours moyen de nos actions ordinaires, les options sont exclues du calcul du bénéfice dilué par action. Pour le trimestre clos le 31 juillet 2025, en moyenne 915 683 options en cours au prix d'exercice moyen de 177,97 \$ ont été exclues du calcul du bénéfice dilué par action. Pour le trimestre clos le 31 juillet 2024, aucune option en cours n'a été exclue du calcul du bénéfice dilué par action. Pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2025, en moyenne 762 532 options en cours au prix d'exercice moyen de 177,97 \$ ont été exclues du calcul du bénéfice dilué par action. Pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2024, aucune option en cours n'a été exclue du calcul du bénéfice dilué par action.

Note 12 Actions en justice et questions de réglementation

Nous sommes une importante institution mondiale assujettie à de nombreuses exigences juridiques et réglementaires complexes en constante évolution. Nous sommes et avons été partie à diverses procédures judiciaires, y compris des poursuites en responsabilité, des vérifications réglementaires, des enquêtes, des audits et des demandes de renseignements de la part de divers organismes de réglementation gouvernementaux et autorités chargées de l'exécution de la loi, dans divers territoires. Certaines de ces procédures pourraient faire intervenir de nouvelles théories et interprétations juridiques et pourraient être entendues tant en droit criminel que civil, et certaines procédures pourraient donner lieu à des sanctions civiles, réglementaires ou pénales. Nous revoyons régulièrement l'état d'avancement de toutes les procédures et nous exercerons notre jugement afin de les résoudre au mieux de nos intérêts. Pour nombre de ces procédures, il est de par nature difficile de déterminer si des pertes sont probables ou d'estimer de manière fiable le montant des pertes. Ces procédures judiciaires font largement appel à l'exercice du jugement important et soulèvent beaucoup d'incertitudes; le risque financier et les autres risques qui y sont associés, compte tenu des dotations courantes, pourraient avoir une incidence significative sur nos résultats d'exploitation d'une période donnée, bien que nous estimions que le règlement ultime de ces questions n'aura pas d'incidence importante sur notre situation financière consolidée.

Nos procédures judiciaires et questions de réglementation principales sont décrites à la note 24 de nos états financiers consolidés annuels audités de 2024, rubrique mise à jour ci-dessous. Selon les faits connus à ce jour, sauf indication contraire, il nous est impossible à l'heure actuelle de prédire le dénouement de ces procédures ni le moment auquel elles seront réglées.

Procédure liée à Royal Bank of Canada Trust Company (Bahamas) Limited

Le 17 janvier 2025, le Department of Labor des États-Unis a proposé d'accorder une dispense afin de permettre à la Banque Royale du Canada de continuer de se prévaloir de l'exemption « Qualified Professional Asset Manager » (QPAM) en vertu de la loi intitulée *Employee Retirement Income Security Act* du 5 mars 2025 au 4 mars 2030. Le 5 mars 2025, le Department of Labor a prolongé la période de dispense initiale accordée à la Banque Royale du Canada en 2016 jusqu'au 4 septembre 2025 ou jusqu'à la date d'entrée en vigueur d'une mesure définitive de l'organisme relativement à la dispense proposée publiée le 17 janvier 2025, selon la première de ces éventualités. Le Department of Labor a récemment accordé la dispense qu'il a proposée le 17 janvier 2025, avec des modifications mineures, qui sera en vigueur du 12 août 2025 au 4 mars 2030. La Banque Royale du Canada prévoit demander au Department of Labor une nouvelle prolongation de la dispense existante avant son expiration, selon ce qu'elle jugera nécessaire ou souhaitable. Rien ne garantit que cette dispense, si elle est demandée, sera accordée.

Enquête de la Competition and Markets Authority du Royaume-Uni

En février 2025, la Banque Royale du Canada et RBC Europe Limited ont conclu un règlement avec la Competition and Markets Authority du Royaume-Uni et ont convenu de verser un montant de 34,2 millions de livres sterling à titre de règlement complet et définitif de l'affaire.

Dans le cadre du recours collectif américain, le tribunal a approuvé de manière préliminaire en mars 2025 l'accord de règlement conclu par RBC Europe Limited, RBC Capital Markets, LLC et certains autres défendeurs visant à rejeter définitivement le recours collectif putatif déposé aux États-Unis à l'encontre de ces défendeurs. L'accord de règlement reste soumis à l'approbation finale du tribunal.

Note 13 Résultats par secteur d'exploitation**Composition des secteurs d'exploitation**

Aux fins de la gestion, en fonction des produits et services offerts, nous sommes organisés en cinq secteurs d'exploitation : Services bancaires aux particuliers, Services bancaires aux entreprises, Gestion de patrimoine, Assurances et Marchés des Capitaux.

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre clos le 31 juillet 2025						Total
	Services bancaires aux particuliers	Services bancaires aux entreprises	Gestion de patrimoine	Assurances	Marchés des Capitaux (1)	Services de soutien généraux (1)	
Revenu net d'intérêt (2)	3 698 \$	1 828 \$	1 321 \$	– \$	1 287 \$	217 \$	8 351 \$
Revenus autres que d'intérêt	1 362	324	4 192	368	2 471	(83)	8 634
Total des revenus	5 060	2 152	5 513	368	3 758	134	16 985
Dotation à la provision pour pertes de crédit	444	299	(43)	–	180	1	881
Frais autres que d'intérêt	1 958	697	4 154	74	2 059	290	9 232
Bénéfice (perte) avant impôt	2 658	1 156	1 402	294	1 519	(157)	6 872
Charge (économie) d'impôt	720	320	306	47	191	(126)	1 458
Bénéfice net	1 938 \$	836 \$	1 096 \$	247 \$	1 328 \$	(31)\$	5 414 \$
Les frais autres que d'intérêt comprennent : Amortissements	269 \$	26 \$	303 \$	12 \$	143 \$	1 \$	754 \$

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre clos le 31 juillet 2024						Total
	Services bancaires aux particuliers (3)	Services bancaires aux entreprises (3)	Gestion de patrimoine (3)	Assurances	Marchés des Capitaux (1)	Services de soutien généraux (1)	
Revenu net d'intérêt (2)	3 253 \$	1 687 \$	1 245 \$	– \$	817 \$	325 \$	7 327 \$
Revenus autres que d'intérêt	1 237	349	3 719	285	2 187	(473)	7 304
Total des revenus	4 490	2 036	4 964	285	3 004	(148)	14 631
Dotation à la provision pour pertes de crédit	391	216	16	1	38	(3)	659
Frais autres que d'intérêt	1 941	691	3 762	70	1 755	380	8 599
Bénéfice (perte) avant impôt	2 158	1 129	1 186	214	1 211	(525)	5 373
Charge (économie) d'impôt	572	312	237	44	39	(317)	887
Bénéfice net	1 586 \$	817 \$	949 \$	170 \$	1 172 \$	(208)\$	4 486 \$
Les frais autres que d'intérêt comprennent : Amortissements	299 \$	26 \$	299 \$	3 \$	133 \$	(1)\$	759 \$

(en millions de dollars canadiens)	Pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2025						
	Services bancaires aux particuliers (4)	Services bancaires aux entreprises (4)	Gestion de patrimoine (4)	Assurances	Marchés des Capitaux (1), (4)	Services de soutien généraux (1)	Total
Revenu net d'intérêt (2)	10 722 \$	5 358 \$	4 016 \$	– \$	3 480 \$	779 \$	24 355 \$
Revenus autres que d'intérêt	3 954	983	12 462	1 112	7 335	(805)	25 041
Total des revenus	14 676	6 341	16 478	1 112	10 815	(26)	49 396
Dotation à la provision pour pertes de crédit	1 586	1 177	124	–	468	–	3 355
Frais autres que d'intérêt	5 925	2 105	12 456	241	5 985	506	27 218
Bénéfice (perte) avant impôt	7 165	3 059	3 898	871	4 362	(532)	18 823
Charge (économie) d'impôt	1 947	849	893	141	400	(342)	3 888
Bénéfice net	5 218 \$	2 210 \$	3 005 \$	730 \$	3 962 \$	(190)\$	14 935 \$
Les frais autres que d'intérêt comprennent : Amortissements	814 \$	79 \$	938 \$	34 \$	424 \$	1 \$	2 290 \$

(en millions de dollars canadiens)	Pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2024						
	Services bancaires aux particuliers (3), (4)	Services bancaires aux entreprises (3), (4)	Gestion de patrimoine (3), (4)	Assurances	Marchés des Capitaux (1), (4)	Services de soutien généraux (1)	Total
Revenu net d'intérêt (2)	9 092 \$	4 298 \$	3 697 \$	– \$	2 242 \$	953 \$	20 282 \$
Revenus autres que d'intérêt	3 592	1 007	10 743	946	6 867	(1 167)	21 988
Total des revenus	12 684	5 305	14 440	946	9 109	(214)	42 270
Dotation à la provision pour pertes de crédit	1 319	676	54	2	342	(1)	2 392
Frais autres que d'intérêt	5 452	1 799	11 331	210	5 119	1 320	25 231
Bénéfice (perte) avant impôt	5 913	2 830	3 055	734	3 648	(1 533)	14 647
Charge (économie) d'impôt	1 571	786	602	167	60	(557)	2 629
Bénéfice net	4 342 \$	2 044 \$	2 453 \$	567 \$	3 588 \$	(976)\$	12 018 \$
Les frais autres que d'intérêt comprennent : Amortissements	806 \$	34 \$	919 \$	6 \$	387 \$	(10)\$	2 142 \$

(1) Majoration au montant imposable équivalent.

(2) Le revenu d'intérêt est présenté déduction faite des charges d'intérêt, puisque nous nous fions essentiellement au revenu net d'intérêt comme mesure du rendement.

(3) Avec prise d'effet au quatrième trimestre de 2024, le secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises a été scindé en deux secteurs d'exploitation distincts : Services bancaires aux particuliers et Services bancaires aux entreprises. Avec ce changement, RBC Placements en Direct est passé du secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises à celui de Gestion de patrimoine. Les montants ont été révisés par rapport à ceux présentés précédemment afin qu'ils soient conformes à la nouvelle base de présentation de l'information sectorielle.

(4) Le 28 mars 2024, nous avons finalisé l'acquisition de la Banque HSBC Canada. Les résultats de la Banque HSBC Canada ont été consolidés à partir de la date de clôture et sont inclus dans les résultats de nos secteurs Services bancaires aux particuliers, Services bancaires aux entreprises, Gestion de patrimoine et Marchés des Capitaux.

Total de l'actif et total du passif par secteur d'exploitation

(en millions de dollars canadiens)	Au 31 juillet 2025						
	Services bancaires aux particuliers	Services bancaires aux entreprises	Gestion de patrimoine	Assurances	Marchés des Capitaux	Services de soutien généraux	Total
Total de l'actif	568 962 \$	195 300 \$	186 356 \$	30 984 \$	1 145 803 \$	100 488 \$	2 227 893 \$
Total du passif	568 942	195 298	184 832	30 849	1 145 799	(33 459)	2 092 261

(en millions de dollars canadiens)	Au 31 octobre 2024						
	Services bancaires aux particuliers	Services bancaires aux entreprises	Gestion de patrimoine	Assurances	Marchés des Capitaux	Services de soutien généraux	Total
Total de l'actif	555 029 \$	187 142 \$	184 503 \$	29 288 \$	1 127 661 \$	87 959 \$	2 171 582 \$
Total du passif	554 970	187 135	183 055	29 158	1 127 564	(37 492)	2 044 390

Note 14 Gestion des fonds propres

Fonds propres réglementaires et ratios

Le BSIF établit des seuils précis en ce qui concerne les fonds propres requis au titre des risques, les ratios de levier et les ratios TLAC applicables à l'intention des institutions de dépôt du Canada. Au troisième trimestre de 2025, nous nous sommes conformés à toutes les exigences applicables de fonds propres, de levier et de TLAC, y compris la réserve pour stabilité intérieure, imposées par le BSIF.

	Aux	
	31 juillet 2025	31 octobre 2024
(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages et sauf indication contraire)		
Fonds propres ⁽¹⁾		
Fonds propres CET1	95 654 \$	88 936 \$
Fonds propres de première catégorie	107 155	97 952
Total des fonds propres	119 848	110 487
Actif pondéré en fonction des risques aux fins du calcul des ratios de fonds propres ⁽¹⁾		
Risque de crédit	589 582 \$	548 809 \$
Risque de marché	37 936	33 930
Risque opérationnel	95 637	89 543
Total de l'actif pondéré en fonction des risques	723 155 \$	672 282 \$
Ratios de fonds propres et ratio de levier ⁽¹⁾		
Ratio CET1	13,2 %	13,2 %
Ratio de fonds propres de première catégorie	14,8 %	14,6 %
Ratio du total des fonds propres	16,6 %	16,4 %
Ratio de levier	4,5 %	4,2 %
Exposition du ratio de levier	2 404 301 \$	2 344 228 \$
TLAC disponible et ratios ⁽²⁾		
TLAC disponible	223 343 \$	196 659 \$
Ratio TLAC	30,9 %	29,3 %
Ratio de levier TLAC	9,3 %	8,4 %

(1) Les fonds propres, l'actif pondéré en fonction des risques et les ratios de fonds propres sont calculés conformément à la ligne directrice sur les normes de fonds propres du BSIF et le ratio de levier est calculé conformément à la ligne directrice sur les exigences de levier du BSIF. Les lignes directrices sur les normes de fonds propres et les exigences de levier sont établies d'après le cadre de l'accord de Bâle III.

(2) La TLAC disponible et les ratios TLAC sont calculés au moyen de la ligne directrice sur la TLAC du BSIF. La norme TLAC s'applique aux entités de résolution pour lesquelles nous sommes réputés être la Banque Royale du Canada et à ses filiales. Une entité de résolution et ses filiales sont collectivement appelées groupe de résolution. Le ratio TLAC et le ratio de levier TLAC sont calculés au moyen de la TLAC disponible, en pourcentage de l'actif pondéré en fonction des risques et de l'exposition aux fins du ratio de levier, respectivement.

Renseignements à l'intention des actionnaires

Bureau central

Adresse :
Banque Royale du Canada
200 Bay Street
Toronto (Ontario) M5J 2J5
Canada
Téléphone : 1-888-212-5533

Pour toute correspondance :

P.O. Box 1
Royal Bank Plaza
Toronto (Ontario) M5J 2J5
Canada
Site Web : rbc.com

Agent des transferts et agent comptable des registres

Agent principal :
Société de fiducie Computershare du Canada
320 Bay Street, 14^e étage
Toronto (Ontario) M5H 4A6
Canada
Téléphone : 1-866-586-7635
(Canada et États-Unis)
ou 514-982-7555
(appels internationaux)
Télécopieur : 1-888-453-0330
(Canada et États-Unis)
ou 416-263-9394
(appels internationaux)
Site Web : computershare.com/rbc
Courriel :
service@computershare.com

Co-agent des transferts
(États-Unis) :
Computershare Trust
Company, N.A.
150 Royall Street, bureau 101
Canton, Massachusetts 02021
États-Unis

Co-agent des transferts
(Royaume-Uni) :
Computershare Investor
Services PLC
Securities Services – Registrars
P.O. Box 82, The Pavilions,
Bridgwater Road,
Bristol BS99 6ZZ
Royaume-Uni

Inscriptions en Bourse (Symbole : RY)

Bourses où sont inscrites les
actions ordinaires de la Banque :
Canada – Bourse de Toronto (TSX)
États-Unis – New York Stock
Exchange (NYSE)

Les actions privilégiées de
séries BF, BH, BI et BO
sont inscrites à la TSX.

Prix du jour d'évaluation

Aux fins de l'impôt sur le revenu
au Canada, l'action ordinaire de
la Banque Royale du Canada
s'établissait à 29,52 \$ par action
au jour d'évaluation
(le 22 décembre 1971). Ce prix
correspond à 7,38 \$ par action,
après ajustement pour tenir
compte des deux divisions
d'actions à raison de deux
actions pour une de mars 1981 et
de février 1990. Le dividende en
actions de une action pour une,
versé en octobre 2000 et en
avril 2006, n'a eu aucune
incidence sur le prix du jour
d'évaluation de nos actions
ordinaires.

Communications avec les actionnaires

Pour des renseignements relatifs
aux dividendes, aux changements
au registre des actionnaires ou
aux changements d'adresse, à la
perte de certificats d'actions, aux
formulaires d'impôts, aux
transferts de succession, aux
inscriptions directes et au
réinvestissement de dividendes,
les actionnaires sont priés de
communiquer avec :
Société de fiducie Computershare
du Canada
320 Bay Street, 14^e étage
Toronto (Ontario) M5H 4A6
Canada

Téléphone : 1-866-586-7635
(Canada et États-Unis)
ou 514-982-7555
(appels internationaux)
Télécopieur : 1-888-453-0330
(Canada et États-Unis)
ou 416-263-9394
(appels internationaux)
Courriel :
service@computershare.com

Analystes financiers, gestionnaires de portefeuille, investisseurs institutionnels

Pour obtenir des renseignements
financiers, veuillez communiquer
avec :
Relations avec les investisseurs
Banque Royale du Canada
200 Bay Street
South Tower
Toronto (Ontario) M5J 2J5
Canada
Courriel : invesrel@rbc.com
ou visitez notre site Web
au rbc.com/investisseurs

Service de dépôt direct

Au moyen d'un transfert
électronique de fonds, les
actionnaires du Canada et des
États-Unis peuvent faire déposer
directement dans leur compte
bancaire les dividendes sur leurs
actions ordinaires, il leur suffit
d'en faire la demande à notre
agent des transferts et agent
comptable des registres, la
Société de fiducie
Computershare du Canada.

Les actionnaires internationaux
(autres que les porteurs des
États-Unis ou du Canada)
peuvent être en mesure de
recevoir leurs dividendes et/ou
leurs distributions dans la
devise de leur choix.
Computershare offre un service
de change international qui
permet aux actionnaires
internationaux de RBC de
recevoir leurs paiements de
dividendes et/ou de distributions
dans la devise de leur choix.
Veuillez consulter le site
investorcentre.com/rbc.

Désignation à titre de dividendes admissibles

Sauf indication contraire, aux
fins de la *Loi de l'impôt sur le
revenu* (Canada) et dans toute
législation fiscale provinciale ou
territoriale applicable, tous les
dividendes (ainsi que les
dividendes réputés) que verse
RBC à des résidents du Canada
sur ses actions ordinaires et
privilégiées sont désignés
comme des « dividendes
admissibles ».

Rachats d'actions ordinaires

Nous avons lancé une offre
publique de rachat dans le
cours normal des activités qui
nous permet de racheter, aux
fins d'annulation, jusqu'à
35 millions de nos actions
ordinaires au cours de la
période allant du 12 juin 2025
au 11 juin 2026, à l'expiration de
l'offre, ou avant, étant donné
que nous sommes autorisés à
effectuer les achats en vertu
de notre avis d'intention
déposé à la TSX.

Nous déterminons le montant
et le calendrier des rachats
dans le cadre d'une offre
publique de rachat dans le
cours normal des activités
après consultation du Bureau
du surintendant des
institutions financières du
Canada. Pour plus de détails,
se reporter à la rubrique
Gestion des fonds propres.

Il est possible d'obtenir sans
frais un exemplaire de notre
avis d'intention de déposer
une offre publique de rachat
dans le cours normal des
activités en communiquant
avec le secrétaire de la
Banque, à notre adresse
postale de Toronto.

Dates de publication des rapports trimestriels pour 2025

Premier trimestre 27 février
Deuxième trimestre 29 mai
Troisième trimestre 27 août
Quatrième trimestre 3 décembre

Assemblée annuelle de 2026

L'assemblée annuelle des
actionnaires ordinaires se
tiendra le jeudi 9 avril 2026.

Dates de paiement des dividendes pour 2025

Sous réserve de l'approbation du Conseil d'administration

	Dates de clôture des registres	Dates de paiement
Actions ordinaires et privilégiées de séries BF, BH, BI et BO	27 janvier 24 avril 24 juillet 27 octobre	24 février 23 mai 22 août 24 novembre
Actions privilégiées de série BT	17 février 15 août	24 février 22 août
Actions privilégiées de série BU	17 février 15 août	24 février 22 août
Actions privilégiées de série BW	16 mai 17 novembre	23 mai 24 novembre

Gouvernance

Les résumés des différences importantes entre les pratiques de
RBC en matière de gouvernance d'entreprise et les pratiques en
matière de gouvernance d'entreprise que doivent respecter les
entreprises nationales américaines en vertu des conditions
d'admission en Bourse de la NYSE sont présentés sur notre site
Web, à l'adresse rbc.com/gouvernance.



Interim Condensed Consolidated Balance Sheets (unaudited)

	As at ¹		
	July 31 2025	October 31 2024	July 31 2024
(Millions of Canadian dollars)			
Assets			
Cash and due from banks	\$ 34,927	\$ 56,723	\$ 55,230
Interest-bearing deposits with banks	72,824	66,020	57,409
Securities			
Trading	204,154	183,300	180,441
Investment, net of applicable allowance	333,858	256,618	250,744
	538,012	439,918	431,185
Assets purchased under reverse repurchase agreements and securities borrowed	265,832	350,803	325,401
Loans			
Retail	644,791	626,978	619,452
Wholesale	387,941	360,439	358,143
	1,032,732	987,417	977,595
Allowance for loan losses	(7,272)	(6,037)	(5,798)
	1,025,460	981,380	971,797
Other			
Customers' liability under acceptances	18	35	677
Derivatives	155,023	150,612	115,659
Premises and equipment	6,742	6,852	6,943
Goodwill	19,316	19,286	19,125
Other intangibles	7,426	7,798	8,032
Other assets	102,313	92,155	84,649
	290,838	276,738	235,085
Total assets	\$ 2,227,893	\$ 2,171,582	\$ 2,076,107
Liabilities and equity			
Deposits			
Personal	\$ 523,327	\$ 522,139	\$ 510,542
Business and government	918,163	839,670	809,380
Bank	39,987	47,722	41,343
	1,481,477	1,409,531	1,361,265
Other			
Acceptances	18	35	708
Obligations related to securities sold short	47,072	35,286	33,972
Obligations related to assets sold under repurchase agreements and securities loaned	266,287	305,321	304,373
Derivatives	158,862	163,763	126,884
Insurance contract liabilities	23,390	22,231	21,153
Other liabilities	101,323	94,677	89,823
	596,952	621,313	576,913
Subordinated debentures	13,832	13,546	13,437
Total liabilities	2,092,261	2,044,390	1,951,615
Equity attributable to shareholders			
Preferred shares and other equity instruments	11,498	9,031	9,492
Common shares	20,873	20,952	20,786
Retained earnings	94,971	88,608	86,065
Other components of equity	8,221	8,498	8,048
	135,563	127,089	124,391
Non-controlling interests	69	103	101
Total equity	135,632	127,192	124,492
Total liabilities and equity	\$ 2,227,893	\$ 2,171,582	\$ 2,076,107

¹ Information as at July 31, 2025 and October 31, 2024 is from Royal Bank of Canada's 3rd Quarter 2025 Report to Shareholders and information as at July 31, 2024 is from Royal Bank of Canada's 3rd Quarter 2025 Financial Supplement released on August 27th, 2025.